



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS

DIX-NEUVIEME SESSION

29 mars – 7 avril 1955

et 16 mai – 27 mai 1955

NEW-YORK

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* (dix-neuvième session) contiennent les corrections apportées aux comptes rendus analytiques provisoires à la demande des délégations et toutes autres modifications qu'exigent les travaux d'édition.

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Les cotes désignant les résolutions du Conseil se composent d'un nombre en chiffres arabes qui indique le numéro de la résolution et d'un nombre en chiffres romains qui indique le numéro de la session. Pour chaque session, les résolutions paraissent à part dans un volume imprimé en tant que Supplément aux *Documents officiels* de la session du Conseil dont il s'agit.

Certains documents relatifs aux divers points de l'ordre du jour sont publiés en annexes. Les annexes paraissent en fascicules; chaque point de l'ordre du jour fait l'objet d'un fascicule distinct.

Le présent fascicule contient, aux pages XV à XXI, un répertoire des documents qui se rapportent à l'ordre du jour du Conseil; ce répertoire indique, le cas échéant, dans quelle publication figure chaque document.

TABLE DES MATIERES

	Pages
Liste des délégations	VI
Ordre du jour	XIV
Répertoire des documents	XV

835ème séance (séance d'ouverture)

Mardi 29 mars 1955, à 11 h. 15

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR:

Election du Président et des Vice-Présidents pour 1955	1
Election du Président	1
Election du premier Vice-Président	1
Election du second Vice-Président	2
Question de la représentation de la Chine	2
Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales	2

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR:

Adoption de l'ordre du jour de la session (E/2677, E/L.655)	2
---	---

836ème séance

Mercredi 30 mars 1955, à 10 h. 45

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR:

Organisations non gouvernementales: audiences et demandes d'audience	
Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition (E/2709)	5

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2678, E/L.656, E/L.658) [suite]	5
--	---

837ème séance

Jeudi 31 mars 1955, à 10 h. 45

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2678, E/L.656, E/L.658) [suite]	11
--	----

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir (E/2688, E/L.657)	12
--	----

838ème séance

Jeudi 31 mars 1955, à 14 h. 50

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir (E/2688, E/L.657) [fin]	15
--	----

839ème séance

Vendredi 1er avril 1955, à 14 h. 50

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [suite]	21
Election de cinq membres du Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés	21

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR:

Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session (E/2680 et Add.1, E/2684)	21
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session	22

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691)	22
--	----

840ème séance

Lundi 4 avril 1955, à 10 h. 45

Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (E/2715) [suite]	25
---	----

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]	25
--	----

841ème séance

Lundi 4 avril 1955, à 15 h. 50

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]	31
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (E/2715) [fin]	37

842ème séance

Mardi 5 avril 1955, à 10 h. 50

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]	39
--	----

843ème séance*Mardi 5 avril 1955, à 14 h. 55***POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite] 45

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (*fin*) 49

Election de cinq membres du Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (*fin*) 49

844ème séance*Mercredi 6 avril 1955, à 10 h. 45***POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1) 51

845ème séance*Mercredi 6 avril 1955, à 14 h. 50***POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1) [*fin*] 57

POINT SUPPLÉMENTAIRE 1:

Représentation de la Commission de la condition de la femme aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales (E/2715) 59

846ème séance*Jeudi 7 avril 1955, à 10 h. 50***POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1) 63

847ème séance*Jeudi 7 avril 1955, à 14 h. 50***POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1) [*fin*] 69

Pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session du Conseil (E/2720) 71

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR:

Esclavage (E/2673 et Add.1 à 4, E/2679 et Add.1 à 4, E/2708, E/2718) 71

Rapport du Comité social (E/2718) 71

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR:

Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session (E/2680 et Add.1, E/L.659 et Corr.2) [*fin*] 72

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR:

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691, E/2721) [*fin*] 73

Rapport du Comité économique (E/2721) .. 73

Ajournement de la session 73

*
* *
*

848ème séance*Lundi 16 mai 1955, à 10 h. 50*

Organisation des travaux de la reprise de la dix-neuvième session du Conseil (E/L.661) .. 75

Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (E/2732) 75

849ème séance*Mardi 17 mai 1955, à 10 h. 50***POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Reconnaissance et exécution, à l'étranger, des obligations alimentaires (E/2711 et Add.1 à 3, E/L.662) 77

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR:

Organisations non gouvernementales (E/2751) .. 80

Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sur les demandes d'audition (E/2751) 80

850ème séance*Mercredi 18 mai 1955, à 10 h. 55***POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Organisations non gouvernementales (E/2694 et Corr.1) [*suite*] 81

Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes présentées à nouveau (E/2694 et Corr.1) 81

851ème séance*Mercredi 18 mai 1955, à 15 heures***POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Organisations non gouvernementales [*fin*] 85

Déclaration de M. Vincent Auriol, Président d'honneur de la Fédération mondiale des anciens combattants 85

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR:

Assistance et relèvement en Corée (E/2658, E/2669, A/2750, A/2810) 86

852ème séance*Jeudi 19 mai 1955, à 10 h. 55***POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR:**

Exécution des sentences arbitrales internationales (E/2704/Rev.1, E/L.664) 87

	Pages
853ème séance	
<i>Vendredi 20 mai 1955, à 10 h. 50</i>	
POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Exécution des sentences arbitrales internationales (E/2704/Rev.1, E/L.664/Rev.1) [fin].	91
POINT SUPPLÉMENTAIRE 2:	
Réorganisation des sessions du Conseil (E/2732, E/L.665)	91
POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Modification du règlement intérieur du Conseil (E/2713)	93
854ème séance	
<i>Vendredi 20 mai 1955, à 15 h. 10</i>	
POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Rapport de la Commission des transports et des communications (E/2696)	95
Rapport du Comité économique (E/2754) ..	95
855ème séance	
<i>Lundi 23 mai 1955, à 10 h. 50</i>	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pratiques commerciales restrictives (E/2380, E/2612 et Add.1 à 3, E/2671, E/2675, E/2716, E/L.667)	97
856ème séance	
<i>Lundi 23 mai 1955, à 14 h. 50</i>	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pratiques commerciales restrictives (E/2380, E/2612 et Add.1 à 3, E/2671, E/2675, E/2716, E/L.667) [suite]	105
857ème séance	
<i>Mardi 24 mai 1955, à 10 h. 55</i>	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pratiques commerciales restrictives (E/2380, E/2612 et Add.1 à 3, E/2671, E/2675, E/2716, E/L.667, E/L.669, E/L.670) [suite].	109
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pâte de bois et papier (E/2697, E/2700)	110
858ème séance	
<i>Mercredi 25 mai 1955, à 10 h. 55</i>	
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pâte de bois et papier (E/2697, E/2700) [suite]	115
859ème séance	
<i>Mercredi 25 mai 1955, à 16 h. 15</i>	
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pâte de bois et papier (E/2697, E/2700, E/L.672) [suite]	123

	Pages
860ème séance	
<i>Jedi 26 mai 1955, à 11 h. 15</i>	
POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pratiques commerciales restrictives (fin)	
Rapport du Groupe de travail (E/2760)	125
POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Pâte de bois et papier (E/2697, E/2700, E/L.672/Rev.1) [fin]	126
861ème séance	
<i>Jedi 26 mai 1955, à 14 h. 50</i>	
POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Liberté de l'information (E/2681, E/2683 et Add.1 à 3, E/2686 et Corr.2, E/2687 et Add.1 à 3, E/2693 et Add.1 à 3, E/2698 et Add.1, E/2702, E/2705 et Add.1 et 2, E/2750, E/2759)	
Rapport du Comité social	129
POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Elections (E/2743 et Add.1 à 3, E/L.671) ...	132
POINT 25 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil (E/2742 et Add.1 et 2)	134
862ème séance	
<i>Vendredi 27 mai 1955, à 10 h. 55</i>	
POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/2662, E/2676, E/2717, E/L.673)	135
863ème séance (séance de clôture)	
<i>Vendredi 27 mai 1955, à 15 heures</i>	
POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Questions démographiques (E/2707 et Add.1, E/2723, E/2761)	
Rapport du Comité social (E/2761)	141
POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR:	
Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (E/2587 et Add.1 à 5, E/2685, E/2762)	
Rapport du Comité social (E/2762)	142
Calendrier des conférences pour 1955: deuxième session de la Commission du commerce international des produits de base en 1955 (E/2755)	142
Organisation des travaux de la vingtième session du Conseil (E/L.666)	142
Clôture de la session	143

LISTE DES DELEGATIONS

Membres du Conseil

ARGENTINE

Représentant

S.E. le Dr Juan I. Cooke, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

Le Dr Pedro Mirande, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Fernando Fernández Escalante, conseiller à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Cecilio José Morales, conseiller économique à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Leonardo Cafiero, conseiller économique à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

Le Dr Carlos A. Cortina, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Raúl Carlos Desmaras Luzuriaga, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Carlos Federico Cooke, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Raúl A. J. Quijano, troisième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Jorge Carlos Alfonzo, attaché à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

AUSTRALIE

Représentant

S.E. sir Douglas Copland, K.B.E., C.M.G., haut-commissaire à Ottawa.

Suppléants

M. W. D. Forsyth, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. A. H. Loomes, conseiller à la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. T. W. Cutts, premier secrétaire, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies (*secrétaire de la délégation*) ;

M. L. Corkery, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Office européen de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller

M. K. H. Rogers, troisième secrétaire, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CHINE

Représentant

S.E. le Dr C. L. Hsia, ambassadeur, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Cheng Paonan, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. P. Y. Tsao, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Hsiu Cha, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Chen Chung-sieu, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Hu Chun, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

EGYPTE

Représentant

S.E. M. Omar Loutfi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléant

M. Abdel Meguid Ramadan, ministre plénipotentiaire, représentant permanent par intérim auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. Abdel Hamid Abdel Ghani, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

Le Dr Mahmoud Amin Anis, conseiller économique à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Salah El-Dine Abou Gabal, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

M. Ismail Fahmy, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

EQUATEUR

Représentant

S.E. le Dr José Vicente Trujillo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. José Jalil, ministre conseiller.

Conseillers

M. Arturo Meneses Pallares, ministre conseiller, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Le Dr Gonzalo Apunte Caballero, conseiller à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Le Dr Pericles Gallegos, conseiller à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaires

Mlle Rita Vallejo, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Mlle Leticia Guerrero, troisième secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Représentant

M. Preston Hotchkis, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Walter M. Kotschnig, directeur du Bureau des questions économiques et sociales des Nations Unies du Département d'Etat.

Conseillers

Mlle Kathleen Bell, membre du Bureau des questions économiques et sociales des Nations Unies du Département d'Etat;

M. Carl P. Blackwell,

M. Joseph C. Hickingbotham fils, assistant particulier du secrétaire adjoint pour les questions économiques au Département d'Etat;

M. Nat B. King, conseiller pour les questions économiques et sociales, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Richard F. Pedersen, conseiller pour les questions économiques et sociales, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. William J. Stibravy, membre du Bureau des finances et du développement au Département d'Etat;

M. William H. Wynne,

M. Arnold Zempel.

FRANCE

Représentant

M. Pierre Abelin, membre de l'Assemblée nationale, secrétaire d'Etat aux affaires économiques.

Suppléants

M. Maurice-René Simonnet, membre de l'Assemblée nationale;

M. Louis Briot, membre de l'Assemblée nationale;

Saïd Mohamed Cheikh, membre de l'Assemblée nationale;

M. Abdelkader Belkhodja.

Conseillers

M. Barthélemy Epinat, ministre plénipotentiaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Pierre Queuille, ministre plénipotentiaire;

M. Gérard Amanrich, secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Michel Jobert, conseiller référendaire à la Cour des comptes;

M. Paul Legatte, maître des requêtes au Conseil d'Etat;

M. Jean-Louis Turpin, administrateur au Ministère des finances;

M. Georges Anderla, adjoint au représentant général des services officiels français du tourisme à New-York.

Secrétaire général

M. Jean-Marcel Bouquin, secrétaire d'ambassade.

Attachés

M. Toussaint Grimaldi, vice-consul;

Mlle Jeannine Mercier.

INDE

Représentant

M. Arthur S. Lall, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. G. R. Kamat, ministre conseiller à l'ambassade, Washington;

M. G. R. Kadapa, directeur, Government Tourist Office, New-York.

Conseiller

Le Dr B. Rajan, premier secrétaire, mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaire

M. R. K. Kapur, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

NORVÈGE

Représentant

S.E. M. Hans Engen, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants et conseillers

M. Erik Dons, conseiller d'ambassade, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Olaf Solli, premier secrétaire d'ambassade, conseiller pour les questions économiques, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaire

M. Per Thee Naevdal, deuxième secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PAKISTAN

Représentant

S.E. M. Mohammad Mir Khan, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

La bégum Anwar G. Ahmed,

Le Dr Viqar Ahmed Hamdani, premier secrétaire, chef de la chancellerie, représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Niaz A. Naik, deuxième secrétaire, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PAYS-BAS

Représentant

S.E. M. D. U. Stikker, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Londres.

Suppléants

S.E. M. C. W. A. Schurmann, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. J. Linthorst Homan, directeur, Direction générale des relations économiques extérieures du Ministère des affaires économiques;

M. J. Meijer, chef adjoint du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères.

Conseillers

M. E. L. C. Schiff, conseiller d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. F. R. A. Walraven, chef de la section des affaires économiques et sociales, Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères (*secrétaire général de la délégation*);

M. A. E. van Braam Houckgeest, premier secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. N. van Dijk, attaché d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Représentant

Le Dr Oscar G. Ginebra Henríquez, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

Le Dr Kemil L. Dipp Gómez, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
DU NORD*Représentant*

S.E. sir Pierson Dixon, K.C.M.G., C.B., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

Sir Alec Randall, K.C.M.G., O.B.E.;

M. R. D. J. Scott Fox, ministre, conseiller pour les questions du Conseil économique et social, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. R. C. Barnes, premier secrétaire, conseiller pour les questions du Conseil économique et social, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Mervyn Brown, deuxième secrétaire, conseiller pour les questions du Conseil économique et social, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Représentant

S.E. M. Josef Ullrich, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

Le Dr Vladimír Pavlíček, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire;

M. Jaroslav Pšcolka, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

M. Miloš Vejvoda, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Jaroslav Rybář, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaires

M. Stanislav Stupka, troisième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Mlle Zuzana Freundová, membre du Ministère des affaires étrangères.

TURQUIE

Représentant

S.E. M. Selim Sarper, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

M. Turgut Menemencioglu, représentant adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Le Dr Hamdi Özgürel, conseiller pour les questions économiques, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller

M. İlhan Akant, premier secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

Représentant

S.E. M. Arkady Aleksandrovitch Sobolev, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. G. F. Saksine, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, conseiller principal pour les questions du Conseil économique et social.

Conseillers

M. D. I. Kostyoukhine, conseiller commercial d'ambassade à Washington;

M. A. N. Nikolaïev, conseiller, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. I. M. Romanov, expert-conseil au Ministère des affaires étrangères;

M. A. A. Fomine, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Experts

M. A. I. Roslov, premier secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. V. A. Groucha, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. V. G. Moltchanov, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. V. A. Krivitsky, attaché à la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaire général

M. S. I. Rassadine, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

VENEZUELA

Représentant

S.E. le Dr Santiago Pérez Pérez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

S.E. le Dr Víctor Pérez Perozo, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

Le Dr Francisco Alfonso Ravard, envoyé extraordinaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Le Dr Víctor Manuel Rivas, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaires

Le Dr Ignacio Silva Sucre, deuxième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Mlle Myriam Pérez Chiriboga, troisième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Mme Nelly Alvarez de Romero, troisième secrétaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

YUGOSLAVIE

S.E. le Dr Joza Brilej, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléants

Le Dr Franc Kos, ministre plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Janez Stanovnik, conseiller, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseillers

Mlle Mara Radic, conseillère, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Aleksandar Božović, secrétaire, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Kresimir Horvat, attaché à la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Secrétaire

M. Joze Snoj, attaché à la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs

BRÉSIL

Représentants

M. José Oswaldo de Meira Penna, premier secrétaire d'ambassade, conseiller pour les questions politiques et sociales, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. David Silveira Da Mota fils, troisième secrétaire d'ambassade, conseiller pour les questions politiques et économiques, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CHILI

Représentant

S.E. M. Rudecindo Ortega, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Alfonso Grez, ministre conseiller, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

COLOMBIE

Représentant

M. Eduardo Carrizosa, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

COSTA-RICA

Représentant

S.E. M. l'abbé Benjamín Núñez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. Raúl Trejos Flores, secrétaire général de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

INDONÉSIE

Représentant

M. Achmad Natanagara, consul général à New-York.

Suppléante

Mlle Laili Roesad, conseillère d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

IRAN

Représentant

M. Abbas Gholi Ardalan, conseiller pour les questions économiques, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

ISRAËL

Représentants

M. M. R. Kidron, représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies;

M. Arthur C. Liveran, conseiller, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;

Mme Zena Harman, conseillère, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

MEXIQUE

Représentant

S.E. M. Rafael de la Colina, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

Le Dr Enrique Bravo Caro, conseiller pour les questions économiques, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

URUGUAY

Représentant

S.E. le professeur Enrique Rodríguez Fabregat, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Institutions spécialisées

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Représentant

Le Dr R. A. Métall, directeur du Bureau chargé de la liaison avec l'Organisation des Nations Unies.

Suppléant

M. G. Dunand, membre du Bureau chargé de la liaison avec l'Organisation des Nations Unies;

M. R. Roux, membre du Bureau chargé de la liaison avec l'Organisation des Nations Unies.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE*Représentant*

M. A. G. Orbaneja, fonctionnaire chargé de la liaison, membre du cabinet du directeur général.

Suppléant

Mlle Alicia Baños, assistante du représentant régional pour l'Amérique du Nord.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE*Représentants*

M. Solomon V. Arnaldo, directeur du Bureau de New-York;

M. Gerald Carnes, membre du Bureau de New-York.

ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Représentants

Le Dr Edward Warner, président du Conseil de l'O.A.C.I.;

M. J. Hutchinson, fonctionnaire chargé par intérim des relations extérieures;

M. R. J. Moulton, chef de la sous-direction facilitation et financement collectif.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION
ET LE DÉVELOPPEMENT*Représentants*

M. Eugene R. Black, président;

M. Enrique López Herrarte.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Représentants

M. Ivar Rooth, directeur général;

M. Gordon Williams, représentant spécial auprès de l'Organisation des Nations Unies.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Représentant

Le Dr R.-L. Coigny, chef du Bureau de liaison avec l'Organisation des Nations Unies.

COMMISSION PRÉPARATOIRE DE L'ORGANISATION
INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE
DE LA NAVIGATION MARITIME*Représentant*

M. Branko Lukac, secrétaire exécutif.

Autre organisation intergouvernementale**LIGUE DES ETATS ARABES***Représentant*

S.E. M. Kamil Abdul Rahim, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

Suppléant

M. Omar Haliq.

Organisations non gouvernementales**Catégorie A****ALLIANCE COOPÉRATIVE INTERNATIONALE**

M. Leslie E. Woodcock,
Mme Cedric Long.

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

M. Anton D. Bestebreurtje,
M. Morris S. Rosenthal,
M. Carl McDowell,
Mme Roberta M. Lusardi,
M. Robert Beetham,
Mlle Myra Alice Berger.

**CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS
CHRÉTIENS**

M. Gérard Thormann.

**CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS
LIBRES**

Mlle Toni Sender.

**FÉDÉRATION MONDIALE DES ASSOCIATIONS POUR LES
NATIONS UNIES**

M. John A. F. Ennals,
Mme C. Beresford Fox,
M. Hilary Barrett-Brown.

FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE

M. Jan Dessau,
Mlle Elinor Kahn.

Catégorie B**ALL PAKISTAN WOMEN'S ASSOCIATION**

La bégum Nafisa Hamdani.

ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mlle Anne Guthrie.

**ALLIANCE UNIVERSELLE DES UNIONS CHRÉTIENNES
DE JEUNES GENS**

Le Dr Owen F. Pence.

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA JEUNESSE

M. Immanuel Wallerstein,
M. Robert Snable.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DU TRANSPORT AÉRIEN

M. Jay L. Sheppard.

CHAMBRE DE COMMERCE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. Earl F. Cruickshank.

COMITÉ CONSULTATIF MONDIAL DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS

Mme Lois K. Jessup,
M. Robert B. Lea.

**COMMISSION INTERNATIONALE CATHOLIQUE
POUR LES MIGRATIONS**

Mlle Irene Dalgiewicz.

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES CHARITÉS
CATHOLIQUES**

Le Dr Louis Longarzo.

CONGRÈS JUIF MONDIAL

Le Dr Gerhard Jacoby.

**CONSEIL INTERAMÉRICAIN DU COMMERCE
ET DE LA PRODUCTION**

M. Earl E. Cruickshank.

CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Mme Eunice H. Carter.

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE L'HABITATION
ET DE L'URBANISME****INSTITUT INTERNATIONAL DES SCIENCES
ADMINISTRATIVES****UNION INTERNATIONALE DES VILLES ET POUVOIRS
LOCAUX**

M. Charles S. Ascher.

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DIPLOMÉES
DES UNIVERSITÉS**

Le Dr Janet Robb.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES JURISTES

Mlle A. Viola Smith,
Mlle Norah K. Donovan.

FÉDÉRATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

M. Jacques Katel,
Mlle Janet Heller.

INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION

M. Samuel K. C. Kopper.

**LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX
ET LA LIBERTÉ**

Mme Gladys D. Walser.

NATIONAL ASSOCIATION OF MANUFACTURERS
(ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

M. Arvid L. Frank.

NOUVELLES ÉQUIPES INTERNATIONALES

M. K. Sieniewicz.

ORGANISATION MONDIALE AGUDAS ISRAËL

Le Dr Isaac Lewin.

PAX ROMANA — MOUVEMENT INTERNATIONAL
DES ÉTUDIANTS CATHOLIQUES

PAX ROMANA — MOUVEMENT INTERNATIONAL
DES INTELLECTUELS CATHOLIQUES

M. James H. Price,
M. Joseph H. McMahon,
Le Dr Marie R. Madden.

UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES OFFICIELS
DE TOURISME

M. Somerset R. Waters.

Registre

ASSOCIATION INTERAMÉRICAINNE DE RADIODIFFUSION

M. G. N. Nunn,
M. Adrian Lajous.

FÉDÉRATION MONDIALE POUR LA SANTÉ MENTALE
Mme Helen S. Ascher.

UNION INTERNATIONALE DU GAZ
M. R. H. Touwaide.

*

* *

A la reprise de la dix-neuvième session du Conseil, les additions suivantes ont été apportées à la liste des délégations:

Membres du Conseil

EQUATEUR

Représentants

Le Dr Julio Prado, ministre conseiller, chargé d'affaires par intérim, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies;
M. Jaime Nebot Velasco.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conseillers

M. Clarence I. Blau,
Mlle Kathryn G. Heath,
M. David C. Murchison.

FRANCE

Conseiller

M. Fernand Terrou, conseiller technique à la Présidence du Conseil.

INDE

Conseiller

M. M. E. Chacko, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

NORVÈGE

Suppléants et conseillers

M. William Thagaard, directeur de l'Office des prix;
M. Kaare Salvesen, conseiller au Ministère des questions sociales;
M. Oyvind Scott-Hansen,
M. Egil Amlie.

PAKISTAN

Suppléants

M. M. Zahiruddin,
M. Muhammad Iqbal Butt, premier secrétaire, fonctionnaire chargé de la liaison avec le public, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller

M. S. A. Karim, troisième secrétaire, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
DU NORD

Conseiller

M. D. N. Brinson, M.C., premier secrétaire au Ministère des affaires étrangères.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Conseiller

M. Zdenek Seiner, troisième secrétaire au Ministère des affaires étrangères.

TURQUIE

Suppléant

M. Vahap Asiroglu, premier secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

YUGOSLAVIE

Suppléant

M. Dimce Belovski, conseiller, membre de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs**BRÉSIL***Représentant*

M. João Frank da Costa, troisième secrétaire d'ambassade, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

CUBA*Représentant*

M. Rafael García Navarro, conseiller économique, membre de la délégation permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

HAÏTI*Représentant*

S.E. M. Ernest G. Chauvet, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies.

PHILIPPINES*Représentant*

M. Delfín R. García, conseiller, secrétaire exécutif de la mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Institutions spécialisées

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Représentant

M. Pierre Terver, administrateur principal du service de l'assistance technique, division des forêts.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL*Suppléant*

M. Ervin Hexner, conseil général adjoint.

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS*Représentant*

M. John S. Cross, chef par intérim de la Division des télécommunications du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Suppléante

Le Dr Helen G. Kelly.

Organisations non gouvernementales**Catégorie A****FÉDÉRATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS**

M. Vincent Auriol,
M. Curt Campaigne.

Catégorie B**CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES**

Mme Laura Dreyfus-Barney.

ORDRE DU JOUR

Adopté par le Conseil à sa 835ème séance, le 29 mars 1955

ORDRE DU JOUR DE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA DIX-NEUVIÈME SESSION

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1955.
2. Adoption de l'ordre du jour de la session.
3. Rapport du Fonds monétaire international.
4. Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
5. Développement économique des pays sous-développés.
6. Développement du tourisme international : essor actuel et perspectives d'avenir.
7. Travail forcé¹.
8. Esclavage.
9. Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
10. Organisations non gouvernementales : audiences et demandes d'audience.
- [26. Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et détermination de la date d'ouverture de la session².]

Point supplémentaire 1 :

Représentation de la Commission de la condition de la femme aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales³.

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA DIX-NEUVIÈME SESSION

11. Rapport de la Commission des transports et des communications.
12. Pratiques commerciales restrictives.
13. Pâte de bois et papier.
14. Exécution des sentences arbitrales internationales.
15. Liberté de l'information.
16. Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux.
17. Questions démographiques.
18. Reconnaissance et exécution, à l'étranger, des obligations alimentaires.
19. Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
20. Assistance et relèvement en Corée.
21. Réforme du calendrier universel⁴.
22. Organisations non gouvernementales.
23. Modification du règlement intérieur du Conseil⁵.
24. Elections.
25. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
26. Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et détermination de la date d'ouverture de la session².

Point supplémentaire 2 :

Réorganisation des sessions du Conseil⁶.

¹ A sa 835ème séance, le 29 mars 1955, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de cette question à sa vingt et unième session.

² A sa 835ème séance, le 29 mars 1955, le Conseil a décidé d'examiner au cours de la première partie de sa dix-neuvième session le point 26 qui figurait dans la liste des questions à examiner au cours de la reprise de la session.

³ A sa 841ème séance, le 4 avril 1955, le Conseil a décidé d'inscrire cette question supplémentaire à l'ordre du jour de la première partie de sa dix-neuvième session.

⁴ A sa 848ème séance, le 16 mai 1955, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de cette question à sa vingt et unième session.

⁵ A sa 853ème séance, le 20 mai 1955, le Conseil a décidé de supprimer cette question de son ordre du jour.

⁶ A sa 848ème séance, le 16 mai 1955, le Conseil a décidé d'inscrire cette question supplémentaire à l'ordre du jour de la reprise de sa dix-neuvième session.

REPERTOIRE DES DOCUMENTS RELATIFS A LA DIX-NEUVIEME SESSION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Les documents ci-après sont également répertoriés dans les fascicules relatifs à chacun des points de l'ordre du jour. Les documents dont le titre apparaît en caractères gras sont reproduits dans ces fascicules.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
A/2750	Rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée pour la période du 1er octobre 1953 au 1er septembre 1954	20	<i>Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 20.</i>
A/2810	Observations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée sur le rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (A/2750)	20	Miméographié seulement.
E/436	Rapport de la réunion d'experts pour la préparation d'une conférence mondiale sur les passeports et formalités de frontières (Genève, 14-25 avril 1947)	6	<i>Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, cinquième session, Supplément No 1.</i>
E/856 et Add.1 et 2	Observations des gouvernements sur les projets de convention élaborés par la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information	15	Miméographiés seulement.
E/2046	Mémoire du Secrétaire général sur les problèmes juridiques soulevés par certains amendements au projet de convention relative à la liberté de l'information	15	<i>Idem.</i>
E/2046/Add.1	Additif au mémoire du Secrétaire général: recueil de dispositions législatives pertinentes de différents pays et d'extraits de décisions judiciaires limitant la liberté de l'information	15	<i>Idem.</i>
E/2241	Rapport du Secrétaire général	13	<i>Idem.</i>
E/2364	Note du Secrétaire général	18	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.</i>
E/2380-E/AC.37/3	Rapport du Comité spécial des pratiques commerciales restrictives	12	<i>Ibid., seizième session, Supplément No 11.</i>
E/2426	Liberté de l'information, 1953. — Rapport présenté par M. Salvador P. López, Rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information	15	<i>Ibid., seizième session, Supplément No 12.</i>
E/2426/Add.1 à 5	Liberté de l'information. — Rapport supplémentaire présenté par M. Salvador P. López, Rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information, et documents y afférents	15	<i>Ibid., seizième session, Supplément No 12A.</i>
E/2427 et Add.1 et 2	Observations et propositions des gouvernements, destinées à renseigner et à aider le Rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information	15	<i>Ibid., dix-septième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.</i>
E/2439 et Add.1	Résumé des observations et suggestions reçues par le Rapporteur chargé des questions relatives à la liberté de l'information et émanant d'entreprises d'information et d'associations professionnelles nationales et internationales	15	Miméographiés seulement.
E/2538	Bibliographie des ouvrages relatifs aux méthodes et problèmes de l'industrialisation dans les pays sous-développés	5	<i>Idem.</i>
E/2540/Add.1	Lettre, en date du 25 février 1954, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies	8	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour.</i>
E/2543	Rapport du Secrétaire général	15	<i>Ibid., dix-septième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.</i>
E/2587 et Add.1 à 5	Communications contenant des plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux	16	Miméographiés seulement.
E/2604 et Corr.2	Efforts entrepris en vue d'accroître la productivité dans l'industrie. — Document de travail rédigé par le Secrétaire général	5	<i>Idem.</i>
E/2612 et Add.1 à 3	Observations reçues en application des résolutions 375 (XIII) et 487 (XVI) du Conseil économique et social	12	<i>Idem.</i>
E/2655-ST/ECA/27	<i>Survey of World Iron Ore Resources: Occurrence, Appraisal and Use*</i>	5	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1954.II.D.5.

* Non publié en français à la date de parution du présent répertoire.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/2658	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée pour la période du 1er octobre 1953 au 1er septembre 1954 (A/2750)	20	Miméographié seulement.
E/2661	Note du Secrétaire général transmettant au Conseil le rapport du Fonds monétaire international pour l'exercice financier qui a pris fin le 30 avril 1954	3	<i>Idem.</i>
E/2661/Add.1	Note du Secrétaire général transmettant au Conseil une récapitulation des activités du Fonds monétaire international entre le 1er mai et le 31 décembre 1954	3	<i>Idem.</i>
E/2662-E/ICEF/276	Fonds des Nations Unies pour l'enfance. — Rapport du Conseil d'administration (9-17 septembre 1954)	19	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 2.</i>
E/2668	Note du Secrétaire général transmettant au Conseil le rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour l'exercice financier qui a pris fin le 30 juin 1954	4	Miméographié seulement.
E/2668/Add.1	Note du Secrétaire général transmettant au Conseil le résumé des principales activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement du 1er juillet 1954 au 31 janvier 1955	4	<i>Idem.</i>
E/2669	Note du Secrétaire général transmettant les observations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée (A/2810) sur le rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (A/2750)	20	<i>Idem.</i>
E/2670-ST/ECA/29	<i>Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés</i>	5	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1955.II.B.1.
E/2671	Rapport sur l'évolution du droit dans le domaine des pratiques commerciales restrictives	12	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 3.</i>
E/2673 et Add.1 à 4	Résumé succinct des renseignements fournis en application des résolutions 238 (IX), 276 (X), 388 (XIII), 475 (XV) et 525 A (XVII). — Rapport du Rapporteur désigné conformément à la résolution 525 A (XVII) du Conseil	8	
E/2675	Rapport sur les pratiques commerciales restrictives affectant le commerce international	12	<i>Ibid., dix-neuvième session, Supplément No 3A.</i>
E/2676-E/ICEF/280	Fonds des Nations Unies pour l'enfance. — Rapport du Conseil d'administration (17 décembre 1954)	19	<i>Ibid., dix-neuvième session, Supplément No 2A.</i>
E/2677	Ordre du jour provisoire de la dix-neuvième session du Conseil économique et social. — Note du Secrétaire général	2	Miméographié seulement. Pour l'ordre du jour, voir p. XIV du présent fascicule.
E/2678	Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	9	
E/2679 et Add.1 à 4	Observations reçues par le Secrétaire général au sujet du projet de convention pour l'abolition de l'esclavage et de la servitude présenté par le Gouvernement du Royaume-Uni (E/2540/Add.4). — Rapport du Secrétaire général	8	Miméographiés seulement.
E/2680 et Add.1	Note du Secrétaire général	26	<i>Idem.</i>
E/2681	Rapport de l'Union internationale des télécommunications présenté conformément à la résolution 522 B (XVII) du Conseil	15	<i>Idem.</i>
E/2683	Principes et pratiques actuellement suivis pour la censure des dépêches d'information envoyées à l'étranger. — Enquête effectuée par le Secrétaire général	15	
E/2683/Add.1 à 3	Principes et pratiques actuellement suivis pour la censure des dépêches d'information envoyées à l'étranger. — Enquête effectuée par le Secrétaire général: additif	15	
E/2684	Communication, en date du 28 janvier 1955, adressée au Secrétaire général par la délégation de la République Dominicaine	26	
E/2685	Note du Secrétaire général	16	
E/2686. et Corr.2	Les problèmes que pose la transmission des messages de presse. — Etude faite conjointement par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications	15	<i>Idem.</i>
E/2687	Les monopoles, publics et privés, de l'information et leurs effets sur la liberté de l'information. — Rapport du Secrétaire général	15	
E/2687/Add.1 à 3	Les monopoles, publics et privés, de l'information et leurs effets sur la liberté de l'information. — Additif au rapport du Secrétaire général	15	
E/2688	Mémoire présenté par les Etats-Unis d'Amérique	6	
E/2689	Méthodes et problèmes de l'industrialisation dans les pays sous-développés. — Mémoire et liste de questions à étudier présentés par le Secrétaire général	5	<i>Idem.</i>

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/2690	Evolution et fonctionnement des sociétés de développement. — Document de travail rédigé par le Secrétaire général	5	<i>Idem.</i>
E/2691	Conservation et utilisation des ressources non agricoles. — Rapport du Secrétaire général sur les mesures prises en exécution de la résolution 345 (XII) du Conseil	5	<i>Idem.</i>
E/2693	Le problème de la protection des sources d'information du personnel de presse. — Etude préparée par le Secrétaire général	15	
E/2693/Add.1 à 3	Le problème de la protection des sources d'information du personnel de presse. — Additif à l'étude préparée par le Secrétaire général	15	
E/2694 et Corr.1	Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes présentées à nouveau. — Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	22	
E/2696-E/CN.2/164	Rapport de la Commission des transports et des communications sur sa septième session (7-15 février 1955)	6, 11	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 4.</i>
E/2697	Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Conférence latino-américaine d'experts des industries de la pâte et du papier tenue à Buenos-Aires du 19 octobre au 2 novembre 1954	13	Miméographié seulement. Pour le texte du rapport, voir E/CN.12/361-FAO/ETAP No 462-ST/TAA/SER.C/19.
E/2698	Aspects juridiques des droits et des responsabilités des organes d'information. — Etude préparée par le Secrétaire général	15	
E/2698/Add.1	Aspects juridiques des droits et des responsabilités des organes d'information. — Additif à l'étude préparée par le Secrétaire général	15	
E/2700	Le problème mondial du papier et de la pâte à papier. — Communication du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	5, 13	
E/2701 et Add.1 à 3	Note du Secrétaire général	21	Examen de la question renvoyé à la vingt et unième session.
E/2702	Projet de convention relative à la liberté de l'information. — Note du Secrétaire général	15	
E/2704/Rev.1-E/AC.42/4/Rev.2	Rapport du Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales	14	
E/2705	Programme tendant à permettre au personnel d'information d'avoir une connaissance plus étendue de l'Organisation des Nations Unies, des pays étrangers et des affaires internationales. — Rapport du Secrétaire général	15	
E/2705/Add.1 et 2	Programme tendant à permettre au personnel d'information d'avoir une connaissance plus étendue de l'Organisation des Nations Unies, des pays étrangers et des affaires internationales. — Additif au rapport du Secrétaire général	15	
E/2707	Commission de la population. — Rapport sur la huitième session	17	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 5.</i>
E/2707/Add.1	Incidences financières du programme proposé par la Commission de la population (E/2707, sect. J). — Etat estimatif présenté par le Secrétaire général	17	Miméographié seulement.
E/2708 et Add.1	Résumé succinct des renseignements fournis en application des résolutions 238 (IX), 276 (X), 388 (XIII), 475 (XV) et 525 A (XVII). — Communication de l'Union des Républiques socialistes soviétiques	8	<i>Idem.</i>
E/2709	Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10	
E/2710	Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10	
E/2711 et Add.1 à 3	Rapport du Secrétaire général	18	
E/2713	Note du Secrétaire général	23	<i>Idem.</i>
E/2715	Norvège: demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session du Conseil	2, S.1*	
E/2716	Note du Secrétaire général relative au rapport mentionné au paragraphe 6 de la résolution 375 (XIII) du Conseil économique et social, modifié par le paragraphe 3 de la résolution 487 (XVI)	12	
E/2717-E/ICEF/294	Fonds des Nations Unies pour l'enfance. — Rapport du Conseil d'administration (7-18 mars 1955)	19	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 2B.</i>

* Point supplémentaire.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/2718	Rapport du Comité social	8	
E/2719	Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10	
E/2721	Rapport du Comité économique	5	
E/2723	Note du Secrétaire général	17	
E/2732	Etats-Unis d'Amérique: demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session du Conseil	2, S.2*	
E/2742 et Add.1 et 2	Note du Secrétaire général	25	Miméographiés seulement. Voir Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 1A, autres décisions prises par le Conseil à sa dix-neuvième session, p. 11.
E/2743 et Add.1 à 4	Election d'un tiers des membres des commissions techniques du Conseil. — Note du Secrétaire général	24	Miméographiés seulement.
E/2744	Revue des transports et des communications. — Note du Secrétaire général	11	
E/2750	Les problèmes que pose la transmission des messages de presse. — Résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications	15	Idem.
E/2751	Demandes d'audience. — Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	22	
E/2752	Auditions. — Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	22	
E/2754	Rapport du Comité économique	11	
E/2759	Rapport du Comité social	15	
E/2760	Rapport du Groupe de travail	12	Idem.
E/2761	Rapport du Comité social	17	
E/2762	Rapport du Comité social	16	
E/AC.6/L.118	Industrialisation et accroissement de la productivité industrielle des pays sous-développés. — Australie et Norvège: projet de résolution	5	Idem.
E/AC.6/L.119	Industrialisation et accroissement de la productivité industrielle des pays sous-développés. — Egypte, Inde et Yougoslavie: projet de résolution	5	Idem.
E/AC.6/L.120	Industrialisation et accroissement de la productivité industrielle des pays sous-développés. — Rapport du Groupe de travail	5	Idem.
E/AC.6/L.121	Etat des ratifications de la Convention relative à la création d'une organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime. — Norvège et Yougoslavie: projet de résolution	11	Idem.
E/AC.6/L.122	Transport des marchandises dangereuses. — Argentine: amendements au projet de résolution E présenté par la Commission des transports et des communications (E/2696, par. 118)	11	Idem.
E/AC.6/L.123	Programme de travail et ordre de priorité des projets relatifs aux transports et aux communications. — Argentine: projet de résolution	11	Idem.
E/AC.6/L.124	Programme de travail et ordre de priorité des projets relatifs aux transports et aux communications. — Argentine: amendement au projet de résolution F présenté par la Commission des transports et des communications (E/2696, par. 118)	11	Idem.
E/AC.6/SR.170 et 171	Comptes rendus analytiques des 170ème et 171ème séances du Comité économique	5	Idem.
E/AC.7/L.232	Norvège, Pays-Bas et Yougoslavie: projet de résolution	8	Adopté sans changement. Voir E/2718, par. 3, et Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 1, résolution 564 (XIX).
E/AC.7/L.232/Add.1	Incidences financières du projet de résolution présenté par la Norvège, les Pays-Bas et la Yougoslavie (E/AC.7/L.232). — Etat estimatif présenté par le Secrétaire général	8	
E/AC.7/L.233	Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Pakistan, Pays-Bas et Turquie: projet de résolution	15	Miméographié seulement.
E/AC.7/L.233/Rev.1	Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Pakistan, Pays-Bas et Turquie: projet de résolution révisé	15	Idem.
E/AC.7/L.233/Rev.1/Add.1	Incidences financières du projet de résolution présenté par l'Egypte, l'Equateur, les Etats-Unis d'Amérique, l'Inde, le Pakistan, les Pays-Bas et la Turquie (E/AC.7/L.233/Rev.1). — Etat estimatif présenté par le Secrétaire général	15	Idem.

* Point supplémentaire.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.7/L.234	Equateur, Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.235	Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.235/Rev.1	Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution révisé	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.235/Rev.2	Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution révisé	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.236	France: amendement au projet de résolution E/AC.7/L.235	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.236/Rev.1	France: amendement au projet de résolution E/AC.7/L.235/Rev.1	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.236/Rev.2	France: amendement au projet de résolution E/AC.7/L.235/Rev.1	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.237	Egypte, Inde et Yougoslavie: projet de résolution	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.237/Rev.1	Egypte, Inde et Yougoslavie: projet de résolution révisé	15	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.238	Yougoslavie: projet de résolution	15	Voir E/2759, par. 3.
E/AC.7/L.239	Australie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: amendements au projet de résolution E/AC.7/L.237	15	Miméographié seulement.
E/AC.7/L.240	France, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution	16	<i>Idem.</i>
E/AC.7/SR.293 à 295	Comptes rendus analytiques des 293ème à 295ème séances du Comité social	8	<i>Idem.</i>
E/AC.7/SR.296 à 305	Comptes rendus analytiques des 296ème à 305ème séances du Comité social	15	<i>Idem.</i>
E/AC.39/1 et Corr.2	Rapport du Comité d'experts en matière de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des obligations alimentaires	18	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.</i>
E/AC.39/1/Add.1	Observations du Service social international	18	<i>Ibid.</i>
E/C.2/352	Concurrence et ententes économiques: exposé présenté par la Chambre de commerce internationale	12	Miméographié seulement.
E/C.2/372	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. — Exposé présenté par la Chambre de commerce internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie A	6	<i>Idem.</i>
E/C.2/373	Exposé présenté par la Chambre de commerce internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie A	14	Voir Chambre de commerce internationale, <i>L'exécution des sentences arbitrales internationales</i> , brochure 174, Paris, juin 1953.
E/C.2/412	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. — Exposé présenté par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B	6	Miméographié seulement.
E/C.2/413	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. — Exposé présenté par l'Organisation mondiale du tourisme et de l'automobile, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B	6	<i>Idem.</i>
E/C.2/415	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. — Exposé présenté par la Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie B	6	<i>Idem.</i>
E/C.2/L.17	Ordre du jour provisoire du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	22	<i>Idem.</i>
E/C.2/R.21 et Add.1 à 4	Mémoire du Secrétaire général	22	<i>Idem.</i>
E/C.2/SR.151 et Add.1	Compte rendu analytique de la 151ème séance du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10	<i>Idem.</i>
E/C.2/SR.152	Compte rendu analytique de la 152ème séance du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	10	<i>Idem.</i>
E/C.2/SR.153 et Add.1	Compte rendu analytique de la 153ème séance du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	12, 22	<i>Idem.</i>
E/CN.2/143/Rev.1- E/CN.2/CONF.3/1/Rev.1	Rapport présenté par le Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses à la Commission des transports et des communications, à sa septième session	11	<i>Idem.</i>
E/CN.4/Sub.1/107 et Add.1 à 11	Renseignements supplémentaires fournis par les gouvernements concernant les questions posées dans la demande de renseignements établie d'après l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information	15	<i>Idem.</i>
E/CN.4/Sub.1/114	Projet de code d'honneur international	15	<i>Idem.</i>
E/CN.4/Sub.1/146	Protection des sources d'information du personnel de la presse. — Note du Secrétaire général	15	<i>Idem.</i>
E/CN.4/Sub.1/ SR.42 et 43	Comptes rendus analytiques des 42ème et 43ème séances de la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse, tenues le 30 janvier 1948	15	<i>Idem.</i>

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
E/CN.12/294	Résumé de l'étude préliminaire des possibilités de développement de l'industrie du papier et de la pâte à papier en Amérique latine	13	<i>Idem.</i>
E/CN.12/360-ST/ECA/28	<i>Foreign Capital in Latin America*</i>	5	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1954.II.G.4.
E/ECE/205	<i>Le prix des produits pétroliers en Europe occidentale. — Etude préparée par le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe</i>	12	Genève, mars 1955.
E/L.655	Organisation des travaux de la première partie de la dix-neuvième session du Conseil. — Document de travail établi par le Secrétaire général	2	Miméographié seulement.
E/L.656	Etats-Unis d'Amérique: projet de résolution	9	
E/L.657	Argentine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France et Inde: projet de résolution	6	
E/L.658 et Corr.1	Rapport du Groupe de travail	9	
E/L.659 et Corr.2	Note du Président	26	<i>Idem.</i>
E/L.660	Annotations relatives à l'ordre du jour provisoire de la reprise de la dix-neuvième session du Conseil économique et social	2	<i>Idem.</i>
E/L.661	Organisation des travaux de la reprise de la dix-neuvième session du Conseil. — Document de travail rédigé par le Secrétaire général	2, S.2**	<i>Idem.</i>
E/L.662	Norvège: projet de résolution	18	Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 1A</i> , résolution 572 (XIX).
E/L.663	Demande d'octroi du statut consultatif et demandes présentées à nouveau. — Union des Républiques socialistes soviétiques: amendements au projet de résolution présenté par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/2694 et Corr.1)	22	
E/L.664	Norvège: projet de résolution	14	Miméographié seulement.
E/L.664/Rev.1	Norvège: projet de résolution révisé	14	Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 1A</i> , résolution 570 (XIX).
E/L.665	Argentine, Australie et Etats-Unis d'Amérique: projet de résolution	S.2**	<i>Ibid.</i> , dix-neuvième session, Supplément No 1A, résolution 578 (XIX).
E/L.667	Norvège: projet de résolution	12	
E/L.669	Argentine, Egypte, Equateur et Yougoslavie: amendements au projet de résolution E/L.667	12	
E/L.670	Australie et Etats-Unis d'Amérique: amendements au projet de résolution E/L.667	12	
E/L.671	Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. — Note du Secrétaire général	24	Miméographié seulement.
E/L.672	Ressources de pâte et de papier dans le monde: état présent et perspectives. — Argentine, Equateur, Etats-Unis d'Amérique et France: projet de résolution	13	
E/L.672/Rev.1	Ressources de pâte et de papier dans le monde: état présent et perspectives. — Argentine, Equateur, Etats-Unis d'Amérique et France: projet de résolution révisé	13	Voir <i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Supplément No 1A</i> , résolution 569 (XIX).
E/L.673	France, Inde, Pakistan et Yougoslavie: projet de résolution	19	<i>Ibid.</i> , dix-neuvième session, Supplément No 1A, résolution 573 (XIX).
E/NGO/CONF.1/8	Acte final de la Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination	22	Miméographié seulement.
E/RESOLUTION (XIX)/1 à 19	Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa dix-neuvième session		<i>Documents officiels du Conseil économique et social, dix-neuvième session, Suppléments Nos 1 et 1A.</i>
	<i>Liberté de l'information</i> , vol. I et II	15	Publications des Nations Unies, numéros de vente: 1950.XIV.1.Vol.I et 1950.XIV.1.Vol.II.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1946</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1948.XIV.1.

* Non publié en français à la date de parution du présent répertoire.

** Point supplémentaire.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Observations et références</i>
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1947</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1949. XIV.1.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1948</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1950. XIV.4.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1949</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951. XIV.1.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1950</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1952. XIV.1.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1951</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1953. XIV.2.
	<i>Annuaire des droits de l'homme pour 1952</i>	15	Publication des Nations Unies, numéro de vente: 1954. XIV.1.

SOMMAIRE

	Pages
Point 1 de l'ordre du jour:	
Election du Président et des Vice-Présidents pour 1955..	1
Question de la représentation de la Chine.....	2
Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales	2
Point 2 de l'ordre du jour:	
Adoption de l'ordre du jour de la session.....	2

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Election du Président et des Vice-Présidents pour 1955

ELECTION DU PRÉSIDENT

1. M. COOKE (Argentine), Président provisoire, déclare ouverte la dix-neuvième session du Conseil économique et social.
2. Il souhaite la bienvenue aux nouveaux membres: les représentants de la République Dominicaine et des Pays-Bas, ainsi qu'à M. de Seynes, le nouveau Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales.
3. Il invite les membres du Conseil à proposer des candidatures à la Présidence.
4. M. TRUJILLO (Equateur), appuyé par M. BRILEJ (Yougoslavie) et M. MIR KHAN (Pakistan) propose la candidature de sir Douglas Copland (Australie).

A la demande du Président provisoire, M. Fahmy (Egypte) et M. Solli (Norvège) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Nombre de bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	1
Nombre de bulletins valables:	17
Abstentions:	2
Suffrages exprimés:	15
Majorité requise:	8

Nombre de voix obtenues:

Sir Douglas Copland (Australie) 15

Ayant obtenu la majorité requise, sir Douglas Copland (Australie) est élu Président du Conseil économique et social.

Sir Douglas Copland (Australie) prend place au fauteuil présidentiel.

5. Le PRÉSIDENT remercie les membres du Conseil de l'avoir élu. Parlant des tâches qui attendent le Conseil, il cite la remarque de l'historien Arnold Toynbee, à savoir qu'aux yeux des générations futures, l'époque actuelle apparaîtra comme une époque remarquable, moins par ses grands différends et ses immenses progrès techniques que par le fait que, pour la première fois, les nations auront eu pour objectif commun de chercher à assurer le bien-être de l'humanité tout entière. Si tel est le cas, c'est avant tout au Conseil économique et social qu'incombe cette tâche. Il n'est aucune institution internationale qui se soit vu confier avec tant de netteté ce mandat. Les problèmes qui se posent sont à la fois d'ordre économique et social. Sur le plan économique, le Conseil se trouve devant une très lourde tâche: assurer le développement des pays sous-développés, augmenter la productivité et relever les niveaux de vie. C'est une entreprise à laquelle il faut s'attaquer sur bon nombre de fronts, avec le concours de l'Administration de l'assistance technique, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, du Fonds monétaire international, de la société financière internationale lorsqu'elle sera établie, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Sur le plan social, la tâche du Conseil est encore plus vitale et n'en est que plus complexe. Dans ce domaine, le Conseil doit jouer le rôle de conseiller de l'Assemblée générale; il peut d'ailleurs compter sur la coopération de la Commission de la condition de la femme, de l'OIT et du Comité intergouvernemental pour les réfugiés.

6. D'aucuns pourront s'effrayer de la complexité de la tâche, qui semble si éloignée des problèmes politiques immédiats. Il faut espérer qu'en 1955 le Conseil s'y consacrera dans un esprit de tolérance et de bonne volonté, sans quoi il n'est pas de réussite possible.

ELECTION DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT

7. Sir Pierson DIXON (Royaume-Uni), appuyé par M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique), propose la candidature de M. Pérez Pérez (Venezuela).

8. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose la candidature de M. Ullrich (Tchécoslovaquie).

A la demande du Président, M. Abdel-Ghani (Égypte) et M. Solli (Norvège) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Nombre de bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Nombre de bulletins valables:	18
Abstentions:	1
Suffrages exprimés:	17
Majorité requise:	9

Nombre de voix obtenues:

M. Pérez Pérez (Venezuela).....	13
M. Ullrich (Tchécoslovaquie).....	4

Ayant obtenu la majorité requise, M. Pérez Pérez (Venezuela) est élu premier Vice-Président.

ELECTION DU SECOND VICE-PRÉSIDENT

9. M. SIMONNET (France), appuyé par M. SARPÉR (Turquie) propose la candidature de M. Brilej (Yougoslavie).

M. Brilej (Yougoslavie) est élu second Vice-Président par acclamation.

Question de la représentation de la Chine

10. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne combien il est anormal qu'aucun représentant de la République populaire de Chine, l'Etat le plus puissant de l'Asie, n'assiste à la session. Le siège de la Chine est occupé illégalement par un représentant du groupe réactionnaire du Kouomintang, qui n'a pas qualité pour parler au nom du peuple chinois.

11. M. HSIA (Chine) déclare que le gouvernement qu'il représente est le seul gouvernement légal de la Chine et qu'il est reconnu comme tel par l'Organisation des Nations Unies. Le régime communiste chinois n'est qu'une création soviétique, qui a été imposée au peuple chinois contre sa volonté.

12. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'il convient que le représentant du Gouvernement de la République de Chine continue à siéger dans les organes des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le Gouvernement des Etats-Unis est absolument hostile à l'admission d'un représentant du régime communiste chinois qui fait fi de tous les principes reconnus du droit des gens.

13. Selon M. ULLRICH (Tchécoslovaquie), le Conseil économique et social ne peut prétendre ignorer l'existence de la République populaire de Chine qui, depuis 1949, joue un rôle économique et politique de plus en plus important. Les réalisations économiques de la République populaire de Chine peuvent contribuer non seulement à réduire la tension internationale, mais encore à relever le niveau de vie dans de nombreux pays.

14. La délégation tchécoslovaque s'associe donc aux observations du représentant de l'Union soviétique.

Déclaration du Sous-Secrétaire aux Affaires économiques et sociales

15. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) rend hommage aux personnalités qui l'ont précédé à la tête du Département des

affaires économiques et sociales. Il se trouve dans une position privilégiée, par rapport à ses prédécesseurs, puisque la période initiale d'expérimentation est terminée, que le Conseil a défini plus clairement ses objectifs et ses programmes de travail et que le Secrétariat vient d'être réorganisé. M. de Seynes peut donc compter, dans l'accomplissement de sa tâche, sur un degré de certitude et de stabilité qui a fait défaut à ses devanciers.

16. Il reste cependant au Département des affaires économiques et sociales à mettre en pratique les directives générales qu'il a reçues et certains remous sont inévitables. Les commissions techniques n'ont pas été associées à l'élaboration de ces directives qui influent sur leurs propres programmes et c'est au Secrétariat qu'il appartient de leur faire connaître les ressources mises à leur disposition et d'étudier avec elles la meilleure manière d'utiliser ces ressources. Mais seul le Conseil peut veiller à l'application de ses décisions ou autoriser, s'il y a lieu, certaines dérogations. Il ne manquera donc certainement pas, à l'occasion de son débat annuel sur les incidences financières de ses décisions, d'examiner à fond son propre programme de travail et ceux de ses commissions techniques, en fonction des principes qu'il a lui-même formulés.

17. S'il suit cette méthode, le Conseil pourra organiser plusieurs années à l'avance une partie de ses propres travaux et de ceux de ses commissions, ce qui permettra au Secrétariat de répartir ses ressources de la façon la plus rationnelle. La méthode paraît particulièrement judicieuse dans le cas d'un des points de l'ordre du jour du Conseil, le développement économique des pays sous-développés.

18. En revisant la structure du Département des affaires économiques et sociales, le Secrétaire général s'est inspiré des principes approuvés par le Conseil. Il a voulu avant tout faire de ce département un instrument capable d'apporter aux gouvernements une assistance directe, notamment pour l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de développement économique et social. Cette réorganisation est presque achevée; il ne reste qu'à répartir les tâches à l'intérieur de la Direction des affaires économiques. Les bureaux d'études de cette direction seront mis plus directement au service des gouvernements. S'agissant des pays sous-développés, il conviendra d'accorder une attention spéciale à certaines régions géographiques et à certains secteurs techniques qui n'ont pas reçu jusqu'ici toute l'attention désirable.

19. Le secrétariat des commissions régionales va être réorganisé prochainement en vue de rationaliser les travaux et de resserrer la liaison avec le Siège. M. de Seynes reviendra sur cette question.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Adoption de l'ordre du jour de la session (E/2677, E/L.655)

20. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à étudier l'ordre du jour tel qu'il figure dans la note du Secrétaire général (E/2677) et l'ordre proposé dans le document de travail du Secrétaire général (E/L.655) pour l'examen des points pendant la première partie de la session.

21. M. DONS (Norvège) rappelle que le Conseil a exprimé le vœu de voir les Etats Membres se faire représenter à sa vingtième session, qui se tiendra à

Genève, par de très hautes personnalités. Le Conseil aura un nombre considérable de questions à examiner à cette session. Dans ces conditions, il vaudrait mieux examiner l'ordre du jour provisoire de la vingtième session dès maintenant au lieu d'attendre le mois de mai, afin de donner aux gouvernements le temps de prendre les dispositions voulues. M. Dons propose donc de transférer le point 26, qui a trait à cette question de l'ordre du jour, de la deuxième partie de la session à la première partie; il propose également que le Conseil examine en même temps la question de la date d'ouverture de la vingtième session.

La proposition est adoptée.

22. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) constatant que le rapport du Secrétaire général de l'Organisation et du Directeur général du Bureau international du travail sur le travail forcé ne pourra être achevé à temps pour la présente session, propose de renvoyer à la vingt et unième session le point 7 de l'ordre du jour et d'expliquer les raisons de cette décision dans le rapport du Conseil à l'Assemblée générale; à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement,

le Conseil examinerait le rapport en 1956, à sa vingt et unième session.

Il en est ainsi décidé.

23. Sir Pierson DIXON (Royaume-Uni) demande que le point 5 de l'ordre du jour soit abordé le plus tard possible au cours de la session. La documentation pertinente n'a été en effet distribuée que très récemment.

24. M. MORALES (Argentine) et M. SIMONNET (France) appuient cette demande.

L'ordre du jour (E/2677), ainsi amendé, est adopté.

25. Le PRESIDENT indique que, si les membres du Conseil sont d'accord, l'organisation des travaux — y compris l'institution d'un Comité économique et d'un Comité social pléniers — proposée par le Secrétaire général dans le document E/L.655 est adoptée, étant entendu que le point 5 sera examiné le plus tard possible pendant la première partie de la session.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h. 45.



SOMMAIRE

Page

Point 10 de l'ordre du jour:

Organisations non gouvernementales: audiences et demandes d'audience 5

Point 9 de l'ordre du jour:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 5

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).*Présents:*

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR**Organisations non gouvernementales: audiences et demandes d'audience****RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES SUR LES DEMANDES D'AUDITION (E/2709)**

1. M. EPINAT (France), Président par intérim du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, présente le rapport du Comité (E/2709) et signale que la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies a retiré sa demande d'audition concernant le point 9 de l'ordre du jour.

Le rapport (E/2709) est adopté.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR**Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2678, E/L.656)**

2. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) déclare que le Gouvernement des Etats-Unis est satisfait des progrès accomplis par le Haut-Commissariat des

Nations Unies pour les réfugiés et qu'il continuera d'accorder son estime et son appui tant à cet organisme qu'au Haut-Commissaire lui-même.

3. Dans le passé, le Gouvernement des Etats-Unis a activement contribué à secourir et à réinstaller les réfugiés; il sait qu'il existe encore un grave problème des réfugiés. Le Président des Etats-Unis demandera au Congrès d'autoriser l'affectation d'une somme importante au Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (FNUR) et il faut espérer que tous les Etats Membres apporteront une aide du même genre au programme du Haut-Commissaire visant à apporter des solutions permanentes aux problèmes posés par les réfugiés qui relèvent de son mandat.

4. A cet égard, la délégation des Etats-Unis souscrit à la recommandation du Haut-Commissaire et de son Comité consultatif tendant à transformer ce comité en un Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés (E/2678); elle a présenté un projet de résolution (E/L.656) qui est fondé sur cette recommandation. Les modifications que ce projet apporte au texte de la recommandation sont soit d'ordre formel soit destinées à préciser le mandat en question ou à le conformer davantage à la pratique adoptée par le Conseil.

5. Le représentant des Etats-Unis demande instamment au Conseil d'approuver le programme du Haut-Commissaire et d'aider à sa mise en œuvre en décidant de créer le Comité exécutif du FNUR.

6. M. STIKKER (Pays-Bas) rappelle qu'au moment où le Haut-Commissariat a repris les activités de l'Organisation internationale pour les réfugiés, certains pays, parmi lesquels figuraient les Pays-Bas, avaient estimé que le problème des réfugiés était loin d'être résolu et qu'il ne suffisait pas d'accorder aux réfugiés une protection juridique pour que ceux-ci soient en mesure de mener une existence qui soit compatible avec la dignité de la personne humaine. Les faits ont prouvé que ces pays avaient raison. Bien que l'Organisation des Nations Unies ait déjà fait beaucoup pour aider les réfugiés, elle est tenue, aux termes de la Charte, de secourir les milliers de réfugiés qui attendent encore avec anxiété que l'on s'occupe de leur sort.

7. Le Gouvernement des Pays-Bas est d'avis que le problème des réfugiés fait obstacle à la réalisation des desseins humanitaires de l'Organisation des Nations Unies mais que cet obstacle pourrait être surmonté à bref délai si la majorité des Etats Membres acceptaient d'apporter tout leur concours à cette entreprise. Le Gouvernement des Pays-Bas voudrait que l'Organisation des Nations Unies confère au Haut-Commissariat les pouvoirs et les crédits nécessaires à l'exécution de sa mission et il presse les autres gouvernements de l'aider soit en accueillant des réfugiés sur leur territoire, soit en apportant une aide financière. Les Pays-Bas font leur possible à cet égard; récemment, les associations privées ont réuni, dans ce pays, plus d'un

million de dollars, somme qui viendra s'ajouter à la contribution régulière versée par le gouvernement.

8. D'une manière générale, M. Stikker approuve la recommandation présentée par le Haut-Commissaire (E/2678).

9. Il tient à formuler une réserve en ce qui concerne la proposition du Comité consultatif tendant à ne prévoir que 4 millions de dollars, au lieu des 5 millions proposés initialement, au titre des secours d'urgence pour la période 1955-1958. Au moment où le Conseil examinera le budget du Haut-Commissariat, M. Stikker aura certaines observations à présenter sur la question des étudiants réfugiés, dont le sort mérite qu'on lui accorde une attention spéciale.

10. L'Assemblée générale a autorisé le Haut-Commissaire à faire un appel en vue de réunir des fonds qui seront essentiellement consacrés à la mise en œuvre de solutions permanentes du problème des réfugiés. Le représentant des Pays-Bas espère que cet appel rencontrera un accueil tel que le Haut-Commissaire sera en mesure d'atteindre son but dans les délais prévus.

11. M. AKANT (Turquie), après avoir fait l'historique de la question, déclare que, bien que la délégation turque n'ait aucune objection de fond à présenter au sujet des propositions du Haut-Commissaire (E/2678), elle préfère l'exposé plus précis qui figure dans le projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656); elle votera donc pour ce texte.

12. M. FORSYTH (Australie) rappelle les débats de la dix-huitième session du Conseil¹ qui ont précédé l'adoption de la résolution 549 (XVIII) ainsi que ceux de la neuvième session de l'Assemblée générale² qui se sont traduits par l'adoption de la résolution 832 (IX). On peut dire à juste titre que les discussions de l'Assemblée ont montré que la plupart des délégations reconnaissaient que l'Assemblée avait fait preuve d'un optimisme exagéré, à sa cinquième session, lorsqu'elle avait pensé que le problème des réfugiés pourrait recevoir une solution rapide; cet optimisme n'était pas justifié. Conformément à la résolution de l'Assemblée générale, le Haut-Commissaire a présenté au Conseil les recommandations du Comité consultatif (E/2678, annexe II), qui tendent à ce que le mandat et la composition de cet organisme soient révisés de façon que le Comité soit doté de pouvoirs d'exécution, tout en continuant d'exercer ses fonctions consultatives. Le Gouvernement australien, qui est membre du Comité consultatif, a appuyé ces recommandations et estime que le projet de résolution soumis par le Comité consultatif est entièrement satisfaisant. L'adoption de ce texte permettrait au Haut-Commissaire et au nouveau Comité exécutif de poursuivre l'exécution du programme de solutions permanentes. Il semble que le projet de résolution présenté par les Etats-Unis (E/L.656) ne diffère du texte du Comité que sur des points de détail, à une exception près: il ne contient pas la disposition importante qui fait l'objet de l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A du dispositif du projet du Comité, et selon laquelle, une fois un projet approuvé, les fonds consacrés à sa mise en œuvre doivent être suffisants pour en permettre l'achèvement. M. Forsyth espère que les raisons de cette omission seront expliquées.

13. Le succès ou l'échec du programme du Haut-Commissaire dépendra en fin de compte du montant de la participation financière des gouvernements et des organisations privées. Pour sa part, l'Australie a permis à de nombreux réfugiés de se réinstaller sur son territoire et elle a fourni une contribution financière; M. Forsyth espère que d'autres Etats Membres accorderont une aide analogue à une cause qui la mérite entièrement. Pour le moment, la tâche du Conseil consiste à examiner les propositions relatives à la constitution du nouveau Comité exécutif, afin de permettre ainsi l'exécution du programme qui tend à donner des solutions permanentes au problème des réfugiés.

14. M. KOS (Yougoslavie) explique qu'à l'Assemblée générale la délégation yougoslave a voté pour les dispositions de la résolution 832 (IX) concernant la création du Comité exécutif uniquement parce qu'elle n'avait pas considéré alors et ne considère pas aujourd'hui que le Fonds pour les réfugiés envisagé apporte l'espoir d'une solution permanente du problème des réfugiés. Le projet de résolution du Comité consultatif concernant le mandat du Comité exécutif (E/2678, annexe II), qui semble à première vue conforme à la résolution de l'Assemblée, soulève cependant certaines objections. M. Kos peut appuyer la proposition tendant à lier les fonctions consultatives et les fonctions exécutives.

15. L'Organisation des Nations Unies a acquis de l'expérience touchant les méthodes, les critères et les principes qui doivent être appliqués en matière d'assistance internationale. L'administration présente ses programmes à l'organe exécutif en termes généraux, en indiquant les faits et les chiffres qui l'ont guidée dans l'établissement de ces programmes, sans trop entrer dans les détails. Si ces programmes sont bien conçus, il n'y pas lieu de les modifier ultérieurement. Par conséquent, il ne paraît pas acceptable de confier aux sous-comités permanents les tâches dont il est question en termes plutôt vagues au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution du Comité consultatif et qui sont définies un peu plus clairement dans le rapport. Il est tout à fait inusité qu'un sous-comité approuve, au nom du comité dont il dépend, des projets que ce dernier n'a acceptés qu'en principe. Si les projets sont bien préparés, il n'y aura aucune raison de prévoir une procédure contraire à la normale. Il conviendrait que le sous-comité joue le rôle d'un comité du programme chargé d'examiner les projets suffisamment préparés avant que le Comité exécutif en soit saisi et d'ajourner l'examen des projets qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences, en attendant que leur préparation soit achevée, ainsi qu'il ressort de l'expérience acquise par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Ce renvoi n'entraînerait aucun retard, puisque des projets mal préparés devraient de toute manière être modifiés par la suite. Le renvoi d'un projet à la session suivante n'entraînerait pas non plus de retard appréciable. Le sous-comité devrait comprendre la moitié environ des membres du Comité exécutif.

16. Le Comité exécutif pourrait en principe approuver des programmes à long terme qui seraient exécutés par tranches annuelles. Aucun projet ne serait mis à exécution si les fonds nécessaires n'étaient pas réunis. Si cette condition n'était pas observée, les projets seraient voués à l'échec et ne pourraient que susciter de faux espoirs parmi les réfugiés. Les Etats eux-mêmes ne seront disposés à prendre des engagements financiers que si les bases financières des projets leur paraissent saines.

¹ Voir E/AC.7/SR.283, 284 et 285, et *Documents officiels du Conseil économique et social, dix-huitième session*, 814ème séance.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session*, 545ème à 556ème séances, inclusivement.

17. Il suffirait que le Comité exécutif tienne deux sessions par an, sauf lorsqu'il s'agirait de projets de secours d'urgence, ainsi que le montre l'expérience d'autres organes des Nations Unies qui disposent de crédits plus importants et qui doivent satisfaire des besoins plus pressants.

18. Les dispositions du projet de résolution (E/L.656) concernant les règles à appliquer pour les dépenses d'administration relatives à l'exécution de projets sont judicieuses. Ces dépenses ne sauraient en effet être imputées sur le budget ordinaire du Haut-Commissaire dont les ressources proviennent du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. C'est la procédure suivie pour d'autres fonds extra-budgétaires qui devrait s'appliquer dans le cas du FNUR.

19. En vertu de son nouveau mandat, le Comité consultatif se trouve investi de responsabilités accrues. D'après le projet de résolution, ses membres seraient choisis en raison de l'intérêt qu'ils portent au problème des réfugiés et de leur dévouement à cette cause; c'est là un critère bien vague et contestable, puisqu'on en viendrait ainsi à exclure certains Etats Membres ou, tout au moins, à discriminer entre eux. Ce texte ne dit pas qui serait appelé à désigner les Etats qui s'intéressent ou qui se dévouent à la cause des réfugiés et quelles normes on pourrait appliquer pour mesurer leur intérêt ou leur dévouement. S'il s'agit de choisir des pays sur une base autre que la répartition géographique équitable, les Etats intéressés auraient intérêt à créer une organisation intergouvernementale en dehors de l'Organisation des Nations Unies. Si cependant le nouveau Comité exécutif doit être un organe des Nations Unies, créé par l'Assemblée générale, il n'y a aucune raison de s'écarter, pour l'élection de ses membres, de la méthode qui est suivie pour tous les organes des Nations Unies.

20. Le projet de résolution ne fait aucune allusion au principe d'un renouvellement du Comité par roulement. On pourra objecter que les membres nouvellement élus ne seront pas familiarisés avec les travaux du Comité; cependant, le système du roulement n'a donné lieu à aucune difficulté dans les organes où il est appliqué. Une minorité seulement serait visée et l'arrivée de nouveaux représentants ayant des idées nouvelles présenterait des avantages certains.

21. Le Conseil examine pour la première fois le nouveau mandat et il ne sait pas encore quel en sera définitivement le texte. Il ne serait donc pas indiqué d'élire immédiatement les nouveaux membres du Comité exécutif. Ceux-ci devront être nommés à la reprise de la dix-neuvième session, en même temps que les membres des commissions techniques. Tous les membres du Comité exécutif devraient être élus en même temps; la délégation yougoslave n'a cependant reçu des instructions qu'au sujet de trois des postes à pourvoir. Si on laisse s'écouler un certain délai, les pays auront le temps de décider s'ils veulent faire partie du nouveau comité.

22. La délégation yougoslave doute que la création du Fonds pour les réfugiés donne de bons résultats; à son sens, l'Organisation des Nations Unies devrait se préoccuper davantage de la protection juridique des réfugiés. Elle ne s'en intéresse pas moins vivement à l'œuvre accomplie par le Haut-Commissaire et c'est en raison même de cet intérêt qu'elle a formulé des critiques.

23. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'à la neuvième session de

l'Assemblée générale³ la délégation de l'URSS a exposé en détail sa position touchant l'activité du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Aux termes de la résolution 8 (I) que l'Assemblée générale a adoptée à l'unanimité, la principale tâche de l'Organisation des Nations Unies doit être d'encourager et d'aider de toutes les manières possibles les personnes déplacées à retourner rapidement dans leur pays d'origine. Le Haut-Commissariat a agi à l'encontre de cette résolution; il n'a pris aucune mesure en vue du rapatriement dont il n'est même pas question dans le projet de résolution présenté par le Comité consultatif (E/2678, annexe II). Pour le Haut-Commissariat, les réfugiés et les personnes déplacées sont une main-d'œuvre à bon marché bonne à envoyer surtout aux Etats-Unis d'Amérique pour y effectuer les travaux les plus pénibles contre des salaires de misère. La délégation de l'URSS ne saurait donc appuyer aucune proposition tendant à permettre au Haut-Commissariat de poursuivre la même activité qu'il a entreprise jusqu'ici.

24. M. DONS (Norvège) est en faveur du projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656) et n'a pas d'opinion très affirmée sur les points où ce texte s'écarte du projet proposé par le Comité consultatif (E/2678, annexe II). Il estime, comme la délégation yougoslave, qu'il conviendrait de mentionner la durée du mandat des membres du Comité exécutif. Ce point était également resté vague dans le cas du Comité consultatif et il n'était pas mentionné dans la résolution initiale [résolution 428 (V) de l'Assemblée générale]. Les membres du Comité eux-mêmes ont dû porter la question devant le Conseil. Certains pays voudront peut-être faire partie du Comité dans deux ans; il faudrait donc prévoir que la composition de cet organe sera modifiée, en 1957 par exemple. Un roulement doit être prévu expressément. La Norvège est disposée à siéger au Comité exécutif.

25. Sous réserve de l'approbation du Parlement, le Gouvernement norvégien a l'intention de porter sa contribution de 100.000 à 600.000 couronnes norvégiennes, soit 84.000 dollars environ, à compter du 1er juillet 1955.

26. M. JOBERT (France) appuie le projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656), mais craint qu'il ne soit pas très judicieux de lier les fonctions consultatives et les fonctions exécutives.

27. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) rappelle que l'Assemblée générale a montré clairement en 1946 que le rapatriement était la solution du problème des réfugiés. Le Haut-Commissaire, dans son rapport à l'Assemblée générale⁴, et l'Assemblée générale, dans la résolution 832 (IX), ont reconnu que ce problème était loin d'être résolu. Il est à peine concevable que dix ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, des milliers de personnes que les nazis avaient déportées de Tchécoslovaquie et d'autres pays soient encore dans des camps, séparées de leur famille contre leur gré, exposées au feu continu d'une propagande hostile à leur pays et vivant dans des conditions effroyables. C'est le Haut-Commissariat qui doit en porter la responsabilité, car il a délibérément aggravé une situation tragique afin de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché pour effectuer les travaux les plus pénibles, afin de disposer d'espions et de saboteurs pour exercer leur activité dans leur pays d'origine. Le Haut-Commissariat protège des personnes qui ont fui leur pays d'origine pour échapper

³ Ibid., 547ème séance.

⁴ Ibid., Suppléments Nos 13 et 13A.

à un juste châtement. La délégation tchécoslovaque, comme d'autres délégations, a déjà indiqué qu'elle s'opposait à la prorogation du Haut-Commissariat; elle continue à juger inacceptable toute proposition tendant à le proroger, sous quelque forme que ce soit.

28. M. RIVAS (Venezuela) annonce qu'il appuie le projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656) mais qu'il tient à examiner les propositions des représentants de la Norvège et de la Yougoslavie selon lesquelles les membres du Comité exécutif seraient remplacés par roulement. A l'alinéa iv du paragraphe A, il serait peut-être bon de dire "en vue de prendre une décision à leur sujet" au lieu de "pour les approuver ensuite", étant donné que le Comité exécutif aura également le droit de rejeter les propositions du Haut-Commissaire ou d'en différer l'examen.

29. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine) fait observer que son pays n'est pas grand, mais qu'il a accueilli des milliers de réfugiés et continuera à le faire. Il votera pour le projet de résolution des Etats-Unis, car il contribuera à améliorer la situation des réfugiés.

30. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) se refuse à penser que le nouveau fonds mixte ne sera pas d'une grande utilité pratique pour les réfugiés eux-mêmes. Etant donné l'insuffisance des fonds dont il dispose, le Haut-Commissariat n'est pas en mesure d'apporter une solution permanente au problème des réfugiés, mais il peut fournir une assistance à des milliers d'entre eux.

31. En proposant que le nouveau Comité exécutif se compose de représentants de gouvernements choisis en raison de l'intérêt qu'ils portent au problème des réfugiés et de leur dévouement à cette cause, on reprend les dispositions de l'article 4 du statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 428 (V).

32. Quant à la proposition du représentant de la Yougoslavie, qui voudrait que le Conseil renvoie l'élection des membres du Comité exécutif à la deuxième partie de sa dix-neuvième session, le Comité consultatif a exprimé l'espoir que l'on ne prolongerait pas à l'excès le délai qui doit s'écouler avant que le Comité exécutif puisse examiner les projets destinés à mettre en œuvre des solutions permanentes. C'est pourquoi il serait bon, selon lui, que les membres du Comité exécutif soient désignés dès le début de la dix-neuvième session du Conseil et que le Comité exécutif tienne sa première session dans les plus brefs délais. En conséquence, des dispositions ont été prises à titre provisoire afin de permettre à ce comité de tenir sa première session à partir du 10 mai.

33. Le représentant de la France doute — et on le comprend — qu'il soit judicieux de confier en même temps à un seul organe des fonctions consultatives et des fonctions exécutives. Toutefois, le Comité consultatif a été doté de fonctions consultatives par le Statut et on ne peut les lui retirer qu'en modifiant ce statut. Une autre solution consisterait à créer deux comités, ce qui ne serait pas indiqué, car il en résulterait un surcroît de travail tant pour les gouvernements que pour le personnel peu nombreux du Haut-Commissariat. On ne voit pas pourquoi le Comité exécutif ne pourrait pas exercer des fonctions consultatives.

34. Le projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656) est acceptable dans l'ensemble, car il représente une

amélioration par rapport au texte présenté à l'origine par le Comité consultatif (E/2678, annexe II). L'alinéa vi du paragraphe 1 A du projet des Etats-Unis stipule que le Comité exécutif adoptera des règles administratives pour le Fonds mais, à la différence de l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A proposé par le Comité consultatif, il ne prévoit pas que le Comité exécutif prendra des dispositions telles qu'une fois un projet approuvé, les fonds consacrés à sa mise en œuvre soient suffisants pour en permettre l'achèvement. Peut-être le représentant des Etats-Unis pourra-t-il expliquer la raison de cette omission.

35. Le paragraphe 4 du projet des Etats-Unis semble superflu, car seules les dépenses approuvées par l'Assemblée générale peuvent être couvertes par des sommes prélevées sur le Fonds.

36. Pour ce qui est du paragraphe 5, il est d'usage que le Haut-Commissaire présente un rapport de vérification à l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Secrétaire général; cette procédure donne satisfaction au Haut-Commissaire et au Secrétaire général. Par conséquent, on pourrait remplacer les mots "Secrétaire général" par les mots "Haut-Commissaire".

37. M. van Heuven Goedhart exprime à la délégation norvégienne la gratitude qu'il éprouve du fait que la Norvège a augmenté sensiblement sa contribution au Fonds pour les réfugiés, donnant ainsi un témoignage frappant de l'intérêt qu'elle porte au problème des réfugiés.

38. Il remercie aussi le représentant des Pays-Bas qui a exposé si clairement la situation et qui a mentionné la contribution que le Gouvernement et la population des Pays-Bas ont apportée.

39. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis est tout à fait disposée à insérer dans son projet de résolution (E/L.656) une clause établissant le principe du renouvellement par roulement du Comité exécutif.

40. M. Kotschnig trouve difficile d'accepter la suggestion du représentant de la Yougoslavie qui voudrait que la composition du Comité exécutif soit fixée en fonction du principe de la répartition géographique. Le Comité exécutif s'occupera surtout des réfugiés de l'Europe et du Moyen-Orient. Il doit donc se composer des pays où vivent actuellement les réfugiés dont le Haut-Commissariat s'occupe, des pays qui ont accueilli ou qui se préparent à accueillir un nombre important de ces réfugiés, et des pays qui sont en mesure et qui acceptent d'assister financièrement le Haut-Commissariat. Si l'on s'inspire de ces critères, la composition du Comité exécutif ne sera pas très différente de celle du Comité consultatif actuel. En outre, le principe de la répartition géographique serait en partie respecté si l'on renouvelait par roulement la composition du Comité.

41. C'est pour permettre une plus grande souplesse dans l'utilisation des crédits dont le Haut-Commissaire dispose que la délégation des Etats-Unis a supprimé, à l'alinéa vi du paragraphe 1 A de son projet de résolution, la disposition qui figure à l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A du projet du Comité consultatif et qui est ainsi conçue: "y compris des dispositions telles qu'une fois un projet approuvé, les fonds consacrés à sa mise en œuvre soient suffisants pour en permettre l'achèvement". Si l'application du principe énoncé dans cette clause se justifie dans le cas des projets à long

terme de certains organismes tels que le FISE, elle nécessite un blocage des fonds qui réduirait sensiblement le nombre des projets que le Comité exécutif et le Haut-Commissaire pourraient entreprendre dans un avenir immédiat. En outre, le Haut-Commissaire serait probablement dans l'impossibilité d'achever la mise en œuvre de son programme avant l'expiration du délai de quatre ans qui est prévu.

42. Le Conseil économique et social accomplit un acte de foi. Il doit avoir l'assurance que les gouvernements verseront les fonds nécessaires pour les quatre années en question, sinon le programme du Haut-Commissaire sera voué à l'échec. La délégation des Etats-Unis considère que les fonds nécessaires seront en principe versés; elle hésite par conséquent à imposer des limites au Comité exécutif et au Haut-Commissaire pour ce qui est de l'utilisation de ces fonds au moment de la mise à exécution du nouveau programme.

43. D'autre part, la délégation des Etats-Unis est disposée à accepter les suggestions du Haut-Commissaire concernant les paragraphes 4 et 5 de son projet de résolution.

44. M. KOS (Yougoslavie) dit que la déclaration du Haut-Commissaire — d'où il ressort qu'il est impossible de résoudre définitivement le problème des réfugiés avec les ressources limitées dont le Haut-Commissariat dispose actuellement — ne fait que confirmer les doutes que la délégation yougoslave éprouvait déjà au sujet de l'utilité du nouveau Fonds sur le plan pratique.

45. La délégation yougoslave ne peut approuver la suggestion du représentant des Etats-Unis selon laquelle le Comité exécutif doit comprendre des pays qui sont en mesure et qui acceptent de verser leur contribution au Fonds pour les réfugiés. Le Comité doit être un organe représentatif des Nations Unies, et non un cercle qui exige un droit d'adhésion.

46. En ce qui concerne les mérites respectifs de l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A du projet du Comité consultatif (E/2678, annexe II), et de l'alinéa vi du paragraphe 1 A du projet des Etats-Unis, la délégation yougoslave préfère le premier de ces projets, parce qu'il énonce un principe que d'autres organes des Nations Unies ont déjà appliqué avec succès. C'est ce qui s'est produit pour le FISE, avant que cet organisme ne devint permanent.

47. M. MIR KHAN (Pakistan) propose de maintenir le paragraphe 4 du projet de résolution des Etats-

Unis, bien que le représentant des Etats-Unis ait accepté de le supprimer, à la demande du Haut-Commissaire. Les sommes destinées à couvrir les dépenses qui découlent du fonctionnement du Fonds ne doivent pas être prélevées sur le budget de l'Organisation des Nations Unies.

48. M. FORSYTH (Australie) fait observer que l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A du projet de résolution du Comité consultatif vise des dispositions dont on s'inspire déjà pour tous les programmes de l'Organisation des Nations Unies qui sont financés par des contributions volontaires. Il est dangereux d'entreprendre de nombreux projets si l'on risque de s'apercevoir ensuite qu'il n'y a pas assez de crédits pour les mener tous à bien.

49. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que l'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A du projet du Comité consultatif (E/2678, annexe II) a été inséré dans ce projet à la demande de la délégation australienne à ce comité. Le représentant de l'Australie a souligné combien il était dangereux d'approuver des projets pour lesquels on ne disposerait peut-être pas des fonds nécessaires, car cette politique pouvait faire naître des espoirs vains parmi les réfugiés.

50. L'explication fournie par le représentant des Etats-Unis n'a pas entièrement convaincu le Haut-Commissaire qu'il est souhaitable de supprimer cette disposition. Le programme du Haut-Commissaire comprend surtout des projets à court terme, pour l'achèvement desquels il est facile de réserver des fonds sans créer de difficultés administratives. L'alinéa iii, a, du paragraphe 1 A a l'avantage d'empêcher que l'on accepte des projets avant de savoir si les fonds nécessaires seront disponibles.

51. Le PRESIDENT propose de créer un groupe de travail qui examinera les deux projets de résolution dont le Conseil est saisi. Il invite les délégations de l'Australie, des Etats-Unis, de la France, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Turquie et de la Yougoslavie, et toute autre délégation qui le désirerait, à faire partie de ce groupe de travail. Le Président invite également le Haut-Commissaire à participer aux débats du Groupe de travail.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 10.



S O M M A I R E

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour:	
Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<i>suite</i>)	11
Point 6 de l'ordre du jour:	
Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir	12

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Brésil, Chili, Indonésie, Iran.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (E/2678, E/L.656, E/L.658) [*suite*]

1. Le PRESIDENT donne la parole à la représentante de la Confédération internationale des syndicats libres.
2. Mlle SENDER (Confédération internationale des syndicats libres) déclare que la CISL appuie sans réserve l'action internationale en faveur des réfugiés qui ont tout sacrifié pour sauver leur dignité et leur liberté. La CISL a donc soutenu le programme du Haut-Commissaire et autorisé son secrétaire général à demander à toutes les organisations affiliées d'intervenir auprès du gouvernement de leur pays pour qu'il appuie ce programme. A la suite d'une campagne qu'ils ont menée, les syndicats libres des Pays-Bas ont réuni un montant de plus de 4 millions de florins, qui sera versé au fonds du Haut-Commissaire.
3. La CISL considère qu'en attendant le règlement définitif du problème des réfugiés, les pays civilisés

doivent donner asile à ceux qui continuent à lutter pour défendre leurs convictions. Elle apporte au Haut-Commissaire sa collaboration entière dans les efforts qu'il entreprendra pour résoudre le problème, avec l'assistance des Etats qui, par leur dévouement, ont donné la preuve de l'intérêt qu'ils portent aux réfugiés.

4. Le PRESIDENT invite le Président du Groupe de travail désigné à la séance précédente, à présenter le rapport de ce groupe (E/L.658).

5. M. SCHURMANN (Pays-Bas), Président du Groupe de Travail, dit que les membres de ce groupe proposent certaines modifications au projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656), sous réserve que cette décision ne lie pas les délégations représentées au Groupe, qui conservent le droit d'indiquer leur position définitive devant le Conseil lui-même. La modification la plus importante, qui porte sur le paragraphe 1 A, alinéa vi, du projet, a trait aux règles administratives pour la gestion du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés.

6. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) déclare que, dans sa tâche difficile, le Haut-Commissaire qui se dépense sans compter pour la cause des réfugiés jouit de toute la sympathie du Gouvernement britannique. Celui-ci s'intéresse vivement au programme du Haut-Commissaire et il a appuyé la proposition tendant à créer un nouveau fonds unique pour le financement des solutions permanentes et des secours d'urgence. Le Royaume-Uni a fait partie du Comité consultatif, qui a défini le mandat du nouveau Comité exécutif envisagé.

7. M. Scott Fox votera en faveur du projet de résolution des Etats-Unis amendé par le Groupe de travail (E/L.658).

8. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter les mots "y compris les membres actuels du Comité consultatif", immédiatement après les mots "... à cette cause", au paragraphe 2 A du projet de résolution révisé (E/L.658). L'adoption de cet amendement faciliterait l'élection du nouveau Comité exécutif.

9. M. KOS (Yougoslavie) demande un vote par division sur l'amendement des Etats-Unis. S'il est adopté, il n'y aura que cinq membres à élire au Comité exécutif, en dehors des Etats qui sont représentés au Comité consultatif. La délégation yougoslave espérait pouvoir voter sur chacun des vingt membres du nouveau Comité. Elle ne peut donc approuver l'amendement des Etats-Unis.

10. M. LOUTFI (Egypte) partage l'avis du représentant de la Yougoslavie.

11. M. FORSYTH (Australie) rappelle que sa délégation a demandé énergiquement que l'on maintienne la clause relative aux ressources financières nécessaires pour l'exécution des projets, qui figurait dans le projet de résolution présenté par le Haut-Commissaire (E/2678, annexe II). Cette disposition a été supprimée

dans le projet de résolution des Etats-Unis (E/L.656), mais le Groupe de travail est arrivé sur ce point à un compromis et il a réintroduit le principe très important qui est en jeu. Dans ces conditions, M. Forsyth votera pour le projet de résolution amendé par le Groupe de travail (E/L.658). La délégation invite instamment le Haut-Commissaire et le Comité exécutif à donner au principe en question toute l'importance qui s'impose.

12. M. HSIA (Chine) accepte avec quelques réserves le projet de résolution du Groupe de travail (E/L.658). En premier lieu, il approuve bon nombre des critiques qui ont été émises au sujet de la composition du futur Comité exécutif; cependant, le fait que le projet actuel prévoit un roulement a quelque peu amélioré la situation. Sa réserve la plus grave tient à un défaut essentiel du programme de l'Organisation des Nations Unies en faveur des réfugiés. Dès le début, la délégation chinoise n'a cessé de répéter que les secours, dont on affirmait le caractère international, étaient réservés en réalité à un groupe particulier de réfugiés, à savoir les Européens chassés de leur foyer à la suite de la deuxième guerre mondiale. M. Hsia espérait que le mandat du Comité exécutif envisagé serait plus étendu et il a été déçu de constater que, comme par le passé, il ne s'agissait pas de créer un organe réellement international et de saisir le Haut-Commissaire des problèmes des réfugiés du monde entier. Par des résolutions antérieures, l'Assemblée générale a indiqué qu'il serait possible d'élargir à l'avenir le mandat actuellement très restreint du Haut-Commissariat. Or, le projet de résolution dont le Conseil est saisi ne constitue aucun progrès dans cette voie. M. Hsia exprime l'espoir que cette question sera revue dans un proche avenir.

13. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement des Etats-Unis au paragraphe 2 A du projet de résolution du Groupe de travail (E/L.658).

Par 12 voix contre 2, avec 4 abstentions; l'amendement est adopté.

14. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution (E/L.658) ainsi amendé.

Par 12 voix contre 2, avec 2 abstentions, le projet de résolution amendé est adopté.

15. M. RAJAN (Inde) s'est abstenu parce que son gouvernement, qui doit secourir un grand nombre de réfugiés sur son propre territoire, n'est pas en mesure de contribuer au Fonds des Nations Unies pour les réfugiés et n'a pas voulu, de ce fait, se prononcer sur la structure d'un organisme qu'il n'a pas la possibilité d'appuyer.

16. M. KOS (Yougoslavie) s'est abstenu dans le vote sur le projet de résolution, qu'il était par ailleurs disposé à appuyer, parce qu'il a été radicalement modifié à la dernière minute par un amendement présenté en séance plénière. Il proteste contre cette procédure qu'il juge inadmissible.

17. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) a voté contre le projet de résolution pour les raisons qu'il a exposées au cours de la séance précédente.

18. M. HAMDANI (Pakistan) a voté en faveur de la résolution, étant entendu qu'elle n'aura pas pour effet d'entraîner une augmentation du montant de la contribution des Etats Membres.

19. M. VAN HEUVEN GOEDHART (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) remercie le Conseil de la décision qu'il vient de prendre.

20. Répondant à une question du représentant de la Chine, il indique que, si l'activité du Haut-Commissariat est limitée par son Statut, cette limitation n'est pas d'ordre géographique et n'a rien à voir avec la seconde guerre mondiale; en outre, le Statut est loin d'être aussi rigoureux qu'on l'a dit. Certes, la situation des réfugiés chinois pose un très grave problème; le Haut-Commissaire a été saisi d'un rapport circonstancié à ce sujet et il demandera au Comité exécutif de dire si ces réfugiés relèvent de son mandat. Quoi qu'il en soit, le mandat du Haut-Commissariat, malgré ses limitations, est déjà vraiment international.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir (E/2688, E/L.657)

21. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) signale que la Commission des transports et des communications a déjà accompli une œuvre considérable dans le domaine du tourisme international et appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport sur sa septième session (E/2696), que le Conseil examinera à la reprise de la dix-neuvième session.

22. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que le tourisme international constitue l'un des meilleurs moyens de favoriser la compréhension entre les peuples. D'autre part, comme le Gouvernement des Etats-Unis l'a signalé dans son mémoire (E/2688), le tourisme international apporte de grands avantages économiques aux pays visités et il conviendrait de prendre des mesures pratiques en vue de l'encourager.

23. Encore que le tourisme international se soit sensiblement développé au cours des dernières années, ses possibilités de développement demeurent immenses. De nombreuses restrictions inutiles qui entravaient le tourisme ont déjà été levées; il en est d'autres que l'on devrait supprimer. Le tourisme international est devenu l'un des principaux éléments du commerce international. Les touristes américains dépensent à l'étranger 10 pour 100 environ de la valeur totale des exportations des Etats-Unis; en d'autres termes, ils fournissent aux pays étrangers un dixième des dollars dont ils ont besoin pour financer leurs achats aux Etats-Unis. De nombreux pays qui ont fait des efforts énergiques en vue de créer une industrie touristique florissante, ont atteint leur but en peu de temps; leur exemple pourrait et devrait être suivi par d'autres pays.

24. Conscient de l'importance du tourisme international, le président Eisenhower a, dans deux messages qu'il a récemment adressés au Congrès, souligné l'intérêt qu'il présente au point de vue culturel, social et économique et il a chargé les services compétents du gouvernement de chercher à le faciliter. En 1954, les touristes américains ont dépensé à l'étranger sensiblement plus d'un milliard de dollars et l'on prévoit un chiffre plus élevé encore pour 1955. Aux Etats-Unis mêmes, l'industrie du tourisme est très développée.

25. Les organisations internationales et non gouvernementales jouent déjà un rôle très important en faveur du tourisme international. La Commission des transports et des communications a déployé dans ce domaine bien des efforts, qui ont permis la mise au point de plusieurs conventions tendant à simplifier le passage

des frontières et les formalités douanières. L'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation européenne de coopération économique et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme et nombre d'autres organisations font elles aussi œuvre utile. Sur le plan régional, une action analogue est entreprise sur le continent américain. C'est ainsi qu'au cours de la réunion tenue à Rio-de-Janeiro en 1954, les Ministres des finances et de l'économie ont adopté à l'unanimité une résolution invitant toutes les républiques américaines à prendre des mesures pratiques en vue de favoriser le tourisme.

26. Il faut définir clairement le terme "touriste", étant donné que dans certains pays, il sert à désigner uniquement la personne qui visite un pays pour voir ses curiosités et points d'intérêt. La délégation des Etats-Unis accepte la définition très générale qu'en donne la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, c'est-à-dire que, par touriste, il faut entendre toute personne qui, pour un motif légitime quelconque, autre que l'immigration, désire séjourner temporairement dans un pays étranger.

27. Les programmes destinés à attirer les touristes devraient intéresser tout particulièrement les pays dont la plus grande partie des recettes en devises étrangères vient de l'exportation d'un très petit nombre d'articles. Le tourisme constitue une source de revenu relativement régulière tout en n'exigeant que des investissements peu importants, principalement pour la construction d'hôtels et la publicité.

28. Afin de réduire relativement les frais généraux en accroissant le nombre des touristes, il y aurait lieu d'envisager la possibilité de développer le tourisme hors saison, car les prix ont tendance à être élevés quand l'année touristique est réduite à une période de pointe de quelques mois.

29. Commentant les recommandations contenues dans le mémoire (A/2688, par. 13), le représentant des Etats-Unis souligne la nécessité d'étudier, sous tous leurs aspects, la situation actuelle du tourisme et ses possibilités de développement et ajoute que chaque pays intéressé devrait dresser un plan d'expansion rationnel. Il conviendrait, en particulier, de stimuler le tourisme régional. L'Etat devrait épauler les organismes privés et officiels qui se consacrent au développement du tourisme, subventionner la création d'agences de propagande touristique à l'étranger et des campagnes de publicité payante, encourager les particuliers à investir leurs capitaux dans des hôtels de tourisme. D'autre part, il conviendrait d'envisager des programmes de coopération technique et d'obtenir que le plus grand nombre possible d'Etats ratifient les conventions des Nations Unies sur le tourisme international. Il faudrait également trouver le moyen d'accroître l'uniformité et la comparabilité des statistiques du tourisme, et les services de l'Organisation des Nations Unies devraient permettre de mettre au point des méthodes de compilation uniforme. Certes, lorsque l'on simplifie des formalités de frontière, il faut tenir compte des exigences de la sécurité et de la prospérité nationales, mais toute amélioration de la situation internationale devrait se traduire par un assouplissement des restrictions actuelles.

30. Le tourisme international est une activité économique productive à laquelle les Etats n'ont pas jusqu'ici accordé toute l'attention qu'elle méritait. L'intérêt bien

compris dicte à chaque Etat de développer le tourisme où il trouvera une source de recettes régulières et croissantes qui lui permettront d'élever son niveau de vie.

31. M. SCHURMANN (Pays-Bas) votera pour le projet de résolution commun (E/L.657), étant entendu que la disposition relative à l'encouragement du développement de l'industrie hôtelière contenue dans l'alinéa *b* du paragraphe 1 du dispositif ne signifie pas que les gouvernements sont invités à faire concurrence à l'entreprise privée pour ce qui est de la construction des installations nécessaires.

32. M. Schurmann a été très intéressé par le mémoire des Etats-Unis (E/2688) et la déclaration de leur représentant; les Pays-Bas savent, par expérience, combien le tourisme international est important pour la balance des paiements. Le mémoire des Etats-Unis montre qu'on a déjà beaucoup fait pour coordonner le développement du tourisme international, mais les résultats obtenus jusqu'à présent n'ont pas donné toute satisfaction. Il reste à éliminer de nombreuses formalités, complexes et coûteuses, touchant les passeports et les visas. Les transports internationaux par autobus et par avion font encore l'objet de pratiques restrictives, notamment en ce qui concerne le cabotage et les droits d'atterrissage; ces pratiques peuvent s'expliquer par la nécessité de protéger les lignes nationales, mais elles sont une source d'ennuis pour les voyageurs. Certaines pratiques restrictives gênent les voyages à forfait par autobus, qui sont de plus en plus populaires en Europe. Les alinéas *b* et *d* du paragraphe 1 du dispositif sont donc particulièrement appropriés.

33. M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit que les recettes provenant des services de tourisme et du transport des voyageurs étrangers en Yougoslavie sont élevés approximativement à 2 milliards 100 millions de dinars en 1954, c'est-à-dire environ 7 millions de dollars, soit 3 pour 100 environ du montant total des recettes d'exportation. Le chiffre correspondant était deux fois plus élevé en 1938; il est donc tout à fait naturel que la Yougoslavie s'efforce de stimuler cet apport de devises. C'est pourquoi la délégation yougoslave accueille avec satisfaction le mémoire des Etats-Unis (E/2688), la déclaration de leur représentant et le projet de résolution commun (E/L.657).

34. La tâche du Conseil n'est pas de rechercher des moyens simples pour accroître, en valeur absolue, les dépenses des touristes, mais plus précisément de faire de l'augmentation des recettes provenant de cette catégorie d'exportations l'un des moyens de résoudre le problème économique mondial qui se pose actuellement. Il est donc particulièrement important de déterminer s'il est possible d'accroître les recettes provenant des services de tourisme dans les régions qui manquent le plus de devises.

35. Il ressort du tableau statistique fourni par le Fonds monétaire international et reproduit dans le mémoire des Etats-Unis qu'en 1953, sur l'ensemble des recettes mondiales provenant du tourisme, 23 pour 100 sont allés aux Etats-Unis, 19 pour 100 au Canada, 19 pour 100 au Mexique et 46 pour 100 à l'Europe. Ce tableau montre aussi combien les pays qui ont le plus besoin de devises ont peu bénéficié des recettes du tourisme. Il est dit dans le mémoire qu'il serait relativement facile d'encourager cette exportation invisible; cette affirmation n'est valable que pour les pays développés qui possèdent un réseau serré de services touristiques.

36. On peut voir d'après la répartition géographique des recettes provenant des services de tourisme ce qui attire le plus le touriste. La proximité géographique est sans aucun doute un élément important, comme le prouve le pourcentage élevé des recettes du Mexique et du Canada. Les chiffres fournis montrent aussi qu'aujourd'hui le touriste recherche le confort et les installations modernes qu'il ne peut guère trouver dans les pays sous-développés. Les pays plus évolués ont construit leur réseau routier de manière à ce qu'il réponde aux besoins nationaux, et ils peuvent compter sur le tourisme intérieur pendant les saisons où le tourisme international est inexistant, tandis que les pays sous-développés ne connaissent aucune activité touristique pendant la morte-saison. En outre, l'expérience a montré que le tourisme ne constitue pas une source de recettes directes, et que ces recettes proviennent plus du commerce des articles de luxe que des bénéfices réalisés par l'hôtellerie. La vente des produits de l'artisanat, dans les pays peu développés, est moins rémunératrice que la vente des articles de luxe et des bijoux. Mais les pays sous-développés ne peuvent donner la priorité à l'industrie de luxe dans leurs plans de développement, parce que cette industrie, pour vivre, exige, sur le plan local, des consommateurs relativement riches. Dans de nombreuses régions, le tourisme n'est guère une source de profits tant qu'il n'est qu'une industrie d'exportation fournissant des services, mais il devient très rémunérateur lorsque le pays a atteint un degré plus avancé de développement économique.

37. Les tableaux comparatifs montrent en outre que les touristes attirés par les monuments historiques et les beautés de la nature — dont les pays sous-développés ne manquent pas — sont des personnes à revenu moyen, dont les dépenses sont assez limitées; les touristes plus riches, au contraire, sont surtout attirés par les stations de luxe.

38. Sur le plan de l'économie mondiale, une autre caractéristique du tourisme international est qu'il reste extrêmement sensible à la conjoncture économique. Les dépenses des touristes étrangers ont tendance à augmenter pendant les périodes d'activité économique intense. Il est dit dans le mémoire que si la fraction du revenu national des Etats-Unis consacrée aux dépenses de tourisme avait été la même en 1954 qu'en 1929 le montant de ces dépenses aurait atteint environ 2.500 millions de dollars au lieu de 1.200; cette affirmation est en théorie exacte, mais elle est beaucoup trop abstraite. Inversement, les dépenses des touristes tendent à diminuer pendant les périodes de crise, c'est-à-dire

lorsque "les exportations invisibles" sont le plus nécessaires.

39. Le tourisme a changé de caractère au cours des dernières années. En 1938, 287.000 touristes avaient passé en moyenne 5,4 jours et nuits en Yougoslavie. En 1954, deux fois plus d'automobiles ont traversé la frontière qu'en 1953. Les touristes se déplacent davantage, visitent plus de pays et font moins de dépenses secondaires.

40. Cette mobilité soulève la question des recettes provenant des services de transport. Ce sont les pays les plus évolués qui possèdent la plupart des grandes lignes de transport aérien et maritime. Le fait que l'Etat doive généralement les subventionner montre qu'elles ne pourraient pas être profitables pour les pays sous-développés.

41. La délégation yougoslave n'est nullement hostile à ce que le Conseil prenne des mesures pour développer le tourisme, mais elle tient simplement à rappeler qu'il ne faut pas oublier de tenir compte de la situation des pays qui ont le plus besoin de devises. La Yougoslavie a mis en œuvre les mesures recommandées dans la résolution 537 B (XVIII) du Conseil; elle a simplifié au maximum les formalités relatives aux passeports, elle ne fait pas payer de droits aux véhicules à moteur qui entrent dans le pays et elle accorde aux touristes étrangers certains avantages en matière de devises et de transports.

42. La délégation yougoslave appuie toutes les recommandations énoncées dans le mémoire des Etats-Unis (E/2688, par 13). A propos de la recommandation 4, la Yougoslavie cherche précisément à obtenir des prêts internationaux pour construire des hôtels pour touristes, car ces projets de construction ne peuvent recevoir la priorité dans ses plans de développement économique. Ils sont avantageux, directement rentables et intéressants sur le plan des devises; on ne peut donc formuler à leur sujet les objections que l'on soulève parfois pour le financement d'autres projets. Il faut espérer que les commissions économiques régionales continueront de s'occuper de la question. La résolution No. 3 adoptée par la Commission des transports et des communications à sa septième session (E/2696, par. 84) facilitera sensiblement la mise en œuvre des mesures proposées dans la recommandation 8 du mémoire des Etats-Unis.

43. La délégation yougoslave appuiera le projet de résolution commun (E/L.657).

La séance est levée à 12 h. 50.



SOMMAIRE

Page

Point 6 de l'ordre du jour:

Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir (*fin*) 15**Président:** Sir Douglas COPLAND (Australie).**Présents:**

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Brésil, Chili, Colombie, Indonésie, Mexique.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation de l'aviation civile internationale, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement du tourisme international: essor actuel et perspectives d'avenir (E/2688, E/L.657) [*fin*]

1. M. SIMONNET (France) souligne le rôle particulièrement actif joué par le Gouvernement français dans le développement du tourisme international. Sur le plan national, la France ne néglige rien pour améliorer les conditions de séjour des touristes et simplifier les formalités que les voyageurs doivent accomplir.

2. Les efforts que l'on a déployés en faveur du tourisme dans le monde entier ne suffisent pas; c'est pourquoi la France s'est jointe à quatre autres délégations pour présenter le projet de résolution qui porte la cote E/L.657. Certains représentants ont insisté sur l'aspect économique et financier de ce projet, mais M. Simonnet estime que le Conseil doit s'intéresser également aux aspects sociaux, culturels et internationaux du tourisme. En effet, le tourisme international met en jeu certains droits de l'homme et certaines libertés fondamentales; en outre, il peut être un facteur de progrès social, de culture intellectuelle et de paix internationale. Il ne faut pas oublier que la situation dans le domaine du tourisme international est moins favorable qu'en 1914. Il est donc indispensable de faire un effort pour faciliter le déplacement de ceux qui veulent voyager hors

de leur pays et il convient d'envisager tout spécialement la question du tourisme populaire. Le Conseil ferait œuvre utile s'il assurait à chacun la liberté de circuler librement à travers le monde entier qui lui a été reconnue par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

3. M. CAFIERO (Argentine) souligne la valeur du mémoire des Etats-Unis (E/2688) et rappelle la place importante que le tourisme international occupe dans les importations invisibles des divers pays. Le Fonds monétaire international évalue à 1.400 millions de dollars les dépenses des touristes en 1953 et ce chiffre est certainement inférieur à la réalité. En outre, les touristes américains fournissent à l'Europe 19 pour 100 de ses recettes en dollars. M. Cafiero insiste aussi sur l'aspect social et culturel du tourisme particulièrement important dans le cas des pays sous-développés ou en cours de développement.

4. Telles sont les raisons pour lesquelles l'Argentine cherche à développer le tourisme et s'efforce d'attirer le plus grand nombre possible de visiteurs étrangers. M. Cafiero donne quelques précisions sur les mesures prises par son gouvernement en faveur du tourisme, notamment au moyen d'une aide à la construction hôtelière, de la politique de crédit, de la création d'une école hôtelière, et de l'amélioration des transports et des communications.

5. L'Argentine, qui a déjà signé la Convention sur les facilités douanières en faveur du tourisme, est l'un des auteurs du projet de résolution commun (E/L.657), qui souligne la valeur de l'œuvre accomplie par les organismes compétents, au premier rang desquels figure l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT). En ce qui concerne le paragraphe 1, alinéa b, du dispositif, M. Cafiero précise qu'il n'appartient pas aux pouvoirs publics de prendre en charge les hôtels et les moyens de transport mais que l'Etat doit simplement favoriser leur développement par des mesures appropriées.

6. Enfin, la délégation argentine espère que le Secrétaire général pourra présenter à la vingt-troisième session du Conseil un rapport à la suite duquel il sera possible de convoquer une conférence internationale sur le tourisme.

7. M. GABAL (Egypte) pense que l'effort actuellement déployé par le Conseil en faveur du tourisme international aura le plus heureux effet sur la coopération internationale.

8. M. Gabal donne quelques chiffres pour montrer le développement remarquable du tourisme en Egypte et indique les mesures que le Gouvernement égyptien a prises dans ce but: réorganisation du Département du tourisme, création d'offices de tourisme à l'étranger et bureaux locaux, nouvelle réglementation des agences de voyages destinée à aider les touristes, aide à l'industrie hôtelière et prêts à faible intérêt pour la construction ou la modernisation des hôtels de deuxième classe. Les

consulats égyptiens accordent aux touristes des visas individuels ou collectifs sans distinction de religion, de race ou de couleur. Enfin, le Gouvernement égyptien a assoupli les formalités douanières dans toute la mesure du possible.

9. M. Gabal rappelle qu'à la réunion qu'il a tenue du 21 au 29 janvier 1955, le Comité exécutif de l'UIOOT s'est occupé de la question du développement du tourisme international et qu'il a adopté à ce sujet une recommandation; la plupart des principes énoncés dans cette recommandation figurent dans le projet de résolution commun. L'Égypte approuve pleinement ces principes et a donc accepté de se joindre aux auteurs du projet de résolution.

10. Pour terminer, le représentant de l'Égypte précise qu'il donne au paragraphe 1, alinéa *b*, du dispositif la même interprétation que le représentant de l'Argentine. A son avis, les mots "à apporter l'aide qu'il convient aux organismes officiels", qui figurent au paragraphe 1, alinéa *c*, du dispositif, ont un sens général; enfin, les accords internationaux dont il est question au paragraphe 1, alinéa *d*, du dispositif comprennent les accords bilatéraux ou multilatéraux destinés à faciliter le tourisme, par exemple les conventions sur les formalités douanières, sur l'importation temporaire des véhicules routiers privés et les conventions destinées à développer le tourisme parmi les jeunes et parmi les classes sociales dont les revenus sont moyens ou peu élevés.

11. M. SOLLI (Norvège) se félicite de l'initiative prise par la délégation des États-Unis et votera pour le projet de résolution commun (E/L.657) qui ne constitue d'ailleurs qu'une première mesure et devra être suivi par des recommandations concrètes tendant notamment à faciliter l'échange de personnes travaillant dans l'industrie touristique. La délégation norvégienne considère en effet que ces personnes devraient acquérir une connaissance directe des pays étrangers afin de pouvoir conseiller leurs clients. Elle demande donc au Secrétaire général de tenir compte de cet élément lorsqu'il rédigera son rapport. En outre, elle s'associe aux propositions que le représentant des Pays-Bas a faites (837^e séance) en ce qui concerne la coordination des activités dans le domaine du tourisme.

12. Après les explications qui ont été données, la délégation norvégienne constate que la résolution No 3 que la Commission des transports et des communications a adoptée à sa septième session (E/2696, par. 84) et le paragraphe 1, alinéa *d*, du dispositif du projet de résolution (E/L.657) tendent aux mêmes fins. Il faudra donc veiller à ce qu'il n'y ait pas double emploi. La délégation norvégienne se propose de soulever cette question au cours de la reprise de la dix-neuvième session.

13. M. HSIA (Chine) dit que les recommandations que contient le mémoire des États-Unis (E/2688, par. 13) présentent un grand intérêt car le tourisme constitue une source de recettes importante. En conséquence, la délégation chinoise appuiera le projet de résolution commun (E/L.657).

14. M. KADAPA (Inde) déclare que son pays attache une grande importance au tourisme international du point de vue de la compréhension internationale, des relations culturelles et du développement économique. Le Gouvernement indien a signé les deux conventions adoptées par la Conférence sur le tourisme qui s'est

tenue au Siège de l'Organisation en mai et juin 1954¹. Il a déjà mis en vigueur certaines des recommandations faites par cette conférence. Grâce aux efforts déployés par l'administration centrale et les services de voyage, commerciaux et publics, les visiteurs affluent de plus en plus nombreux en Inde. Au cours des dernières années, leur nombre a plus que triplé.

15. M. Kadapa fait l'éloge de l'œuvre accomplie par l'UIOOT, dont la commission pour l'Asie et l'Extrême-Orient a débuté dans l'Inde. Il signale que le Comité exécutif de l'Association hôtelière internationale a tenu sa session annuelle dans l'Inde au cours du mois précédent et que la prochaine réunion annuelle de l'UIOOT qui aura lieu en automne 1955 se tiendra également dans ce pays.

16. M. CORKERY (Australie) précise que sa délégation est en principe favorable aux mesures propres à développer le tourisme international et en reconnaît tout l'intérêt. Elle aurait, toutefois, préféré voir reporter l'examen de cette question à la reprise de la session en cours. D'une part, en effet, la documentation nécessaire n'a été publiée qu'à une date relativement récente. D'autre part, le problème du tourisme relève avant tout en Australie de la compétence des divers États de la Confédération et le temps a manqué pour les consulter.

17. Dans ces conditions, la délégation australienne ne pourra que s'abstenir lors du vote, mais il ne s'agira pas là d'une prise de position sur le fond de la question ni sur la décision proposée.

18. M. MOULTON (Organisation de l'aviation civile internationale) déclare que l'on peut favoriser le tourisme, premièrement, en améliorant les installations hôtelières, deuxièmement, en développant la publicité, et, troisièmement, en simplifiant les formalités que les touristes doivent accomplir. Toutefois, rien ne sert de prendre des mesures dans les deux premiers domaines, si l'on n'en adopte pas dans le troisième. L'OACI est la seule organisation intergouvernementale officielle qui ait essayé de mettre au point des formules précises destinées à faciliter les voyages aériens internationaux tout en respectant les exigences de la sécurité des États Membres. Les standards et pratiques recommandées par l'OACI pour la facilitation du transport aérien international² ont rencontré un accueil favorable auprès des États Membres. Le représentant de l'OACI espère que parmi les mesures tendant à favoriser le tourisme visées dans le projet de résolution (E/L.657) figure la simplification des formalités de frontières et que l'application de la recommandation énoncée au paragraphe 3 du dispositif n'aura pas pour effet de multiplier le nombre des pièces que doivent remplir les voyageurs et les agences de voyages.

19. M. CARNES (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) assure le Conseil que l'UNESCO continuera à favoriser par tous les moyens en son pouvoir le développement du tourisme, dont les aspects économiques et sociaux apparaissent complémentaires à de nombreux égards. Pour faciliter les voyages à but éducatif, scientifique ou culturel, l'UNESCO publie chaque année une brochure

¹ Voir *Conférence des Nations Unies sur les formalités douanières concernant l'importation temporaire des véhicules de tourisme et le tourisme, Acte final* (E/CONF.16/19).

² Organisation de l'aviation civile internationale, *Annexe 9 à la Convention relative à l'aviation civile internationale*, Montréal, Canada, septembre 1949.

intitulée *Vacances à l'étranger*; le volume VII, paru en mars 1955, contient des renseignements sur environ 800 cours de vacances, voyages d'études et chantiers internationaux dans plus de soixante pays. Il existe, de plus, une publication intitulée *Voyages à l'étranger*, relative aux règlements qui s'appliquent aux touristes dans chaque pays. Elle va être fondue avec une brochure de l'UIOOT appelée *Formalités de frontières*, ce qui permettra de mettre à la disposition du grand public une documentation exacte et concise de la plus grande utilité. L'UNESCO s'intéresse, d'autre part, en collaboration avec les organisations non gouvernementales intéressées, aux voyages d'ouvriers dans les pays étrangers. Elle n'en avait encore organisés qu'en Europe; elle envisage maintenant d'en organiser en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Enfin, l'UNESCO donne aux gouvernements des conseils techniques concernant la restauration des monuments et l'entretien des sites historiques, ce qui présente un intérêt touristique autant que culturel.

20. Le développement du tourisme ne pourra favoriser la compréhension internationale que si l'on tient dûment compte des aspects éducatifs du problème. M. Carnes estime donc que la résolution du Conseil devra inciter les gouvernements à ne rien négliger dans ce domaine. Chaque voyageur est en puissance un ambassadeur chargé d'une mission de bonne volonté au service de l'amitié entre les peuples et, partant, de la paix.

21. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) souligne que le touriste joue à un double titre le rôle d'ambassadeur: il représente ses concitoyens aux yeux des nations étrangères dont il sera ensuite en quelque sorte l'envoyé dans son propre pays.

22. Les aspects sociaux du problème, que le représentant de l'UNESCO a brièvement évoqués, apparaissent importants et complexes; il y aurait peut-être intérêt à les étudier dans le détail. Quiconque voyage élargit par le fait même son horizon intellectuel, découvre de nouveaux modes de vie, subit parfois des chocs qui transforment sa personnalité et dont les répercussions se font sentir sur la communauté internationale. M. Alfonso Ravard appuierait avec plaisir toute proposition tendant à inviter l'UNESCO à entreprendre une étude approfondie à ce sujet. Il ne faut pas oublier, non plus, les difficultés administratives et juridiques. La Commission des transports et des communications a présenté un projet de résolution sur les formalités de frontières (E/2696, par. 118), que le Conseil examinera à la reprise de la session et dont l'adoption favoriserait certainement le développement du tourisme.

23. Le représentant du Venezuela ne parlera pas de l'intérêt économique du tourisme; les orateurs qui l'ont précédé ont encore précisé les indications que fournit déjà le mémoire des Etats-Unis (E/2688). En revanche, il tient à donner au Conseil quelques renseignements qui montrent quelle importance son gouvernement attache à la question. On a créé au Venezuela une direction générale du tourisme à laquelle incombe essentiellement une tâche d'orientation et de coordination. M. Alfonso Ravard énumère les attributions de cet organisme, dont l'influence s'exerce heureusement dans plusieurs domaines. L'hôtellerie vénézuélienne bénéficie de l'aide du gouvernement qui souscrit un pourcentage important d'actions de sociétés privées et leur fournit en plus une assistance directe sous diverses formes. Grâce à cette politique, des hôtels de tout premier ordre ont été construits à Caracas et à Maracaïbo et, partout

dans le pays, des établissements d'une classe plus modeste s'édifient ou se transforment.

24. Pour toutes ces raisons, la délégation du Venezuela appuie le projet de résolution des cinq puissances (E/L.657) et votera en sa faveur.

25. M. TRUJILLO (Equateur) craint que les orateurs qui l'ont précédé n'aient une vue un peu trop optimiste des choses. La question à l'étude offre aussi ce que le représentant de l'Equateur appelle "un aspect négatif" dont l'UNESCO, notamment, devrait se préoccuper. Les pays sous-développés en ont une expérience amère. Des voyageurs, victimes d'impressions erronées, se sont parfois répandus en propos malveillants sur certaines nations étrangères. La compréhension internationale ne peut que souffrir de ces erreurs et de ces déformations. Pour les éviter, il faut renseigner les touristes avant leur départ pour qu'ils ne voient pas sous un faux jour les pays où ils se rendent. Le voyageur doit être prévenu contre les généralisations abusives, contre les jugements hâtifs et injustifiés qui aggravent en fait la mésentente entre les peuples. Il incombe au Conseil et à l'UNESCO de ne pas l'oublier: il faut que le tourisme suscite un courant de sympathie aussi bien qu'un courant de capitaux.

26. M. Trujillo estime que les affirmations qui figurent au deuxième paragraphe du préambule du projet de résolution des cinq puissances (E/L.657) ne correspondent pas aux faits. Il suggérerait donc de remplacer le mot "favorise" par les mots "doit favoriser"; il espère que les auteurs du projet pourront accepter cette légère modification. D'autre part, en dépit du texte de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du dispositif, les avantages économiques du tourisme importent moins que le développement de la compréhension internationale. Si les peuples apprennent à se mieux connaître, sans préjugés, sans idées inexactes, ils s'estimeront davantage et la coexistence pacifique sera une réalité.

27. Le représentant de l'Equateur a voulu formuler une critique constructive. Son gouvernement s'intéresse vivement au tourisme. Il a créé un service spécial destiné à renseigner les voyageurs étrangers. Des hôtels magnifiques se construisent dans tout le pays. L'Equateur compte, enfin, lorsqu'il aura les moyens financiers nécessaires, aménager à des fins touristiques et culturelles les îles Galapagos, célèbres par leur faune dont l'étude a aidé Darwin à mettre au point sa théorie de l'évolution.

28. M. Trujillo remercie la délégation des Etats-Unis d'avoir appelé l'attention du Conseil sur la question, mais il insiste sur la nécessité de faire disparaître l'aspect négatif du tourisme.

29. M. MIR KHAN (Pakistan) appuie sans réserve le projet de résolution des cinq puissances (E/L.657). Il a lu avec intérêt le mémoire des Etats-Unis; les autorités pakistanaises ne négligeront rien pour mettre en œuvre les recommandations qui y figurent et notamment celles qui portent les numéros 5 et 6 (E/2688, par. 13). Au Pakistan, le gouvernement s'emploie à favoriser le tourisme; nombre de visiteurs viennent dans le pays et nombre de nationaux se rendent à l'étranger. L'industrie touristique, toutefois, est encore dans l'enfance et on envisage pour la développer l'organisation d'un service spécialisé.

30. La délégation pakistanaise vient de recevoir des documents relatifs aux facilités existantes au Pakistan; elle les mettra à la disposition du Secrétaire général

aux fins de l'étude prévue par le projet de résolution. Elle a informé la Commission des transports et des communications que son gouvernement avait supprimé le visa sur une base de réciprocité. Le Pakistan construit des hôtels, trace des routes nouvelles, étend et modernise son réseau ferroviaire et vient d'inaugurer sa première ligne aérienne internationale. Ces réalisations profitent évidemment au commerce, mais le tourisme en bénéficie aussi. Le pays compte de nombreuses richesses touristiques. De plus, les Pakistanais ont la religion de l'hospitalité; ils partagent leur pain avec les visiteurs étrangers auxquels ils font un accueil chaleureux. Ils se réjouissent donc de la venue des touristes et espèrent que le nombre en augmentera grâce au développement des moyens de communication et des installations hôtelières.

31. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine) signale que son gouvernement ne néglige aucun effort pour favoriser le tourisme dont les avantages économiques, sociaux et culturels sont inappréciables. A cette fin, la République Dominicaine prend les mesures voulues pour faciliter les formalités douanières, participer à la construction d'hôtels et améliorer les transports, notamment le réseau routier. Enfin, la Direction générale du tourisme a entrepris une vaste campagne de publicité.

32. M. Ginebra Henriquez remercie la délégation des Etats-Unis d'avoir présenté un mémoire sur la question. Il souscrit aux observations du représentant de l'Equateur qui a fort opportunément attiré l'attention du Conseil sur un des aspects négatifs du tourisme.

33. Enfin, il se prononce en faveur du projet de résolution commun (E/L.657).

34. M. FOMINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a voté pour l'inscription du point 6 à l'ordre du jour du Conseil, parce qu'à son avis, le développement du tourisme international doit permettre de renforcer les liens culturels et les relations amicales entre les nations.

35. Après avoir étudié attentivement le mémoire des Etats-Unis (E/2688), la délégation de l'URSS ne soulève aucune objection contre les recommandations 1, 2, 3, 4 et 5 qui figurent au paragraphe 13 de ce document. Toutefois, les recommandations 6 et 8 portent sur des questions qui échappent à la compétence du Conseil, et qui sont du domaine soit de la législation intérieure des pays intéressés, soit d'accords bilatéraux. Quant à l'amélioration des statistiques relatives au tourisme dont traite la recommandation 7, il s'agit d'une question qui relève de la compétence intérieure de chaque Etat Membre.

36. Les diverses recommandations présentées par les Etats-Unis d'Amérique sont plus ou moins reprises dans le projet de résolution (E/L.657). Dans un esprit de conciliation, la délégation soviétique votera pour ce projet de résolution, bien qu'elle n'en approuve pas tous les éléments. Elle exprime l'espoir que, lorsqu'il rédigera son rapport sur les mesures prises en exécution de la résolution, le Secrétaire général tiendra dûment compte des observations de la délégation soviétique sur les recommandations 6, 7 et 8 du mémoire des Etats-Unis.

37. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) rappelle que le tourisme ne peut favoriser la compréhension entre les peuples et diminuer ainsi la tension inter-

naionale, si les touristes eux-mêmes ne cherchent pas à comprendre les pays étrangers qu'ils visitent; à cet égard, l'observation du représentant de l'Equateur est particulièrement pertinente.

38. Depuis quelque temps déjà, plusieurs organismes internationaux se sont intéressés au problème du tourisme: la Commission économique pour l'Europe, l'Organisation européenne de coopération économique, qui a créé un comité du tourisme, et l'UIOOT, qui a obtenu, dans ce domaine, des résultats remarquables. Sir Alec tient cependant à mettre le Conseil en garde contre tout double emploi; il pense, d'ailleurs, à la lecture du troisième paragraphe du préambule du projet de résolution (E/L.657), que cet aspect de la question n'a pas échappé aux auteurs.

39. Dans certains pays, le développement du tourisme dépend de l'action de l'Etat. Dans le Royaume-Uni, l'Etat accorde une aide à la British Travel and Holidays Association, mais il ne participe sous aucune forme à la gestion de l'industrie hôtelière qui a déployé des efforts considérables pour attirer les touristes étrangers. En 1953, plus de 600.000 touristes se sont rendus en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord; c'est là un résultat dont le Gouvernement britannique se félicite.

40. En conclusion, sir Alec se déclare en faveur du projet de résolution commun (E/L.657).

41. M. MENEMENCIOGLU (Turquie) remercie la délégation des Etats-Unis de son mémoire sur le développement du tourisme international (E/2688).

42. Le Gouvernement turc, parfaitement conscient de l'importance de la question, a participé à l'élaboration de la plupart des conventions relatives au tourisme; il a adopté une législation visant à attirer en Turquie les touristes étrangers et il a amélioré les moyens de transport et les communications. Ses efforts ont donné des résultats, si l'on en juge par l'augmentation récente du nombre des touristes étrangers en Turquie. Toutefois, la délégation turque estime qu'il est encore nécessaire, dans ce domaine, d'entreprendre une action concertée sur le plan international; c'est pourquoi elle se prononce en faveur du projet de résolution commun (E/L.657).

43. Le PRESIDENT invite la représentante de la Chambre de commerce internationale à prendre la parole.

44. Mme LUSARDI (Chambre de commerce internationale) rappelle qu'en 1953 la brochure de la Chambre de commerce internationale intitulée *Entraves aux voyages* a été communiquée au Conseil sous la cote E/C.2/372. Les recommandations qui y figurent sont, dans l'ensemble, conformes à celles que la Réunion d'experts de 1947 pour la préparation d'une conférence mondiale sur les passeports et les formalités de frontières avaient formulées (E/436). La CCI a pris connaissance avec intérêt du mémoire des Etats-Unis et notamment de la recommandation suivant laquelle les formalités de frontières devraient être réduites à un minimum. La CCI a noté aussi les recommandations faites par l'Organisation mondiale du tourisme et de l'automobile (E/C.2/413), l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (E/C.2/412) et la Chambre de commerce des Etats-Unis (E/C.2/415), dont le Conseil est actuellement saisi.

45. Mme Lusardi rappelle qu'à sa septième session la Commission des transports et des communications a adopté une résolution (E/2696, par. 84), relative aux passeports et formalités de frontières, qui contient une

recommandation touchant le modèle type de visas d'entrée arrêté par l'OACI; la CCI a approuvé l'annexe 9 de la Convention de l'OACI, qui contient ce modèle, à ses congrès de Québec et de Lisbonne, en 1949 et 1951. En dépit de la signature de deux conventions et d'un protocole sur les formalités douanières et l'importation temporaire des véhicules à moteur privés et sur le tourisme, il reste encore beaucoup à faire pour supprimer les entraves aux voyages. La CCI, qui poursuit l'étude de la question, exprime l'espoir que le Conseil, avec l'aide des gouvernements, des institutions spécialisées et des institutions non gouvernementales intéressées, renouvellera ses efforts pour supprimer les obstacles au tourisme international.

46. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) signale, en réponse à l'observation du représentant de la Norvège, que, si le Conseil adopte le projet de résolution sur les passeports et formalités de frontières présenté par la Commission des transports et des communications (E/2696, par. 118), le Secrétariat a bien l'intention de n'adresser aux gouvernements qu'une seule demande de renseignements concernant tant ce projet de résolution que les dispositions de l'alinéa d du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution commun (E/L.657).

47. En réponse au représentant de l'OACI, M. de Seynes signale qu'avant d'établir son rapport, le Secrétariat consultera toutes les institutions spécialisées intéressées.

48. M. VAKIL (Secrétaire du Conseil) donne lecture d'une communication adressée au Secrétaire général par le Gouvernement libanais sur le point 5 de l'ordre du jour du Conseil. Par cette communication, le Ministère des affaires étrangères du Liban prie le Secrétaire général de faire savoir au Conseil qu'il appuie les vues exposées par l'UIOOT dans sa note au Conseil (E/C.2/412).

49. En réponse à une question posée par M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique), M. TRUJILLO (Equateur) propose de remplacer au deuxième paragraphe du préambule du projet de résolution commun (E/L.657) les mots "favorise la compréhension" par les mots "devrait favoriser la compréhension".

50. M. CAFIERO (Argentine), tout en comprenant parfaitement le point de vue du représentant de l'Equateur, hésiterait à approuver un amendement qui donnerait à penser que le tourisme n'a pas, d'une manière ou d'une autre, favorisé la compréhension entre les peuples. Il ne fait pas de doute que le Secrétariat, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées tiendront dûment compte de l'observation du représentant de l'Equateur; c'est pourquoi M. Cafiero lui demande de ne pas maintenir son amendement.

51. M. MIR KHAN (Pakistan) propose de modifier comme suit le deuxième paragraphe du préambule du projet de résolution:

"Reconnaissant que, pour favoriser la compréhension et les relations culturelles entre les peuples, le commerce international et le développement économique et pour contribuer à améliorer la balance des paiements, le tourisme international joue un rôle important."

52. M. TRUJILLO (Equateur) et M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) approuvent l'amendement du Pakistan.

53. M. KADAPA (Inde) préférerait le texte original mais il acceptera l'amendement du Pakistan.

54. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution commun (E/L.657), avec l'amendement du Pakistan, celui-ci ayant été accepté par les auteurs du projet.

Par 17 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution amendé est adopté.

La séance est levée à 17 h. 25.



SOMMAIRE

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour:	
Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	21
Point 26 de l'ordre du jour:	
Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session.....	21
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session.....	22
Point 5 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés....	22

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Costa-Rica, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

ELECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

1. Le **PRESIDENT** propose de n'élire les cinq membres du Comité exécutif qu'une fois terminé le débat général sur le développement économique des pays sous-développés.

Il en est ainsi décidé.

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session (E/2680 et Add.1, E/2684)

2. Le **PRESIDENT** signale que le Conseil doit arrêter définitivement la date d'ouverture de la vingtième

session, prévue jusqu'ici pour le 12 juillet. Or, d'une part, l'ordre du jour du Conseil est très chargé et comprend des questions, comme la situation économique mondiale et la situation sociale dans le monde, qui méritent un examen approfondi; d'autre part, le Conseil ne peut pas prolonger sa session au-delà du 6 août étant donné qu'une conférence internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques doit se tenir à Genève à partir du 8 août. On peut se demander si, dans ces conditions, il ne conviendrait pas d'avancer d'une semaine la date d'ouverture de la session, c'est-à-dire de la fixer au 5 juillet.

3. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'entre le 12 juillet et le 6 août, le Conseil n'aura pas le temps d'examiner à fond tous les points de son ordre du jour. C'est pourquoi il propose formellement de fixer au 5 juillet la date d'ouverture de la vingtième session. Les cérémonies commémoratives de San-Francisco devant se terminer le 25 juin, les membres du Conseil auront largement le temps de se rendre à Genève pour l'ouverture de la session.

4. M. Hotchkis exprime l'espoir que les crédits supplémentaires indispensables pourront être obtenus par des économies sur d'autres postes du budget et que le Secrétaire général n'aura pas à demander au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'autorisation de procéder à un prélèvement sur le Fonds de roulement. Enfin le représentant des Etats-Unis souhaiterait qu'en 1956 le Conseil ne tînt plus ses sessions en plusieurs parties.

5. M. CORKERY (Australie) appuie la proposition des Etats-Unis.

6. M. COOKE (Argentine), appuyé par M. PEREZ PEREZ (Venezuela), rappelle qu'en 1954, certains membres du Conseil ont déclaré que l'ordre du jour de la session d'été était trop chargé pour que le Conseil pût finir à temps l'examen de tous les points. Or, le Conseil a terminé ses travaux deux jours avant la date de clôture prévue. On invoque maintenant les mêmes raisons qu'en 1954 pour avancer l'ouverture de la session. Le représentant de l'Argentine, sans vouloir repousser formellement la proposition des Etats-Unis, croit qu'il serait préférable de conserver les dates déjà fixées en accélérant, le cas échéant, les travaux du Conseil.

7. M. AMANRICH (France) signale qu'en raison de l'importance de l'ordre du jour du Conseil d'une part et de l'impossibilité, pour le Conseil, de prolonger sa session au-delà du 6 août, d'autre part, il appuie la proposition des Etats-Unis.

8. M. BRILEJ (Yougoslavie) approuve en principe la proposition des Etats-Unis. Toutefois, il pense que, pour accélérer les travaux du Conseil, le Comité de l'assistance technique pourrait se réunir assez tôt pour achever sa tâche avant l'ouverture de la session du Conseil. En outre, les délégations devraient avoir un personnel suffisant pour que le Conseil puisse se réunir

chaque jour en séance plénière en même temps que le Comité social et le Comité économique.

9. M. de SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) précise que, si le Conseil avance sa session d'une semaine, les dépenses supplémentaires s'élèveront à 15.000 dollars dont une moitié serait imputée sur le chapitre 3 du budget (Conseil économique et social) et l'autre moitié sur le chapitre 18 (Office européen). Il ne sera pas possible de réaliser sur ces chapitres les économies nécessaires pour couvrir ces dépenses supplémentaires, mais on peut espérer cependant que les économies faites sur l'ensemble du budget pendant la totalité de l'exercice 1955 suffiront à cette fin; de toute manière, il faudra que le Secrétaire général demande au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires l'autorisation d'opérer des virements d'un chapitre à un autre.

10. En réponse à une question posée par M. RAJAN (Inde), M. VAKIL (Secrétaire du Conseil) donne au Conseil l'assurance que le Secrétariat fera tout son possible pour distribuer les documents six semaines avant l'ouverture de la vingtième session. Toutefois, étant donné les délais qu'exige la traduction de certains longs documents, il ne peut donner l'assurance formelle que toute la documentation sera prête en temps voulu dans les trois langues de travail.

11. M. MENEMENCIOLU (Turquie) et M. DONS (Norvège) estiment que, pour avoir la certitude de terminer à temps ses travaux, le Conseil devrait avancer d'une semaine l'ouverture de sa vingtième session.

12. Le PRESIDENT suggère qu'en consultation avec le Vice-Président et le Secrétariat, il établisse lui-même un programme de travail pour la vingtième session du Conseil, programme qu'il soumettra au Conseil à la fin de la première partie de la session en cours.

13. Après un échange de vues auquel participent M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. PEREZ PEREZ (Venezuela) et M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique), M. COOKE (Argentine) propose qu'avant de se prononcer sur la date d'ouverture de la vingtième session, le Conseil prenne connaissance du programme de travail qu'établira le Président.

Il en est ainsi décidé.

Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session

14. Le PRESIDENT annonce que, par une lettre et un mémoire¹ adressés au Président du Conseil économique et social, le représentant permanent de la Norvège a demandé l'inscription, à l'ordre du jour de la première partie de la dix-neuvième session, d'une question intitulée "Représentation de la Commission de la condition de la femme aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales".

15. A la demande de M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) le PRESIDENT suggère que le Conseil ne se prononce sur l'inscription de cette question à son ordre du jour qu'après avoir pris connaissance de la lettre et du mémoire envoyés par le représentant permanent de la Norvège.

Il en est ainsi décidé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691)

16. M. MORALES (Argentine) tient, au nom de sa délégation qui a toujours insisté sur l'importance fondamentale du développement économique intégré, à remercier le Secrétaire général de la précieuse documentation qu'il a mise à la disposition du Conseil.

17. Le représentant de l'Argentine ne compte pas suivre point par point la remarquable étude du Secrétaire général intitulée *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670); il examinera simplement quelques-uns des aspects essentiels du problème. Il s'abstiendra à ce sujet de citer des exemples précis relatifs à l'Argentine, puisqu'une brochure spéciale contenant tous les renseignements et tous les chiffres pertinents sera distribuée sous peu aux délégations. M. Morales désire, toutefois, appeler l'attention sur un point particulier qui intéresse au premier chef son pays. Au chapitre 4 du document E/2670, sous la rubrique "Assistance technique et autres formes d'assistance", il est fait mention des îles Falkland. La République argentine ne reconnaît pas la souveraineté britannique sur ce territoire qu'elle considère comme appartenant au patrimoine argentin; elle fait donc toutes réserves quant aux indications qui figurent dans le texte en question.

18. En dépit des difficultés que la tâche présentait, le Secrétaire général a réussi à rédiger une étude d'une grande valeur. On y trouve énumérés et étudiés tous les obstacles qui s'opposent à l'industrialisation des pays sous-développés. Le Conseil dispose ainsi, pour la première fois, d'un document de base sérieux et complet pour analyser les différents problèmes auxquels on doit faire face dans ce domaine.

19. Il convient avant tout de préciser les rapports exacts qui existent entre l'industrialisation et le développement économique. La délégation argentine a maintes fois souligné que le développement économique n'est pas une fin en soi, mais le moyen d'assurer à la collectivité la base matérielle nécessaire à l'amélioration générale de ses conditions de vie. Il faut considérer d'abord les nécessités du progrès social, si même le progrès économique, dont l'industrialisation apparaît comme un aspect particulier, doit le précéder chronologiquement. On perd quelquefois de vue ce principe, à en juger par certaines activités d'assistance technique sur lesquelles M. Morales se réserve de revenir ultérieurement. L'industrialisation fait partie intégrante du développement économique, mais elle ne le constitue pas à elle seule. Il importe, en fait, que tous les secteurs de l'économie progressent de façon harmonieuse et équilibrée. Condition nécessaire de l'essor économique, l'industrialisation n'en est donc pas la condition suffisante. Les organisations internationales, comme les spécialistes, s'accordent en général à reconnaître cette vérité première. Cependant, quelques malentendus paraissent subsister encore; il vaut la peine de chercher à les dissiper.

20. Le commerce extérieur représente le facteur de progrès économique le plus important pour les pays sous-développés. D'autre part, les exportations des pays en question se composent en totalité ou en majorité de produits de base. On devrait, à en croire certaines études, comme le rapport Paley,

¹ Distribués ultérieurement sous la cote E/2715.

*Resources for Freedom*², s'attendre à un accroissement de la demande pour plusieurs de ces produits. Néanmoins, il ne semble pas que la tendance enregistrée au cours des dernières dizaines d'années soit appelée à se renverser dans un avenir immédiat. Or, l'analyse de l'évolution récente fait ressortir quelques phénomènes notables. On relève, en premier lieu, des variations très marquées du revenu que les pays sous-développés tirent de leurs exportations, ceci en raison de fluctuations des prix et du volume des marchandises. En deuxième lieu, pour nombre de produits de base, la demande s'est réduite considérablement, et parfois brusquement, du fait de l'apparition de produits synthétiques ou du développement de la production primaire dans les régions importatrices. Enfin, le rythme ascensionnel de la demande d'autres marchandises n'a pas en général suffi à provoquer une augmentation de revenus supérieure à l'accroissement de la population dans les pays exportateurs. Dans ces conditions, on ne peut espérer du développement à tout prix de la production primaire l'établissement des bases solides qu'exigent le progrès économique des régions sous-développées et l'expansion du commerce international. Il y faut le complément indispensable que constitue l'industrialisation. Une des commissions consultatives du Président des Etats-Unis d'Amérique l'a proclamé en 1952 dans le rapport intitulé *Resources for Freedom*, dont M. Morales cite un passage significatif.³ Les auteurs soulignent la nécessité d'une évolution équilibrée et intégrée; le développement de la production primaire dépend du progrès de tous les secteurs de l'économie.

21. En résumé, l'industrialisation, bien que ne suffisant pas à elle seule, apparaît comme un facteur essentiel à un triple titre. Premièrement, elle favorise le développement de l'agriculture et des autres productions primaires en permettant d'améliorer les moyens techniques et les services et d'absorber les excédents de population rurale; deuxièmement, elle contribue à la stabilité économique des pays sous-développés qui, grâce à une production diversifiée, deviennent moins tributaires des marchés étrangers des produits de base; troisièmement, elle provoque un accroissement sensible du revenu réel.

22. Les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale ont vu accorder un intérêt exceptionnel à la production agricole, notamment à la production alimentaire, au détriment souvent du développement industriel. Il en est résulté un grave problème d'excédents, qui touche aujourd'hui directement ou indirectement un grand nombre de pays. On a constaté de curieux paradoxes: d'une part, l'industrialisation des pays sous-développés s'est trouvée freinée au nom de la division du travail; de l'autre, la production alimentaire de caractère anti-économique a bénéficié, dans les pays évolués, d'une politique protectionniste et de subventions financées par le secteur industriel. De ce fait, les pays évolués ont été encombrés d'excédents. Pour s'en débarrasser, ils s'emploient à concurrencer sur le marché mondial, en mettant en jeu toutes les ressources de leur potentiel économique supérieur, les pays dont la vie dépend des exportations agricoles. Les régions à bas niveau de consommation n'ont pu absorber qu'une faible partie des excédents en raison de leur pouvoir d'achat restreint et du manque de moyens de distribution. Des spécialistes

qui ont étudié le problème ont conclu, d'une part, que la meilleure solution pour les pays exportateurs favorisés serait de diversifier leur économie pour devenir moins vulnérables et, d'autre part, que seul le développement intégré rapide des régions sous-développées permettrait d'éviter qu'il y ait en même temps des excédents dans certains pays et de la sous-consommation dans d'autres.

23. L'essor économique des pays sous-développés contribue, il ne faut pas l'oublier, à l'expansion harmonieuse du commerce international. Une contraction des échanges risque de résulter d'un développement excessif et exclusif de l'agriculture, aussi dangereux qu'un mouvement isolé d'industrialisation. La Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a d'ailleurs reconnu ce principe à sa septième session.

24. On a souvent accusé la République argentine d'avoir trop poussé son industrie au détriment de sa production agricole. L'étude du Secrétaire général (E/2670) contient même à cet égard certaines affirmations contestables. Une analyse approfondie de l'évolution économique récente en Argentine permet de constater que la production agricole, après avoir beaucoup souffert de conditions climatiques défavorables, a atteint, dans plusieurs cas, un niveau supérieur à celui de l'avant-guerre au moment même où le marché mondial se trouvait saturé et accusait de fortes tendances à la dépression. Seuls les efforts considérables accomplis ces dernières années pour diversifier l'économie nationale et favoriser le développement industriel ont permis à l'Argentine de traverser cette période critique pour le secteur agricole sans connaître les crises cycliques violentes qui avaient marqué l'avant-guerre.

25. Examinant ensuite le processus et les problèmes de l'industrialisation, M. Morales déclare que la première chose à faire est de formuler une politique industrielle intégrée qui s'insère parfaitement dans le cadre de la planification générale du développement économique. La délégation argentine pense que les programmes industriels devraient avoir un caractère régional: elle y voit en effet le meilleur gage d'un développement équilibré. La coopération des pays d'une même région et une répartition rationnelle des activités industrielles contribueraient à résoudre les différents problèmes que pose le progrès économique, depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la formation de techniciens et la création de marchés assez larges. Les décisions adoptées en 1954 par les Ministres des finances ou de l'économie réunis à Rio-de-Janeiro témoignent de l'intérêt que les Etats américains portent à la coopération régionale dans ce domaine.

26. M. Morales aborde alors un aspect de la question qui fait couler beaucoup d'encre, à savoir, le rôle de l'Etat et celui du secteur privé dans le développement industriel. L'Argentine, comme les autres pays d'Amérique, respecte et favorise l'entreprise privée mais elle ne peut accepter la thèse simpliste selon laquelle l'intervention de l'Etat ne peut qu'être nuisible, alors que l'action de l'entrepreneur privé est toujours irréprochable. Les intérêts des particuliers ne coïncident pas toujours avec ceux de la collectivité surtout dans les pays en cours de développement; aussi l'Etat a-t-il à jouer un rôle dans la coordination du progrès industriel, ce qu'il ne peut mieux faire que par une planification du développement économique où normes et priorités

² William S. Paley, *Resources for Freedom*, Washington (D.C.), 1952.

³ *Ibid.*, vol. I: "Foundations for growth and security", p. 73.

sont soigneusement établies et où l'activité des différents secteurs est coordonnée et équilibrée.

27. Dans cette conception du développement industriel, on fait une large place à l'entreprise privée nationale, on tire avantage de la collaboration des institutions financières internationales ainsi que de l'assistance technique internationale et l'on reconnaît toute la valeur que peut avoir l'apport de capitaux et de techniques étrangers à condition toutefois que ce apport se fonde sur le respect et la compréhension des intérêts mutuels. La loi No 14222 récemment promulguée en Argentine a justement pour but d'accroître sur ces bases la participation du capital étranger au développement économique de la nation.

28. Le représentant de l'Argentine souligne que le développement économique ne peut s'effectuer dans des conditions satisfaisantes si l'Etat ne protège pas les industries naissantes. Le protectionnisme entraîne des conséquences différentes selon le degré d'évolution du pays : dans les pays industrialisés, cette pratique entraîne une diminution générale des importations et par suite du volume des échanges internationaux alors que dans les pays sous-développés, dont les importations ne suffisent pas à couvrir les besoins, la limitation des importations dans un secteur est compensée par une augmentation des importations dans un autre, c'est-à-dire qu'il n'y a pas contraction du volume global des échanges. La méconnaissance de ce mécanisme constitue un obstacle au développement économique.

29. Le progrès industriel exige un accroissement de la productivité; dans les pays sous-développés, c'est surtout dans le secteur agricole que l'on obtiendra les meilleurs résultats avec le moins d'efforts. Le Gouvernement argentin ne reste pas inactif: la réunion du premier congrès national de la productivité montre qu'il est conscient de l'importance du problème et qu'il ne néglige aucun effort pour essayer de lui trouver une solution.

30. Passant à l'examen des conséquences sociales de l'industrialisation, M. Morales pense que les auteurs des premiers chapitres de l'étude du Secrétaire général (E/2670) ont des conceptions trop étroites et qu'ils n'ont pas fait à la personne humaine la place qu'elle mérite: ils n'insistent pas assez sur le rôle que peuvent jouer les travailleurs dans l'industrialisation des pays. D'autre part, M. Morales n'est pas complètement d'accord avec l'auteur du dernier chapitre, un sociologue semble-t-il, qui décrit en termes trop sombres les conséquences de la révolution industrielle sur le prolétariat et fait un tableau idyllique des communautés primitives.

31. Selon M. Morales, le remarquable ouvrage du Secrétariat ne doit pas seulement donner lieu à un débat, il doit être le point de départ d'une action permanente en faveur de la coopération internationale. Il conviendrait d'étudier en particulier les points *a*; *b*, ii et iv; *c*, iii; et *d*, ii, énumérés par le Secrétaire général au paragraphe 11 de son mémoire concernant la liste de questions à étudier (A/2689).

32. Le représentant de l'Argentine rappelle qu'il faut avant tout faire un effort concerté en vue d'élaborer des programmes intégrés et ajoute qu'à l'Organisation des Nations Unies, le Département des affaires économiques et sociales devrait travailler en collaboration plus étroite avec l'Administration de l'assistance technique.

33. Pour terminer, M. Morales souligne l'importance de la révolution technique actuelle. La Conférence internationale pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques a notamment pour objectif de s'occuper de l'un des aspects de cette révolution. La délégation argentine espère que les pays sous-développés pourront utiliser les ressources de la technique moderne pour parcourir rapidement les étapes par lesquelles les pays industrialisés sont déjà passés. C'est un objectif vers lequel devraient tendre tous les efforts du Secrétaire général.

La séance est levée à 16 h. 35.



SOMMAIRE

	Page
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (<i>suite</i>).....	25
Point 5 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés (<i>suite</i>)	25

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Costa Rica, Indonésie, Iran.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (E/2715) [suite]

1. M. DONS (Norvège) souligne qu'il importe, pour les raisons exposées dans le mémoire de sa délégation (E/2715), de prendre aussitôt que possible une décision sur la question proposée, à savoir: "Représentation de la Commission de la condition de la femme aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales". Quant au fond, il s'agit d'éviter les doubles emplois et de faciliter la coordination entre divers organes qui s'occupent des mêmes problèmes. Les incidences financières apparaissent négligeables, compte tenu surtout de l'importance du principe en cause. La délégation norvégienne espère donc que le Conseil acceptera sa proposition.

2. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait avoir le temps de prendre connaissance du texte russe du document E/2715, qui doit être distribué en fin de matinée.

3. Le PRÉSIDENT propose de renvoyer l'examen de la question à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]

4. M. SIMONNET (France) félicite le Secrétariat d'avoir rédigé une étude sur les méthodes et les problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés (E/2670) qui complète utilement les travaux déjà effectués au sujet du développement économique des pays sous-développés. La France s'intéresse d'autant plus aux études relatives à l'industrialisation de ces pays qu'elle fait elle-même un effort considérable pour équiper l'Afrique noire.

5. Traitant d'abord de la cause primordiale de la sous-industrialisation des pays moins évolués, M. Simonnet dit qu'il existe un lien très étroit entre l'industrialisation et le développement économique; il est donc normal que tous les pays s'emploient à accroître leur potentiel industriel. D'autre part, l'aide que leur fournit l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine ne peut que favoriser le progrès social qui reste l'objectif fondamental de toutes les sociétés. C'est pourquoi l'étude du Secrétariat qui ne fait qu'aborder les principales questions devra être suivie par d'autres études plus approfondies qui définiront les relations entre l'industrialisation et le développement économique en général, afin de faciliter l'élaboration de programmes de développement bien conçus.

6. A ce propos, M. Simonnet souligne que si l'on constate certaines différences dans le degré d'industrialisation — et par conséquent de développement économique — des divers pays, c'est essentiellement parce que les aptitudes et les ressources naturelles sont inégalement réparties dans le monde; le milieu exerce une influence prépondérante et les autres facteurs ne jouent qu'un rôle relativement secondaire. C'est là une idée que l'étude du Secrétariat n'a fait qu'effleurer. Commentant la section du chapitre 2 intitulée "Structure sociale et institutions", M. Simonnet souligne les rapports qui existent entre les données géographiques et les phénomènes sociaux. Il examine d'abord le cas de l'accroissement démographique: l'existence de conditions naturelles défavorables (climat, ressources, etc.) peut provoquer soit la dépopulation, soit le surpeuplement, alors que si ces conditions sont favorables, dans les régions neuves et riches, par exemple, l'accroissement démographique initial très rapide se ralentit dès qu'un peuplement optimum est atteint.

7. Evoquant ensuite le rôle néfaste joué par la rigidité du système social dans l'industrialisation, M. Simonnet cite l'étude du Secrétariat, savoir que dans les pays sous-développés, l'individu n'est pas particulièrement préparé à assumer la direction d'une entreprise industrielle et que, dans ces conditions, le recrutement des chefs d'entreprises risque d'être limité aux classes supérieures. Ce sont, selon la délégation française, les conditions très

précaires imposées à ces sociétés par le milieu qui sont la cause profonde de cette situation.

8. De l'avis du représentant de la France, il ne faut pas perdre de vue que tous les pays n'ont pas une égale vocation au développement économique, lorsque l'on détermine la place de l'industrialisation dans les programmes économiques des pays sous-développés.

9. Etant donné que la création ou l'extension d'une industrie requiert des capitaux importants et des débouchés suffisants, la délégation française estime, comme le représentant de l'Argentine, que les pays sous-développés devraient se grouper pour constituer des entités économiques plus vastes.

10. Les sociétés de développement dont l'évolution et le fonctionnement sont analysés dans le document de travail rédigé par le Secrétaire général (E/2690) limitent actuellement leur activité à certains secteurs de l'économie car, créées à l'origine en vue de favoriser le développement général de l'économie, elles se sont vu assigner ultérieurement des objectifs précis; du fait de leur spécialisation, elles ne sont pas en mesure d'apprécier les ressources que l'initiative privée peut offrir dans certains cas. Il en irait autrement si les pays intéressés pouvaient discuter de l'opportunité de leurs investissements avec les pays étrangers qui sont leurs fournisseurs ou leurs clients les plus importants. Le Gouvernement français a pris des mesures en vue de coordonner les plans de développement de tous les territoires de l'Union française et, dans sa planification, il tient compte de la perspective de la création de l'union économique européenne.

11. On ne saurait cependant négliger l'aspect social du problème de l'industrialisation. M. Simonnet estime qu'il faut préparer psychologiquement et techniquement la population des pays sous-développés à la civilisation industrielle. Les investissements directs ne seront profitables à l'économie nationale que s'ils entraînent un accroissement de la demande des biens et services locaux. La perspective d'un essor de l'économie nationale peut seule faire accepter les risques que comporte la création d'une industrie nouvelle. Mais pour qu'un investissement industriel provoque sur le plan national le courant d'affaires maximum, il faut que l'industrie nouvelle trouve sur place le plus possible de travailleurs et de fournitures. Il est donc essentiel que les pays intéressés passent rapidement de l'économie fermée de subsistance à une économie artisanale de marché; l'artisanat entraînera en effet l'apparition d'un premier pouvoir d'achat monétaire dans de nombreuses couches de la population, ainsi que l'existence de travailleurs qu'une formation professionnelle complémentaire permettrait de transformer en ouvriers d'usine. Pour préparer cette transformation, les pays sous-développés devraient consacrer systématiquement leur épargne à des investissements sociaux, sinon l'industrialisation sera un facteur de prolétarianisation. La délégation française estime que les progrès sociaux doivent aller de pair avec les progrès économiques, et que, par conséquent, l'Organisation des Nations Unies ne doit pas recommander des changements qui finalement s'opéreraient au détriment de l'individu.

12. Pour terminer, M. Simonnet déclare qu'à son avis, le Secrétaire général devrait dresser une liste de sujets d'étude qui permettrait d'établir un ordre de priorité des travaux du Conseil. Le représentant de la France voudrait y voir figurer les questions suivantes: impor-

tance relative et influence réciproque de l'agriculture, de l'industrie et du commerce dans le développement économique général d'un pays sous-développé, problème de la nouvelle répartition internationale des débouchés, division du travail entre industries nouvelles et anciennes, formes d'association et d'entraide entre pays sous-développés et entre ces derniers et les pays industrialisés, et moyens et méthodes propres à empêcher la prolétarianisation des nouvelles sociétés industrielles.

13. M. BRILEJ (Yougoslavie) rappelle que les travaux antérieurs du Conseil l'ont amené à considérer une étude des problèmes que pose l'industrialisation comme indispensable à la planification du développement économique. Les auteurs de la remarquable étude soumise au Conseil (E/2670) ont systématiquement rassemblé et analysé une série de données du plus haut intérêt. Le tableau d'ensemble tracé offre, toutefois, certaines lacunes. En particulier, l'étude porte principalement sur la période d'entre les deux guerres mondiales. Or, l'évolution économique des dix dernières années présente des aspects caractéristiques dont on aurait dû tenir compte davantage.

14. Le processus de l'industrialisation revêt des formes différentes suivant les époques et les pays; il est fonction dans une large mesure du jeu de diverses forces sociales et politiques. Néanmoins, il existe des traits communs entre tous les pays sous-développés d'aujourd'hui; c'est de leur analyse qu'il convient de partir pour aboutir à formuler des recommandations précises.

15. L'exemple de la Yougoslavie apparaît spécialement instructif. Ce pays est en effet situé dans une région où, d'après le Royal Institute of International Affairs britannique, se posaient en 1944 tous les problèmes de reconstruction et de développement propres aux zones arriérées. La Yougoslavie d'avant-guerre était un pays typiquement sous-développé. M. Brilej cite à cet égard quelques chiffres significatifs touchant l'importance excessive du secteur agricole, le faible niveau de la production industrielle en dépit de la richesse des ressources naturelles, l'insuffisance du réseau ferroviaire, le surpeuplement agricole et la prédominance des capitaux étrangers dans la petite industrie. En dix ans, tout s'est transformé, comme le montrent les dernières statistiques qui font ressortir une meilleure répartition de la population, un équilibre plus rationnel entre les divers secteurs, un accroissement sensible de la production industrielle, des modifications profondes dans la structure du commerce extérieur et une amélioration très nette dans la situation de l'emploi. Cette évolution n'a été possible que grâce à une industrialisation accélérée, dont le processus diffère essentiellement de ceux que décrivent les auteurs du document E/2670; or, il semble que nombre de pays sous-développés s'engagent actuellement dans la voie frayée par la Yougoslavie.

16. L'important pour les pays sous-développés n'est pas seulement de surmonter les divers obstacles qui s'opposent à l'industrialisation, ou de rendre possible le développement économique dit "naturel", mais d'accélérer le processus grâce à une politique d'intervention de l'Etat et de dirigisme. Il faut tenir compte des réalités: les conditions économiques et politiques ont changé dans le monde entier. On ne peut attendre grand-chose d'un développement prétendu "naturel", "normal" ou "équilibré", quand les différences qui existent entre les pays avancés et les autres créent un déséquilibre permanent générateur d'inégalités persistantes. L'expérience décevante des cent dernières années doit elle-même

enseigner aux pays sous-développés la nécessité de mesures énergiques. Sans cela, la logique des choses amène les riches à s'enrichir encore, les pauvres à s'appauvrir de plus en plus et le fossé entre les deux groupes à se creuser au point de rendre impossible la coopération économique internationale. Il appartient donc aux intéressés d'agir délibérément pour accélérer leur processus de développement et pour suivre ainsi le rythme d'évolution des autres pays.

17. L'étude de l'économie interne des pays sous-développés conduit à la même conclusion. Pour échapper à la fatalité du mécanisme d'appauvrissement, il faut briser le cercle vicieux que constituent la faible productivité, la médiocrité de l'épargne et l'insuffisance des investissements. D'autre part, l'accroissement démographique "naturel" risque d'aboutir à des catastrophes que l'on ne pourra éviter si l'on ne réalise pas en un bref laps de temps des progrès assez considérables pour que l'élévation des niveaux de vie permette une normalisation du taux de fécondité. Ces faits et bien d'autres encore concourent à prouver que seul le processus d'industrialisation accélérée peut donner des résultats tangibles.

18. Il ne faudrait cependant pas tout subordonner au souci de l'équilibre. Un équilibre parfait équivaut dans la pratique à la stagnation, puisque tout progrès entraîne automatiquement une rupture de l'équilibre préexistant. C'est là que réside la différence fondamentale entre les processus décrits dans le document E/2670 et celui qu'a connu la Yougoslavie et qui intéresse apparemment un grand nombre d'autres pays. Du reste, l'industrialisation ne peut plus, comme par le passé, s'effectuer au détriment des salariés; elle doit au contraire provoquer l'amélioration rapide de leur niveau de vie. Les ouvriers possèdent aujourd'hui l'égalité des droits politiques et économiques; dans ces conditions, un gouvernement démocratique est tenu d'intervenir pour que le processus entraîne une élévation effective du niveau de vie moyen.

19. Les auteurs de l'étude dont le Conseil est saisi accordent une grande attention au développement des industries secondaires. Il ne semble pas à première vue qu'il existe de grandes possibilités d'accélération dans ce domaine. A vrai dire, l'essentiel demeure de créer dans chaque pays une économie vraiment nationale. Pour ce faire, il faut surtout des transports et des sources d'énergie. On ne doit donc pas envisager le problème sous un angle trop étroit. Le progrès de l'industrie manufacturière exige au préalable un développement approprié des activités tertiaires et l'existence des industries de base indispensables. Ce sont là, en quelque sorte, les "piliers" sur lesquels reposera l'édifice et sans quoi l'évolution accélérée de l'industrie secondaire apparaît irréalisable.

20. La tâche à accomplir impose à l'Etat un rôle nouveau particulièrement important. L'Etat n'est plus simplement l'arbitre du jeu; il devient l'un des éléments les plus actifs. Il doit coordonner et planifier les efforts, imposer par les moyens dont seul il dispose l'épargne indispensable, mettre en œuvre des projets qui présentent un grand intérêt social mais qui ne sont pas financièrement productifs, assurer enfin grâce à des programmes d'ensemble la formation professionnelle des spécialistes requis. L'initiative individuelle ne disparaît pas pour autant. L'intervention directe de l'Etat reste obligatoire pendant la courte période de transition où sont mises en place les industries de base; les progrès ultérieurs exigent que les producteurs s'y intéressent,

que des stimulants personnels leur soient fournis. En Yougoslavie, la constitution de conseils d'usine et d'organes représentatifs des producteurs a répondu à ce besoin.

21. La création des industries de base demande des capitaux considérables que dans les pays sous-développés l'Etat seul peut fournir. D'autre part, elle ne se traduit pas immédiatement par l'élévation des niveaux de vie dont elle constitue simplement la condition préalable. De ce fait, le début de la période d'industrialisation accélérée s'accompagne de déséquilibres dans la structure de la consommation et de pressions inflationnistes, ce qui rend inévitable un contrôle de l'Etat. L'étendue de ce contrôle apparaît directement proportionnelle à l'ampleur du programme d'industrialisation. Si l'on manque de capitaux, il faudra, pour accroître la production agricole, réduire les investissements affectés aux projets d'équipement de base.

22. En résumé, le processus d'industrialisation dit "normal" présuppose l'existence d'un équilibre, mais ne garantit qu'un progrès extrêmement lent, alors que le processus accéléré présuppose un déséquilibre temporaire. Puisqu'il s'agit d'un décalage passager, il faut s'attacher, surtout non pas aux activités secondaires, mais aux entreprises de base qui permettront ultérieurement un progrès économique général. En fait, on pose dans la période de déséquilibre les fondements d'un équilibre futur qui se situera à un niveau supérieur de production, de productivité, d'emploi et de revenu.

23. Ce processus ne va pas sans certains dangers. On pourrait être tenté de penser que le dirigisme économique constitue la meilleure solution non seulement à titre transitoire, mais en règle générale. En réalité, un dirigisme sévère ne convient que pendant la période de destruction des obstacles qui s'opposent au progrès; après quoi, l'économie nationale doit trouver un nouvel équilibre à un niveau supérieur en se fondant sur les "piliers" solides que l'on aura édifiés. Néanmoins, on ne pourra revenir du jour au lendemain à l'économie de marché. Les projets mis en œuvre dans la phase initiale exercent, d'ailleurs, une influence considérable: ils créent une demande réelle additionnelle et ils ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi et d'activités; en un mot, ils modifient le milieu économique et donnent plus de souplesse à l'économie nationale.

24. La stabilité d'une économie développée grâce à l'industrialisation dépendra beaucoup de l'action des organisations internationales et, notamment, de celle du Conseil économique et social. Seule une assistance judicieusement répartie permettra de synchroniser l'évolution. A défaut, certains pays sous-développés se verraient obligés de s'adonner à des activités complémentaires qui retarderaient leur progrès. La coopération internationale a donc ici une importance capitale. La délégation yougoslave se réserve de présenter ultérieurement des suggestions à cet égard. Plusieurs orateurs ont parlé de la coopération régionale, qui présente un intérêt vital à l'époque actuelle. Le Conseil et les commissions économiques régionales devront continuer à prêter toute leur attention à cette question. D'autre part, on a apparemment négligé les effets de l'industrialisation sur le commerce international. Le Secrétaire général a fait mention dans le document E/2689 de l'étude effectuée à ce sujet par la Société des Nations. Dix ans ont passé depuis lors. Le Secrétariat pourrait rédiger à l'intention du Conseil un rapport où ce problème serait étudié sous l'angle économique et statistique.

25. Il ressort nettement des tableaux contenus dans l'étude soumise au Conseil (E/2670), que les régions arriérées du monde ont irrésistiblement tendance à s'industrialiser. Ce mouvement entraînera en dernière analyse une meilleure répartition de la production et des revenus dans le monde, conformément aux objectifs mêmes de l'Organisation. Il appartient au Conseil de ne pas se contenter d'enregistrer le phénomène, mais de prendre des mesures positives pour le faciliter, le coordonner et l'accélérer.

26. M. STIKKER (Pays-Bas) estime que le problème du développement économique des pays sous-développés est d'une complexité telle que le Conseil doit éviter aussi bien d'adopter des plans pratiques dont il n'a pas suffisamment étudié les différents aspects que de se perdre dans des études trop théoriques. A ce propos, on ne peut que souscrire aux observations de M. de Seynes (835ème séance) sur la manière dont le Conseil pourrait poursuivre l'examen de la question.

27. Il y a huit ans, lorsque l'Organisation des Nations Unies a abordé le problème, on pensait que, pour élever le niveau de vie des régions sous-développées, il suffirait de leur accorder une assistance technique. Les programmes d'assistance technique ont donné d'heureux résultats, mais on a constaté qu'il fallait les compléter par d'autres formes de coopération internationale. C'est pourquoi, depuis 1951, l'Organisation cherche à élargir le cadre de l'assistance technique et à mettre au point de nouveaux modes de financement par la création d'une société financière internationale et la constitution d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique qui, pour reprendre les paroles prononcées à la neuvième session de l'Assemblée générale par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas¹, aura à traiter de problèmes aussi graves que ceux de la guerre ou de la paix. En 1952, le Conseil a entamé enfin l'étude de deux autres domaines dans lesquels la coopération internationale pourrait s'exercer: l'industrialisation et l'amélioration de la productivité.

28. On a été amené ainsi à reviser certaines idées. Par exemple on s'est rendu compte que le développement de l'agriculture ne devait pas forcément précéder celui de l'industrie et qu'il ne fallait pas, au profit de l'industrie lourde, négliger les autres industries. Il s'agit maintenant d'achever les travaux préparatoires et d'en communiquer le résultat aux gouvernements et aux peuples intéressés de manière à préparer l'opinion à la mise en œuvre des recommandations qui seront fondées sur ces études.

29. Pour assurer le succès des programmes de développement économique, il faut d'abord que les pays industrialisés et les pays sous-développés voient de la même manière divers aspects du problème. Il doit être admis que le développement industriel des pays sous-développés intéresse le monde entier; qu'une élévation du niveau de vie des populations de ces pays est indispensable si l'on veut faire disparaître une menace très sérieuse à la paix mondiale et que les pays sous-développés sont parfaitement justifiés à vouloir donner un meilleur équilibre à leur économie afin d'apporter une contribution utile au progrès économique mondial. L'expansion de l'activité économique des pays sous-développés entraînera la création de nouveaux débouchés et,

par là même, une augmentation du volume du commerce mondial, dont bénéficiera l'humanité tout entière.

30. Les gouvernements et les peuples doivent aussi se rendre compte qu'il n'existe pas un moyen universel d'améliorer la situation économique des pays sous-développés. Le degré de développement et la structure sociale variant d'un pays à l'autre, il faut adapter les programmes économiques aux conditions particulières de chacun. Dans les pays les moins développés, on ne saurait procéder immédiatement à l'industrialisation. Il faut tout d'abord améliorer la productivité dans l'agriculture, et l'artisanat, puis créer de petites industries utilisant les matières premières agricoles et autres. C'est seulement ensuite que l'on pourra créer des industries secondaires qui fabriqueront quelques-uns des articles jusque-là importés. Au cours de la première étape de cette évolution, c'est l'infrastructure économique qu'il faut aménager. Pour cela, il faudra compléter les ressources financières locales par une aide extérieure que seul peut fournir un fonds international étant donné que ces investissements ne peuvent attirer les capitaux privés ni intéresser la société financière internationale envisagée ou la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. C'est au cours du deuxième stade de l'évolution que l'on devra mobiliser les capitaux locaux, publics et privés.

31. Les pays sous-développés devront s'efforcer de créer le climat psychologique le plus favorable au développement industriel. Aux gouvernements, il appartiendra de faire accepter par la population l'aide extérieure, les investissements étrangers et le concours de techniciens étrangers. En outre, le développement industriel exige, de la part des travailleurs, une attitude différente de celle à laquelle les avaient accoutumés les modes primitifs de production. Il faut aussi que les pouvoirs publics donnent aux ouvriers l'enseignement de base et l'enseignement professionnel nécessaires à l'exécution de leur tâche. De leur côté, les pays industrialisés doivent mettre sans réserve à la disposition des pays sous-développés leurs capitaux et connaissances techniques, même si certains secteurs de leur propre économie doivent parfois s'en ressentir.

32. Enfin, sur le plan international, il faut élargir constamment l'assistance technique, chercher à résoudre le problème difficile de la stabilisation des prix des matières premières et celui de l'écoulement des excédents agricoles, accepter l'idée que les pays sous-développés qui créent des industries nouvelles peuvent adopter, à titre temporaire, certaines mesures protectionnistes, et enfin accroître l'aide financière que pourront accorder les organes internationaux dont la création est actuellement à l'étude.

33. Le représentant des Pays-Bas souligne ensuite que, pendant l'exécution des plans de développement, on doit constamment tenir compte de la menace de l'inflation, dont il décrit les effets. Il fait ensuite observer que, pour que les mesures anti-inflationnistes soient efficaces, la population doit se contraindre à la discipline indispensable. A ce propos, M. Stikker rappelle l'expérience de son pays, ruiné par la guerre, et dont la situation en 1946 présentait certaines analogies avec celle d'un pays sous-développé. Grâce à l'aide étrangère, les Pays-Bas ont pu mettre en œuvre un programme de reconstruction et d'industrialisation mais, en 1951, ils ont affronté une nouvelle crise provoquée par le déficit de la balance des paiements. Cette crise n'a pu être surmontée que par la coopération des syndicats dont les

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, séances plénières, 480ème séance.

membres ont accepté que leur salaire réel diminue de 5 pour 100 par rapport à 1950. Dès le mois d'août 1951, la situation de la balance des paiements des Pays-Bas s'était améliorée. Cet exemple montre l'importance que présente, dans l'œuvre de développement économique, la coopération de la population tout entière.

34. La délégation néerlandaise estime que les études du Secrétariat devraient permettre au Conseil d'adopter un programme d'action pratique à sa vingt et unième session. Toutefois, il faudra préciser à quelle phase du développement économique s'applique chacun des plans qui seront proposés. Cela est d'autant plus important que la création d'une infrastructure, première étape du développement industriel, exige des capitaux que seul pourrait fournir le fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique.

35. Le Conseil devrait aussi être saisi d'études sur les différentes branches d'activité et leurs possibilités de développement non pas dans un seul pays, mais dans toute une région ou dans le monde entier. A cet égard, le représentant des Pays-Bas attire l'attention de ses collègues sur le document de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/2700) relatif aux ressources mondiales en papier et pâte à papier.

36. Pour terminer, M. Stikker exprime l'espoir que le Conseil, lorsqu'il adoptera un projet de résolution sur le développement économique des pays sous-développés, tiendra compte des suggestions faites par la délégation néerlandaise.

37. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) fait observer que la question du développement économique des pays sous-développés prend de plus en plus d'importance étant donné, notamment, que ces pays cherchent à renforcer à la fois leur indépendance économique et la coopération économique internationale. La délégation tchécoslovaque a toujours soutenu que le développement économique et l'indépendance économique et politique d'un pays ne seraient assurés que s'il pouvait librement utiliser toutes ses ressources nationales, avec la coopération de la population toute entière. Pour répondre aux besoins des pays sous-développés, il faut donc mettre en œuvre des programmes de développement intégrés, modifier la structure économique de ces pays, réaliser la réforme agraire, créer une industrie lourde, des industries mécaniques, une industrie électrique, un réseau de transports et mécaniser l'agriculture. Or, cela suppose, en premier lieu, une industrialisation intégrée, seul moyen d'augmenter la capacité de production, d'améliorer la productivité et, par là même, d'élever le niveau de vie.

38. Pour mettre en œuvre leurs plans d'industrialisation, visant à la production de biens d'équipement, les pays sous-développés doivent chercher non pas à obtenir des capitaux étrangers, mais à mobiliser leurs propres ressources. Sans doute la production industrielle s'est-elle considérablement accrue dans l'Inde, en Indonésie, dans les pays de l'Amérique latine et dans certaines régions d'Afrique, mais ce développement a porté principalement sur l'extraction des matières premières, les industries légères et les transports. C'est là un phénomène dû essentiellement à l'activité des capitalistes étrangers, qui ont tout fait pour empêcher le développement des industries lourdes et des industries mécaniques sans lesquelles il n'est pas d'indépendance économique.

39. La délégation tchécoslovaque constate, en le regrettant, que dans son étude (E/2670), le Secrétariat ne

tient pas compte des difficultés auxquelles les pays sous-développés se heurtent dans le développement de leur industrie. C'est ainsi que certains pays industrialisés répugnent à leur fournir les machines et l'équipement indispensables. De même, on exerce sur les pays sous-développés une pression constante pour les empêcher d'exporter divers articles à destination des pays à économie planifiée. Enfin, les monopoles étrangers exportent les bénéfices qu'ils réalisent dans les pays sous-développés, ce qui nuit à l'équilibre de la balance des paiements de ces pays. A cet égard, la publication des Nations Unies relative aux capitaux étrangers en Amérique latine (E/CN.12/360) contient des chiffres éloquentes sur les bénéfices de l'industrie pétrolière en Amérique latine. Le montant des capitaux exportés de l'Amérique latine entre 1946 et 1952 est quatre fois supérieur au montant des nouveaux investissements effectués dans cette région. Les difficultés de la balance des paiements des pays sous-développés, dues à ces exportations de capitaux, contribuent à faire échec au développement économique et à l'industrialisation. On peut donc regretter que, dans son étude sur les méthodes et les problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés, le Secrétariat ait négligé cet aspect de la question.

40. Les conditions dans lesquelles les capitaux étrangers sont investis dans les pays sous-développés sont, dans bien des cas, contraires à l'intérêt de ces pays : grâce à leurs investissements, des monopoles étrangers exercent sur certains pays sous-développés une pression économique et politique constante. Les populations intéressées n'ignorant plus ces faits, il faut désormais que les pays sous-développés se fixent des buts en tenant compte de leur situation propre car la politique d'industrialisation sera différente selon les traditions et les institutions des pays.

41. Personne n'ignore les transformations profondes qu'a subies la structure économique des pays à économie planifiée ainsi que les résultats obtenus au cours d'une période relativement brève. La Tchécoslovaquie, par exemple, a fait une expérience d'industrialisation en Slovaquie, une région relativement sous-développée où la mise en œuvre du premier plan quinquennal a permis de créer une industrie moderne et d'accroître la production industrielle de 240 pour 100 entre 1948 et 1953. Le nombre des personnes employées dans l'industrie a augmenté de 50 pour 100 pendant la même période et le salaire moyen des ouvriers de 47 pour 100. Cette évolution a été complétée par l'électrification du pays, le développement des moyens de transport, la construction d'écoles, etc. D'autres démocraties populaires ont fait des expériences semblables : la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, l'Albanie et, plus particulièrement, la République populaire de Chine.

42. Les travaux du Conseil économique et social gagneraient beaucoup si la République populaire de Chine était représentée dans les organes des Nations Unies car elle a obtenu des résultats remarquables en matière d'industrialisation et de développement économique intégré et pourrait apporter une importante contribution à la solution de ces problèmes. A la fin de 1954, la production industrielle brute de ce pays dépassait de 420 pour 100 ce qu'elle était en 1949. La production de fonte et d'acier avait augmenté de 1.200 et 1.300 pour 100 respectivement. De même, la production de biens d'équipement représente actuellement 42,3 pour 100 de la production industrielle totale contre 28,8 pour

100 en 1949. Le Gouvernement du peuple a décidé de fonder le développement économique de la Chine sur l'industrialisation et notamment sur le développement des industries sidérurgiques, chimiques et mécaniques, de l'industrie minière, de l'industrie pétrolière et de l'industrie électrique.

43. Les capitaux nécessaires à ce développement industriel proviennent principalement du pays lui-même; toutefois, la République populaire de Chine reçoit une aide considérable de l'URSS sous la forme de prêts et de crédits à long terme. En dépit des investissements visant à augmenter la capacité de production, les conditions de vie de la classe ouvrière s'améliorent progressivement. Le salaire moyen des ouvriers a augmenté de 84 pour 100 de 1950 à 1953. Pendant la même période, le pouvoir d'achat des paysans s'est accru de 76 pour 100 et la stabilisation des prix a été, dans l'ensemble, assurée.

44. Il est regrettable que les auteurs de l'étude du Secrétariat n'aient pas cherché à étudier plus en détail les méthodes d'industrialisation employées dans les pays à économie planifiée où l'on a consacré à la question de nombreuses études théoriques et pratiques.

45. En ce qui concerne la place que l'industrialisation occupe dans les plans et les programmes gouvernementaux, question traitée au chapitre 3 de l'étude du Secrétariat, M. Ullrich fait observer qu'abstraction faite de la sidérurgie l'industrie des pays sous-développés produit surtout des biens de consommation. Or, dans ces pays, il importe avant tout de développer l'industrie lourde, sinon ils seront perpétuellement tributaires des capitalistes et monopoles étrangers qui n'ont aucun intérêt à voir s'industrialiser les pays sous-développés.

46. Le représentant de la Tchécoslovaquie n'ignore pas que l'industrialisation et l'accroissement de la produc-

tion sont liés au progrès technique: son pays participe, dans la limite de ses moyens, au programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. M. Ullrich tient à souligner le caractère totalement désintéressé de l'assistance technique accordée par l'URSS et les démocraties populaires dans le cadre de certains programmes, ainsi qu'il ressort de la partie du chapitre 4 intitulée "Assistance technique et autres formes d'assistance" dans l'étude du Secrétariat.

47. Commentant certains passages consacrés au "Commerce international" dans le chapitre 4 de cette étude, M. Ullrich déclare que la question de la stabilisation des prix des produits primaires et celle de l'expansion du commerce international dans des conditions équitables et mutuellement avantageuses revêtent une importance considérable pour les pays sous-développés. La Commission du commerce international des produits de base devrait jouer un rôle capital dans ce domaine. De leur côté, les pays à économie planifiée sont prêts à développer leurs échanges avec les pays sous-développés. La Tchécoslovaquie, quant à elle, continuera d'exporter de l'équipement industriel vers ces pays: à cette fin, elle a conclu des accords et envisage d'en conclure d'autres avec des Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

48. De l'avis de la délégation tchécoslovaque, le Conseil économique et social devrait avant tout étudier les principaux facteurs qui jouent un rôle décisif dans le développement des pays sous-développés, notamment l'action du commerce international. C'est de cette façon seulement que la condition essentielle de leur développement économique — l'industrialisation intégrée — sera réalisée.

La séance est levée à 13 h. 15.



SOMMAIRE

Pages

Point 5 de l'ordre du jour :

Développement économique des pays sous-développés [suite]	31
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session [fin]	37

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

En l'absence du Président, M. Pérez Pérez (Venezuela), Premier Vice-Président, assume la présidence.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]

1. M. MENEMENCIOLU (Turquie) fait observer que la thèse selon laquelle les pays doivent être rangés en pays agricoles et pays industriels a été abandonnée et qu'aujourd'hui on classe les pays selon leur niveau de développement; à l'heure actuelle, on s'accorde généralement à reconnaître que l'industrialisation accélérée est le meilleur moyen de développer l'agriculture. En Turquie, l'augmentation de la productivité agricole qu'a entraînée la mécanisation a permis de relever le niveau de vie des cultivateurs, ce qui a eu pour effet d'accroître la demande de produits industriels et, partant, de stimuler l'industrialisation.

2. Compte tenu de ce qui précède, la délégation turque a procédé à un premier examen de l'étude intitulée *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670); elle a remarqué notamment que les auteurs de l'étude se sont efforcés d'étudier les éléments essentiels que constituent la formation du capital, la main-d'œuvre, la productivité et les marchés,

en les considérant comme des forces dynamiques, un élément du problème dont les experts envoyés en Turquie n'ont pas toujours pleinement saisi l'importance. Cependant, dans certains passages de l'étude, notamment ceux qui ont trait à l'accroissement démographique et à la structure, aux institutions et aux valeurs sociales (chap. 2), ainsi que ceux qui se rapportent aux devises, dans certaines parties des chapitres 3 et 4, les auteurs ont un peu trop négligé la dynamique de tous les facteurs en cause.

3. Les auteurs s'attardent sur la théorie qui veut qu'un accroissement démographique rapide entrave l'industrialisation. La formule statistique utilisée pour illustrer cette affirmation repose surtout sur le pourcentage du revenu national nécessaire pour maintenir constante la quantité de capital par habitant quand la population augmente. Cette formule ne tient pas suffisamment compte de l'élasticité relative de la plupart des économies rurales, de l'accroissement du rendement de la terre, de la hausse de la productivité et de la loi du rendement croissant de l'équipement, qui joue dans la plupart des pays sous-développés.

4. En Turquie, les dépenses de capital consacrées à l'agriculture au cours des dernières années — leur montant ne serait pas le même si on le calculait par habitant — ont fait plus que doubler la production agricole qui, à l'heure actuelle, suffit à nourrir une population deux fois plus importante que quelques années auparavant. Sauf dans quelques cas très rares, l'accroissement démographique intervient plutôt comme un corollaire du développement économique; parfois, il joue le rôle d'un stimulant extrêmement puissant, en remettant en question la structure économique dépassée par les événements. Certes, les auteurs du rapport disent qu'au XIX^e siècle, des terres nouvelles ont été mises en culture en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Australie, mais il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, les nouvelles méthodes agricoles permettent d'augmenter la production de l'agriculture tout autant que la mise en culture de nouvelles terres au siècle dernier.

5. Ces critiques ne diminuent nullement l'intérêt que la délégation turque porte à l'ensemble du rapport et M. Menemencioglu pense comme les représentants de l'Argentine et des Pays-Bas que ce rapport devrait servir de point de départ à une étude plus approfondie de bon nombre des problèmes qui y sont mentionnés.

6. M. ANIS (Egypte) fait observer que le manque d'équipement constitue un obstacle à l'exécution des programmes de développement économique dans les pays sous-développés; l'effet paralysant de la lenteur de la formation de capital a été signalé dans le rapport. La délégation égyptienne a longuement exposé son point de vue à ce sujet à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale¹ et a notamment fait valoir que la

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Deuxième Commission, 295^e séance.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement rendrait de plus grands services si elle consentait un plus grand nombre de prêts à des conditions moins rigoureuses et si les 18 pour 100 du montant de la souscription des Etats Membres étaient ajoutés sans restrictions au capital de la Banque; elle a déclaré que le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique devrait être créé sans retard, qu'une proportion plus élevée de capitaux privés des Etats-Unis pourrait être investie en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, et que l'on aurait intérêt à prendre des mesures en vue de favoriser le réinvestissement de tout ou partie des bénéfices. Il est essentiel d'augmenter le pouvoir d'achat intérieur et les exportations; l'industrialisation doit être accompagnée ou même précédée d'une amélioration ou d'une extension des services publics qui, vu la modicité du rendement des capitaux qui y sont placés, n'intéressent guère les capitalistes.

7. La nouvelle politique économique du Gouvernement égyptien est en somme d'assurer le développement économique sans inflation. Le gouvernement a créé un conseil national de la production, qui est chargé de coordonner les divers plans de développement. L'Etat a pour principaux objectifs d'améliorer les communications, d'augmenter le plus possible la production d'énergie électrique, de développer l'industrie, d'encourager l'importation de capitaux étrangers et d'exporter les ressources minérales.

8. M. Anis donne des détails sur certains aspects du plan de développement concernant le réseau routier, les chemins de fer, la navigation intérieure, l'irrigation et l'énergie hydro-électrique. L'Egypte envisage le développement de ses industries productrices d'acier, de papier et d'engrais. Elle a créé un conseil permanent pour la formation professionnelle et la productivité industrielle.

9. De nouvelles lois ont été adoptées en vue d'attirer les capitaux étrangers. Elles prévoient en particulier l'égalité de traitement pour les capitalistes étrangers et égyptiens, le droit pour tout capitaliste étranger de transférer la totalité de ses bénéfices dans la monnaie d'origine, la possibilité de rapatrier les capitaux investis par tranches annuelles allant jusqu'à 20 pour 100 du capital déclaré, l'assouplissement du contrôle des changes au profit des nouvelles entreprises et l'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, au profit des nouvelles entreprises de développement, pendant sept années. En outre, les matières premières importées pour la mise en œuvre des projets de développement sont admises en franchise de douane et aucune limite n'est imposée au pourcentage des capitaux investis dans ces entreprises par des étrangers. La loi relative aux sociétés minières a été modifiée de manière à supprimer toute entrave à l'activité des sociétés étrangères. Les experts et les techniciens peuvent rapatrier dans la monnaie de leur pays la moitié de leur traitement, et les droits de douane perçus sur les matériaux étrangers utilisés pour la fabrication des produits locaux peuvent être remboursés, de même que les impôts indirects perçus sur les marchandises produites localement.

10. M. Anis dit grand bien de l'étude dans son ensemble, mais il fait observer que l'aspect financier du développement des pays sous-développés y est quelque peu sous-estimé. Certains pays ont toutes les autres ressources qui leur sont indispensables pour réaliser leur développement: une population courageuse et confiante,

un bon gouvernement, des institutions sociales et une structure économique saine. Ces pays ont entrepris de se développer eux-mêmes, mais ils n'ont pas les ressources financières nécessaires et attendent l'aide des capitaux étrangers et de l'Organisation des Nations Unies. Il est dit dans l'étude que le succès et la rapidité de l'industrialisation dépendent beaucoup des ressources humaines du pays intéressé; M. Anis pense plutôt que le principal capital d'un pays est en fait son équipement naturel. Il admet volontiers que les connaissances techniques et le personnel de direction compétent sont aussi indispensables que les moyens financiers, mais ce sont les moyens financiers qui prennent la première place, car, sans eux, les pays intéressés ne pourraient se procurer les services du personnel de direction qualifié. C'est là une nécessité urgente, car dans la plupart des pays sous-développés le développement économique pourrait ne pas suivre l'accroissement de la population. Même s'il le pouvait, il n'en résulterait pas un relèvement du niveau de vie. Les pays sous-développés ne peuvent apparemment résoudre à eux seuls les problèmes que pose l'industrialisation; c'est pourquoi tous les Etats Membres doivent coopérer à leur solution en assurant dans toute la mesure possible la mobilité des facteurs de production.

11. M. ENGEN (Norvège) dit que les auteurs de l'étude soulignent combien il pourrait être dangereux de penser que les pays sous-développés peuvent trouver facilement des solutions provisoires en attendant que le progrès de la technique, notamment de nouvelles inventions, leur donne la clé du problème. L'étude a été établie pour aider les pays sous-développés à accélérer leur propre développement, et les pays plus industrialisés à jouer le rôle qui leur revient. M. Engen ne sait pas dans quelle mesure le premier objectif a été atteint, mais le second l'a été indubitablement. Cette étude devra figurer parmi les documents de base chaque fois qu'un organe des Nations Unies étudiera la question du développement économique.

12. La délégation norvégienne a quelques réserves à formuler au sujet d'une suggestion faite pendant la discussion, à savoir que des efforts spéciaux devraient être faits sur le plan mondial au bénéfice de certaines industries. M. Engen ne repousse pas entièrement cette idée, à condition toutefois que des raisons spéciales justifient les mesures envisagées dans chaque cas d'espèce.

13. Les auteurs de l'étude ne cessent de répéter que le développement économique a atteint des degrés très variables. Il conviendrait d'entreprendre sur le plan national ou régional des études spéciales sur la productivité; l'Organisation des Nations Unies pourrait fournir à cet effet l'assistance de ses experts.

14. L'étude contribuera probablement à faciliter le choix des moyens d'action internationale lorsque le moment sera venu d'intervenir. L'examen attentif de cette étude suscitera des questions auxquelles on ne peut répondre dès maintenant. Le Conseil pourrait donner au Secrétaire général certaines instructions pour l'avenir. Il pourrait lui demander par exemple de présenter tous les deux ans des rapports supplémentaires sur l'évolution et les progrès de la situation où il tiendrait compte des autres aspects du développement économique, ce qui donnerait au Conseil un tableau complet de la situation. Il conviendrait pour cela de s'inspirer des principes énoncés dans la liste des questions à étudier (E/2689).

15. M. METALL (Organisation internationale du Travail) prend la parole pour compléter les renseignements qui ont été fournis au cours de la discussion sur la productivité pendant la dix-huitième session du Conseil, et ceux qui figurent dans le document de travail du Secrétaire général (E/2604 et Corr.2). L'Organisation internationale du Travail insiste fortement sur la nécessité de prendre des mesures afin d'éviter le surmenage et le chômage, et d'obtenir une répartition équitable des bénéfices résultant d'un accroissement de la productivité. Sa tâche consiste à préparer des rapports et des manuels techniques, à organiser des réunions où les gouvernements, les employeurs, les travailleurs et les experts peuvent confronter leurs vues et à fournir son assistance technique.

16. Elle a publié le rapport intitulé *L'accroissement de la productivité dans les industries de transformation*. Le manuel de l'OIT intitulé *Introduction to Work Study* est déjà utilisé par les missions d'assistance technique de l'OIT. La Commission des industries chimiques a tenu une session en février et a adopté une résolution dans laquelle elle souligne qu'il est possible d'accroître la productivité grâce à l'amélioration des relations professionnelles, aux progrès scientifiques et techniques, à la formation professionnelle des contre-maîtres et ouvriers, et aux techniques modernes d'organisation scientifique du travail. La Commission des industries textiles et la Commission du travail dans les plantations ont inscrit ce point à leur ordre du jour pour 1955, et la Commission des transports internes s'occupera en 1956 de l'amélioration de l'organisation du travail et de l'intensification de l'activité dans les ports.

17. La première Conférence européenne de l'OIT, qui s'est réunie au début de 1955, a souligné dans quelles conditions l'accroissement de la productivité peut contribuer à relever le niveau de vie. Il faut veiller à augmenter la production en améliorant les méthodes de travail et non en surmenant les ouvriers; il faut maintenir le plein emploi et répartir équitablement les bénéfices entre les prêteurs de capitaux, les ouvriers et les consommateurs. A cet égard, les gouvernements, les employeurs, les ouvriers et les institutions internationales intéressés ont leur rôle à jouer.

18. L'OIT a commencé la mise en œuvre de plusieurs projets d'assistance technique dans le domaine de la productivité. Dans l'Inde, le projet initial de l'OIT a été couronné de succès et l'exécution s'en poursuit; l'OIT participe dans ce pays à l'établissement d'un centre national pour la productivité. Elle va engager deux experts qui s'occuperont d'un projet d'assistance technique intéressant l'industrie textile au Pakistan. En 1953, le Gouvernement égyptien a demandé le concours de l'OIT pour créer un conseil pour la formation professionnelle et la productivité industrielle; ce conseil est maintenant installé à l'école technique d'Héliopolis. Les efforts que l'OIT entreprend pour augmenter la productivité en Amérique latine en sont encore, d'une façon générale, à leur phase préliminaire. Les gouvernements ont formulé des demandes. Certains projets relatifs à la formation professionnelle ont été mis en œuvre, notamment au Brésil. Dans la limite des fonds disponibles, le Bureau de l'assistance technique a approuvé, au titre du programme de l'OIT pour 1955, l'envoi de deux experts en Argentine, d'un expert de la productivité et de l'exploitation minière en Bolivie, et d'un expert au Venezuela, ainsi que l'octroi de deux bourses d'études à ce pays.

19. M. ARNALDO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) déclare que l'UNESCO se félicite de ce que le Secrétariat ait utilisé les travaux de cette organisation sur l'industrialisation des pays sous-développés pour établir son étude (E/2670). Elle n'a pas à cet égard les mêmes méthodes et les mêmes préoccupations que l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées. D'une part, l'UNESCO n'a pas de personnel de recherche, mais elle aide des organismes scientifiques à entreprendre des études indépendantes. D'autre part, ces études traitent des effets de la technique et de l'industrialisation sur l'être humain et non sur la production économique. Si l'UNESCO met l'accent sur les aspects humains et sociaux de l'industrialisation, c'est qu'elle a vivement conscience du fait que le progrès économique ne peut élever les niveaux de vie s'il ne s'accompagne d'un progrès social parallèle et que bien souvent le succès — ou l'échec — du processus d'industrialisation dépend de l'état d'avancement de l'éducation et de la science.

20. L'UNESCO a encouragé les universités, les établissements de recherche et, à titre individuel, les sociologues à étudier les répercussions sociales de l'industrialisation. A cette fin, elle a créé, en octobre 1953, le Bureau international de recherche pour l'étude des répercussions sur le plan social des transformations techniques, qui est placé sous les auspices du Conseil international des sciences sociales. Cet organisme a consacré une importante étude théorique aux facteurs de l'évolution sociale; en 1954, il a organisé un cycle d'études sur les mobiles économiques dans les pays sous-développés. La Conférence générale de l'UNESCO a approuvé en 1954 la création d'un centre international de recherche sur les problèmes sociaux de l'industrialisation en Asie, dont le rôle serait d'envoyer aux gouvernements, sur leur demande, des missions pour les conseiller sur les problèmes sociaux qui découlent de l'industrialisation, d'accueillir à son siège des spécialistes de sciences sociales qui désireraient un avis sur les problèmes qui se posent dans leur propre pays, de réunir et d'analyser tous les renseignements qui pourraient avoir une utilité pratique pour la région et d'organiser un centre de documentation. Le Gouvernement indien a offert de fournir à ce centre les facilités nécessaires sur le plan local. L'entreprise sera exécutée de concert avec l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

21. L'UNESCO a organisé à Abidjan, en octobre 1954, une conférence d'experts en matière de sciences sociales. Cette conférence a étudié les répercussions sociales de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique, au sud du Sahara, et le résultat de ses travaux sera prochainement publié.

22. En Asie, l'UNESCO a envoyé des équipes étudier sur place les effets qu'entraîne sur le plan humain et social, l'exode rural dû à l'industrialisation. Dans le Moyen-Orient, l'UNESCO a étudié les répercussions sociales de l'industrialisation en Turquie, au Liban et en Egypte. En Europe, elle a effectué des recherches, par l'intermédiaire du British Institute of Management, qui ont conduit à la publication des deux études: *Le progrès technique et l'intégration sociale* et *Education et technologie*. Des entretiens consacrés à certains problèmes liés au développement social et économique ont eu lieu sous ses auspices en 1953 et, en 1956, elle orga-

nisera sur le même sujet une conférence régionale pour l'Amérique latine avec le concours de la Commission économique pour l'Amérique latine.

23. En plus de ces programmes qui sont directement liés au problème de l'industrialisation, l'UNESCO a étudié un certain nombre de questions connexes, notamment celle de l'élite africaine. De plus, les travaux qu'elle a entrepris dans le domaine de l'éducation et de la culture ont des rapports étroits avec le problème de l'industrialisation. La recherche scientifique exerce une influence directe sur les techniques de l'industrie, mais il faut encore former une main-d'œuvre qualifiée qui soit capable d'appliquer ces techniques. Les travaux de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation et de la science, y compris sa participation au Programme élargi d'assistance technique, jouent donc un rôle important car ils aident les pays sous-développés à bénéficier effectivement des avantages d'une industrialisation rationnelle.

Sir Douglas Copland (Australie) prend la présidence.

24. M. ORBANEJA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) rappelle que la Conférence et le Conseil de la FAO ont à maintes reprises fait ressortir l'importance de l'industrialisation dans le développement économique. La FAO a toujours insisté sur le fait que l'expansion de l'agriculture exigeait le développement parallèle de l'industrie, des transports et des autres branches de l'économie.

25. Elle n'a donc jamais cessé de répéter que, pour augmenter le pouvoir d'achat de la main-d'œuvre non agricole, il est indispensable de diversifier l'industrie et de perfectionner l'appareil industriel. Si l'on parvient à accroître le rendement des travailleurs du secteur non agricole, des biens de consommation plus abondants viendront récompenser les efforts de la population agricole, augmenter son revenu et améliorer ses conditions de vie. Dans des régions à population très dense, il faut que l'industrie se développe plus rapidement que l'agriculture, ne serait-ce que parce que, grâce à la modernisation des méthodes de culture, le nombre des travailleurs dont l'agriculture a besoin diminue de plus en plus. Le transfert d'une fraction de cette main-d'œuvre agricole excédentaire à d'autres secteurs économiques est la condition préalable de tout programme agricole bien conçu.

26. La FAO a souligné à maintes reprises que, dans les pays sous-développés, l'industrie et l'agriculture doivent se développer au même rythme; elle s'intéresse donc directement à l'encouragement de l'industrie et au développement industriel, comme à la création d'industries agricoles et forestières et à la pêche.

27. Au demeurant, la FAO est convaincue que, dans la plupart des pays sous-développés, où la majorité de la population pratique l'agriculture, le développement économique doit s'amorcer par une augmentation de la productivité agricole moyenne. Dans de nombreux pays, c'est précisément cette augmentation qui a déclenché tout le processus de développement économique. Une industrialisation trop hâtive et des investissements trop importants dans l'industrie lourde ne sont pas sans danger, comme le Secrétariat l'a indiqué dans son étude intitulée *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670).

28. Cette étude, qui est une analyse remarquable des problèmes liés à l'industrialisation, n'a pas accordé une attention suffisante au problème de la malnutrition, auquel la FAO attache une grande importance. La

FAO considère que l'amélioration des régimes alimentaires est l'une des conditions indispensables de l'industrialisation. Les travaux industriels exigent en effet des travailleurs une résistance physique plus grande que les travaux de l'agriculture.

29. Au cours de ses dix années d'existence, la FAO a acquis une vaste expérience des problèmes fondamentaux que soulève l'accroissement de la productivité dans les pays sous-développés. Les leçons qu'elle a tirées de ses programmes d'assistance technique aux pays qui se trouvent aux premiers stades du développement économique pourraient être très précieuses pour les Etats Membres qui s'engagent dans la voie de l'industrialisation.

30. Pour ce qui est des propositions contenues dans le document de travail du Secrétaire général (E/2689), la FAO est disposée à collaborer, dans la limite de ses ressources financières, à toutes les études supplémentaires que le Conseil déciderait d'entreprendre.

31. M. LALL (Inde) a été frappé par les déclarations et par les suggestions constructives que les représentants de l'Argentine, de la France, des Pays-Bas et de la Yougoslavie ont faites à propos du problème du développement économique des pays sous-développés; il s'agit d'une question à laquelle l'Inde s'intéresse vivement, mais que l'on envisage trop souvent du point de vue classique duquel les pays développés considèrent les pays sous-développés. Il semble cependant que l'entente soit réalisée sur assez de points pour conduire à de bons résultats en 1956.

32. En ce qui concerne les documents préparés par le Secrétariat, qui sont pour la plupart très utiles, la délégation indienne n'est pas sûre que l'étude du Secrétariat consacrée aux *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670) puisse contribuer à l'élaboration des programmes pratiques d'industrialisation rapide dans les pays sous-développés, qui est l'objectif énoncé dans la résolution 461 (XV) du Conseil. Cette documentation renferme un certain nombre de truismes. Par exemple, on ne saurait nier l'importance du développement de l'agriculture. L'Inde a accru sa production agricole de 20 pour 100 entre 1953 et 1955. Au début de 1956, la superficie irriguée aura augmenté de 17 millions d'acres. En outre, l'Inde aura fourni les services connexes essentiels. En fait, 70 pour 100 des crédits affectés au premier plan quinquennal du pays iront au développement agricole et aux travaux connexes.

33. De même, il n'est pas nécessaire de souligner l'importance que revêt l'évaluation des ressources d'un pays donné. De toute évidence, il faut qu'un pays sache sur quelles données il se propose d'agir. L'Inde a consacré des fonds à une enquête géologique et à une évaluation quantitative et qualitative de ses ressources minérales. Elle dépensera environ 2.500.000 dollars pendant la durée du plan quinquennal. Elle s'attache à découvrir des matières premières qui lui permettront d'entreprendre un programme de développement de l'énergie atomique. Possédant les gisements de thorium les plus importants du monde, elle a chargé 110 géologues de poursuivre les recherches de matières premières propres à développer l'énergie atomique. Elle a déjà commencé à construire des réacteurs atomiques.

34. Des sociétés ont été créées dans l'Inde pour favoriser l'apport de capitaux à l'industrie. La National Industrial Development Corporation, dont l'Etat est le seul actionnaire, a l'intention de s'orienter vers cer-



SOMMAIRE

	Page
Point 5 de l'ordre du jour :	
Développement économique des pays sous-développés (suite)	39

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Colombie, Costa-Rica, Indonésie, Iran.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]

1. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine), au nom de son gouvernement qui exécute un vaste programme de développement économique, remercie le Secrétaire général de l'ouvrage précieux qu'il a mis à la disposition du Conseil (E/2670).

2. M. Ginebra Henríquez tient tout d'abord à préciser le sens qu'il donne au terme "développement économique". Pour mieux définir ce terme, il examinera les critères que l'on fait intervenir pour dire d'un pays qu'il est sous-développé. On prend parfois en considération le rapport qui existe entre les terres disponibles d'un pays et la population de ce pays et l'on dit que lorsque ce rapport est peu élevé, le pays est sous-développé. Le représentant de la République Dominicaine s'élève contre cette thèse.

3. On ne saurait davantage attacher une importance exagérée à la simple pénurie de capitaux qui se traduirait par un taux d'intérêt élevé. Si le taux est élevé, c'est souvent parce que le prêteur exige une prime destinée à couvrir le risque qu'il court.

4. On prend parfois pour critère le rapport entre ce volume des capitaux et les autres facteurs de production

et l'on dit que si ce rapport est faible, le pays est sous-développé. Cependant, cette opinion est discutable du point de vue strictement théorique, car il peut se faire que, par suite de conditions climatiques défavorables ou d'une mauvaise gestion des affaires publiques, la productivité soit particulièrement faible.

5. On a enfin fait appel à un autre critère, savoir le rapport entre la production industrielle et la production totale ou entre la population industrielle et la population totale. C'est une confusion que commettent souvent ceux qui pensent que développement économique et industrialisation sont synonymes. De l'avis de M. Ginebra Henríquez, l'industrialisation n'est qu'une étape importante du développement économique mais non une fin en soi. Le but que l'on s'est fixé est en effet d'améliorer la situation matérielle de l'homme.

6. M. Ginebra Henríquez expose les principes dont s'inspire le Gouvernement de la République Dominicaine dans son programme de développement économique. La République Dominicaine étant un pays qui dépend, économiquement, de ses exportations, les pouvoirs publics ont élaboré, il y a déjà longtemps, un programme de développement économique destiné à réduire cette dépendance et, en même temps, à intensifier l'exploitation des ressources naturelles du pays, c'est-à-dire à accroître la production en en diminuant le coût, à créer de nouveaux emplois et à favoriser l'augmentation des revenus.

7. Etant donné qu'il n'est pas d'industrialisation sans développement de l'agriculture, la République Dominicaine introduit de nouvelles techniques agricoles et a créé un institut de financement, la Banco de Crédito Agrícola e Industrial. Elle n'a pas, pour autant, négligé le développement de l'industrie, ni celui des exploitations minières, ainsi que le prouvent le progrès équilibré de l'économie nationale, l'accroissement général de la productivité et surtout l'augmentation du revenu national, qui est passé de 348.800.000 dollars en 1950 à 525.500.000 dollars en 1954. En outre, le volume des investissements et celui de l'emploi dans l'industrie n'ont cessé de s'accroître. Le Gouvernement de la République Dominicaine ne compte pas en rester là; il vient d'installer une centrale électrique et d'annoncer la mise en œuvre d'un plan de développement industriel.

8. Pour terminer, M. Ginebra Henríquez déclare qu'il partage les vues du représentant de l'Argentine (839^{ème} séance) sur la nécessité d'une action régionale destinée à favoriser l'exécution des programmes de développement industriel intégré.

9. M. MIR KHAN (Pakistan), après avoir souligné l'intérêt que présentent les documents E/2538, E/2655, E/2670, E/2689 et E/2690, déclare que, faute de temps, le Gouvernement pakistanais n'a pas pu étudier en détail ces documents. Aussi le représentant du Pakistan désire-t-il que le débat sur cette question ne soit pas clos à la présente session. Un examen rapide des études en question lui a permis de constater qu'elles n'étaient

peut-être pas à l'abri de toute critique. Certains facteurs, que l'on considère comme des obstacles à l'industrialisation, ne le sont pas en ce qui concerne le Pakistan.

10. M. Mir Khan se bornera à fournir quelques indications sur l'industrialisation et l'accroissement de la productivité au Pakistan. En 1947, lorsque le pays a accédé à l'indépendance, son économie était strictement agricole. Désireux de faire du Pakistan un pays industriel, l'Etat a constitué une société pakistanaise de développement industriel, qui est chargée d'investir des capitaux publics et privés.

11. Il s'agissait alors de créer des entreprises pouvant utiliser les matières premières locales, notamment le jute, la laine et le coton, pour fabriquer les produits finis dont le pays avait besoin. Aujourd'hui, le Pakistan est en mesure d'exporter des produits à base de jute et il suffit à ses besoins en vêtements, papier et chaussures. Le développement du pays a été spectaculaire; M. Mir Khan cite des statistiques qui permettent de mesurer les progrès accomplis. Dans son ensemble, la production industrielle a augmenté de 285 pour 100 de 1950 à 1954; l'accroissement de la production textile a été également considérable.

12. Cependant, l'effort du Pakistan ne se limite pas à l'industrie. En effet, l'Etat se propose de développer la production d'énergie en exploitant les ressources hydrauliques ainsi que des réserves de gaz naturel que l'on vient de découvrir. L'agriculture, qui est la principale activité économique du pays — elle occupe 80 pour 100 de la population — a elle aussi retenu l'attention des pouvoirs publics.

13. Les efforts que le gouvernement a faits pour favoriser le développement équilibré de l'économie ont d'ores et déjà permis au Pakistan de devenir un pays semi-industrialisé.

14. M. HSIA (Chine) remercie le Secrétariat de la remarquable étude sur les *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670) qui constitue une véritable encyclopédie. Le représentant de la Chine désire tout d'abord commenter les passages consacrés aux pays sous-développés très peuplés. A propos des mots "le capital par habitant" employés au chapitre 2 sous la rubrique "Accroissement démographique", M. Hsia déclare que c'est là le facteur le plus important de l'économie des pays en question, car il détermine la production et le revenu par habitant, ainsi que le niveau de vie de la population. Il serait intéressant de savoir si le capital par habitant a diminué ou augmenté au cours des dix ou vingt dernières années; malheureusement, l'étude n'aborde pas cette question.

15. M. Hsia pense qu'il ne cesse de fléchir dans les pays sous-développés très peuplés, dont le capital se compose essentiellement de terres et d'immeubles; étant donné que l'on ne peut pas étendre indéfiniment la superficie des terres cultivables, tout accroissement démographique finit par entraîner une réduction de la moyenne des terres arables par habitant. On pourrait faire un raisonnement analogue en ce qui concerne la propriété bâtie. La diminution du capital par habitant est la cause essentielle de la pauvreté prolongée des pays sous-développés très peuplés et elle est responsable des passions qui se déchaînent dans le monde, et notamment en Orient. C'est pourquoi M. Hsia souhaite que l'Organisation des Nations Unies entreprenne une étude comparée des variations du capital par habitant.

16. Etant donné que l'étude ne traite pas des questions agricoles, mais simplement de l'industrialisation des pays sous-développés, M. Hsia se bornera à examiner ce second élément. Le rapport définit le mot "industrialisation" d'une manière trop étroite; le représentant de la Chine estime que toute activité productive, autre que l'agriculture et le commerce, qui augmente le volume total des capitaux devrait être considérée comme favorisant l'industrialisation; en conséquence, il faudrait comprendre dans l'industrialisation la création ou le développement des industries manufacturières et extractives, ainsi que les moyens de transport. Lorsque l'on essaie de définir le terme en question, on se rend compte de la nature des problèmes qui se posent aux pays sous-développés très peuplés et du rôle que peut jouer l'industrialisation.

17. Passant à l'aspect purement économique de l'industrialisation, le représentant de la Chine envisage les diverses formes possibles de financement. Il pense comme les auteurs de l'étude que l'Etat ne doit pas créer purement et simplement du crédit. Cependant, ces auteurs énumèrent, sous la rubrique du chapitre 3 intitulée "Politique de crédit", trois cas dans lesquels une expansion du crédit se justifie; mais, de l'avis du représentant de la Chine, un quatrième cas pourrait s'y ajouter: on peut également créer des moyens de crédit pour remplacer l'épargne qui s'infiltre dans le circuit financier et tend à y demeurer.

18. En dehors de ces quatre cas, on ne devrait avoir recours qu'à l'épargne. A ce propos, M. Hsia regrette que l'étude du Secrétariat ne fournisse pas de renseignements détaillés sur le budget et les sociétés financières en tant que moyens permettant de mobiliser l'épargne. Il voudrait savoir par exemple dans quelle mesure des excédents budgétaires ont pu être consacrés au développement industriel et si les sociétés de développement ont permis aux pays les plus désavantagés de résoudre le problème du financement à long terme.

19. Pour donner des exemples du genre de problèmes qu'un pays sous-développé est appelé à résoudre, M. Hsia dit que le Gouvernement chinois a élaboré un plan général d'industrialisation et établi une liste des industries à développer; les entreprises privées exercent librement leur activité dans le cadre de ce programme. En outre, le Gouvernement chinois a pris des mesures destinées à favoriser l'industrialisation: perfectionnement du système des ventes, amélioration des conditions de travail, aménagement de la politique bancaire et fiscale. Il appartient aussi au Gouvernement chinois de maintenir un équilibre judicieux entre le protectionnisme et le système de la libre concurrence et de fixer les domaines respectifs des entreprises publiques et des entreprises privées.

20. M. FORSYTH (Australie) souligne la complexité des problèmes que pose le développement économique des pays sous-développés. L'Australie les connaît par expérience, puisqu'elle se trouve encore à un stade d'évolution relativement peu avancé. Le tableau 2 de l'étude du Secrétariat (E/2670) indique que, dans le groupe de pays étudiés, l'Australie se plaçait en 1952 parmi ceux pour lesquels le pourcentage du produit national brut représenté par la formation de capital était le plus élevé. Mieux vaut, toutefois, pour apprécier à sa valeur exacte le rythme du progrès économique, considérer le rapport existant entre le montant des investissements en capital fixe et le produit national brut, puisqu'on tient compte ainsi de l'ensemble des

ressources consacrées à tous les secteurs sans exception. En Australie, le pourcentage en question, qui était passé de 17 pour 100 en 1946-1947 à 29 pour 100 en 1951-1952, a été de 27 pour 100 en 1953-1954.

21. Les conditions diffèrent sensiblement suivant les pays, mais en général des difficultés analogues se rencontrent partout. On peut être quelquefois tenté d'accorder une importance excessive au financement, comme si le fait même de fournir des capitaux constituait la solution du problème. Il ressort de l'étude présentée au Conseil comme, d'ailleurs, de l'histoire même des pays industrialisés, que la mobilisation des ressources, la modernisation des techniques et une saine administration nationale constituent autant d'éléments indispensables. Tout, à cet égard, doit venir de l'initiative des pays sous-développés eux-mêmes s'ils peuvent obtenir une aide étrangère. Le succès des plans établis en dépend et le souci de l'indépendance économique de chaque pays l'exige. Le Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et le Plan de Colombo offrent des exemples de solution presque parfaite sous ce rapport. Dans le cas du Plan de Colombo, l'assistance internationale ne représente que 18 pour 100 du total des capitaux convertis au titre du Plan. Quelque forme que revête cette assistance, elle doit demeurer subordonnée aux programmes du pays bénéficiaire dont elle tend à faciliter l'exécution.

22. Il arrive qu'on prétende mettre l'accent soit sur les investissements publics, soit sur les investissements privés. En fait, les uns et les autres ont leur rôle à jouer. En Australie, les investissements publics comptent pour 35 pour 100 dans le total des investissements. La proportion varie suivant les conceptions politiques et sociales de chaque pays, mais partout les investissements publics présentent une importance considérable. C'est grâce à eux que se crée un cadre permettant aux investissements privés de rapporter au maximum. Le développement économique équilibré requiert un essor approprié des services et activités tertiaires; or, dans le monde moderne, les entreprises publiques des pays sous-développés offrent le cadre qui se prête le mieux aux investissements. Il convient donc, comme l'ont noté plusieurs représentants, d'écarter tout dogmatisme et d'agir en fonction des réalités, sans oublier que tout pays a le droit strict de choisir la politique qui lui convient, conformément à ses conceptions propres. M. Forsyth n'entrera pas, pour le moment, dans le détail des mesures à prendre par le Conseil; la question sera étudiée en comité. Il tient, toutefois, à signaler qu'en dépit de tout ce qui reste à faire, des progrès notables ont été accomplis depuis la guerre; jamais encore on n'en avait enregistré autant sur le plan international.

23. La Charte des Nations Unies contient de nombreuses dispositions qui permettent au Conseil de rester saisi du problème du développement économique. L'Organisation a adopté une mesure importante en approuvant, en principe, la création d'une nouvelle institution internationale, la société financière internationale [résolution 823 (IX) de l'Assemblée générale]. A sa vingtième session, qu'il tiendra à Genève, le Conseil examinera un nouveau rapport sur le fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, rédigé par un comité d'experts.

24. L'Australie, qui continuera, comme par le passé, à coopérer à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement économique, a réussi depuis la guerre à développer son économie

tout en élevant le niveau de vie de sa population et en créant les conditions techniques nécessaires à de nouveaux progrès; elle a déjà prêté son concours aux pays dont le développement économique n'est pas aussi poussé qu'en Australie et elle continuera, dans la limite de ses moyens, à mettre ses ressources à leur disposition.

25. Loin de constituer un obstacle au commerce international, le développement économique et l'industrialisation tendent à le favoriser. La structure des échanges s'en trouve sans doute modifiée, mais les besoins augmentent dans l'ensemble. L'élévation du niveau de vie et l'accroissement du pouvoir d'achat ne peuvent qu'entraîner une expansion constante des échanges. D'autre part, il est faux, comme d'aucuns l'ont soutenu, que les pays industrialisés voient un intérêt à maintenir les pays sous-développés dans leur état arriéré. De pareilles intentions ont peut-être existé, mais dans un passé lointain, et elles sont étrangères aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui doivent chercher à favoriser le développement économique.

26. C'est dans cet esprit que la délégation australienne aimerait voir le Conseil poursuivre ses travaux en vue de trouver la solution internationale d'un problème qui intéresse si profondément tous les pays.

27. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, par sa résolution 461 (XV), le Conseil a de nouveau insisté sur la nécessité d'une industrialisation rapide des pays sous-développés. La longue expérience des pays industriels prouve que l'industrialisation doit servir de base au développement économique d'un pays. A ce propos, on s'attendrait à ce que, dans une étude sur l'industrialisation, le Secrétariat analyse la situation actuelle des pays sous-développés, expose les résultats positifs que permet d'obtenir l'industrialisation, définisse les facteurs qui peuvent contribuer au développement industriel des pays sous-développés et examine attentivement sous quelles formes la coopération internationale, le développement du commerce international, l'assistance technique, etc., peuvent favoriser l'industrialisation.

28. Sans doute les auteurs de l'étude (E/2670) ont-ils reconnu l'importance de l'industrialisation dans le développement économique et présenté des données qui méritent une étude approfondie. Toutefois, comme l'a signalé le représentant de l'Inde (841ème séance), le rapport prête à la critique. Ses auteurs n'ont certes pas négligé les obstacles à l'industrialisation; ils semblent même croire que certains de ces obstacles sont insurmontables: c'est là une manière de voir erronée. En revanche, ils reconnaissent à juste titre que le rythme du développement industriel dépend de la nature et de l'ampleur des obstacles existants, ainsi que de l'opportunité et de l'efficacité des mesures prises pour les surmonter.

29. Les auteurs ont tort de dire, dans le chapitre premier du rapport, que, dans certains pays où l'épargne nationale est la seule source de capital, il est impossible d'augmenter l'épargne sans diminuer sensiblement la consommation. En fait, si dans ces pays le revenu moyen est faible, cela constitue la raison fondamentale pour accélérer le développement économique national, ce qui permettra une augmentation des moyens de paiement.

30. Il ne faut pas non plus négliger l'importance des termes de l'échange pour les pays sous-développés, car ces pays tirent de l'exportation l'essentiel des recettes qui leur permettent d'acheter à l'étranger l'équipement indispensable. Les auteurs du rapport soulignent, d'ail-

leurs non sans raison, que le développement du commerce international peut contribuer puissamment à l'industrialisation des pays sous-développés. Toutefois, sur cette question comme sur celle des termes de l'échange, ils n'apportent aucune idée nouvelle et se bornent à constater l'état de choses existant. Ils ont, à juste titre, signalé que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avait affecté très peu de capitaux à l'industrialisation des pays sous-développés.

31. Les auteurs de l'étude ont avancé une théorie néomalthusienne indéfendable en soutenant qu'un rapide accroissement démographique constituait un obstacle à l'industrialisation de certains pays sous-développés.

32. Le représentant de l'URSS souligne que l'étude ne contient aucune indication sur l'industrialisation de l'URSS et des démocraties populaires. Le Gouvernement soviétique a toujours estimé que l'industrialisation constituait la base du développement économique. C'est pourquoi il s'est attaché à développer la production des biens d'équipement. Le développement de l'industrie lourde a entraîné une élévation correspondante du niveau de vie de la population. A cet égard, le représentant de l'URSS cite certains chiffres significatifs concernant l'augmentation de la production et du revenu national entre 1913 et 1954.

33. La politique industrielle de l'URSS a permis d'assurer la mise en valeur de régions économiquement arriérées, qui possèdent maintenant d'importants centres industriels. De même, le Gouvernement soviétique, qui attache une grande importance à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, a, en 1954, construit en URSS la première centrale atomique du monde; d'autre part, il a décidé d'accorder à d'autres pays une assistance technique pour leur permettre de créer sur leur territoire des centres de recherches atomiques.

34. M. Sobolev signale ensuite que la production nationale brute de la Chine populaire a quadruplé de 1949 à 1954. Pendant la même période, la production de céréales a augmenté de 50 pour 100 et la production de coton de 180 pour 100. Les démocraties populaires de l'Europe orientale ont, elles aussi, développé considérablement leur industrie. C'est ainsi que la Roumanie a créé une industrie de la construction électrique et des machines agricoles, et que, de 1938 à 1953, sa production d'acier a plus que doublé tandis que sa production de charbon doublait. En Bulgarie, on a pu enregistrer, pendant la même période, une augmentation sensible de la production industrielle et l'Albanie, qui, naguère, était un pays économiquement sous-développé, ne possédant pas de moyens de transport, a réussi maintenant à assurer un certain équilibre entre son industrie et son agriculture.

35. La coopération internationale peut faciliter considérablement le développement des pays sous-développés. Cette coopération doit être fondée sur l'idée d'entraide et le respect de l'égalité et de l'indépendance des nations. Tels sont les principes qui régissent les relations de l'URSS avec la Chine, les démocraties populaires et plusieurs autres pays. M. Sobolev rappelle que l'URSS et l'Inde ont signé, au début de 1955, un accord aux termes duquel l'URSS s'est engagée à construire dans l'Inde, en un laps de temps restreint, un centre sidérurgique qui devra produire un million de tonnes d'acier par an et à consentir, pour cela, les crédits à long terme indispensables. L'URSS a conclu avec de nombreux pays, et notamment avec l'Argentine et l'Af-

ghanistan, des accords commerciaux avantageux pour les parties intéressées.

36. Par leur politique expansionniste, les Etats-Unis d'Amérique ont cherché à imposer des restrictions et des mesures discriminatoires aux échanges commerciaux avec les démocraties populaires. Cette action a rendu difficile la vente des produits primaires sur le marché international et elle a provoqué de sensibles fluctuations de prix. Le déséquilibre qui s'en est suivi a entraîné une diminution des recettes d'exportation des pays sous-développés producteurs de matières premières. Or, ces recettes constituent pour eux le principal moyen de financer leur développement économique. On comprend donc que ces pays s'inquiètent vivement de la baisse des prix des matières premières et qu'ils s'efforcent de prendre, sur le plan international, des mesures en vue de pallier l'insuffisance de leurs recettes d'exportation. Toutefois, ils se heurtent, sur ce point, aux objections des Etats-Unis et de certains autres pays. On se souvient notamment que les Etats-Unis ont été hostiles à la création de la Commission du commerce international des produits de base et que, cette commission une fois créée, ils ont refusé de participer à ses travaux.

37. En conclusion, le représentant de l'URSS déclare que le Conseil doit surtout chercher à faciliter l'industrialisation des pays sous-développés, à aider à la fixation d'un rapport équitable entre le prix des matières premières et le prix des articles manufacturés, et à favoriser des échanges commerciaux mutuellement avantageux entre les pays sous-développés et le reste du monde.

38. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) s'étonne d'avoir entendu à une séance précédente le représentant de l'Argentine soulever, à propos des îles Falkland, une question qui n'a aucun rapport avec l'ordre du jour du Conseil. Le Gouvernement du Royaume-Uni tient simplement à préciser qu'il n'accepte pas les revendications de la République Argentine sur un territoire administré par le Royaume-Uni.

39. Chacun s'accorde à reconnaître la difficulté, la complexité et l'importance du problème du développement économique des pays sous-développés; tous les membres du Conseil y sont intéressés à un titre quelconque. La délégation du Royaume-Uni veut remercier le Secrétariat de l'excellente documentation présentée et notamment de l'étude sur les *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2760). Les services britanniques compétents étudient actuellement ce texte qui mérite, en raison de sa densité et de sa richesse, un examen particulièrement approfondi; sir Alec se bornera donc à quelques observations préliminaires.

40. L'étude en question se révélera certainement d'une grande utilité pour tous les gouvernements, en raison même de son caractère général; quant aux truismes qu'elle contiendrait, les vérités premières n'en demeurent pas moins vraies. Le représentant du Royaume-Uni analyse rapidement le contenu de l'ouvrage. A son avis, les auteurs ont fait preuve du sens de l'humain, de prudence et d'impartialité, et ont su ne rien oublier d'essentiel. Ils ont souligné à juste titre que l'industrialisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen propre à permettre l'élévation des niveaux de vie. Ils se sont ainsi montrés sensibles à cet aspect humain du problème qu'on reproche souvent aux économistes d'ignorer. D'autre part, ils ont toujours gardé conscience

de tous les éléments en cause, comme le prouvent notamment deux passages empreints d'un louable esprit de prudence et d'objectivité dont sir Alec donne lecture (p. 1 et 119 du texte anglais).

41. L'accent est mis dans cette étude sur l'importance capitale de services d'enseignement appropriés, d'une saine administration publique et de statistiques démographiques et professionnelles exactes. Le financement n'apparaît ainsi désormais que comme l'un des nombreux éléments nécessaires à l'industrialisation des pays sous-développés. Les auteurs de l'étude expliquent, du reste avec clarté, au chapitre 5, sous la rubrique "Modifications de structure dans la société et le groupe familial", les différences qui existent entre la révolution industrielle européenne du XIXème siècle et ce que l'on cherche à réaliser aujourd'hui. Ils font entendre une note d'espoir, voire d'optimisme, en signalant que les pays sous-développés peuvent s'inspirer des leçons du passé pour éviter les erreurs commises ailleurs. Le Royaume-Uni, qui a joué un rôle de pionnier en matière d'industrialisation, ne demande qu'à faire part aux autres de son expérience, parfois chèrement acquise, dans ce domaine.

42. A sa vingtième session, le Conseil examinera dans le détail le problème du financement extérieur du développement économique; l'Assemblée générale s'en préoccupera ensuite. Mieux vaut donc pour l'instant s'attacher autant que possible aux mesures que peuvent prendre les pays sous-développés eux-mêmes. A cet égard, les organisations internationales et les pays les plus industrialisés seraient tout disposés à fournir des conseils.

43. L'histoire de l'évolution récemment enregistrée dans les territoires administrés par le Royaume-Uni présente ici un intérêt indéniable. Ces territoires ont connu toutes les difficultés signalées dans le chapitre 2 de l'étude. Il a fallu, pour les surmonter, intensifier la productivité des industries existantes tout en diversifiant l'économie. On n'a nullement négligé l'agriculture. Au contraire, les autorités en ont favorisé l'essor conformément aux principes exposés dans l'étude dont le Conseil est saisi. Sir Alec souligne à ce propos la nécessité du développement agricole et appelle l'attention sur les observations pertinentes qui figurent au chapitre 2 du document examiné sous la rubrique "Accroissement démographique". Le Gouvernement britannique a, d'autre part, favorisé l'implantation d'industries nouvelles dans les territoires en question. Diverses mesures législatives et administratives ont été prises

pour que les entreprises nouvellement créées puissent prospérer sans avoir besoin d'une protection permanente contre la concurrence des produits importés. L'aide de l'Etat a surtout pris la forme d'une assistance financière qui, cependant, a toujours été liée au progrès social et au progrès de l'enseignement.

44. Pour stimuler les investissements privés, des avantages spéciaux sont offerts aux bailleurs de fonds et les pouvoirs publics fournissent eux-mêmes une partie des crédits de démarrage nécessaires. On accorde notamment l'exénoration de l'impôt sur les bénéfices pour une durée de cinq ans aux entreprises nouvelles qui font œuvre de pionnier dans une branche d'industrie particulière. C'est le cas aux Antilles et en Afrique occidentale. En Afrique orientale, des licences exclusives d'exploitation sont concédées pour une période donnée. Le fisc autorise l'amortissement accéléré de l'équipement; les machines et le matériel nécessaires aux usines nouvelles sont admis en franchise. De plus, des sociétés privées ou des établissements financés par les pouvoirs publics accordent des crédits importants.

45. A la Jamaïque, le gouvernement a créé une "zone industrielle" (*industrial estate*) disposant de tous les services publics nécessaires (eau, gaz et électricité); le loyer des divers lots est insignifiant. Une zone analogue va être créée à Singapour.

46. Ces quelques précisions suffisent à indiquer l'ampleur du mouvement de développement en cours dans les territoires administrés par le Royaume-Uni. Plusieurs d'entre eux possèdent déjà une économie assez diversifiée, même si certaines productions en sont encore à leur début. Les progrès iront en s'accroissant constamment, chaque amélioration entraînant une autre. Il convient, enfin, de mentionner que, dans tous ces territoires, on attache de plus en plus d'importance à l'enseignement technique et à la formation professionnelle, dont les auteurs de l'étude ont justement signalé l'intérêt.

47. L'exemple des territoires en question montre que le problème du développement économique intéresse directement tous les membres du Conseil. L'expérience des uns doit servir aux autres dans ce domaine et l'Organisation permet précisément d'échanger les renseignements indispensables si l'on veut éviter de répéter certaines erreurs. L'étude présentée apparaît précieuse à cette fin; sir Alec veut donc, en conclusion, rendre encore une fois hommage à ses auteurs.

La séance est levée à 12 h. 45.



SOMMAIRE

Pages

Point 5 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés
(suite) 45

Point 9 de l'ordre du jour:

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat
du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les
réfugiés (fin) 49

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691) [suite]

1. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) déclare que son pays porte un vif intérêt au bien-être et à l'amélioration du niveau de vie des populations des pays sous-développés. Ce fait, le Gouvernement des Etats-Unis l'a prouvé de façon concrète, lorsqu'en 1949 il a présenté la première proposition tendant à créer ce qui est devenu le Programme élargi d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. La position du Gouvernement américain n'a pas changé. Le représentant de l'URSS prétend que les Etats-Unis d'Amérique font obstacle au développement économique des pays sous-développés. Cette affirmation est démentie par la part que les Etats-Unis ont prise à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies et par l'aide qu'ils ont unilatéralement apportée — et qu'ils continueront d'apporter — aux pays qui en ont besoin. Les Etats-Unis sont disposés à appuyer tout effort constructif tendant à aider les pays sous-développés à jouer un rôle de plus en plus important dans une économie mondiale en voie d'expansion.

2. Les deux études importantes dont le Conseil est saisi (E/2670 et E/2604 et Corr.2) tracent la voie à suivre. Bien qu'elles ne puissent suppléer aux efforts que les pays intéressés ont à faire pour analyser et résoudre les problèmes qui leur sont propres, ces deux études sont extrêmement utiles, car elles mettent en lumière tant les divers types de problèmes qui se posent que les mesures à prendre.

3. Dans son étude intitulée *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670), le Secrétaire général s'est, à juste titre, attaché à étudier les aspects du développement économique qui se sont révélés être communs à un grand nombre de pays. Il y a décrit certains des obstacles les plus importants auxquels on se heurte dans ce domaine et offre nombre de suggestions utiles quant aux moyens de les surmonter, sans pour autant les présenter comme une panacée. C'est une étude équilibrée, en ce sens qu'elle ne néglige à aucun moment les aspects sociaux et autres du développement industriel. Un des principaux mérites de cette étude est de souligner que l'accroissement de la productivité dans l'agriculture et dans les industries extractives est une condition préalable essentielle à toute expansion industrielle, car l'exportation de produits de base constitue un des principaux moyens dont dispose un pays pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de biens d'équipement. Les auteurs de l'étude soulignent également la nécessité d'augmenter l'effectif du personnel technique et de direction nécessaire à une industrialisation rapide. A cet égard l'importation de capitaux privés est généralement utile car elle fournit ce personnel aux pays intéressés et provoque la formation de la main-d'œuvre locale.

4. Le représentant des Etats-Unis a quelques réserves sans importance à formuler au sujet de certains passages de l'étude. Par exemple, contrairement à ce que les auteurs déclarent quand ils expliquent pourquoi l'assistance technique fournie à l'industrie des pays sous-développés au cours des quelques dernières années a été relativement faible, le Gouvernement des Etats-Unis octroie, dans le cadre de ses programmes bilatéraux, une assistance technique à l'industrie privée, sous réserve que la branche d'industrie intéressée dans son ensemble bénéficie de cette aide. Quoi qu'il en soit, le rapport est excellent et mérite que les gouvernements l'examinent attentivement.

5. Quant au document de travail du Secrétaire général relatif aux efforts entrepris en vue d'accroître la productivité dans l'industrie (E/2604 et Corr.2), il constitue une analyse utile des problèmes que l'on rencontre dans ce domaine. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment grâce au programme d'assistance technique, ont déjà fait beaucoup pour accroître la productivité dans un certain nombre de pays. Cependant, la demande d'assistance technique dépasse les possibilités. Les commissions régionales et les institutions spécialisées pourraient procéder à des

échanges d'informations extrêmement précieux à cet égard et s'entraider.

6. Les centres de productivité que l'on a créés dans plusieurs pays se sont révélés fort utiles, car ils ont permis d'introduire de nouvelles techniques de production et de faciliter l'échange de renseignements concernant les types de produits et d'usines convenant à telle ou telle région. Ces centres collaborent parfois avec fruit avec les services locaux de développement industriel. Quelques pays industrialisés ont donné à leurs centres de productivité le caractère d'institutions permanentes vu les grands services qu'ils ont rendus en diffusant des renseignements au sujet des dernières techniques industrielles.

7. En vulgarisant les méthodes qui permettent d'accroître la production en l'absence d'investissements importants, on comble un besoin réel dans les régions sous-développées. Grâce aux programmes d'assistance technique des Etats-Unis, on est parvenu par exemple dans diverses parties du monde à mettre au point et à appliquer avec succès des méthodes simples et économiques pour la production de matériaux de construction à partir des matières premières locales. Il faudrait, par l'intermédiaire de programmes d'assistance technique, faire connaître aux pays sous-développés les réalisations techniques de ce genre.

8. Cependant, le meilleur moyen d'augmenter la productivité est encore de faire appel à l'intérêt des travailleurs. Si l'on veut qu'un programme de productivité porte ses fruits, il faut faire comprendre au travailleur que lui aussi en tirera profit. Dès lors, il sera prêt non seulement à accepter les innovations, mais à suggérer lui-même telle ou telle amélioration.

9. Aux Etats-Unis, ouvriers et patrons reconnaissent qu'il est de l'intérêt de tous de produire davantage à moins de frais sous le régime de la libre entreprise. La part de revenu national de chaque personne n'augmente que si le revenu national global lui-même augmente. Partout où l'aiguillon de l'intérêt personnel est présent, l'augmentation de la productivité constitue un des moyens les plus efficaces de fournir à un plus grand nombre de personnes plus de produits à meilleur marché.

10. M. JALIL (Equateur), rappelant que de longs débats ont eu lieu, dans divers organes des Nations Unies, sur la question du développement des pays sous-développés, et évoquant les résolutions 531 (XVIII) et 532 (XVIII) que le Conseil a adoptées à ce sujet, déclare qu'il est grand temps que l'Organisation des Nations Unies aide ces pays à assurer leur industrialisation. Comme l'indique l'étude (E/2670), il serait peu judicieux d'essayer de trouver une méthode type qui conviendrait pour tous les pays sous-développés. Les principaux obstacles qui s'opposent au développement des pays sous-développés sont les prix dérisoires qu'ils reçoivent pour leurs exportations et l'instabilité des marchés étrangers.

11. A l'heure actuelle, l'Equateur exécute un programme de développement qui vise surtout à améliorer et à développer les routes, les ports, les voies navigables intérieures et la production d'énergie hydro-électrique. Le gouvernement ne désire pas parvenir à un degré d'industrialisation poussé pour le moment, mais il compte créer un grand nombre d'industries nouvelles en vue de diversifier la production. Il espère donc rendre l'économie moins étroitement dépendante des prix pratiqués sur les marchés étrangers et produire des biens

de consommation destinés au marché intérieur, afin de pouvoir consacrer les devises ainsi libérées à l'achat de biens d'équipement.

12. Il y a longtemps que l'Equateur a promulgué des textes législatifs visant à favoriser le développement économique. Il n'existe aucune discrimination contre le capital étranger. L'outillage, le matériel et les installations nécessaires à la production d'articles d'utilité publique, lorsqu'ils sont achetés par des capitalistes étrangers, sont importés en Equateur en franchise douanière et jouissent de l'exonération des droits consulaires et autres taxes. La propriété privée est protégée par la loi et il n'y a jamais eu d'expropriation forcée. Les capitalistes étrangers ont toute facilité pour transférer à l'étranger la valeur d'amortissement, les dividendes et les intérêts de leurs investissements. La stabilité politique et monétaire que l'Equateur a connue au cours des dernières années est une garantie supplémentaire offerte aux bailleurs de fonds étrangers.

13. L'exécution des programmes de développement est financée presque exclusivement par des capitaux nationaux, étant donné que l'assistance internationale accordée à l'Equateur a été nettement inférieure à ce que justifierait son crédit. La dette tant extérieure qu'intérieure est extrêmement faible et le fait que le service en est assuré régulièrement témoigne de la solidité du crédit de l'Equateur. Les ressources naturelles de ce pays sont assez importantes pour justifier un accroissement des entrées de capitaux privés étrangers.

14. M. ALFONZO RAVARD (Venezuela) félicite le Secrétariat pour la remarquable documentation qu'il a soumise au Conseil et notamment pour son étude sur les *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670). Les auteurs de l'étude considèrent à juste titre que le développement économique est un processus intégré et que tous les problèmes sociaux et économiques qu'il soulève doivent être envisagés simultanément. Ils indiquent avec raison que les pays avancés n'ont aucunement lieu de craindre les conséquences de l'industrialisation des régions sous-développées, qui contribue à relever le niveau de vie des populations intéressées, à accroître leur pouvoir d'achat et partant à favoriser les échanges internationaux.

15. Même si les pays sous-développés doivent protéger leurs industries nouvelles au moyen de tarifs douaniers, il n'en résultera aucune entrave aux échanges internationaux, puisque le total des importations restera constant et seule leur composition se modifiera. Ce principe a été reconnu à la Conférence des Ministres américains des finances et de l'économie qui s'est tenue à Rio-de-Janeiro en 1954 et à la dernière réunion du GATT à Genève. Ainsi que le Secrétariat l'a noté dans son étude, le cas des pays industrialisés est différent. Lorsqu'ils frappent les matières premières de droits de douane plus élevés, ils réduisent le volume net de leurs achats dans les pays sous-développés, ce qui prive les pays sous-développés d'une partie de leurs ressources en devises et compromet sérieusement la réalisation de leurs programmes de développement économique. En fin de compte, les pays avancés en subissent eux-mêmes le contre-coup puisque leurs propres exportations vers les pays sous-développés diminuent en conséquence. Les mesures visant à stabiliser le mouvement des devises vers les pays sous-développés ne peuvent donc qu'être favorables aux échanges internationaux, en général.

16. M. Alfonso Ravard estime, avec les auteurs de l'étude du Secrétariat, que l'industrialisation n'est pas

une simple révolution technique mais qu'elle implique la recherche d'un nouvel équilibre social; si l'on n'accorde pas à cet aspect du problème toute l'attention qu'il mérite, l'industrialisation ne contribuera pas au bien-être de la population. Heureusement, le monde a aujourd'hui assez d'expérience pour éviter de nombreuses erreurs; mais il n'en faut pas moins rester vigilant.

17. L'industrie vénézuélienne a accompli récemment de grands progrès dus à l'esprit d'initiative des capitalistes vénézuéliens et étrangers, à la politique de crédit de l'Etat, aux garanties qu'il a offertes aux capitalistes et aux mesures de protection qu'il a prises. Si la production a sensiblement augmenté dans tous les secteurs industriels, il convient de signaler que l'expansion a été bien plus marquée dans le secteur des biens de production que dans celui des biens de consommation. L'Office vénézuélien du développement (Corporación Venezolana de Fomento) est un rouage important dans la politique économique du gouvernement; il soutient les entreprises nouvellement créées, en vue de diversifier systématiquement l'économie nationale. Sans s'immiscer dans le secteur privé, l'Office aide les entreprises privées, soit en leur consentant des crédits, soit en exécutant des plans d'équipement complémentaires, comme la construction de centrales électriques par exemple, qui contribuent au développement industriel. L'un des programmes les plus importants dans le pays est la construction sur le Caroní d'une centrale hydro-électrique qui doit notamment fournir l'énergie nécessaire à l'industrie métallurgique. Une autre grande réalisation intéresse également cette industrie; le Venezuela est le plus important exportateur de minerai de fer du monde et les autorités viennent d'approuver un plan pour la construction d'aciéries dont la production doit suffire à assurer tous les besoins du pays. On a procédé au dragage des rivières et des ports pour les rendre navigables et établi le plan d'un réseau de chemin de fer dont la construction exigera vingt ans.

18. Le Gouvernement vénézuélien s'intéresse vivement aux recherches effectuées par les experts envoyés au titre de l'assistance technique, qui étudient actuellement la fabrication de différents produits chimiques à partir du gaz naturel, et il espère pouvoir ainsi créer une industrie nouvelle dont la population retirera de grands avantages.

19. Le PRESIDENT invite la représentante de la Fédération syndicale mondiale à prendre la parole.

20. Mlle KAHN (Fédération syndicale mondiale) dit que la Fédération syndicale mondiale a toujours souligné l'importance du développement industriel en tant que l'un des éléments essentiels du développement économique; c'est pourquoi elle se félicite de ce que le Conseil examine cette question. Les événements qui se sont produits récemment dans un certain nombre de pays sous-développés, notamment à Ceylan, à Chypre, en Rhodésie, en Afrique occidentale, en Inde, au Brésil, au Chili et dans des pays d'Amérique centrale, où l'on a vu les travailleurs engager la lutte pour améliorer leurs conditions d'existence, montrent que le monde du travail désire améliorer son niveau de vie afin de participer et de contribuer au développement économique. Il est regrettable que l'on trouve dans l'étude du Secrétariat (E/2670) des observations qui trahissent l'attitude des pays qui sont d'importants exportateurs de capitaux à l'égard des populations des pays sous-développés. Ainsi, il est dit au chapitre 3, sous

la rubrique intitulée "Main-d'œuvre et aptitudes professionnelles", que, dans les pays sous-développés, "les salaires devraient correspondre à la productivité du travailleur et à l'utilité de l'industrie dans le pays sous-développé, et non être liés nécessairement aux barèmes que peut appliquer l'industrie en question dans un pays industrialisé". Cette affirmation est contraire au principe fondamental universellement reconnu suivant lequel le salaire minimum doit être fixé par des conventions collectives, par la loi ou par des dispositions réglementaires, ce salaire devant assurer à tous les travailleurs, urbains ou agricoles, une vie décente. Considérer la rentabilité de l'entreprise comme critère de la rémunération reviendrait pour le patron à s'abriter des effets de la concurrence derrière l'ouvrier.

21. Au chapitre 2, sous la rubrique "Administration publique", il est question des difficultés qu'ont les entreprises à licencier leurs employés. On prétend ainsi oublier que dans de nombreux pays il a fallu des dizaines d'années pour que les travailleurs nationaux exploités par des sociétés étrangères bénéficient enfin d'une législation qui protège leur droit au travail. Un document destiné au Conseil, champion du plein emploi et de la sécurité de l'emploi, ne devrait pas défendre la thèse du patronat, qui tend vers des objectifs opposés.

22. Pour pouvoir s'industrialiser effectivement, un pays sous-développé doit être maître de sa propre économie, avoir le droit d'accéder librement aux marchés pour y écouler ses produits et y acheter des biens de production, et de commercer à son gré avec tous les pays. Ce pays doit avoir conquis son indépendance complète, non seulement politique mais aussi économique. L'indépendance économique signifie que le pays contrôle son plan d'industrialisation et ses ressources naturelles. On peut se demander dans quelle mesure les réalisations industrielles financées ou contrôlées par l'étranger ont amélioré la situation économique des pays sous-développés. En général, il ne s'agit tout au plus que de la transformation des matières premières essentielles dont les pays sous-développés sont producteurs. Ces dernières années, on a constaté chez certaines entreprises industrielles des pays les plus avancés une tendance à créer dans les pays sous-développés ou à financer (c'est-à-dire à contrôler) des usines complètes ou des ateliers de montage, notamment dans les secteurs de l'industrie légère, de la production des biens de consommation et de la fonderie et du raffinage des métaux. Pour décider de la valeur d'une de ces filiales, l'entreprise mère ne tient aucun compte de l'intérêt de l'affaire pour le pays sous-développé où elle est installée mais seulement des bénéfices qu'elle en tire. Des usines de ce genre ne contribuent pas réellement au développement économique du pays mais au contraire s'opposent souvent à la réalisation de l'indépendance économique. La raffinerie de pétrole d'Abadan fournit un exemple concret d'une situation de ce genre. Pendant tout le temps où elle est demeurée sous contrôle étranger, cette raffinerie n'a pratiquement contribué en rien au développement économique de l'Iran; bien qu'elle ait constitué en soi une vaste et complexe entreprise industrielle. Les fluctuations qui se sont produites sur le marché mondial des produits de base ont eu également des conséquences nuisibles pour l'industrialisation.

23. L'industrialisation ne peut réussir que si l'on a pris dès le début toutes les mesures sociales nécessaires. L'élévation des niveaux de vie ne peut être reléguée

à l'arrière-plan. Il convient donc d'assurer aux travailleurs un salaire minimum, la sécurité sociale, des logements convenables et la protection de l'emploi. Il est particulièrement important de respecter les droits syndicaux puisque, comme l'a montré l'expérience de tous les pays développés, il n'est pas de progrès social ou économique qui n'ait été dû à l'action de la classe ouvrière organisée. L'adoption du salaire minimum et d'un système de sécurité sociale permettrait d'élever immédiatement le niveau de vie et, partant, d'accroître la demande dans le pays, ce qui contribuerait de façon directe au développement industriel.

24. Le Conseil général de la Fédération syndicale mondiale, qui compte 180 membres représentant 50 pays, s'est réuni en décembre 1954 et a examiné sérieusement le problème de l'industrialisation. Le rapport rédigé par le Secrétaire général de la FSM, M. Saillant, a défini exactement sa position en la matière. M. Saillant a formulé les principes énoncés plus haut, et il a conclu en outre que la création du fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et de la Commission du commerce international des produits de base était un important facteur de progrès économique et social, à condition qu'un effort soit entrepris sur le plan international pour atténuer la tension, pour réduire les dépenses d'armement et pour assurer le respect de l'indépendance politique et économique de tous les pays.

25. Le **PRESIDENT** invite la représentante de la Confédération internationale des syndicats libres à prendre la parole.

26. Mlle **SENDER** (Confédération internationale des syndicats libres) dit que dans les pays développés, employeurs et travailleurs comprennent de plus en plus la nécessité d'aider les pays sous-développés. En octobre 1952, la Conférence européenne de la Confédération internationale des syndicats libres a adopté une résolution dans laquelle elle se déclarait prête à appuyer tout effort réel tendant à accroître la productivité, à condition que toutes les mesures reçoivent l'accord des organisations syndicales, que les travailleurs soient assurés d'obtenir toute la part qui leur revient des bénéfices dus à l'accroissement de la productivité et que leur sécurité économique soit dûment protégée, afin d'éviter toute augmentation du chômage. Les syndicats appuieront l'emploi de nouvelles méthodes de production si aucun système d'accélération du travail n'est institué et si une politique effective de plein emploi permet de résorber rapidement tout chômage technologique.

27. D'autre part, il est intéressant de noter la réaction des employeurs devant la résolution sur la productivité que la Conférence européenne de l'Organisation internationale du Travail a adoptée en novembre 1954. Les employeurs ont reconnu le caractère constructif de ce texte et ont déclaré qu'ils en auraient appuyé certaines parties si leurs amendements n'avaient pas été rejetés. Cette attitude montre que, dans ce domaine, les employeurs ont considérablement modifié leurs conceptions antérieures.

28. Le principal obstacle à l'industrialisation rapide est l'accroissement rapide de la population, qui diminue le montant des capitaux disponibles à cet effet et qui place la production des denrées alimentaires avant celle des articles manufacturés. Pour surmonter cet obstacle, il faut donner une meilleure formation aux jeunes travailleurs et augmenter la mobilité de la main-d'œuvre. Il est difficile de former des ouvriers qualifiés si ceux-ci

manquent de connaissances générales. La formation dans l'entreprise donne souvent de meilleurs résultats que la formation dans les centres spécialisés, mais elle exige des usines bien organisées et des moniteurs compétents. Dans le domaine de l'assistance technique, les travailleurs spécialisés pourraient aider les habitants des pays sous-développés à s'initier aux techniques de production et les guider vers une collaboration fructueuse entre ouvriers et patrons.

29. Etant donné que tout programme d'industrialisation entraînera de lourdes dépenses en devises, il faudra peut-être instituer un contrôle des importations et des changes. L'adoption de tarifs douaniers ne semble pas une méthode souhaitable. Les pays qui ont grand besoin d'une assistance technique et de capitaux étrangers craignent vraisemblablement d'être traités comme des colonies par les pays qui peuvent les aider. Ces derniers devront leur prouver qu'ils agissent dans l'intérêt commun et non pour se gagner des amis et accroître leur influence sous le couvert de leur générosité.

30. L'emploi des méthodes de mécanisation les plus modernes conduit à une seconde révolution industrielle. S'il n'y a pas simultanément une expansion rapide, il faut craindre un chômage technologique. Le monde heureusement connaît maintenant le moyen de lutter contre les dépressions, mais il faut autre chose: l'expansion économique doit se poursuivre. Il faut que, par des mesures fiscales et une politique du crédit, les Etats augmentent le pouvoir d'achat.

31. Il faut prendre des mesures pour apaiser les craintes des travailleurs des pays sous-développés si l'on ne veut pas que leur propre travail les conduise au chômage et que les employeurs retirent tous les avantages de l'accroissement de la productivité. Il faut répartir équitablement ces avantages en élevant les salaires ou en abaissant les prix, ou encore en recourant à ces deux méthodes à la fois. Tous les facteurs de la production doivent travailler de concert pour assurer un bien-être sans cesse croissant.

32. M. **GREZ** (Observateur du Chili) félicite le Secrétaire général de son document de travail sur l'évolution et le fonctionnement des sociétés de développement (E/2690). A ce propos, il pourrait être intéressant pour le Conseil de connaître les progrès que la Société de développement de la production du Chili (Corporación de Fomento de la Producción de Chile) a accomplis depuis 1953 en cherchant à relever le niveau économique du pays.

33. En ce qui concerne le développement de l'agriculture, cette société a lancé un programme de mécanisation de l'outillage agricole et a mis au point un projet d'irrigation mécanisée. A titre d'essai, elle a fait cultiver la betterave à sucre, ce qui pourrait permettre de réduire les importations de sucre. La première raffinerie de sucre de betterave, construite à Los Angeles au prix de 5 millions de dollars, a une capacité de production de 20.000 tonnes. La société a créé en outre un service de l'outillage mécanique agricole qui doit former la main-d'œuvre et qui a institué un système de crédit grâce auquel les agriculteurs pourront importer 6.000 machines agricoles. L'Export-Import Bank de Washington a aidé ce projet en accordant un prêt à long terme de 8.700.000 dollars. De son côté, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a consenti un prêt de 2.500.000 dollars, auquel viennent s'ajouter 40 millions de dollars prêtés par des

capitalistes des Etats-Unis. Des travaux d'irrigation, portant sur 200.000 hectares, sont en cours.

34. La société a proposé d'installer une fonderie de cuivre et d'or, afin de tirer parti des importants gisements minéraux du Chili. En 1951, 400 millions de pesos ont été investis dans ce projet. A l'heure actuelle, la fonderie est en mesure de traiter 120.000 tonnes de minerai par an. Les investissements dans les mines se sont élevés à 300 millions de pesos et ont permis d'accroître la valeur de la production minière annuelle du pays d'environ un million de dollars.

35. La société encourage aussi le développement des industries de base du Chili, parmi lesquelles il faut compter les industries manufacturières, chimiques et forestières. A cet égard, la Banque a prêté 20 millions de dollars à une société privée pour construire une usine de cellulose et une usine de papier journal ayant l'une et l'autre une capacité annuelle de 50.000 tonnes.

36. En 1952, la société a investi 12 milliards de pesos dans différents projets: sur cette somme, environ 35 pour 100, soit 137.850.000 dollars au cours du change d'alors, représentaient des prêts de l'étranger.

37. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) remercie les membres du Conseil des observations et des critiques constructives qu'ils ont formulées au sujet des documents et des études que le Secrétariat a préparés avec le précieux concours des institutions spécialisées. Il considère comme très opportune la suggestion tendant à ce que la question de l'industrialisation fasse l'objet d'un programme complet de travail s'échelonnant sur plusieurs années. Le Secrétariat serait ainsi en mesure de contribuer plus utilement aux travaux du Conseil.

38. En ce qui concerne l'étude sur les *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés* (E/2670) que le Secrétariat a rédigée, le Secrétariat lui-même avait exprimé quelques doutes sur sa valeur pratique, mais il l'a entreprise conformément à la résolution 461 (XV) du Conseil. Il va de soi que cette étude énonce quelques vérités évidentes et présente plusieurs lacunes, notamment en ce qui concerne les techniques administratives qui ont permis une industrialisation plus rapide de certains pays.

39. M. de Seynes remercie le représentant de l'Inde des observations qu'il a faites (841ème séance) sur diverses institutions de son pays. Le Secrétariat ne manquera pas d'en tenir compte.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance internationale aux réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (*fin*)

ELECTION DE CINQ MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (*fin*)

40. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire cinq membres du nouveau Comité exécutif du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés. Il rappelle qu'à la 837ème séance le Conseil avait décidé que l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Cité du Vatican, le Danemark, les Etats-Unis d'Amérique, la France, Israël, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suisse, la Turquie, le Venezuela, en tant que membres de l'ancien Comité consultatif, devaient faire partie du nouveau Comité.

A la demande du Président, M. Loomes (Australie) et M. van Braam Houckgeest (Pays-Bas) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Nombre de bulletins déposés:	18
Bulletin nul:	0
Nombre de bulletins valables:	18
Abstentions:	4
Nombre de votants:	14
Majorité requise:	8

Nombre de voix obtenues:

Pays-Bas	14
Iran	12
Norvège	12
Colombie	11
Grèce	11
Chine	6
Egypte	1
Equateur	1
Pakistan	1
République Dominicaine	1

Ayant obtenu la majorité requise, la Colombie, la Grèce, l'Iran, la Norvège et les Pays-Bas sont élus membres du Comité exécutif.

La séance est levée à 17 h. 15.



SOMMAIRE

Page

Point 3 de l'ordre du jour:

Rapport du Fonds monétaire international..... 51

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).**Présents:**

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1)

1. M. ROTH (Directeur général du Fonds monétaire international), présentant le rapport annuel du Fonds monétaire international pour 1954 (E/2661) ainsi que la récapitulation des activités du Fonds entre le 1er mai et le 31 décembre 1954 (E/2661/Add.1), déclare que pendant le voyage qu'il a fait en Asie, il s'est rendu compte de l'influence considérable que l'économie des pays industriels exerce sur celle de cette région et de l'importance du problème financier que les programmes de développement posent aux pouvoirs publics. Les pays qu'il a visités effectuent la majeure partie de leurs paiements en livres sterling et, de ce fait, s'intéressent aux mesures visant à rétablir la convertibilité des devises.

2. Certains Etats membres avaient conçu des espoirs prématurés en ce qui concerne le retour à la convertibilité. Certes, des progrès ont été accomplis dans cette voie: la situation de la balance des paiements d'un grand nombre de pays s'est améliorée et les pressions inflationnistes se sont atténuées; en outre, l'augmentation des réserves de devises et l'assouplissement des restrictions au commerce international ont démontré que bon nombre de pays avaient une économie suffisamment forte pour résister à des perturbations économiques

telles que la récession qui s'est récemment produite aux Etats-Unis. Les pays en question ne tiennent pas cependant à prendre à la légère une décision irrévocable et, de ce fait, leur politique est empreinte de prudence. Par exemple, le Royaume-Uni a dernièrement décidé d'intervenir sur le marché de la livre sterling transférable; son action a eu pour effet de réduire l'écart qui sépare le taux officiel et le taux non officiel de la livre sterling et d'améliorer la structure mondiale des changes.

3. M. Rooth souligne ensuite les progrès que les mesures de libération des échanges internationaux ont permis d'accomplir. Sur le plan général, les pays qui ont assoupli leur politique d'importation ont pu s'adresser à des fournisseurs plus nombreux et la situation des consommateurs s'est améliorée; à l'exception de ceux qui ne disposaient pas de réserves suffisantes pour faire face aux inévitables fluctuations à court terme auxquelles sont soumis les paiements internationaux, la plupart des pays en question ont pu faire face sans difficultés à l'accroissement des importations. La récession économique de 1953-1954 aux Etats-Unis n'a pas eu de conséquences très graves sur la balance des paiements des autres pays du monde. L'aide et les prêts accordés par les Etats-Unis, la stabilité des prix des produits primaires et la fermeté de la position économique des pays industriels de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ont même permis à tous les pays qui sont en relations commerciales avec les Etats-Unis de renforcer leur position dans le domaine de la balance des paiements.

4. C'est surtout en Europe que des progrès ont été réalisés. L'Allemagne occidentale, les Pays-Bas et la France, par exemple, ont vu leur production et leurs réserves de devises augmenter. En Asie, le Japon a considérablement accru ses exportations à destination de la zone sterling, mais n'a pas encore équilibré sa balance commerciale; de leur côté, Ceylan, l'Inde et le Pakistan ont enregistré des progrès sensibles.

5. Cependant le fléchissement du prix mondial de certaines matières premières, notamment de la laine, du café et du sucre, a obligé quelques pays à renforcer les restrictions imposées aux importations. C'est notamment le cas de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de plusieurs pays de l'Amérique latine. L'accroissement de la production en Europe occidentale et aux Etats-Unis devrait cependant entraîner un gonflement de la demande de matières premières et, de ce fait, améliorer la situation des pays de production primaire. En outre, les Etats-Unis ont pris des mesures pour que l'exportation de leurs excédents ne bouleverse pas la situation économique des autres pays exportateurs et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a créé un organisme chargé de la question.

6. Cependant, il existe encore de nombreux pays qui n'ont pu juguler définitivement ou complètement les forces inflationnistes; ils devront, selon le cas, réformer

leur politique financière, bancaire ou monétaire tout en s'efforçant de multiplier les emplois. Quant aux pays sous-développés, leur balance des paiements dépendra pendant longtemps encore de leurs programmes de développement; le Fonds monétaire international ne peut se désintéresser des problèmes qui se posent à ces pays et qui ne relèvent pourtant pas directement de sa compétence. Il suit avec attention les débats du Conseil dont les décisions peuvent exercer une influence considérable sur la situation économique et financière des Etats membres du Fonds.

7. Le Fonds sera appelé à jouer un rôle important dans divers domaines. Le nouvel Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce renforcera — s'il est adopté — la collaboration entre la nouvelle organisation de coopération commerciale et le Fonds.

8. Au cours des derniers mois, peu de pays ont demandé à utiliser les ressources du Fonds; par contre, un grand nombre d'Etats membres sont maintenant en mesure de racheter au Fonds leur propre monnaie. En conséquence, le volume des liquidités du Fonds est plus élevé qu'il ne l'a jamais été. Bien entendu, il est difficile de déterminer le montant des capitaux qu'il faudrait accumuler pour faire face à toute pression exceptionnelle qui pourrait s'exercer sur les réserves par suite du retour à la convertibilité. Mais les Etats membres peuvent avoir l'assurance qu'ils trouveront auprès du Fonds tout l'appui possible.

9. M. OZGUREL (Turquie) tient à remercier M. Rooth de son brillant exposé; il se plaît également à souligner la valeur des rapports du Fonds (E/2661 et Add.1), ainsi que de la documentation publiée périodiquement par le Fonds monétaire international.

10. L'assainissement de la situation des paiements internationaux est principalement dû au fait que la production des pays extérieurs à la zone dollar peut concurrencer avec succès celle des Etats-Unis. Cet état de choses a entraîné la disparition de la pénurie de dollars et l'augmentation des réserves d'or et de devises des autres pays. Le monde a donc fait un progrès sensible vers le retour à la convertibilité internationale des monnaies.

11. L'amélioration de la situation économique ne permet cependant pas de conclure que l'on a résolu tous les problèmes relatifs aux paiements internationaux. De nombreux pays éprouvent encore des difficultés qui les obligent à imposer certaines restrictions aux importations. Par exemple, des pays exportateurs de produits primaires ont vu baisser la production ou le prix de ces produits; la balance des paiements d'autres pays est déficitaire vis-à-vis de la zone dollar. En fait, le maintien d'un équilibre satisfaisant dépend de l'évolution favorable de l'économie américaine.

12. Pour faire face à ces difficultés, il faut en premier lieu éliminer les pressions inflationnistes. A cette fin, les pays industrialisés doivent adopter une politique financière souple et les mesures voulues dans le domaine des changes et des salaires. La politique monétaire et fiscale des pays sous-développés doit viser à concilier le double objectif du développement et de la stabilité économiques. Il faut en second lieu maintenir l'équilibre qui s'est établi entre les Etats-Unis d'Amérique et le reste du monde et qui dépend des importations américaines aussi bien que des prêts consentis à l'étranger par les capitalistes des Etats-Unis.

13. La convertibilité ne pourra être réalisée que si la situation des paiements internationaux et celle des grands marchés mondiaux sont réellement saines. Il appartient en outre à tous les pays de prendre des mesures appropriées, telles que contrôle de l'émission monétaire et de l'expansion du crédit, assouplissement de la réglementation douanière et assainissement des finances publiques.

14. Etant donné que sans le développement économique on ne pourra résoudre les grands problèmes économiques mondiaux, le Fonds doit s'intéresser spécialement aux pays sous-développés et à ceux qui sont en voie de développement, et, lorsqu'il est invité à avancer des capitaux, il doit étudier la situation économique de l'emprunteur éventuel. C'est exactement ce que le Fonds a fait: plusieurs pays sous-développés ont pu profiter des dérogations prévues à l'article V, section 4, de l'Accord relatif au Fonds¹. En outre, le Conseil d'administration a réaffirmé sa politique adoptée le 1er octobre 1952 en ce qui concerne les arrangements de principe. Enfin, le barème des commissions a été simplifié et, dans certains cas, des exonérations ont été accordées.

15. La Turquie fait confiance au Fonds monétaire international, qui utilisera les ressources dont il dispose pour le plus grand profit des pays sous-développés.

16. M. SIMONNET (France) déclare que le rapport du Fonds monétaire international (E/2661), dont le Conseil économique et social est assez tardivement saisi, garde toute sa valeur étant donné que la situation économique mondiale s'est heureusement maintenue. Mais, quelle que soit l'amélioration de la situation, la plus grande vigilance reste nécessaire.

17. L'amélioration de la situation mondiale découle de l'évolution toujours plus favorables des termes de l'échange et de la balance des paiements. Divers facteurs sont à l'origine de cette évolution. D'abord, des mesures de libération des échanges ont été prises dans presque toutes les parties du monde. D'une manière générale, les pays de l'Europe occidentale et de la zone sterling — dont la production avait d'ailleurs augmenté — ont fait un effort considérable pour libérer leurs importations, y compris celles en provenance de la zone dollar, tout en essayant de se procurer en dehors de cette zone des marchandises qu'ils achetaient jusque-là aux Etats-Unis. La France elle-même, dont la situation était assez précaire, a tout récemment libéré 75 pour 100 de ses échanges avec les pays de l'OEEC et elle espère porter ce chiffre à 90 pour 100.

18. D'autre part, le contrôle des changes a été simplifié et des régimes plus libéraux ont été accordés aux titulaires de comptes étrangers. Les relations commerciales bilatérales elles-mêmes n'ont cessé de prendre de l'importance et le bilatéralisme reste parfois un moyen de donner une base stable aux industries exportatrices à qui il assure des débouchés pour une période relativement longue.

19. Le développement des relations multilatérales a pu donner l'impression, fautive d'ailleurs, qu'un retour à la convertibilité était d'ores et déjà possible. Or, la convertibilité exige une libération complète des échanges, ce qui présuppose que les conditions économiques de la production sont à peu près analogues dans la plupart des pays. Il ne faut pas oublier à ce

¹ Accords de Bretton-Woods signés à Washington (D.C.) le 27 décembre 1945. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2, 1947, No 20.

propos qu'en raison de leur législation sociale, certains pays ont des prix de revient relativement élevés. En outre, l'instabilité monétaire que redoutent encore les capitalistes privés constitue un obstacle au fonctionnement du nouveau système. La libération complète reste encore un but éloigné. En conséquence, la plus grande prudence reste nécessaire.

20. Les exigences de la concurrence internationale montrent que les pays les plus proches de la convertibilité se trouvent encore dans une situation instable; on l'a bien vu dans le cas d'un grand pays dont la situation économique était apparemment saine et qui a été menacé d'une crise économique. Il faut féliciter le gouvernement de ce pays d'être intervenu sur le plan de la monnaie, renonçant aux mesures restrictives classiques qui auraient d'ailleurs porté préjudice à des pays plus vulnérables dont certains sont encore dans la période transitoire prévue à l'article XIV de l'Accord relatif au Fonds; le régime énoncé à l'article VIII reste encore un idéal.

21. C'est pourquoi il faut avancer avec prudence dans la voie de la convertibilité. L'objectif à atteindre reste avant tout la libération complète des relations commerciales et financières internationales. La France continuera donc de collaborer avec le Fonds dont les efforts méritent d'être soulignés.

22. M. BRILEJ (Yougoslavie) remercie le Directeur général du Fonds du rapport qu'il a présenté au Conseil. On a souvent souligné, à juste titre, que la convertibilité n'était pas une fin en soi mais la première étape du multilatéralisme des échanges. D'autre part, la convertibilité ne résulte pas simplement de la signature d'un accord international mais elle traduit l'action d'un ensemble de facteurs. C'est pourquoi l'examen de la structure du commerce mondial et des tendances économiques présente une importance particulière.

23. Le volume du commerce mondial s'est accru de 50 pour 100 entre 1938 et 1953. La part de la zone dollar dans ce commerce a augmenté sensiblement, alors que celle de la zone sterling a accusé un fléchissement. Au cours de la période considérée, la production industrielle du monde s'est accrue de 80 pour 100. Ces transformations de structure illustrent bien l'évolution économique du monde actuel, et il est parfaitement normal que le déséquilibre financier ne fasse que traduire un déséquilibre économique.

24. Le multilatéralisme se heurte à deux obstacles principaux: la pénurie de dollars et le déséquilibre de la balance des paiements des pays en voie de développement. Le rapport du Fonds montre que les réserves d'or et de dollars des pays autres que les Etats-Unis ont augmenté de 3 milliards 500 millions de dollars entre décembre 1951 et mars 1954. Toutefois, si les pays membres de l'OECE ont bénéficié de cette augmentation, les réserves monétaires de nombreux pays en voie de développement ont, par contre, accusé une diminution considérable. Au sujet du retour à la convertibilité, le rapport fait preuve d'optimisme: sans doute ne s'agit-il pas de la convertibilité de toutes les monnaies mais de celle de la livre sterling qui est, avec le dollar, la principale unité de compte des échanges internationaux. Pourtant, même avec les réserves qu'ils ont constituées, les pays membres de l'OECE ne peuvent rétablir la convertibilité de leurs monnaies s'ils n'augmentent pas encore leurs recettes en dollars et ne bénéficient pas d'une aide plus large du Fonds.

25. Peut-être les progrès réalisés au cours des dernières années amèneront-ils néanmoins une convertibilité limitée des monnaies. On peut se demander cependant quels seraient les effets de cette convertibilité sur un monde qui n'a pas encore pu résoudre le problème du développement économique.

26. On a souvent soutenu que la convertibilité fondée sur des restrictions et une diminution des échanges internationaux serait pire que l'inconvertibilité. On pourrait en dire autant de la convertibilité fondée sur une diminution du niveau de l'emploi ou sur un ralentissement du rythme du développement économique des pays sous-développés. Le rapport du Fonds permet de conclure que, dans un proche avenir et grâce aux réserves du Fonds et à certains prêts en dollars, la convertibilité de la livre sterling pourrait être assurée. A cet égard, plusieurs personnalités qualifiées ont souligné que le retour à la convertibilité du sterling dépendait, notamment, d'une libéralisation de la politique commerciale des Etats-Unis qui permettrait aux autres pays d'accroître leurs recettes en dollars.

27. Lors de la revision de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les pays en voie de développement ont reçu l'autorisation d'imposer certaines restrictions à leurs importations afin de maintenir l'équilibre de leur balance des paiements. On a ainsi reconnu que, pour accélérer le rythme du développement économique, il fallait, dans une certaine mesure, apporter des restrictions aux échanges commerciaux. On peut se demander de quelle manière cette politique se traduira dans le domaine monétaire. A cet égard, le représentant de l'Inde, M. Mehta, a fait, à la neuvième session annuelle du Conseil d'administration du Fonds, une suggestion très utile en déclarant que le Fonds devrait étudier les effets de la convertibilité sur le commerce des pays sous-développés. M. Brilej souhaiterait savoir si le Fonds a l'intention de donner suite à la proposition de M. Mehta. Une étude de ce problème présenterait, en effet, un intérêt exceptionnel pour le Conseil qui, à sa vingtième session, doit étudier de nouveau la situation économique mondiale et la coordination des mesures à prendre dans les domaines économique et social.

28. M. ROTH (Directeur général du Fonds monétaire international) répond que le Fonds étudie actuellement les effets de la convertibilité des monnaies sur le commerce des pays sous-développés.

29. M. HOMAN (Pays-Bas) fait observer que le Conseil doit avoir une vue d'ensemble de l'activité des différents organes des Nations Unies et des institutions spécialisées. L'expérience de la Société des Nations a appris aux fondateurs de l'Organisation des Nations Unis qu'il faut accorder aux grands problèmes économiques toute l'importance qu'ils méritent. Telle est la raison pour laquelle ils ont rédigé les articles de la Charte concernant le Conseil économique et social et créé le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et d'autres institutions, véritables ateliers consacrés à l'étude de ces problèmes.

30. On peut donc constater avec satisfaction que, dans ses rapports, le Fonds souligne qu'il faut placer les problèmes monétaires et financiers dans un cadre plus général: celui des échanges de biens et de services. Il faut d'ailleurs chercher à revenir au multilatéralisme, car le commerce bilatéral, sous ses formes modernes, ne répond plus aux besoins d'un monde en évolution.

Sans doute tous les Etats membres ne peuvent-ils encore adopter d'un seul coup la convertibilité intégrale, mais il faut espérer qu'ils y parviendront progressivement et, d'ailleurs, le Fonds est là pour les aider.

31. La coopération régionale en matière de commerce et de change est très importante. La convertibilité régionale des monnaies n'est évidemment pas une solution durable, mais l'expérience de l'Europe occidentale a montré l'utilité des mesures de coopération prises, dans ce domaine, sur le plan régional. Ces mesures complètent celles qui sont adoptées par les organisations internationales telles que le Fonds et le GATT.

32. A l'occasion du dixième anniversaire du Fonds, la délégation néerlandaise tient à féliciter cette institution pour la manière dont elle s'acquitte de sa tâche. Elle continuera à lui accorder son appui sans réserve.

33. M. FORSYTH (Australie) se joint aux orateurs précédents pour remercier le Directeur général du Fonds des observations qu'il a faites en présentant le rapport annuel du Fonds pour 1954 (E/2661).

34. On passe trop souvent sous silence le fait que la principale tâche du Fonds est de fournir des devises. Cela permet de comprendre le véritable rôle que le Fonds a joué depuis sa création et l'importance des décisions qu'il prend en application d'arrangements de principe. Il convient de se rappeler qu'en 1953 le Fonds a décidé de poursuivre indéfiniment sa politique touchant les arrangements de principe. De même, le Fonds a signalé qu'il envisagerait favorablement la possibilité de consentir, dans certains cas particuliers, des crédits pour plus de six mois, pour assurer, par exemple, la convertibilité des monnaies.

35. Le Gouvernement australien, comme les autres gouvernements du Commonwealth, a constamment suivi de près les échanges internationaux et les mesures prises en commun pour libéraliser les échanges et les paiements. Les ministres des finances des pays du Commonwealth ont, l'année dernière encore, confirmé que tel était bien leur objectif.

36. Un banquier doit toujours être prêt à donner, le cas échéant, des conseils à son client. Le Fonds n'a pas fait exception à cette règle; il a offert ses services à de nombreux pays membres et il a donné une formation professionnelle à des ressortissants de plusieurs pays. Le représentant de l'Australie ne doute pas que le Fonds ne poursuive une œuvre aussi utile.

37. M. PSCOLKA (Tchécoslovaquie) rappelle les dispositions fondamentales des Accords de Bretton-Woods. En y souscrivant, la Tchécoslovaquie était persuadée que la lettre et l'esprit en seraient toujours respectés, ainsi que les principes de la coopération internationale et de la souveraineté et de l'égalité absolue de tous les Etats. Les événements l'obligent à conclure qu'elle avait mal placé sa confiance.

38. On a notamment vu au cours des dernières années certains gouvernements s'adonner à des pratiques économiques discriminatoires et s'employer délibérément à ruiner les relations commerciales traditionnelles entre l'Est et l'Ouest. La délégation tchécoslovaque a dénoncé sans relâche ces agissements à chaque session du Fonds monétaire international. Loin de favoriser l'amélioration de la situation des paiements internationaux, la politique hostile aux échanges entre l'Est et l'Ouest que mènent les Etats-Unis d'Amérique a contribué au

maintien du déficit en dollars de nombreux pays et, donc, à l'aggravation des difficultés qu'ils connaissent. Cette attitude est, de plus, contraire aux stipulations de l'Accord relatif au Fonds. Du reste, le Fonds n'a pas réussi à résoudre les autres problèmes urgents qui se sont posés dans les pays occidentaux et l'examen de ses activités montre qu'il n'a pas rempli sa tâche essentielle, à savoir rétablir la convertibilité et faire disparaître les restrictions monétaires; non seulement les Etats membres n'ont pas aboli ces restrictions, mais, dans certains cas, il les ont encore accentuées.

39. La délégation tchécoslovaque a maintes fois, dans un esprit de critique constructive, appelé l'attention des représentants sur ces faits et sur le comportement répréhensible de certains gouvernements. Il ne faut donc pas s'étonner si les Etats-Unis, coupables de violations flagrantes de l'Accord, ont pris l'initiative d'une plainte contre la Tchécoslovaquie. Les comptes rendus des débats de la neuvième session annuelle du Fonds et le rapport pour 1954 (E/2661) contiennent certaines indications sur cette affaire, mais elles ne suffisent pas à donner une idée exacte de ce qui s'est passé en réalité.

40. Certains Etats membres voyaient avec déplaisir un pays à économie planifiée appartenir à la fois au Fonds et à la Banque. La Tchécoslovaquie, toutefois, s'acquittait scrupuleusement de toutes les obligations qui lui incombait et ses adversaires cherchaient en vain un prétexte pour l'attaquer. Le 30 mai 1953, la Tchécoslovaquie a effectué une réforme monétaire dans les conditions prévues par l'article IV, section 5, e, de l'Accord. Aucun des Etats membres qui entretiennent des relations commerciales avec elle n'a d'ailleurs jamais prétendu que cette décision ait eu un effet défavorable sur les transactions internationales. Néanmoins, les Etats-Unis d'Amérique ont jugé l'occasion bonne pour tenter d'amener la Tchécoslovaquie à se retirer du Fonds. Le Gouvernement tchécoslovaque a fait valoir qu'il avait agi en conformité de l'article IV, section 5, e. Cependant, à la suite d'une campagne menée pendant plusieurs mois par l'Administrateur pour les Etats-Unis, le Fonds a pris une décision injustifiable en déclarant que ces dispositions ne s'appliquaient pas à la réforme monétaire effectuée. Il ne semblait pas, toutefois, y avoir de majorité prête à condamner la Tchécoslovaquie sur ce chef d'accusation et les Etats-Unis ont essayé de trouver un autre biais. Ils ont accusé la Tchécoslovaquie de n'avoir pas communiqué au Fonds certaines informations relatives, notamment, à son commerce extérieur et à sa balance des paiements. Un pays particulièrement visé par les manœuvres discriminatoires des Etats-Unis ne pourrait sans compromettre sa sécurité et celle des nations avec lesquelles il entretient des relations fournir des statistiques de cet ordre à une organisation dans laquelle les Etats-Unis jouent un rôle prépondérant.

41. Le Fonds, qui avait laissé sans protester les Etats-Unis enfreindre délibérément l'Accord à propos des avoirs chinois, a pris dans le cas présent des mesures totalement injustifiées. En novembre 1953, les Administrateurs ont déclaré que la Tchécoslovaquie ne serait plus admise à faire usage des ressources du Fonds. Encore ressort-il des comptes rendus du Conseil d'administration qu'à l'époque, il ne s'agissait nullement d'une sanction; le Conseil prenait simplement acte de l'incapacité dans laquelle se trouvait le Gouvernement tchécoslovaque de fournir les renseignements désirés.

42. Les Etats-Unis sont alors allés plus loin et ont proposé d'inviter la Tchécoslovaquie à se retirer du Fonds, sans tenir compte des raisons pertinentes invoquées pour justifier la non-communication des informations en question. Le droit international reconnaît pourtant aux Etats le droit de ne pas divulguer certains renseignements quand ils estiment que leur sécurité nationale est en jeu; ce principe est, d'ailleurs, respecté par plusieurs organisations internationales, dont le GATT. Néanmoins, le Fonds, sans vouloir s'arrêter aux motifs allégués par la Tchécoslovaquie, a pris une décision conforme au vœu des Etats-Unis. Il a ainsi contrevenu à l'esprit de l'Accord en refusant d'examiner la thèse de la Tchécoslovaquie; son attitude revient pratiquement à dénier toute valeur juridique internationale à la notion de légitime défense et de sécurité nationale, ce qui signifie que le Fonds ne se considère pas comme engagé par les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. D'autre part, le Conseil des Gouverneurs a délégué ses pouvoirs en la matière au Conseil d'administration, contrairement aux stipulations formelles de l'article XII, section 2, paragraphe b, alinéa vi, de l'Accord. On peut noter aussi que le Fonds a, dans toutes ses activités, consciemment établi une distinction inadmissible entre ses membres et a prétendu attribuer à la Tchécoslovaquie moins de droits et plus de devoirs qu'aux autres. Enfin, le Fonds a adopté le texte de la proposition des Etats-Unis sans en changer un seul mot, ce qui montre à quel point il sert docilement les intérêts de la politique étrangère américaine.

43. Cette attitude hostile a amené la Tchécoslovaquie à conclure que le Fonds ne désirait pas sa collaboration, qu'il entendait rendre impossible la présence comme membre d'un pays à économie planifiée et qu'il était opposé à la coopération pacifique entre toutes les nations sans distinction, telle que la recommande la Charte. Quelques Etats toutefois ne se sont pas associés aux mesures discriminatoires prises par le Fonds et la délégation tchécoslovaque tient à les remercier de leur compréhension.

44. Les ennemis de la Tchécoslovaquie ont essayé, grâce à une campagne de presse, de persuader l'opinion publique mondiale que ce pays ne voulait pas ou ne pouvait pas s'acquitter de ses obligations de membre du Fonds. En réalité, la Tchécoslovaquie n'a jamais manqué aux devoirs qui lui incombent et elle continuera à remplir ses engagements financiers en accord avec le Fonds, indépendamment de sa participation aux travaux de cette institution. La délégation tchécoslovaque sait que la majorité des membres du Fonds désirent développer leurs relations économiques avec la Tchécoslovaquie dans l'intérêt du commerce international. Le Gouvernement tchécoslovaque est prêt à multiplier ses échanges avec d'autres Etats dans des conditions d'égalité absolue et pour le bénéfice mutuel des participants, ce qui ne peut que servir la cause de la compréhension entre les peuples et de la paix internationale.

45. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) souligne l'importance du rôle joué sur le plan économique international par le Fonds. Il cite, à propos du rapport pour l'exercice financier terminé le 30 avril 1954 (E/2661), la déclaration faite par le Chancelier de l'Echiquier en sa qualité de Gouverneur pour le Royaume-Uni et remercie le Directeur général des précisions qu'il a données au début de la séance.

46. Le Gouvernement du Royaume-Uni note avec satisfaction que le Fonds a adopté des méthodes plus souples et que deux pays ont bénéficié, en 1954, d'arrangements de principe et ont utilisé la possibilité de dérogation que laisse l'article V, section 4, de l'Accord. Cette politique libérale, qui paraît particulièrement indiquée, s'est déjà heureusement traduite dans les faits. Si toutefois les membres du Fonds ont pu avoir plus aisément accès à ses ressources, les tirages effectués pendant l'année civile 1954 ont représenté un total inférieur à celui de 1953. En revanche, le montant des rachats a été plus élevé que jamais encore auparavant. Ce double phénomène s'explique probablement par le courant suffisant des dollars en provenance des Etats-Unis, par la stabilité monétaire accrue des divers pays et par la confiance que donne aux gouvernements la nouvelle attitude du Fonds. Sur le total des rachats, qui s'élève à 267.200.000 dollars, le Royaume-Uni intervient pour 112 millions de dollars.

47. La période considérée dans les rapports présentés a été marquée par l'existence de conditions financières favorables dans le monde entier. Or, certains des facteurs dont l'influence s'est fait sentir n'ont pas de caractère permanent. Pour parvenir à un équilibre moins fragile, il faudra accroître la production, développer les échanges et favoriser les investissements à l'étranger. Le Fonds pourra y contribuer en continuant à pratiquer une politique plus souple et en envisageant des problèmes pratiques tels que la fin de la période de transition d'après-guerre. Le fait que, ces dernières années, les sorties de devises aient été au moins compensées par les rachats constitue un symptôme encourageant. Néanmoins, rien ne prouve qu'avec ses ressources le Fonds pourrait satisfaire à une demande accrue si la situation mondiale évoluait de manière défavorable ou si plusieurs pays réclamaient le bénéfice d'arrangements de principe afin de soutenir une tendance générale favorable à la convertibilité.

48. Le rapport principal dont le Conseil est saisi traite longuement des perspectives actuelles en matière de convertibilité. A la dernière session du Conseil des Gouverneurs, le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni a proposé que le Conseil d'administration étudie la possibilité de passer des dispositions de l'article XIV, qui visent la période transitoire d'après-guerre, aux dispositions de l'article VIII, de caractère plus permanent; il a recommandé qu'on tienne compte dans cette étude des modifications récemment apportées au GATT. Depuis lors, le Conseil d'administration a commencé à examiner certains aspects de cette question à laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni attache une grande importance, puisqu'il s'agit, en fait, des moyens de parvenir à un système plus libre d'échanges et de paiements internationaux.

49. M. KAMAT (Inde) tient avant tout à féliciter le Directeur général et le secrétariat du Fonds pour le remarquable rapport présenté au Conseil (E/2661 et Add.1). On y trouve une excellente analyse des tendances qui se sont fait sentir dans l'évolution de la situation des paiements internationaux. Le représentant de l'Inde rappelle rapidement les principaux faits enregistrés au cours des dernières années et note que désormais le rétablissement de la convertibilité et d'un système d'échanges et de paiements multilatéraux n'apparaît plus comme un idéal lointain. Cependant, le Fonds souligne à juste titre que certaines des améliorations constatées sont dues à l'influence de facteurs

temporaires. En fait, les progrès réalisés par les pays n'appartenant pas à la zone dollar risquent de rester sans lendemain si les nations créditrices n'adoptent pas de leur côté une politique appropriée. Les Etats-Unis pourraient, par exemple, d'une part assouplir les restrictions imposées aux importations et, de l'autre, accroître leurs investissements dans les pays sous-développés. Ces deux catégories de mesures aideraient grandement à résoudre le problème du déficit en dollars. Il s'agit là d'un point d'une importance capitale.

50. Pour intéresser les pays sous-développés, la convertibilité des monnaies et la libération des échanges doivent se traduire par une augmentation du volume du commerce international qui assure des devises aux nations intéressées et leur permette de créer de nouvelles possibilités d'emploi qui stimulent leur développement économique et l'élévation du niveau de vie de leur population. Le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni a du reste formellement reconnu la nécessité de subordonner toutes les autres considérations aux exigences du progrès économique et social. C'est pourquoi le Fonds doit tenir spécialement compte des incidences de la convertibilité sur le commerce des pays sous-développés; les déclarations faites à ce sujet par le Directeur général paraissent donc extrêmement satisfaisantes.

51. La mission du Fonds qui s'est rendue dans l'Inde en 1953 a accompli une œuvre particulièrement utile et quelques-unes des intéressantes suggestions qu'elle a présentées ont d'ores et déjà été acceptées par le gouvernement. D'autre part, le Directeur général a pu, au cours de son récent voyage en Asie du Sud, se pro-

curer des renseignements de première main sur les pays sous-développés de cette région, sur leurs aspirations, sur leurs besoins et sur les efforts qu'ils déploient pour élever le niveau de vie de leur population.

52. Pour s'adapter à l'évolution de la situation des paiements internationaux, le Fonds a, au cours des dernières années, assoupli ses opérations. Les arrangements de principe lui permettent d'aider immédiatement ceux de ses membres qui connaissent momentanément des difficultés de balance des paiements. A mesure que la convertibilité s'étendra, le Fonds aura à jouer un rôle de plus en plus important. Il lui faudra à cette fin assouplir encore ses méthodes, de sorte que les divers pays puissent aisément, en cas de besoin, faire appel à ses ressources. Tout laisse penser qu'il ne négligera aucun effort dans ce sens.

53. M. Kamat voudrait préciser la position de sa délégation en ce qui concerne le cas de la Tchécoslovaquie. Sans entrer dans le fond du débat, on peut noter que le gouvernement en cause estime avoir eu de bonnes raisons pour refuser de communiquer certaines informations et considère qu'on n'a pas tenu suffisamment compte de ses arguments. La délégation indienne pense qu'il aurait convenu en cette affaire de montrer plus de tolérance et de compréhension. Chaque pays a ses préoccupations et son optique propres. Le Gouverneur pour l'Inde avait, d'ailleurs, proposé d'accorder à la Tchécoslovaquie de plus longs délais pour s'acquitter de ses obligations; la majorité du Conseil des Gouverneurs ne l'a malheureusement pas suivi.

La séance est levée à 12 h. 50.



SOMMAIRE

Pages

Point 3 de l'ordre du jour:

Rapport du Fonds monétaire international (*fin*)..... 57

Point supplémentaire 1:

Représentation de la Commission de la condition de la
femme aux sessions de la Commission des droits de
l'homme et de la Commission des questions sociales... 59**Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).***Présents:*

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Brésil, Chili, Colombie, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1) [*fin*]

1. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) déclare que le rapport du Fonds monétaire international pour 1954 (E/2661 et Add.1) est, dans l'ensemble; encourageant. Les réserves ont été accrues, de nombreux pays ont assoupli leurs restrictions à l'importation, la situation des paiements internationaux s'est améliorée et l'on s'est rapproché davantage de la convertibilité d'un plus grand nombre de monnaies.

2. Malheureusement, certaines régions n'ont pas évolué de la même façon. Des pressions inflationnistes persistent dans plusieurs pays et ajoutent aux difficultés de paiement. Le Directeur général du Fonds a souligné à juste titre qu'il importait de mener une politique monétaire et fiscale judicieuse si l'on voulait avoir une économie saine et si l'on voulait mettre en œuvre avec succès les programmes de développement.

3. Dans les observations qu'il a faites sur l'évolution économique des Etats-Unis, le Directeur général du Fonds a signalé que, contrairement à ce qu'on avait craint, le fléchissement de l'activité économique aux Etats-Unis en 1953-1954 n'avait pas eu de répercussions fâcheuses sur le reste du monde. Il a aussi attiré

l'attention sur le fait que ce fléchissement avait été assez vite arrêté et qu'on avait déjà repris en grande partie le terrain perdu. Aucun gouvernement ne peut sans doute éviter entièrement les fluctuations, mais le Gouvernement des Etats-Unis continuera à prendre les mesures qui pourraient contribuer à atténuer l'instabilité ainsi qu'à renforcer et à développer l'économie.

4. La délégation des Etats-Unis s'intéresse particulièrement aux efforts que le Fonds déploie en vue de supprimer les restrictions de change et de mettre en œuvre son programme d'assistance technique. Les consultations du Fonds avec les membres qui appliquent encore des restrictions de change sont très utiles et donnent l'occasion d'examiner avec chacun des membres intéressés les problèmes qui paraissent nécessiter le maintien des restrictions. Pour ce qui est de l'assistance technique, le Fonds a aidé ses membres à traiter de nombreux problèmes fiscaux et financiers et il a contribué à l'amélioration des méthodes financières en poursuivant au siège la mise en œuvre de son programme de formation destiné à des techniciens des Etats Membres.

5. Le représentant de la Tchécoslovaquie a soutenu, à la 844^{ème} séance, que si son pays avait dû se retirer du Fonds, la responsabilité en incombait aux Etats-Unis. Une décision de cette nature ne peut être prise — il en a été ainsi pour la Tchécoslovaquie — que par l'ensemble du Conseil d'administration, auquel tous les membres du Fonds sont représentés.

6. M. HSIA (Chine) déclare que la situation ne s'est pas modifiée sensiblement au cours de la période sur laquelle porte le rapport du Fonds (E/2661 et Add.1). L'économie de groupe des pays de l'Europe occidentale ne s'est pas ressentie du fléchissement des stocks aux Etats-Unis; elle s'est, au contraire, renforcée. A la prospérité de l'Europe occidentale en 1953 s'est jointe une amélioration simultanée de sa situation en matière de paiements, en dépit de l'augmentation des revenus et de l'assouplissement progressif du contrôle du commerce et des changes.

7. Le Fonds a mis des crédits au titre d'arrangements de principe à la disposition des pays de l'Europe occidentale pour les aider à rétablir la convertibilité de leurs monnaies. Toutefois, aucun pays de l'Europe occidentale n'a eu recours à ces crédits pendant l'exercice qui a pris fin en avril 1954. C'est pourquoi, en dépit de l'activité qu'il a déployée en Europe, le Fonds est à même d'utiliser tous les moyens qu'il possède pour s'opposer à une menace, dans quelque région qu'elle se produise.

8. M. MIR KHAN (Pakistan) signale que la délégation pakistanaise approuve, dans l'ensemble, les recommandations du Directeur général du Fonds. Elle constate avec satisfaction que le Fonds se rend compte des besoins des pays sous-développés et elle espère qu'il évitera de faire preuve de rigueur en appliquant sa politique d'aide à ces pays. En donnant des conseils

sur les modifications de la valeur paritaire des monnaies et en acceptant ces modifications, le Fonds devrait éviter que les changements de cours des monnaies ne portent sérieusement atteinte à la stabilité des prix des produits de base.

9. M. CAFIERO (Argentine) dit que, tenant compte du rapport du Fonds (E/2661 et Add.1), la délégation argentine soutient, comme à la dix-huitième session du Conseil (800ème séance), que rien ne permet de faire preuve d'optimisme au sujet de la situation économique mondiale si on la considère dans son ensemble et non simplement du point de vue de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de quelques autres pays dont la situation économique est plus favorable.

10. L'abîme qui sépare les pays fortement industrialisés des pays moins développés et que le Secrétaire général a mentionné à la précédente session (799ème séance), est demeuré à peu près aussi profond. Dans le rapport même, on signale l'existence de plusieurs points faibles de l'économie mondiale en 1953; seuls certains d'entre eux semblent avoir été éliminés au début de 1954, et peut-être seulement pour peu de temps. A cet égard, les pays qui ont le plus souffert sont les pays sous-développés, la situation économique de plusieurs d'entre eux ayant, en fait, empiré.

11. La délégation argentine estime qu'on ne peut résoudre le problème que par un développement économique plus rapide des pays sous-développés. A ce propos, les commissions économiques régionales, qui méritent tout l'appui du Conseil, accomplissent une tâche utile. On ne saurait résoudre les problèmes monétaires et financiers du monde tant que l'on n'aura pas traité sous tous ses aspects le problème du développement économique.

12. Le Fonds devrait s'attacher le plus possible à étudier les problèmes monétaires et financiers des pays sous-développés et devrait consacrer dans ses prochains rapports un chapitre à ces problèmes.

13. On peut juger de l'importance de la question au fait que les exportations des pays fortement industrialisés ont augmenté, passant de 59 pour 100 du total mondial en 1950 à 63 pour 100 en 1953, alors que les exportations des pays sous-développés ont baissé de 27 pour 100 à 24 pour 100 pendant la même période. Les variations de prix sur le marché mondial ont beaucoup contribué à la diminution des exportations des pays qui fournissent des produits de base, notamment du caoutchouc, de l'étain, du coton, du sucre, du plomb et du zinc. Un autre facteur est l'existence d'importants excédents dans certains Etats. Il n'est guère correct d'inciter les pays sous-développés à accroître leur production lorsqu'on constate que des Etats, qui sont des acheteurs potentiels de produits de base, ont constitué des stocks ou que les prix mondiaux ont accusé une baisse sensible.

14. En ce qui concerne la balance des paiements, la situation n'est pas plus encourageante. Seuls quelques pays ont une balance favorable et cela, très vraisemblablement, pour peu de temps.

15. Pour ce qui est de la convertibilité, la situation s'est un peu améliorée. Le Fonds devrait s'efforcer d'étudier les effets de la convertibilité sur les problèmes commerciaux des pays sous-développés.

16. La délégation argentine attache de l'importance aux prêts anticycliques qui servent à neutraliser les

effets des dépressions dans les pays fortement industrialisés et les brusques fluctuations de prix sur le marché mondial.

17. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en vertu de son statut, le Fonds monétaire international devait travailler à éliminer les difficultés monétaires et financières de l'après-guerre.

18. En entrant au Fonds, de nombreux pays supposaient que cette organisation internationale de crédit monétaire contribuerait à renforcer leur monnaie, à améliorer la situation de leur balance des paiements et à accroître les échanges internationaux. Or, huit ans se sont écoulés depuis que le Fonds a commencé son activité et il est clair que cette institution est encore loin d'avoir rempli les missions dont la chargeait son statut. En effet, dès les premiers jours de son existence, le Fonds a perdu son caractère d'organisation monétaire internationale pour devenir l'instrument de la politique monétaire des monopoles des Etats-Unis.

19. De nombreux pays membres du Fonds continuent à éprouver des difficultés monétaires et financières qui se traduisent par un déficit de la balance des paiements, une inflation continue, etc. Ceci s'applique avant tout aux pays sous-développés qui ont été longtemps soumis aux grandes puissances coloniales et dont l'économie se ressent encore, dans une large mesure, des suites de cette domination.

20. En raison de cette situation, de nombreux membres du Fonds ont été obligés de maintenir les restrictions de change qui avaient pris tant d'extension durant la seconde guerre mondiale. Les monnaies de nombreux pays membres sont systématiquement dépréciées et dévaluées.

21. L'action destinée à éliminer les restrictions de change, à instaurer la convertibilité des monnaies et à simplifier les systèmes de change est menée par le Fonds dans l'intérêt des monopoles des grandes puissances impérialistes, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Etant aux prises avec de graves difficultés financières et monétaires, la grande majorité des Etats membres ne peuvent assumer le risque de supprimer les restrictions de change. Les parties du rapport du Fonds concernant les restrictions de change montrent que plus de quarante membres du Fonds continuent à appliquer des restrictions. Les membres du Fonds recourent largement aux restrictions de change à la fois pour défendre leur économie contre l'expansion des grandes puissances impérialistes, et surtout des Etats-Unis, et pour mobiliser leurs ressources nationales.

22. M. Saksine ne peut souscrire à la déclaration contenue dans le rapport du Fonds, selon laquelle la situation de nombreux pays membres se serait améliorée au cours de l'exercice considéré. La majorité des membres, les pays sous-développés en particulier, connaissent toujours des difficultés de change et souffrent d'une balance des paiements défavorable; nombre d'entre eux voient leur réserve d'or décroître régulièrement, alors que la circulation du papier-monnaie a considérablement augmenté, ce qui constitue un symptôme très net d'inflation.

23. Le Fonds n'a accordé de crédits que dans une mesure restreinte et n'a consenti des prêts importants qu'à trois pays de l'Europe occidentale, tous trois membres actifs du bloc agressif de l'Atlantique nord. C'est

encore un fait qui témoigne de la politique discriminatoire du Fonds. Ainsi, le Fonds suit une politique qui n'a rien de commun avec les buts et les fonctions d'un organe des Nations Unies. A ce propos, le représentant de l'URSS appuie sans réserve l'accusation de pratiques discriminatoires portée contre le Fonds par la Tchécoslovaquie, un des membres fondateurs, et note avec une satisfaction profonde que la délégation indienne a fait une déclaration analogue.

24. M. JALIL (Equateur) félicite le Fonds des efforts qu'il a accomplis pour créer des conditions telles que les pays sous-développés puissent plus facilement améliorer leur situation économique. L'activité du Fonds a permis une certaine libération des échanges et la réduction des restrictions dans quelques régions.

25. L'amélioration des perspectives de convertibilité suscite quelques appréhensions en raison du danger de spéculation que la convertibilité pourrait faire naître dans les pays sous-développés. Le Fonds a mentionné dans son rapport que la nécessité s'imposerait peut-être de maintenir quelque temps le contrôle des changes. Il devra donc se préoccuper de l'élasticité du marché des devises dans les petits pays.

26. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine) félicite chaleureusement le Conseil des Gouverneurs du Fonds des efforts qu'il déploie en vue de résoudre quelques-uns des problèmes économiques internationaux les plus difficiles.

27. M. ROTH (Directeur général du Fonds monétaire international) relève qu'à la séance précédente, une légère divergence de vues s'est manifestée au sujet des accords bilatéraux entre les représentants de la France et des Pays-Bas; à cet égard, le Fonds partage l'opinion exprimée par les Pays-Bas.

28. Passant à une question soulevée par le représentant de la Yougoslavie (844ème séance), M. Rooth précise que les pays sous-développés sont en majorité parmi les membres du Fonds et qu'en conséquence le Fonds accorde une grande attention au problème des conséquences de la convertibilité pour les pays de cette catégorie. D'ailleurs, le Conseil des Gouverneurs doit examiner de nouveau cette question à sa prochaine session annuelle.

29. Le Fonds s'emploie activement à favoriser le développement d'une élasticité plus grande dans l'économie des Etats membres; c'est exactement ce que le représentant de l'Equateur l'a engagé à faire.

30. Le cas de la Tchécoslovaquie a été longuement débattu au Conseil des Gouverneurs; il n'y a aucun intérêt à rouvrir la discussion sur cette question. La décision a été prise à une forte majorité: la proposition invitant la Tchécoslovaquie à se retirer du Fonds a été adoptée par 42 voix contre 2, avec 9 abstentions, 4 membres étant absents au moment du vote.

31. M. Rooth remercie les délégations de leurs déclarations obligeantes au sujet des activités du Fonds et les assure que le Fonds fera de son mieux pour mériter ces éloges. En dernière analyse, toutefois, le succès ou l'échec du Fonds dépendra de la mesure dans laquelle les Etats membres lui prêteront leur appui.

32. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) annonce que, pour les raisons qu'il a données antérieurement, la délégation de l'URSS ne peut approuver le rapport du Fonds; elle s'abstiendra.

33. M. PSCOLKA (Tchécoslovaquie) dit que la délégation tchécoslovaque ne peut, elle non plus, pour les motifs qu'il a exposés à la séance précédente, approuver le rapport.

34. Le PRESIDENT propose au Conseil de prendre acte du rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1).

Il en est ainsi décidé.

POINT SUPPLEMENTAIRE 1

Représentation de la Commission de la condition de la femme aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales (E/2715)

35. La bégum AHMED (Pakistan) fait observer qu'en approuvant la demande de la Commission de la condition de la femme, qui voudrait être représentée aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des questions sociales, le Conseil ne ferait que se conformer au précédent qu'il a établi: par sa résolution 48 (IV), il a autorisé la Commission à se faire représenter à certaines séances de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Il convient de noter que, grâce à une politique avisée, cette pratique a coûté en cinq ans moins de 600 dollars à l'Organisation des Nations Unies; la bégum Ahmed est persuadée qu'on veillera tout autant aux dépenses dans l'avenir. La Commission de la condition de la femme a voulu éviter des doubles emplois; c'est pourquoi elle a demandé au Conseil de l'autoriser à se faire représenter aux séances des deux autres commissions, auxquelles seront examinées des questions qui l'intéressent directement. Cette mesure serait dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et la représentante du Pakistan engage le Conseil à approuver la demande qui lui est présentée.

36. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) souligne que la demande paraît inspirée par le désir d'assurer une coordination plus étroite entre les trois commissions. Néanmoins, le système actuel de coordination répond suffisamment aux besoins; il n'y a aucune raison pour que les membres de chaque commission ne soient pas parfaitement au courant des travaux des autres commissions. Il serait non seulement inutile, mais contre-indiqué, que la Commission de la condition de la femme participe, comme elle le demande, aux sessions des deux autres commissions. Cette pratique prolongerait en effet les débats des commissions, dont l'attention se trouverait indûment attirée sur des questions d'importance secondaire; elle provoquerait de la confusion dans les programmes de travail des commissions; elle équivaldrait à une ingérence dans les fonctions de coordination dévolues au Conseil; elle pourrait, enfin, constituer un précédent dangereux entraînant des dépenses injustifiées.

37. Pour ces raisons, la délégation des Etats-Unis votera contre la demande présentée par la Commission.

38. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) s'associe aux observations qui viennent d'être formulées. La demande ne tient pas compte des fonctions de coordination qui appartiennent au Conseil et tend à saper son autorité dans ce domaine. De plus, un principe fondamental de saine administration veut qu'on n'approuve aucune dépense inutile, si faible soit-elle.

39. M. PEREZ PEREZ (Venezuela) appuie vivement la demande. Les dépenses seraient négligeables; il faut permettre à la Commission de la condition de la femme, dont l'apport serait certainement précieux, de participer aux travaux des deux autres commissions pour les questions qui l'intéressent directement.

40. M. DONS (Norvège) annonce que pour faciliter les travaux du Conseil, il présente la résolution qui figure dans le document E/2715 comme un projet de résolution formel de la délégation norvégienne.

41. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine) votera pour le projet de résolution norvégien. Les dépenses ne se sont élevées qu'à 120 dollars par an pour la représentation à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; elles seraient négligeables dans le cas présent, d'autant qu'il n'y aurait à les supporter que lorsque seraient examinées des questions qui intéressent directement la Commission de la condition de la femme. M. Ginebra Henriquez ne pense pas que, comme le représentant des Etats-Unis l'a affirmé, l'intervention d'une représentante de la Commission tendrait à prolonger les débats relatifs à des questions d'importance secondaire; toutes les questions inscrites à l'ordre du jour sont d'égale importance. Il ne croit pas non plus que cette décision pourrait inciter d'autres commissions à présenter des demandes analogues; le Conseil ne peut préjuger l'avenir. Il est vrai que le Conseil est un organe de coordination, mais la Commission a voulu l'aider et éviter les doubles emplois.

42. Il ne partage pas le point de vue du représentant des Etats-Unis.

43. M. TSAO (Chine) pense que les motifs de la Commission sont louables, mais il doute que la procédure proposée soit judicieuse. Il ne voit pas comment une représentante pourrait parler au nom de tous les membres de la Commission, à moins que la Commission n'ait pris une décision définitive, attendu que les membres de la Commission représentent leurs gouvernements. Si le Conseil accède à cette requête, il sera malaisé et délicat pour lui de refuser à d'autres commissions une faveur analogue.

44. M. CAFIERO (Argentine) déclare que la Commission de la condition de la femme ne demande pas à participer à toutes les sessions des autres commissions, mais seulement à ceux de leurs débats qui concernent des questions qui l'intéressent directement. Le Conseil ne recevra de requêtes analogues que dans des cas exceptionnels. La Commission a attentivement examiné cette question, ainsi que ses incidences financières et elle a adopté la résolution par 11 voix contre 3 seulement; cette majorité prouve que tous les doutes avaient été dissipés. La procédure proposée réduirait, en fait, la durée des débats, car elle permettrait de résoudre certaines questions en une seule fois, sans qu'il soit besoin d'en référer spécialement à la Commission. La délégation argentine s'est toujours prononcée avec force contre toute dépense injustifiée, mais elle ne saurait admettre que, pour économiser une somme relativement faible, on refuse de faire droit aux désirs légitimes de la Commission de la condition de la femme.

45. Selon M. EPINAT (France), il est évident que la participation d'une représentante de la Commission de la condition de la femme permettrait d'éclaircir certaines questions, mais cette procédure aurait, semble-t-il, plus d'inconvénients que d'avantages. La délégation

française ne se prononcerait pas contre cette requête si elle avait pour objet la participation d'une représentante de la Commission à une certaine session et à propos d'une question déterminée. Il était raisonnable d'admettre qu'une représentante de la Commission participât aux travaux que la Commission des droits de l'homme a consacrés aux chapitres du projet de déclaration internationale des droits de l'homme qui traitent des droits particuliers de la femme. Mais ce que l'on demande actuellement au Conseil, c'est d'adopter un principe général; la délégation française ne peut s'engager dans cette voie.

46. M. KOS (Yougoslavie) rappelle que la représentante yougoslave à la Commission de la condition de la femme a voté pour la participation d'une représentante de cette commission aux travaux de la Commission des questions sociales, mais qu'elle s'est abstenue, pour des raisons pratiques, en ce qui concerne la participation aux travaux de la Commission des droits de l'homme. Cependant, il n'appuiera pas le projet de résolution qui pose un principe et qui risque de créer un précédent. Le Conseil est l'organe coordonnateur des travaux des commissions techniques et il peut, si besoin est, renvoyer une question d'une commission à l'autre; ce système assure une coordination satisfaisante en même temps qu'il allège la tâche du Secrétariat. En tout cas, il serait certainement préférable, du point de vue de la procédure, qu'une commission qui désire la collaboration d'une autre en fasse la demande. Le fait que M. Kos soulève des objections contre le principe en jeu n'exclut pas qu'il puisse approuver une requête relative à la participation d'un membre d'une commission à un débat déterminé. Le représentant de la Yougoslavie s'abstiendra donc lors du vote.

47. La bégum AHMED (Pakistan) regrette que le représentant des Etats-Unis semble estimer que les questions qui intéressent directement la condition de la femme présentent dans certains cas une importance secondaire.

48. Elle ne peut souscrire à l'opinion émise par le représentant du Royaume-Uni, suivant laquelle le projet de résolution générerait le Conseil dans son rôle coordonnateur; en effet, le Conseil lui-même a adopté la résolution 48 (IV), où il approuvait l'institution d'une procédure analogue. La bégum Ahmed a peine à croire que cette procédure ne s'impose pas.

49. Les allégations du représentant de la Chine, selon lesquelles un seul membre ne saurait représenter l'ensemble de la Commission de la condition de la femme, sont injustifiées; la représentante de cette commission ne ferait que relater le débat qui se serait déjà déroulé au sein de sa Commission et elle essaierait de rallier les autres commissions à l'opinion exprimée par la majorité des membres de la Commission de la condition de la femme.

50. La représentante du Pakistan ne peut pas davantage souscrire aux vues du représentant de la France; aux termes du projet de résolution, la Commission ne demandera à participer aux travaux d'autres commissions que pour les questions qui l'intéressent directement; elle ne prétend nullement participer à l'examen de tous les points de l'ordre du jour de toutes les sessions. Le projet de résolution ne crée pas de précédent; le précédent, c'est le Conseil lui-même qui l'a créé par la résolution 48 (IV).

51. La bégum Ahmed demande un vote par appel nominal.

52. M. LALL (Inde) avait l'intention de voter contre le projet de résolution, mais la représentante du Pakistan l'a convaincu que ce texte n'était pas sans présenter certains avantages; en conséquence, il s'abstiendra dans le vote.

53. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) n'a pas voulu dire que les questions directement liées à la condition de la femme n'auraient probablement qu'une importance secondaire. Etant donné au contraire que toutes les questions étudiées risquent de concerner plus ou moins directement la condition de la femme, les débats des autres commissions seraient inconsiderablement prolongés si une représentante de la Commission de la condition de la femme y participait.

54. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution contenu dans le document E/2715, présenté au Conseil comme projet de la Norvège.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Argentine, dont le nom a été tiré au sort par le Président.

Votent pour: Argentine, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Norvège, Pakistan, Turquie, Venezuela.

Votent contre: Australie, Chine, France, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent: Tchécoslovaquie, Inde, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Par 8 voix contre 6, avec 4 abstentions, le projet de résolution qui figure dans le document E/2715 est adopté.

55. M. ROGERS (Australie) a voté contre le projet de résolution parce que l'on n'a pas répondu de façon satisfaisante à certaines objections marquantes. On ne peut invoquer dans le cas présent le précédent créé par le paragraphe 3 de la résolution 48 (IV), car, lors de la quatrième session du Conseil, la Commission de la condition de la femme n'était qu'une sous-commission de la Commission des droits de l'homme; cette décision a été adoptée avant que le Conseil, par sa résolution 557 (XVIII), n'eût modifié les responsabilités des commissions techniques et les attributions supérieures qui sont les siennes. On ne devrait donner suite à une requête du genre de celle qui figure dans la résolution que si la procédure habituelle s'était montrée insuffisante.

La séance est levée à 16 h. 55.



SOMMAIRE

Page

Point 4 de l'ordre du jour:

Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement..... 63

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).*Présents:*

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Indonésie, Iran.

Les représentants des institutions spécialisés suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1)

1. M. BLACK (Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement) signale que la Banque a déployé une activité intense au cours de l'année civile 1954 et a obtenu des résultats appréciables. Il se propose de rappeler brièvement les faits saillants à cet égard et d'examiner ensuite quelques-unes des possibilités qui s'offrent pour l'avenir.

2. Au cours de la période considérée, le volume des prêts accordés par la Banque s'est maintenu à un niveau élevé. Le rapport dont le Conseil est saisi (E/2668) fait état d'un montant de 324 millions de dollars pour l'exercice financier qui a pris fin le 30 juin 1954. Entre cette date et la fin de décembre, la Banque a consenti des prêts représentant l'équivalent d'environ 275 millions de dollars, ce qui porte le total à près de 600 millions de dollars, contre 454 millions de dollars pour la période correspondante précédente. Divers pays du monde entier ont bénéficié des sommes prêtées au cours des neuf derniers mois, sur lesquelles 145 millions de dollars ont été destinés à l'amélioration des transports, plus de 60 millions de dollars à l'aménagement de nouvelles sources d'énergie électrique et 70 millions de dollars au développement de l'agriculture

et de l'industrie. Le chiffre global des prêts accordés par la Banque atteint maintenant environ 2 milliards 190 millions de dollars, affectés à plus de 450 projets différents.

3. On en arrive actuellement au stade où les entreprises financées par les prêts de la Banque donnent des résultats tangibles. En Finlande, grâce à la modernisation des usines de pâte et de papier, la capacité d'exportation de l'industrie de transformation du bois a augmenté de 10 pour 100. En Islande, les conditions de l'élevage se sont améliorées si notablement que le cheptel ovin se trouve d'ores et déjà au point initialement prévu pour 1960. Au Pakistan, les locomotives diesel rendent d'immenses services et pour le seul Pakistan occidental, les économies de devises étrangères dues à la réduction des frais de combustible représentent environ 1 million de dollars par an. Au Pérou, le perfectionnement des installations portuaires du Callao et la rationalisation des méthodes d'exploitation ont permis d'accélérer le rythme des opérations, si bien que les compagnies de transports maritimes ont cessé de demander un supplément de 25 pour 100 pour charger ou décharger des marchandises dans ce port; les économies ainsi réalisées s'élèvent à près de 2 millions de dollars par an, alors que le prêt consenti par la Banque était de 2.500.000 dollars. En Australie, la mécanisation de l'agriculture a aidé les producteurs à atteindre dès à présent les objectifs fixés pour 1957-1958. Enfin, grâce aux centrales électriques nouvelles au Brésil, au Chili, en Colombie, au Salvador, au Mexique, au Nicaragua, en Uruguay et dans la Rhodésie du Sud, la puissance énergétique totale de ces huit pays s'est accrue de quelque 945.000 kW.

4. Cependant, les ressources financières de la Banque se sont considérablement étendues. Elle a notamment trouvé de nouveaux bailleurs de fonds en dehors des Etats-Unis, pays où elle s'était jusqu'à présent procuré la majeure partie de ses capitaux. Au cours des neuf derniers mois, la Banque a vendu dans divers pays des obligations pour un total équivalent à 90 millions de dollars; elle a placé une émission de 40 millions de florins aux Pays-Bas, une émission de 5 millions de livres sterling au Royaume-Uni, une émission de 15 millions de dollars canadiens au Canada et une émission de 50 millions de dollars des Etats-Unis dans vingt-trois pays autres que les Etats-Unis. Ces obligations ainsi que les anciennes émissions font prime partout.

5. D'autre part, le montant des prêts remboursés au 31 mars 1955 s'élève à environ 137 millions. Plusieurs emprunteurs ont effectué des paiements anticipés d'importance: les Pays-Bas, par exemple, ont déjà remboursé 103.200.000 dollars et l'Irak 6.800.000 dollars. Ce sont là des symptômes encourageants, qui témoignent des progrès économiques réalisés par les Etats membres.

6. Il convient, enfin, de souligner le rôle de plus en plus notable joué par les capitaux d'origine privée dans

les opérations de prêts patronnées par la Banque : entre le début de l'exercice financier en cours et le 1er avril 1955, divers bailleurs de fonds ont fourni 110 millions de dollars à ce titre.

7. La Banque, toutefois, n'est pas exclusivement un établissement de crédit. Elle exerce aussi d'importantes activités d'assistance technique. Les missions d'étude générale qu'elle organise continuent à aider les gouvernements à établir leurs programmes de développement. Un groupe d'experts est parti à la fin de mars pour la Jordanie. Les rapports des missions envoyées en Nigéria, en Syrie et en Malaisie ont été communiqués aux gouvernements intéressés ou le seront prochainement. On peut citer encore l'œuvre utile accomplie par les missions de la Banque au Japon, en Iran et en Colombie, et les études qui se poursuivent actuellement dans l'Inde et au Pakistan. De nouveaux représentants résidents ont été nommés sur la demande des gouvernements intéressés, notamment en Equateur, au Guatemala et au Honduras. Un expert vient d'arriver à Ceylan pour aider à créer un institut de recherches scientifiques et industrielles dont il sera le premier directeur; l'Administration de l'assistance technique participe à ce projet. Enfin, la Banque compte fonder prochainement un institut pour l'étude du développement économique qui permettra aux représentants de nombreux pays d'échanger des idées et de participer ensemble à des cycles d'études d'une durée de six mois dont le premier doit commencer en janvier 1956.

8. L'un des faits les plus saillants enregistrés au cours des derniers mois est l'accroissement du volume des investissements privés sur le plan international. La Banque s'emploie à favoriser ce mouvement qui paraît extrêmement prometteur pour le développement économique de nombreux pays. Elle a lancé jusqu'à présent vingt-trois émissions libellées en cinq monnaies différentes. La totalité des obligations actuellement en circulation représente l'équivalent de 852 millions de dollars, dont 490 millions souscrits aux Etats-Unis par des particuliers; quant aux émissions placées en dehors des Etats-Unis, elles ont été payées à concurrence de 220 millions en dollars des Etats-Unis et pour le solde, soit l'équivalent de 142 millions de dollars, en livres sterling, francs suisses, florins néerlandais et dollars canadiens. D'autre part, la Banque vend ses créances. Au début, elle se portait presque toujours garante de la créance, mais la confiance qu'inspirent sa politique de crédit et les progrès économiques accomplis par les pays membres lui permet désormais de s'en abstenir. Au total, les capitaux d'origine privée engagés dans les prêts consentis par la Banque s'élèvent à environ 213 millions de dollars et leur part augmente de plus en plus. Jusqu'à présent, cette participation était surtout le fait de banques commerciales qui rachetaient le papier à court terme, mais des compagnies d'assurance commencent à s'intéresser à des effets à échéances allant jusqu'à dix ans.

9. Il faut signaler une opération récente d'un intérêt tout particulier. La Belgique a obtenu un prêt de 50 millions de dollars pour cinq projets intéressant les transports. La Banque a prêté 20 millions à long terme; le reste a été fourni par la vente sur le marché des capitaux d'effets à court et à moyen terme. On négocie actuellement une opération analogue avec le Gouvernement norvégien.

10. La Banque a pu, par divers moyens, mobiliser environ 1 milliard de dollars de capitaux privés aux

fins des investissements internationaux. Son exemple encourage les bailleurs de fonds, comme on l'a vu dans le cas de la Sui Gas Transmission Company du Pakistan. Cette compagnie, à laquelle la Banque a prêté, en juin 1954, 5 millions de livres sterling, a placé sans difficulté toutes ses actions au Pakistan et au Royaume-Uni; le cours des titres est actuellement supérieur de 45 pour 100 au prix de lancement. La Banque a, d'autre part, accordé le mois dernier un prêt à l'Industrial Credit and Investment Corporation of India, dont le capital a été souscrit pour 70 pour 100 par des particuliers de l'Inde et pour le reste par des capitalistes britanniques et américains. Les prêts consentis par la Banque provoquent aussi la création de nouvelles entreprises dans les pays bénéficiaires. On peut citer l'essor industriel extraordinaire connu depuis 1950 par le centre urbain de Cali en Colombie.

11. Si l'on a déjà enregistré des résultats appréciables, l'avenir offre certainement des possibilités plus grandes encore. Il faut encourager davantage l'initiative privée. Une réalisation importante à cet égard sera la création d'une société financière internationale. La Banque achève la rédaction du projet de statuts de cette société et le soumettra sous peu à ses membres. Elle envisage les dispositions suivantes : chaque membre de la Banque pourrait devenir membre de la société financière, auquel cas son représentant au Conseil des gouverneurs de la Banque serait automatiquement gouverneur du nouvel organe. Les Administrateurs de la Banque qui représenteraient au moins l'un des pays membres de la société constitueraient le conseil d'administration de la société; celui-ci serait présidé par le Président de la Banque. Le président de la société serait désigné par le conseil d'administration sur proposition du Président de la Banque. Financièrement, la société serait entièrement indépendante de la Banque; elle aurait un capital de 100 millions de dollars souscrits par les membres au prorata de leurs souscriptions à la Banque. La société entrerait en fonction lorsque ses statuts auraient été approuvés par au moins trente gouvernements ayant souscrit au moins 75 millions de dollars.

12. La société financière internationale pourrait effectuer des opérations de financement interdites à la Banque. Elle n'aurait pas besoin de garanties gouvernementales pour consentir des prêts. Elle n'achèterait pas d'actions de capital, mais aiderait les compagnies privées en achetant, par exemple, des valeurs qui lui donneraient droit à une participation aux bénéfices et qui, une fois vendues à des particuliers, pourraient être transformées en actions de capital. La société n'interviendrait pas dans la direction des entreprises et serait tenue de renouveler son capital en cédant régulièrement ses valeurs à des particuliers.

13. Cette société fera œuvre utile dans la mesure où ses activités stimuleront le courant des capitaux. Loin de se substituer à l'initiative privée, elle ne devra intervenir que pour en compléter l'action. Des possibilités de financement très variées s'offriront à elle en raison de la souplesse des méthodes qu'elle emploiera. Son rôle ne se bornera pas, du reste, à investir des fonds; elle servira vraisemblablement d'organe de liaison entre les emprunteurs, les entrepreneurs et les bailleurs de fonds et contribuera ainsi à faciliter la solution des problèmes qui se posent.

14. Les capitalistes privés manifestent une confiance croissante dans l'avenir du développement économique. Cette tendance mérite d'être encouragée. Sans doute

chacun aura-t-il à se conformer à certaines règles. Les bailleurs de fonds devront tenir compte des besoins économiques généraux du pays hôte et non pas uniquement de leurs intérêts égoïstes. En revanche, les pays qui ont besoin de capitaux doivent s'efforcer de les attirer et, de préférence, ne pas parler de les "autoriser" à entrer; il appartient aux gouvernements de montrer qu'ils accueillent avec plaisir les investissements étrangers.

15. Les possibilités de progrès économique apparaissent nombreuses et diverses. La mise en valeur des ressources d'un pays exige des efforts à la fois des particuliers et des pouvoirs publics. Les deux types d'action doivent se compléter et s'harmoniser. L'exemple de la Banque montre qu'une association de ce genre peut donner d'excellents résultats.

16. M. FAHMY (Egypte) remercie le Président de la Banque de son brillant exposé et tient, au nom du Gouvernement égyptien, à souhaiter la bienvenue à la République d'Indonésie qui vient d'être admise à la Banque.

17. M. Fahmy précise que les observations qu'il va formuler ne constituent en rien une critique, mais qu'elles ont seulement un but constructif.

18. Il convient de donner une haute priorité aux projets qui sont essentiellement productifs ou qui sont de nature à accroître d'une manière considérable la capacité de production de l'emprunteur. Ce faisant, la Banque aidera les pays sous-développés à créer des conditions favorables à l'investissement des capitaux étrangers. C'est pourquoi la Banque ne devrait pas hésiter à venir en aide aux pays sous-développés et à financer ces projets.

19. D'après M. Fahmy, la Banque a l'obligation, en vertu de ses statuts, de mettre ses ressources et ses services à la disposition de tous les Etats membres; M. Fahmy insiste sur les mots "tous les Etats membres", car un examen objectif des renseignements contenus dans le rapport (E/2668) montre qu'il n'y a pas eu de changements importants au cours du dernier exercice en ce qui concerne l'importance des opérations de la Banque en Asie et au Moyen-Orient. Il est évident que les prêts consentis aux pays du Moyen-Orient sont loin de correspondre aux besoins de cette région. Les indications fournies dans le rapport (E/2668, p. 28 à 33) tendent à prouver que la Banque s'est contentée d'envoyer au Moyen-Orient des missions chargées d'apprécier les possibilités économiques qu'offrent certains pays ou de déterminer la valeur de divers projets. L'Egypte espère que la Banque passera au stade du financement et fournira les crédits nécessaires à l'exécution des projets qui remplissent les conditions énoncées dans l'Accord.

20. L'Egypte a toujours été en faveur de la création d'une société financière internationale et se félicite des renseignements encourageants qui ont été transmis au Conseil. La Banque devrait redoubler d'efforts pour persuader d'autres pays de suivre l'exemple donné par les Etats-Unis et travailler en étroite collaboration avec les autres organisations internationales: l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et le Fonds monétaire international, par exemple.

21. L'Egypte a modifié sa législation pour attirer les capitaux étrangers en leur accordant toutes les garanties nécessaires. Elle donne la priorité aux projets qui doivent augmenter la capacité de production et le revenu

national du pays; c'est le cas d'une usine hydro-électrique à côté de laquelle sera installée une fabrique d'engrais.

22. Pour terminer, M. Fahmy souligne l'intérêt que son pays porte à l'œuvre de la Banque; il en donne pour preuve l'importance de la souscription égyptienne au capital social (E/2668, p. 100), qui est supérieure non seulement à celle de tous les pays du Moyen-Orient, mais également à celle de nombreux pays d'Europe.

23. M. HOMAN (Pays-Bas) estime, comme l'a dit déjà le Président de la Banque, que le système des paiements bilatéraux et des accords de troc est en voie de disparition. Il ne peut que se féliciter de cette évolution.

24. La Banque doit, d'une part, faire preuve d'une extrême prudence dans ses opérations et, d'autre part, accélérer le développement économique, ce qui n'est pas sans présenter quelque contradiction. Elle a heureusement su concilier ces deux principes. Le Président du Conseil des gouverneurs a insisté très justement sur la nécessité de stimuler le développement économique des pays sous-développés et d'acheminer les capitaux disponibles vers les secteurs où ils seront le plus utiles. Dans ce domaine, la création d'un institut du développement économique ouvrira certainement d'heureuses perspectives. L'industrialisation n'est pas le seul objectif. Il faut aussi agir dans le secteur de l'agriculture et des transports. Le but à atteindre est le développement intégré des pays sous-développés et, d'après les chiffres qu'elle donne dans son rapport, la Banque paraît bien s'inspirer de ce principe.

25. Enfin, le représentant des Pays-Bas tient à remercier M. Black de l'hommage qu'il a rendu aux Pays-Bas lorsqu'il a dit que ce pays pouvait être cité en exemple pour la façon dont il avait réussi à relever son économie. En effet, les Pays-Bas, qui étaient d'abord débiteurs, sont actuellement en mesure de fournir des capitaux à la Banque. Ils le doivent à la politique économique avisée du gouvernement et à la compréhension de l'opinion publique; d'autre part, leur participation à l'Organisation européenne de coopération économique et à l'Union européenne de paiements a été d'un grand secours.

26. M. KAMAT (Inde) appelle l'attention des membres du Conseil sur le phénomène qu'il appelle l'internationalisation de la Banque internationale. A la fin de l'exercice financier 1953-1954, 36 pour 100 des obligations de la Banque avaient été placées en dehors des Etats-Unis; ce pourcentage s'est accru à la suite de nouvelles émissions; il semble s'élever actuellement à 45 pour 100; ces chiffres prouvent non seulement que la situation du marché monétaire international s'est améliorée au cours des dernières années, mais aussi que les détenteurs de capitaux en quête de placements à long terme ont la plus grande confiance dans les opérations de la Banque. Ainsi, la Banque ne dépendant plus des capitaux d'un seul pays, sa liberté d'action s'en trouve considérablement accrue.

27. La vente de titres du portefeuille de la Banque à des capitalistes privés présente un intérêt extrême; les ventes non assorties de la garantie de la Banque se multiplient. Par ailleurs, les particuliers financent de plus en plus les prêts consentis par la Banque; il faut les y encourager. L'objectif premier est de provoquer un afflux de capitaux privés dans les pays sous-développés; il faut faire connaître aux capitalistes des

pays industrialisés les possibilités de placement qui existent dans les pays sous-développés.

28. Son gouvernement a créé la Industrial Credit and Investment Corporation of India grâce à la Banque, qui a fourni les premiers crédits. Cette société de développement, qui a ouvert tout récemment ses bureaux à Bombay, a émis des actions d'un montant de 10 millions de dollars; elles ont été souscrites par des Indiens, des Anglais et des Américains; en outre, la société a bénéficié d'un prêt de l'Etat s'élevant à 15 millions de dollars. La création de cette institution constitue un événement capital pour le développement économique de l'Inde et apparaît d'autant plus opportune que le Gouvernement indien se propose de faire de l'industrialisation le principal objectif du deuxième plan quinquennal. Enfin, cette société, qui sera dirigée par des hommes d'affaires et des industriels tant de l'Inde que du Royaume-Uni et des Etats-Unis, saura faire comprendre aux capitalistes étrangers les problèmes que pose l'industrialisation du pays. Les prêts à l'Asie et au Moyen-Orient représentent moins de 300 millions de dollars sur un total supérieur à 2 milliards. Pour l'exercice 1955-1956, l'Inde, par exemple, consacrera 1 milliard 500 millions dollars au développement de son économie; aussi la Banque devrait-elle consentir des prêts plus importants aux pays de cette région et faire preuve de plus d'audace.

29. La société financière internationale aura des ambitions relativement modestes puisqu'elle ne disposera au départ que de 100 millions de dollars. Elle n'en jouera pas moins un rôle très important en s'efforçant de stimuler les investissements privés dans les entreprises rentables. Il convient donc de féliciter la Banque des efforts qu'elle a faits pour favoriser la création aussi rapide que possible de la société financière internationale à laquelle elle fournira son expérience et son personnel.

30. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) fait observer qu'au 31 janvier 1955, la Banque avait accordé à 36 pays 112 prêts d'un montant total de 2 milliards de dollars, alors que le capital souscrit de la Banque s'élève à plus de 9 milliards de dollars. La Banque suit, pour l'octroi des prêts, une politique discriminatoire. Elle n'a pas accordé de prêt à un seul pays de l'Europe orientale; cette région a pourtant subi des dommages considérables pendant la dernière guerre et les demandes de prêts de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont été parmi les premières que la Banque ait reçues.

31. Les prêts accordés aux pays sous-développés ne représentent que 40 pour 100 du montant total des prêts consentis par la Banque. De plus, les deux tiers des sommes prêtées par la Banque ont été dépensés aux Etats-Unis. Enfin, 9 pour 100 des prêts seulement ont été affectés au développement de l'industrie. Dans les pays sous-développés, la Banque fonde son activité sur des considérations d'ordre stratégique et elle cherche à intensifier l'exploitation des matières premières; la Banque est ainsi devenue un instrument de la politique traditionnelle des monopoles occidentaux.

32. Dans son rapport, la Banque rend les pays sous-développés eux-mêmes responsables de l'insuffisance du développement économique qu'elle attribue notamment aux difficultés administratives, au manque de maturité politique, à l'absence d'initiative, au niveau peu élevé de la culture et de l'enseignement, à la structure sociale et économique. La Banque n'a même pas cherché à

indiquer les véritables raisons pour lesquelles certains pays étendent leur contrôle sur les ressources mondiales, tandis que d'autres pays deviennent de plus en plus pauvres.

33. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'activité de la Banque ait fait l'objet, au cours des dernières années, de critiques justifiées de la part des pays sous-développés, qui estiment que l'institution en question ne tient pas suffisamment compte de leurs besoins. Il est évident que la Banque n'a pas atteint les objectifs qui lui étaient fixés en matière de financement économique; c'est l'une des raisons pour lesquelles les pays sous-développés demandent la création de nouvelles institutions financières internationales.

34. M. FORSYTH (Australie) remercie le Président de la Banque du remarquable exposé qu'il a fait. La délégation australienne a, du reste, pris connaissance avec un vif intérêt du rapport (E/2668 et Add.1), qui fournit une documentation extrêmement utile.

35. M. Forsyth cite les chiffres relatifs aux prêts consentis par la Banque et rappelle le montant du capital social et le total des décaissements pour l'exercice financier 1952-1953. Il ressort nettement de l'examen de ces données que les opérations de prêts se sont développées au cours des dernières années. Cette extension des activités de la Banque constitue un fait particulièrement notable.

36. Pour l'exercice 1953-1954, le montant des décaissements remboursables en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis s'est élevé à 82 millions de dollars, soit 27 pour 100 du total, et à peu près autant que pour l'ensemble des exercices précédents. Cet accroissement vient de ce que les membres ont versé à titre de souscriptions au capital de la Banque des sommes plus considérables en monnaies autres que le dollar et de ce que des emprunts ont été effectués en dehors des Etats-Unis.

37. L'Australie est favorable en principe à l'augmentation du volume des prêts. Il faut, toutefois, se rappeler que la Banque doit se montrer prudente et s'en tenir aux règles et procédures de gestion financière, d'autant que ses ressources dépendent de plus en plus de la vente d'obligations. Au cours des quelques dernières années, La Banque a pu assouplir ses méthodes et une proportion croissante de prêts ont été accordés aux pays sous-développés auxquels la Banque fournit, d'autre part, une assistance technique.

38. L'Australie, qui a emprunté en quatre fois, entre août 1950 et mars 1955, une somme totale d'à peu près 260 millions de dollars, est l'un des plus gros débiteurs de la Banque. Comme l'Australie développe son économie à un rythme rapide et absorbe un nombre considérable d'immigrants, ces crédits, venant s'ajouter aux capitaux disponibles pour les travaux de développement, lui sont d'un grand secours. L'Australie n'a jamais sollicité de traitement de faveur; chaque fois qu'elle a demandé à contracter un emprunt, elle a fourni tous les renseignements requis. Elle est persuadée que la Banque n'a pas mal placé sa confiance en lui consentant ces prêts. M. Forsyth tient, en conclusion, à féliciter une fois encore le Président de la Banque pour ses déclarations et pour les renseignements précieux contenus dans le rapport.

39. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) déclare que la Banque poursuit son activité sous une direction particulièrement compétente. Dans le passé, il semblait

que les opérations de prêts de la Banque étaient limitées moins par la pénurie de fonds que par l'absence d'une demande effective. Cela pouvait s'expliquer notamment par la politique de la Banque qui consent des prêts pour l'exécution de projets et non de programmes d'ensemble. Aussi la délégation britannique constate-t-elle avec satisfaction qu'en assouplissant sa politique de crédit, la Banque poursuit ses efforts pour accroître sa contribution au développement économique et la fournir à un rythme plus accéléré.

40. Sir Alec indique ensuite de quelle manière la Banque cherche à adapter ses méthodes pour répondre à de nouveaux besoins; il cite comme exemples l'emprunt contracté par la Belgique en décembre 1954 et le prêt de la Banque à l'Industrial Credit and Investment Corporation of India.

41. La Banque a constamment souligné qu'elle devait augmenter ses réserves de devises autres que le dollar. Elle a obtenu, sur ce plan, des résultats satisfaisants et, à la fin du dernier exercice, la proportion des fonds dont elle disposait, en provenance de pays autres que les Etats-Unis, avait atteint 38 pour 100. Toutefois, la Banque continue toujours à orienter les capitaux privés américains vers les pays sous-développés. La délégation britannique attache beaucoup d'importance à cet acheminement de dollars vers le reste du monde et elle a constaté avec satisfaction que, pendant le dernier exercice, le montant des dollars prêtés par la Banque s'est élevé à 220 millions, contre 187 millions pour l'exercice 1952-1953.

42. En février 1953, le Gouvernement du Royaume-Uni a décidé de libérer en six ans 18 pour 100 de sa souscription en sterling, jusqu'à concurrence de 60 millions de livres, à condition que la Banque affecte ces capitaux à l'exécution de projets de développement dans la zone sterling du Commonwealth. Cette mesure a, dans une mesure considérable, contribué directement ou indirectement à l'équilibre de la balance des paiements de la zone sterling. Dans les mêmes conditions, le Gouvernement du Royaume-Uni a accepté de libérer des fonds que la Banque doit prêter à des membres du Plan de Colombo ne faisant pas partie du Commonwealth; une somme de près de 14 millions de livres a déjà été affectée à l'exécution de projets dans l'Inde et au Pakistan. Sir Alec rappelle ensuite différentes mesures prises pour libérer la souscription du Royaume-Uni et pour autoriser la Banque à émettre des obligations sur le marché de Londres.

43. Il faut féliciter la Banque de l'activité des missions qu'elle envoie dans les pays membres pour étudier les possibilités de développement et aider à l'élaboration de programmes à long terme. Les missions ainsi envoyées par la Banque dans la Nigéria et en Malaisie se sont remarquablement acquittées de leur tâche.

44. M. SIMONNET (France) tient à féliciter le président de la Banque et son personnel pour la manière dont ils s'acquittent de leur tâche. La Banque, par son action fort efficace, aide le Conseil économique et social à favoriser le développement économique des pays sous-développés, malgré les limites qui lui sont imposées.

45. Pour jouer son rôle de prêteur, la Banque doit jouir d'un crédit solide. C'est pourquoi elle tient à n'investir de capitaux que dans des entreprises solvables. Elle a parfaitement atteint son but puisqu'au cours du dernier exercice, la Banque a pu se procurer d'importantes ressources supplémentaires dont 60 pour

100 ont été fournis par des pays autres que les Etats-Unis: on a ainsi la preuve du redressement économique de certains pays qui, d'emprunteurs, sont devenus des bailleurs de fonds et peuvent jouer désormais leur rôle dans l'application pratique du principe de la solidarité internationale.

46. La Banque joue aussi un rôle de conseiller; à cette fin, elle intensifie ses relations avec les pays sous-développés à qui elle indique les méthodes à suivre pour réaliser un développement économique équilibré.

47. Toutefois, ses possibilités d'action sont forcément limitées; en particulier, elle ne peut consentir de prêts qu'avec la garantie des gouvernements intéressés. C'est pourquoi on a envisagé de créer des institutions dont les méthodes soient plus souples. La délégation française constate avec satisfaction que les travaux concernant la société financière internationale ont fait de grands progrès. Cette société financière devrait être en étroit contact avec la Banque qui, seule, possède l'expérience et les cadres compétents indispensables; elle permettra en outre de resserrer les liens entre la Banque et le Conseil économique et social. Enfin la délégation française suggère que, comme la Banque et le Fonds, la société financière internationale, chaque année, rende compte au Conseil de son activité.

48. M. WYNNE (Etats-Unis d'Amérique) s'associe aux remerciements adressés au Président de la Banque.

49. La confiance dont la Banque jouit auprès du public est incontestable: les émissions d'obligations de la Banque sur le marché des capitaux privés rencontrent un plein succès. Les fonds que la Banque a pu obtenir par divers moyens ont permis d'augmenter sensiblement les ressources dont elle dispose pour consentir de nouveaux prêts. A cet égard, on a pu constater avec satisfaction que les fonds obtenus par la Banque dans des pays autres que les Etats-Unis ont augmenté régulièrement pour atteindre 38 pour 100 à la fin de 1954.

50. Lorsqu'elle consent un prêt, la Banque ne se contente pas d'étudier les différents aspects du projet à mettre en œuvre. Elle s'assure que les travaux de construction seront confiés à des techniciens qualifiés et placés sous une direction compétente. Elle suit de près la mise en œuvre du projet. Elle tient surtout à s'assurer que les prêts qu'elle consent contribuent à l'augmentation de la production et à l'élévation du niveau de vie du pays intéressé.

51. La Banque a pris une initiative heureuse en créant un institut du développement économique où de hauts fonctionnaires des pays membres pourront approfondir leurs connaissances des problèmes soulevés par le développement économique.

52. En conclusion, le représentant des Etats-Unis se déclare satisfait des progrès réalisés dans l'élaboration des statuts de la société financière internationale.

M. Brilej (Yougoslavie), second. Vice-Président, prend la présidence.

53. Selon M. ALFONZO RAVARD (Venezuela), la Banque apporte une contribution utile au financement du développement économique des pays sous-développés. La délégation vénézuélienne manifeste le plus grand intérêt pour la politique de crédit de la Banque et se félicite de l'accueil favorable réservé aux émissions d'obligations de cette institution. L'analyse des sections du chapitre 2 du rapport intitulées "Evolution économique" et "Préparation et élaboration des

plans" (E/2668, p. 8 et 9) a amené M. Alfonso Ravard à conclure que la Banque s'efforce par tous les moyens d'atteindre les objectifs pour lesquels elle a été créée et qui souvent débordent son activité strictement financière.

54. Le représentant du Venezuela prend note avec satisfaction du rôle joué par la Banque dans le domaine de l'assistance technique. Il dit grand bien de l'exposé de M. Black qui a souligné l'effet stimulant que les opérations de la Banque exercent sur la participation des capitaux privés au développement économique. Il souhaite qu'il existe une collaboration plus étroite entre la Banque et les bailleurs de fonds privés, d'autant plus que ce sont les capitalistes privés qui sont à l'origine du développement du Venezuela.

55. Le Venezuela est favorable à la création de la société financière internationale, qui procédera à des opérations de financement dont la Banque ne peut s'occuper: elle accordera notamment des prêts sans garantie gouvernementale.

56. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, s'il faut en croire le rapport de la Banque, l'activité de cette institution serait conforme aux buts qui lui ont été fixés. Toutefois, les faits indiquent au contraire que, dès son origine, la Banque a ménagé les intérêts des monopoles américains, qui n'ont rien de commun avec la Charte des Nations Unies.

57. Par sa politique de crédit, la Banque n'a nullement favorisé le développement économique des pays sous-développés, ni la reconstruction des pays qui ont le plus souffert de la seconde guerre mondiale. On constate, en effet, que les pays de l'Asie et du Moyen-Orient ont reçu 12 pour 100 et les pays de l'Afrique 10 pour 100 seulement des fonds prêtés par la Banque. En accordant des prêts, la Banque ne s'inspire pas des dispositions de ses statuts, ni des articles pertinents de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, mais uniquement de considérations d'ordre politique et stratégique.

58. Comme l'a déjà signalé le représentant de la Tchécoslovaquie, la Banque n'a jamais jugé nécessaire de consentir un seul prêt aux pays de l'Europe orientale; elle a refusé d'accorder des crédits à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, bien qu'elle doive, en principe, venir en aide aux régions qui ont subi de graves pertes pendant la dernière guerre. Par contre, la Banque a accordé des prêts importants à des pays qui n'avaient pas souffert de la guerre dans la même mesure, et qui font maintenant partie du bloc atlantique.

59. C'est pour encourager l'exploitation des matières premières stratégiques que la Banque a consenti des prêts importants. Par contre, les crédits destinés aux industries de transformation ne représentent que 8 pour 100 du total des prêts consentis par la Banque. Sur l'ensemble des prêts destinés au développement économique, 10 pour 100 seulement ont été affectés à l'industrie.

60. La Banque suit une politique de taux d'intérêt élevé, qui inquiète particulièrement les représentants des pays sous-développés. Enfin, par sa politique de crédit, elle renforce la dépendance de ses débiteurs à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Les bénéficiaires d'emprunts doivent, en effet, acheter des produits aux prix fixés par les monopoles américains, plus élevés que les prix normaux de concurrence.

61. La Banque envoie dans certains pays des missions chargées d'étudier le financement des projets; en fait, ces missions cherchent à établir le contrôle de la Banque sur l'économie du pays emprunteur. A cet égard, la Banque s'intéresse particulièrement aux pays voisins de l'URSS.

62. Pour toutes ces raisons, la délégation soviétique ne peut approuver l'activité de la Banque, qui est contraire aux dispositions de la Charte relatives à la coopération économique entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'abstiendra donc dans le vote sur le rapport de la Banque.

La séance est levée à 12 h. 55.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Dix-neuvième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 7 avril 1955,
à 14 h. 50

NEW-YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 4 de l'ordre du jour:	
Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement [fin].....	69
Pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session du Conseil	71
Point 8 de l'ordre du jour:	
Esclavage	71
Point 26 de l'ordre du jour:	
Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session [suite].....	72
Point 5 de l'ordre du jour:	
Développement économique des pays sous-développés [fin]	73
Ajournement de la session.....	73

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1) [fin]

1. M. NAIK (Pakistan) déclare qu'il ressort du rapport de la Banque pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1) que la Banque est solidement établie et que son activité se développera certainement dans un avenir proche, une fois créée la société financière internationale. Il faut espérer que la société ne limitera pas son action à une région géographique particulière et que la Banque prêter son concours au fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique que l'on envisage de créer. La Banque devrait étudier la possibilité d'aider les pays sous-développés en leur accordant des prêts pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique dans l'industrie et l'agriculture. M. Naik espère que la Banque sera en

mesure d'appuyer la création, au Pakistan, d'une nouvelle société de crédit analogue à la société indienne qu'elle a aidé à fonder. La Banque a joué un rôle politique utile, grâce à l'aide économique qu'elle a fournie, notamment dans le cas du canal projeté entre l'Inde et le Pakistan.

2. M. BRILEJ (Yougoslavie) constate avec satisfaction que la moitié environ des prêts ont été accordés aux pays sous-développés et que le pourcentage des prêts consentis en monnaies non convertibles est passé de 10 à 16 pour 100. Il faut espérer que la Banque aura pour politique d'octroyer des prêts plus nombreux aux pays sous-développés en vue de favoriser leur développement économique.

3. On a dit que les ressources de la Banque étaient nettement supérieures à la valeur des projets qu'on lui proposait de financer. Si la Banque a adopté une politique d'investissements stricte, c'est, semble-t-il, parce qu'en vertu des Accords de Bretton-Woods, elle se croit tenue de ne pas accorder de prêt sans avoir examiné les deux facteurs suivants: l'aptitude de l'emprunteur à faire face à ses obligations et les devises dans lesquelles s'effectueraient le service et l'amortissement de la dette; la Banque estime que ces accords ne lui permettent pas normalement de financer des projets de caractère essentiellement social concernant l'aménagement des collectivités mais l'obligent à consacrer ses ressources aux projets qui contribuent directement à l'accroissement de la capacité de production.

4. Contrairement au cas des capitalistes privés, il n'existe pas de lien direct entre la Banque et les projets rentables qu'elle finance, mais uniquement entre la Banque et les bénéfices secondaires produits par lesdits projets, et ces sommes doivent lui être versées en devises convertibles. Le champ d'action de la Banque s'en trouve naturellement restreint, d'autant que les opérations de la Banque sont limitées par l'interprétation étroite de la notion de solvabilité, définie non seulement en fonction de la puissance économique du pays intéressé mais aussi d'après la manière dont l'emprunteur éventuel s'est acquitté de ses dettes dans le passé. Comme la plupart des pays sous-développés ont été dans l'impossibilité d'assurer le service de leur dette pendant la crise économique, la Banque ne peut les considérer comme des débiteurs sûrs. Quoiqu'elle n'ait pas à tenir exagérément compte du caractère rentable des projets, la Banque doit se soucier des bénéfices qui devront en définitive lui être payés dans une devise particulière; elle ne peut donc financer que les projets qui contribuent directement ou indirectement à accroître les exportations. Cependant, les gouvernements des pays sous-développés doivent souvent donner la priorité à des projets qui ont peu de chances d'augmenter les exportations. Même si elle disposait de capitaux bien plus considérables, la Banque ne pourrait pas, vu sa politique d'investissements, faire beaucoup pour résoudre le problème du financement du développement économique dans son ensemble.

5. Les opérations de la société financière internationale dont l'Assemblée générale a projeté la création dans la résolution 823 (IX) viendront compléter l'action actuelle de la Banque, surtout si la société ne se limite pas aux entreprises privées à caractère productif et si elle finance au contraire des entreprises de toutes sortes dans le secteur privé.

6. Parlant de l'industrialisation des pays sous-développés, les délégations ont souligné la nécessité d'un développement parallèle de l'agriculture et de l'industrie. L'agriculture est un secteur auquel l'aide financière de la Banque serait particulièrement utile, mais qui, à la fin de juin 1954, n'avait bénéficié que de 7 pour 100 des prêts accordés. Bien que le développement de l'agriculture donne rarement lieu à des recettes en dollars, il permet fréquemment de réduire des importations de produits alimentaires payables en dollars. L'Assemblée générale dans ses résolutions 524 (VI), 625 (VII) et 826 (IX) et le Conseil dans sa résolution 512 (XVII) ont souligné la nécessité d'octroyer des prêts pour le développement agricole.

7. M. CAFIERO (Argentine) déclare que les chiffres qui figurent dans le rapport de la Banque (E/2668 et Add.1) prouvent que les sommes prêtées annuellement sont faibles par rapport aux crédits qu'exigerait un développement économique appréciable. Il serait très utile de faire figurer dans le futur rapport un chapitre spécial sur les besoins des pays sous-développés, groupés par grandes régions. Pour se rendre compte de ces besoins et de la manière peu satisfaisante dont on y a fait face, il suffit de constater que 46 pour 100 des prêts ont été consentis à des pays fortement industrialisés — toutefois, les prêts à la reconstruction expliquent dans une certaine mesure ce pourcentage élevé — alors que 15 pour 100 sont allés à des pays en voie de développement et le reste à des pays sous-développés. M. Cafiero est convaincu que la Banque sait parfaitement à quel point il importe d'accorder une aide plus tangible aux pays sous-développés, surtout à ceux de l'Amérique latine. La plupart des prêts consentis ont été réservés à l'électrification et aux transports; il conviendrait de faire une place plus importante à l'agriculture et à l'industrie.

8. La modification de l'attitude des gouvernements à l'égard de la société financière internationale est aussi bienvenue qu'elle a été soudaine; mais il est regrettable que ce revirement ait été si tardif. Comme elle l'a déjà déclaré à la 845ème séance, à propos du rapport du Fonds monétaire international (E/2661 et Add.1), la délégation argentine attache, pour les raisons que l'on sait, la plus grande importance aux prêts destinés à lutter contre les fluctuations cycliques.

9. M. JALIL (Equateur) fait observer que la collaboration de la Banque a été extrêmement utile à son pays dans deux domaines: il s'agit de l'exécution d'un projet de 1954 destiné à mettre en culture des terres encore incultes et de conseils techniques concernant la création d'un conseil de coordination et de planification économique (Junta de Coordinación y Planificación Económica). Il faut espérer que cette collaboration deviendra toujours plus étroite. M. Apunte se félicite de voir la Banque s'intéresser de plus en plus aux pays sous-développés.

10. On peut relever trois heureux symptômes: l'internationalisation croissante de la Banque, la participation sans cesse plus importante des capitaux privés internationaux et le projet de création de la société finan-

cière internationale. Le représentant de l'Equateur considère comme particulièrement satisfaisants le programme général de formation professionnelle de la Banque et les progrès accomplis récemment dans ce domaine. Les pays sous-développés manquent non seulement de capitaux, mais également d'un personnel administratif et technique qualifié.

11. Comme la délégation équatorienne l'a indiqué (843ème séance) au cours de la discussion sur le développement économique, l'Equateur fait tout son possible pour attirer les capitaux étrangers et mériter ainsi la confiance de la Banque.

12. M. BLACK (Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), répondant aux représentants qui ont pris la parole au cours du débat, dit que la Banque est vivement désireuse d'étendre son activité au Moyen-Orient; c'est à cette fin qu'elle a créé un bureau régional à Beyrouth. Elle examine à l'heure actuelle la possibilité d'accorder des prêts à l'Egypte, au Liban, au Pakistan et à la Syrie.

13. Le représentant de la France a fait une excellente suggestion (846ème séance) en proposant que la société financière internationale présente un rapport tous les ans.

14. En revanche, M. Black n'est pas d'accord avec le représentant de la Yougoslavie, qui a déclaré que la Banque avait pour politique de ne financer que les projets qui produisent des bénéfices en monnaies convertibles. Il n'est pas indispensable que les projets soient rentables et produisent des bénéfices dans une monnaie donnée; ce que la Banque exige, c'est que l'emprunteur puisse rembourser un prêt dans la monnaie même où ce prêt a été versé. Il est exact que la Banque tient compte de la solvabilité d'un emprunteur, lequel doit s'être acquitté de toutes ses obligations avant de pouvoir obtenir un nouveau prêt. L'expérience a montré la sagesse de cette politique. La plupart des pays ont fait face à leurs engagements, et leur réputation de solvabilité a attiré les capitaux privés. M. Black reconnaît toute l'importance qu'il convient de donner au développement de l'agriculture. Il suffit de lire les rapports des missions d'enquête pour voir que la Banque s'est toujours intéressée à ce problème. Si les prêts consentis à l'agriculture ont été relativement faibles, c'est que ces prêts doivent être versés dans la monnaie locale, et qu'il est très compliqué d'accorder un grand nombre de prêts de faible importance. Cependant, les prêts octroyés pour l'électrification et les transports sont en fait des prêts à l'agriculture.

15. Le représentant de l'Argentine a affirmé que la Banque ne s'occupait pas suffisamment des pays sous-développés; mais il n'y a pas de définition universelle du pays sous-développé. Plus de la moitié des prêts sont allés à des régions situées hors de l'Europe, à des régions sous-développées. La Banque considère sans aucun doute que sa principale fonction doit être de favoriser le développement économique.

16. Les délégations de la Tchécoslovaquie et de l'URSS se sont plaintes que les pays de l'Europe orientale n'aient bénéficié d'aucun prêt. En fait trois prêts, s'élevant au total à plus de 60 millions de dollars, ont été consentis à la Yougoslavie. Les autres pays de cette région n'ont pas reçu d'aide parce qu'ils ne sont pas membres de la Banque. Il est intéressant de constater que les principales critiques dont la Banque fasse l'objet émanent d'Etats non membres. Les représentants des pays sous-développés qui ont bénéficié de l'assis-

tance de la Banque ont réfuté l'accusation de ceux qui prétendent que la Banque, outil de certains monopoles des pays fortement industrialisés, exploite les pays sous-développés au lieu de les aider.

17. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) souligne que la Tchécoslovaquie, qui est un pays d'Europe orientale, a été membre de la Banque jusqu'à ce que certaines mesures discriminatoires l'aient obligée à se retirer.

18. Le PRESIDENT propose que le Conseil prenne acte du rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/2668 et Add.1).

Il en est ainsi décidé.

Pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session du Conseil (E/2720)

19. Le PRESIDENT annonce que les Vice-Présidents et lui-même ont examiné les pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session; ils ont constaté que les représentants de tous les Etats membres du Conseil ont communiqué des pouvoirs réguliers.

20. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle ce que sa délégation a déjà dit, à savoir que seul un représentant du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a qualité pour représenter la Chine au Conseil.

21. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) dit que la délégation tchécoslovaque a déjà protesté contre la présence au Conseil d'un représentant du Kouomintang, qui occupe illégalement le siège de la Chine.

22. Le PRESIDENT souligne que les Vice-Présidents et lui-même se sont dûment acquittés des responsabilités qui leur incombent en vertu de l'article 19 du règlement intérieur du Conseil.

Le Conseil prend acte du rapport du Président et des Vice-Présidents sur les pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session du Conseil (E/2720).

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Esclavage (E/2673 et Add.1 à 4, E/2679 et Add.1 à 4, E/2708, E/2718)

RAPPORT DU COMITÉ SOCIAL (E/2718)

23. Le PRESIDENT rappelle que le représentant de la Société antiesclavagiste du Royaume-Uni a fait, devant le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, une déclaration sur l'esclavage résumée dans le compte rendu analytique de la 152ème séance du Comité ONG du Conseil (E/C.2/SR.152).

24. Dans son rapport, le Comité social recommande au Conseil d'adopter un projet de résolution (E/2718, par. 3) aux termes duquel le Conseil déciderait d'élire un comité chargé de rédiger un projet de convention supplémentaire qu'il soumettrait au Conseil, lors de sa vingt et unième session.

25. M. STIKKER (Pays-Bas) dit que le texte du projet de résolution traduit exactement le point de vue de la délégation néerlandaise. Les Pays-Bas sont convaincus qu'il convient de compléter la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage. Il faut donc ne ménager aucun effort pour rédiger un projet de convention supplémentaire qui serait soumis au Conseil lors de sa vingt et unième session. A cet effet, M. Stikker propose que le comité qui sera chargé de rédiger cette convention supplémentaire se compose des repré-

sentants de dix Etats qui sont à l'heure actuelle membres du Conseil.

26. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'URSS a toujours appuyé l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies en vue de supprimer l'esclavage dans le monde entier, mais elle est en principe hostile à la décision du Conseil tendant à nommer un rapporteur spécial et non un comité pour étudier la question de l'esclavage. Le rapport (E/2673 et Add.1 à 4) présenté par le Rapporteur, M. Engen, n'a fait que confirmer les craintes de la délégation de l'URSS. Le Rapporteur a été simplement invité par le Conseil à établir un bref résumé des renseignements fournis par les Etats Membres et l'Organisation internationale du Travail; cependant, il a fait preuve d'un manque d'objectivité certain. Il a assurément décliné toute responsabilité quant à l'exactitude des renseignements qu'on lui avait communiqués, mais il aurait dû s'abstenir de faire figurer dans son rapport les données qui provenaient de sources douteuses. Au contraire, M. Engen a publié des déclarations du Kouomintang où la République populaire de Chine est accusée de pratiquer le travail forcé. Etant donné que, du fait de l'opposition des Etats-Unis, la République populaire de Chine n'est pas représentée au Conseil et ne peut donc se défendre elle-même contre les accusations calomnieuses qui figurent dans le rapport, le Gouvernement de l'URSS a prié le Secrétaire général de publier des extraits (E/2708) de la Constitution de la République populaire de Chine concernant les droits politiques et économiques et les garanties fournies aux citoyens de la nation chinoise pour ce qui est du droit à un travail libre et créateur. Ces dispositions constitutionnelles réfutent entièrement les allégations calomnieuses contenues dans le rapport du Rapporteur spécial.

27. Dans les cinq années qui se sont écoulées depuis la fondation de la République populaire de Chine en 1949, le peuple chinois a accompli un effort gigantesque pour relever et développer son économie nationale. Conformément aux principes de la Constitution, 428 millions de paysans ont été libérés du joug féodal et la terre leur a été remise gratuitement afin qu'ils la cultivent et l'exploitent librement. Pour la première fois dans la longue histoire de la Chine, plus de 300 millions de femmes chinoises ont été émancipées et elles ont obtenu, sur un pied d'égalité avec les hommes, tous les droits politiques, économiques et sociaux. En 1954, des élections générales démocratiques ont eu lieu dans tout le pays, pour la première fois dans l'histoire de la Chine. Quatre-vingt-dix-sept pour 100 des citoyens de la République populaire de Chine, hommes et femmes, qui avaient 18 ans révolus, ont participé à ces élections nationales et élu plus de 5 millions de députés, dont près d'un million de femmes, aux organes législatifs locaux et centraux. Ces faits et de nombreux autres encore attestent l'ampleur des transformations démocratiques dont la Chine a été le théâtre au cours des dernières années et qui excluent toute possibilité de voir s'instaurer dans le pays des conditions qui permettraient le "travail forcé".

28. M. Sobolev cite les déclarations de Mme Lakshmi Pandit, Présidente de l'Assemblée générale à la huitième session, et de U Nu, Premier Ministre de l'Union birmane, qui, après avoir visité l'an dernier la République populaire de Chine, ont affirmé qu'ils n'avaient constaté nulle part le moindre indice d'une contrainte qui serait exercée sur les travailleurs.

29. La délégation de l'URSS considère que la discussion des inventions calomnieuses envers la République populaire de Chine qui sont reproduites dans le rapport ne peut que porter atteinte au prestige de l'Organisation des Nations Unies.

30. La délégation de l'URSS accepte dans l'ensemble le projet de résolution proposé par le Comité social (E/2718, par. 3), notamment les dispositions relatives à la création d'un comité chargé de rédiger un projet de convention supplémentaire. Elle ne peut cependant accepter le paragraphe 1 du dispositif, et elle demande que ce paragraphe soit mis aux voix par division. S'il est adopté, l'Union soviétique sera dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

31. M. TSAO (Chine) fait observer que la délégation de l'Union soviétique n'a pas à parler au nom de la Chine; le Gouvernement de M. Tsao est le seul qualifié pour représenter ce pays. Le Conseil ne doit pas être soumis à la propagande politique.

32. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire le comité chargé de rédiger le projet de convention supplémentaire relative à l'esclavage.

33. M. HOTCHKIS (Etats-Unis) propose d'élire onze Etats pour minimiser les risques de partage égal des voix.

34. Le PRESIDENT invite le Conseil à se prononcer sur la proposition tendant à ce que le comité se compose d'Etats actuellement membres du Conseil.

A l'unanimité, cette proposition est adoptée.

35. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement proposé par les Etats-Unis d'Amérique.

Par 11 voix contre 6, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

36. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité social (E/2718, par. 3).

Par 16 voix contre 2, ce paragraphe est adopté.

37. M. LALL (Inde) a voté pour ce paragraphe parce que le Conseil y loue l'œuvre du Rapporteur. Toutefois, ce vote ne veut pas dire que l'Inde approuve la documentation sur laquelle le Rapporteur s'est fondé, car celle-ci est en grande partie inexacte.

38. Le Président met aux voix l'ensemble du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité social (E/2718, par. 3).

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté.

39. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire dix des Etats actuellement membres du Conseil pour constituer le comité chargé de rédiger le projet de convention supplémentaire relative à l'esclavage.

A la demande du Président, M. Rajan (Inde) et M. Solli (Norvège) assument les fonctions de scrutateurs.

Il est procédé au vote au scrutin secret.

Nombre de bulletins déposés:	18
Bulletins nuls:	0
Nombre de bulletins valables:	18
Abstentions:	0
Suffrages exprimés:	18
Majorité requise:	10

Nombre de voix obtenues:

Australie	18
Egypte	18
Equateur	18
France	18
Pays-Bas	18
Turquie	18
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17
Inde	16
Yougoslavie	16
Union des Républiques socialistes soviétiques	13
Chine	5

Ayant obtenu la majorité requise, l'Australie, l'Egypte, l'Equateur, la France, l'Inde, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Turquie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Yougoslavie sont élus membres du Comité chargé de rédiger le projet de convention supplémentaire relative à l'esclavage.

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de l'ordre du jour provisoire de la vingtième session et date d'ouverture de la session (E/2680 et Add.1, E/L.659 et Corr.2) [suite]

40. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur sa note relative à l'ordre du jour provisoire de la vingtième session (E/L.659 et Corr.2) et rappelle notamment qu'il a proposé de fixer l'ouverture de la session au 5 juillet 1955 au lieu du 12 juillet et d'inscrire le point 10, intitulé "Rapport de la Commission de la condition de la femme", à l'ordre du jour de la reprise de la dix-neuvième session.

41. Le Président invite le Conseil à se prononcer sur sa proposition tendant à avancer la date d'ouverture de la vingtième session et à la fixer au 5 juillet 1955.

La proposition est adoptée.

42. Sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) précise que sa délégation, ne voulant pas contrarier les vœux de la majorité, a accepté à regret la prolongation de la session d'été, étant entendu que cette entorse à la procédure établie ne se reproduira plus.

43. M. CAFIERO (Argentine) n'est pas d'accord avec le Président sur l'inscription du point 10 à l'ordre du jour de la reprise de la dix-neuvième session. Ce rapport contient un projet de convention important et il faudra laisser aux gouvernements un délai suffisant pour l'examiner.

44. La délégation de l'Argentine regrette qu'à sa présente session, le Conseil ait examiné si rapidement des questions aussi essentielles que l'industrialisation des pays sous-développés, par exemple.

45. M. PEREZ PEREZ (Venezuela), M. DIPP GOMEZ (République Dominicaine), M. ENGEN (Norvège) et M. APUNTE (Equateur) pensent, eux aussi, qu'il faut maintenir le point 10 à l'ordre du jour de la vingtième session.

46. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) et sir Alec RANDALL (Royaume-Uni) sont d'avis que cette

question peut très bien être examinée à la reprise de la dix-neuvième session.

47. Le PRESIDENT précise qu'il n'a fait qu'une suggestion; puisqu'elle se heurte à une opposition, il la retire. Quant au point 10, comme aucun représentant n'a présenté de proposition formelle, il restera inscrit à l'ordre du jour de la vingtième session.

48. Le Président propose de convoquer le Groupe de travail du Comité de l'assistance technique un ou deux jours avant l'ouverture de la vingtième session; il demande au Conseil de l'autoriser à lui soumettre, à la reprise de la dix-neuvième session, des propositions qu'il rédigera en collaboration avec les deux Vice-Présidents et le Secrétariat, concernant l'ordre et la date d'examen des questions à l'ordre du jour de la vingtième session; il propose en outre de renvoyer à la vingt et unième session l'examen du point 7 intitulé "Création d'une réserve mondiale de produits alimentaires", étant donné que la documentation nécessaire ne sera pas prête pour la vingtième session.

Il en est ainsi décidé.

49. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur la note du Secrétaire général (E/2680/Add.1) relative à la communication de la République Dominicaine (E/2684) qui propose que le Conseil examine, à sa vingtième session, la question de l'admission de l'Espagne à la Commission économique pour l'Europe et à la Commission économique pour l'Amérique latine.

50. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) annonce que sa délégation s'abstiendra si la proposition de la République Dominicaine est mise aux voix. Toutefois, son abstention ne saurait en aucune façon préjuger la position que la délégation de l'URSS prendra sur le fond de la question.

51. M. AKANT (Turquie) appuie chaleureusement la proposition tendant à admettre l'Espagne à la CEPAL.

52. Le PRESIDENT ne pense pas qu'un vote soit nécessaire. Il propose au Conseil d'accepter l'avis du Secrétaire général (E/2680/Add.1) et de dire que les délégations pourront prendre la parole sur la proposition de la République Dominicaine au moment de l'examen du point 2 de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

L'ordre du jour provisoire de la vingtième session est adopté.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays économiquement sous-développés (E/2538, E/2604 et Corr.2, E/2655, E/2670, E/2689, E/2690, E/2691, E/2721) [fin]

RAPPORT DU COMITÉ ÉCONOMIQUE (E/2721)

53. Le PRESIDENT annonce que le représentant de la Fédération syndicale mondiale avait été autorisé à présenter ses vues sur la question de la productivité devant le Comité économique, mais qu'on ne lui a pas donné l'occasion de le faire. Il propose en conséquence de demander au représentant de la FSM de communiquer ses observations par écrit.

Il en est ainsi décidé.

54. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution relatif à l'industrialisation et à l'accroissement de la productivité dans les pays sous-développés, contenu dans le rapport du Comité économique (E/2721, par. 4).

A l'unanimité, ce projet de résolution est adopté.

Ajournement de la session

55. Le PRESIDENT déclare que la dix-neuvième session du Conseil est ajournée au 16 mai 1955.

La séance est levée à 17 h. 20.



SOMMAIRE

Page

Organisation des travaux de la reprise de la dix-neuvième session du Conseil	75
Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session.....	75

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants: Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants: Chili, Colombie, Costa-Rica, Indonésie, Iran, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Organisation des travaux de la reprise de la dix-neuvième session du Conseil (E/L.661)

1. Le PRESIDENT déclare ouverte la reprise de la dix-neuvième session du Conseil économique et social et invite les membres du Conseil à présenter leurs observations sur l'organisation des travaux du Conseil, qui fait l'objet du document de travail rédigé par le Secrétaire général (E/L.661).

2. M. LALL (Inde) propose que le Conseil renvoie à sa vingt et unième session l'examen de la question de la réforme du calendrier universel (point 21). Le Secrétaire général a invité les gouvernements de quatre-vingts Etats à lui faire connaître leurs vues sur la question. Trente gouvernements seulement ont répondu à cette invitation jusqu'à présent. Le renvoi de la question à la vingt et unième session incitera peut-être d'autres gouvernements à communiquer leurs observations au Secrétaire général.

3. M. PEREZ PEREZ (Venezuela), M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. STANOVNIK (Yougoslavie) et M. LOUTFI (Egypte) appuient cette proposition.

4. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) estime que les gouvernements ont eu tout le temps nécessaire pour communiquer leurs vues sur la question. D'ailleurs, l'expérience montre que le nombre moyen des réponses que l'on reçoit en pareil cas est plutôt inférieur à trente. Les gouvernements qui n'ont pas encore répondu ne s'intéressent probablement pas à la question.

5. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) et M. FORSYTH (Australie) sont de cet avis.

6. M. LALL (Inde) fait remarquer que, si le Conseil ne peut pas espérer recevoir une réponse des quatre-vingts gouvernements invités à faire connaître leurs vues, cependant, moins de la moitié de ces gouvernements ont répondu à la demande du Secrétaire général. En outre, certains gouvernements attendent sans doute, pour communiquer leurs observations, de connaître la réaction du Saint-Siège, qui étudie actuellement la question.

7. M. MIR KHAN (Pakistan) dit que son gouvernement, comme probablement les gouvernements de tous les Etats musulmans, s'opposera à toute réforme du calendrier pour des raisons d'ordre religieux. Il serait peut-être sage de supprimer la question de l'ordre du jour du Conseil.

8. Le PRESIDENT suggère que, si le Conseil adopte la proposition de l'Inde tendant à différer l'examen de la question, il prie le Secrétaire général de communiquer cette décision aux gouvernements des Etats qui n'ont pas encore répondu à sa communication.

9. M. LALL (Inde) accepte cette suggestion.

10. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'Inde concernant le renvoi de l'examen du point 21 à la vingt et unième session du Conseil.

Par 10 voix contre 6, avec une abstention, la proposition est adoptée.

11. M. STANOVNIK (Yougoslavie) propose que le Conseil organise une réunion du Comité de l'assistance technique, qui se tiendrait au cours de la présente session, afin que le Comité élise son Président et fixe la date de réunion de son Groupe de travail. Au cours de la première partie de la session, plusieurs représentants ont proposé que le Groupe de travail se réunisse avant le 5 juillet.

La proposition est adoptée.

Demande d'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour de la dix-neuvième session (E/2732)

12. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) propose d'inscrire à l'ordre du jour de la présente session la question intitulée "Réorganisation des sessions du Conseil", étant donné que cette question est liée à celle de la modification du règlement intérieur du Conseil (point 23) et qu'elle ne peut être examinée au cours de la vingtième session, dont l'ordre du jour est déjà surchargé. D'autre part, il n'est pas possible de la reporter à la reprise de la vingtième session, puisque cela empêcherait d'établir, comme prévu, le calendrier des conférences pour 1956 au cours de la session d'été.

13. M. LALL (Inde) appuie cette proposition.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 11 h. 20.



SOMMAIRE

Pages

Point 18 de l'ordre du jour :

Reconnaissance et exécution, à l'étranger, des obligations
alimentaires 77

Point 22 de l'ordre du jour :

Organisations non gouvernementales 80

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).**Présents :**

Les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants : Chili, Indonésie, Iran, Mexique, Philippines.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Reconnaissance et exécution, à l'étranger, des obligations alimentaires (E/2711 et Add.1 à 3, E/L.662)

1. M. DONS (Norvège) rappelle que, conformément à la résolution 527 (XVII) du Conseil, le Secrétaire général a consulté les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et ceux des Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres d'une ou plusieurs des institutions spécialisées, pour leur demander s'ils considèrent comme opportune la convocation d'une conférence de plénipotentiaires pour achever la rédaction de la Convention sur la poursuite à l'étranger des actions alimentaires¹ et s'ils sont disposés à y participer.

2. Le rapport du Secrétaire général (E/2711) indique que vingt-sept gouvernements ont répondu qu'ils considèrent comme opportune la convocation d'une telle conférence, et que dix-neuf gouvernements se sont déclarés disposés à y participer.

3. Etant donné qu'un aussi grand nombre de gouvernements désirent la convocation d'une telle conférence

et que les frais encourus à cette occasion par l'Organisation des Nations Unies seraient très peu élevés, M. Dons espère que les délégations qui ne s'intéressent pas directement à la question ne s'opposeront pas au projet de résolution présenté par sa délégation (E/L.662).

4. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) dit que son pays s'est toujours intéressé aux efforts déployés pour obliger une personne vivant dans un pays à assurer l'entretien des personnes à sa charge vivant dans un autre pays. Néanmoins, sa délégation n'est pas d'avis de conclure une convention multilatérale pour atteindre cet objectif, car ceci poserait des problèmes d'ordre administratif et financier qui seraient probablement hors de proportion avec les avantages que pourraient retirer les personnes à charge qui ont été abandonnées. La poursuite des actions alimentaires soulève des problèmes complexes de droit privé qui sont d'autant plus compliqués qu'il existe des différences entre les systèmes législatifs des pays, de même que dans la réglementation applicable en matière de devises.

5. La délégation des Etats-Unis a appuyé la résolution 527 (XVII) du Conseil, qui recommande aux gouvernements d'utiliser comme guide le texte de la Convention type sur l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires, soit pour la conclusion de traités bilatéraux, soit pour la promulgation d'une législation uniforme par les différents Etats. Elle est toujours persuadée que de tels accords bilatéraux représenteraient la meilleure solution.

6. C'est pourquoi M. Hotchkis votera contre le projet de résolution norvégien.

7. M. SCHURMANN (Pays-Bas) déclare que son gouvernement regrette le peu d'empressement manifesté par certains gouvernements en ce qui concerne la poursuite à l'étranger des obligations alimentaires. Seuls les Gouvernements de la Belgique, de Monaco, du Portugal et le Saint-Siège ont chaleureusement approuvé les motifs humanitaires auxquels ont obéi les premiers auteurs du projet de convention. Il ne faut négliger aucun effort pour permettre aux femmes, aux enfants et aux vieillards abandonnés par ceux qui doivent subvenir à leurs besoins d'obtenir les moyens de faire valoir leurs droits. La question a pris un caractère d'urgence. Les services sociaux des pays où vivent les personnes abandonnées ne peuvent fournir qu'un minimum d'aide. Le fait que de tels secours sont accordés ne devrait pas permettre aux émigrants de se dérober à leurs responsabilités. Du point de vue social, il existe une situation malsaine lorsqu'un père ou un mari vivant à l'étranger échappe en pratique à la responsabilité qui lui incombe de contribuer à la subsistance de sa famille. Le fait qu'elle échappe à l'action de la justice permet à ladite personne de concurrencer de façon déloyale, sur le marché du travail, les habitants du lieu de sa nouvelle résidence; elle peut accepter un salaire plus bas et son employeur peut ne pas payer les allocations familiales spéciales dues à ceux qui ont leur famille auprès d'eux.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, dix-septième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour, document E/AC.39/1 et Corr. 2, annexe I.

Le droit interne de presque tous les pays, sinon de tous, reconnaît expressément les obligations alimentaires dont le projet de convention cherche à assurer l'exécution à l'étranger. Ce principe juridique ne perd rien de sa valeur du fait que la personne qui doit fournir les aliments a établi sa résidence dans un pays autre que celui où vivent les personnes à sa charge. Il est vrai que la validité, la nature et la portée de l'obligation peuvent être affectées par le fait que le demandeur réside dans un lieu où ne s'exerce pas la juridiction du tribunal, ou le fait qu'il existe des différences de nationalité et de domicile, mais les pays qui reconnaissent l'existence d'une obligation alimentaire devraient être disposés à mettre au point un système international approprié permettant au demandeur d'obtenir ce qui lui est dû.

8. Le projet de convention ne tend qu'à assurer l'exécution de cette obligation en permettant au créancier étranger ayant droit à une pension alimentaire de soumettre son cas au tribunal du lieu où réside le débiteur. Le tribunal appliquerait la loi nationale pour décider s'il doit trancher la question. Dans le projet de convention, on s'est efforcé de mettre au point un système destiné à faciliter les formalités, qui ne devraient pas constituer un obstacle à l'application des règles de droit.

9. C'est pourquoi le Gouvernement des Pays-Bas est en faveur de la convocation d'une conférence internationale, mais formule quelques réserves. Le Gouvernement du Luxembourg a proposé que la conférence ne soit pas convoquée avant que la Conférence de droit international privé de La Haye ait achevé ses travaux. La Conférence de La Haye s'occupe surtout du problème du conflit des lois en général. Lorsqu'elle a entrepris d'étudier les obligations alimentaires, elle a tout d'abord cherché à déterminer s'il était possible d'établir une règle unique qui assurerait qu'une affaire donnée pourrait être jugée conformément à une seule et même loi, quel que soit le pays dans lequel cette affaire est portée devant les tribunaux. Lorsque les autorités nationales intéressées constateront que toute décision en matière d'aliments, qu'elle soit prise par les organes judiciaires d'un pays étranger ou par les tribunaux de leur propre pays, repose sur la même loi, il sera facile d'obtenir l'exécution dans les pays étrangers des décisions prises par les tribunaux nationaux, sauf au cas où elles seraient incompatibles avec une politique donnée. Un comité de la Conférence de La Haye a adopté un projet de convention contenant une disposition selon laquelle les affaires de caractère international seraient jugées conformément à la loi du pays de résidence habituelle du débiteur, mais ce comité a prévu que cette disposition s'appliquerait seulement aux obligations alimentaires envers les mineurs. On a considéré que c'était là le problème le plus urgent. Le projet du comité sera discuté aux séances plénières de la Conférence en octobre 1956. La Conférence examine également la question de savoir si la solution adoptée en ce qui concerne le conflit des lois pourrait être combinée avec un système d'assistance judiciaire internationale qui faciliterait l'exécution des dispositions applicables à un cas donné en vertu d'une règle générale que l'on aurait adoptée. Cela serait possible grâce à deux principes: le principe de l'exécution à l'étranger des jugements nationaux et le principe d'une assistance judiciaire facilitant la défense du débiteur dans le pays où il réside.

10. Le Gouvernement des Pays-Bas se demande s'il serait sage pour l'Organisation des Nations Unies

d'abandonner ses travaux sur les obligations alimentaires en raison de l'initiative prise par la Conférence de La Haye, et il ne peut approuver la proposition que le Luxembourg a faite en ce sens. Un projet de convention élaboré par les Nations Unies pourrait constituer un complément utile aux travaux de la Conférence. Les problèmes du conflit des lois ne peuvent cependant être étudiés de façon appropriée en dehors de la Conférence de La Haye. Une conférence des Nations Unies, si elle était convoquée, devrait s'efforcer de se mettre en rapport avec la Conférence de La Haye en vue d'un échange de renseignements sur les progrès réalisés. La Conférence de La Haye pourrait être invitée à envoyer un observateur et il faudrait faire en sorte que les dates des deux conférences ne coïncident pas, puisqu'il n'existe qu'un petit nombre d'experts dans ce domaine hautement spécialisé du droit. Le Gouvernement des Pays-Bas ne pense pas que sa participation à une conférence des Nations Unies l'empêcherait d'approuver des décisions prises par la Conférence de La Haye en matière de procédure. La Conférence de La Haye a pratiquement un caractère régional, puisque ses participants sont liés par la Convention relative à la procédure civile, adoptée à La Haye en 1905, et elle pourra sans aucun doute parvenir à un accord plus facilement que l'Organisation des Nations Unies, qui compte un plus grand nombre de Membres. Qui plus est, certains membres de la Conférence ne sont pas membres de l'Organisation et le Gouvernement des Pays-Bas entend respecter leurs droits.

11. Avec ces réserves, M. Schurmann appuie le projet de résolution norvégien (E/L.662).

12. Il voudrait cependant proposer d'y apporter un amendement, qui consisterait à insérer après le mot "Conseil", à l'alinéa b du paragraphe 1 du dispositif, les mots "ainsi que la Conférence de droit international privé de La Haye et l'Institut international pour l'unification du droit privé".

13. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) déclare que la délégation du Royaume-Uni n'ignore pas l'importance de la question dont le Conseil est saisi, mais il se demande s'il est souhaitable ou possible de réunir une conférence chargée de mettre au point une convention internationale. Les problèmes qui ont le plus de chances d'être résolus par voie de convention internationale sont ceux qui revêtent un caractère général, plutôt que ceux qui portent sur des points particuliers; lorsqu'une convention de caractère général a été élaborée, les gouvernements intéressés sont en mesure de l'accepter et de la mettre en vigueur sans avoir à remanier profondément le droit interne et la pratique juridique nationale. Les conventions multilatérales régissent d'habitude le caractère général des relations entre les parties et non le détail de leurs relations particulières. La question de la reconnaissance et de l'exécution, à l'étranger, des obligations alimentaires concerne des relations particulières entre Etats et les problèmes qui se posent à ce propos se rapportent à de nombreux aspects du droit et de la pratique juridique des différents Etats. Les difficultés d'application d'une convention multilatérale diffèrent d'un pays à l'autre, de sorte qu'il serait presque impossible d'élaborer une convention unique à laquelle un grand nombre d'Etats pourraient souscrire.

14. Les projets de convention rédigés par le Comité d'experts en matière de reconnaissance et d'exécution

à l'étranger des obligations alimentaires sont en eux-mêmes excellents et les gouvernements pourraient utilement s'en inspirer pour élaborer des accords bilatéraux, qui permettraient de rechercher avec le plus de chances de succès une solution au problème.

15. M. LOUTFI (Egypte) pense lui aussi qu'il serait peu sage de convoquer une conférence chargée d'élaborer la convention en question. Les différences qui existent entre les systèmes juridiques des pays provoqueraient inévitablement des difficultés de fond aussi bien que de procédure, et la rédaction d'une convention multilatérale générale serait extrêmement difficile. La délégation égyptienne accueille donc avec satisfaction la proposition qui figure dans le rapport du Secrétaire général (E/2711, par. 13) et selon laquelle le Conseil pourrait demander au Secrétaire général de consulter les gouvernements et les organisations les plus directement intéressés sur les moyens de faciliter l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires. La délégation de l'Egypte ne pourra cependant appuyer le projet de résolution de la Norvège (E/L.662).

16. M. EPINAT (France) se prononce en faveur de l'amendement des Pays-Bas.

17. La délégation française estime que l'on devrait réunir une conférence si un nombre suffisant de gouvernements manifestent le désir d'y participer. Elle appuiera par conséquent le projet de résolution de la Norvège.

18. M. AKANT (Turquie) déclare que des négociations bilatérales sont le seul moyen de résoudre un problème aussi complexe. C'est pourquoi il votera contre le projet de résolution de la Norvège.

19. M. ZAHIRUDDIN (Pakistan) reconnaît la valeur des motifs d'ordre humanitaire qui inspirent le projet de résolution de la Norvège, mais il estime que les accords déjà intervenus entre les pays, et que l'on pourra si besoin est compléter par d'autres accords bilatéraux, suffisent amplement à résoudre le problème. Il serait difficile d'aboutir à un accord international du type envisagé. C'est pourquoi il ne serait pas opportun de réunir la conférence dont on propose la convocation.

20. M. HSIA (Chine) déclare que son gouvernement a étudié attentivement la question de la reconnaissance et de l'exécution, à l'étranger, des obligations alimentaires, du fait en particulier qu'un grand nombre de ressortissants chinois résident à l'étranger. Le Gouvernement chinois est parvenu à la conclusion qu'il convenait de convoquer une conférence de plénipotentiaires pour achever la rédaction de la Convention sur la poursuite à l'étranger des actions alimentaires. Il se rend compte des difficultés d'ordre pratique dont a parlé le représentant des Etats-Unis, mais pense que la conclusion d'une convention multilatérale n'empêchera nullement les Etats qui le désirent de conclure des accords bilatéraux.

21. Pour toutes ces raisons, la délégation chinoise appuie le projet de résolution de la Norvège, ainsi que l'amendement des Pays-Bas à ce projet.

22. M. PRADO (Equateur) déclare que la question dont le Conseil est saisi ne touche pas directement son pays; cependant, l'Equateur accepterait de participer aux travaux de la conférence envisagée dans le projet de résolution de la Norvège. M. Prado votera donc en faveur de ce projet.

23. M. RAJAN (Inde) dit que le droit indien contient des dispositions appropriées en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution à l'étranger des obligations alimentaires. En outre, l'Inde a conclu avec dix-sept pays des accords de réciprocité sur la poursuite des actions alimentaires. Etant donné qu'un très petit nombre seulement de cas se sont présentés pendant une période de plusieurs années, le problème n'est pas pour l'Inde un sujet de préoccupations immédiates.

24. Cependant, puisqu'un certain nombre de gouvernements pensent qu'il serait bon de réunir une conférence internationale, la délégation indienne s'abstiendra au moment où le projet de résolution de la Norvège sera mis aux voix.

25. M. GINEBRA HENRIQUEZ (République Dominicaine) déclare qu'il votera en faveur du projet de résolution, étant donné que son pays a répondu affirmativement à la note par laquelle le Secrétaire général demandait aux divers gouvernements s'il croyaient opportun de réunir une conférence.

26. M. BOZOVIC (Yougoslavie) estime que l'aspect humanitaire et social de la question est plus important que les difficultés d'ordre pratique dont certains représentants ont parlé. Il convient de prendre des mesures positives pour empêcher certaines personnes de se dérober à leurs obligations alimentaires en s'expatriant. Les accords bilatéraux n'ont pas fourni de solution satisfaisante.

27. Bien que cette question ne présente pas un intérêt capital pour la Yougoslavie, la délégation yougoslave votera pour le projet de résolution de la Norvège et l'amendement des Pays-Bas.

28. M. LOOMES (Australie) déclare qu'en Australie l'exécution des obligations alimentaires est une question relevant de la compétence des Etats du Commonwealth. En raison des considérations d'ordre constitutionnel et autres qui sont en jeu, la délégation australienne n'est pas, pour le moment, en mesure de dire si l'Australie participerait à la conférence envisagée dans le projet de résolution de la Norvège.

29. Cependant, par déférence pour l'opinion des gouvernements qui estiment opportun de réunir cette conférence, M. Loomes s'abstiendra de voter.

30. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) doute qu'une convention multilatérale puisse résoudre le problème. Cependant, pour ne pas s'opposer aux désirs des gouvernements qui sont en faveur de la convocation d'une conférence, il s'abstiendra lors du vote. Si le projet de résolution de la Norvège est adopté, le Venezuela examinera s'il doit prendre part aux travaux de la conférence.

31. M. SCHURMANN (Pays-Bas) fait observer que les représentants des pays opposés à la convocation d'une conférence ont soutenu que le problème est trop complexe pour qu'on puisse le résoudre par une convention multilatérale. Cependant, du fait même de sa complexité, le problème ne peut être résolu au moyen d'accords bilatéraux. Il ne peut l'être que par une convention internationale, étant donné que tous les pays n'ont pas le même système juridique. Le but de cette conférence serait de rechercher comment le demandeur, surtout s'il n'est pas familiarisé avec les questions juridiques et n'a pas les moyens de prendre un avocat,

pourrait faire valoir son droit dans un autre pays à l'encontre d'un parent qui n'aurait pas exécuté ses obligations alimentaires. Il n'est pas question d'intervenir dans le droit interne des Etats.

32. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) se prononce à nouveau contre la réunion de la conférence envisagée. Si l'on estime qu'un problème est trop complexe pour être résolu par voie d'accord bilatéral, on est encore moins fondé à penser qu'une convention multilatérale permettrait de le résoudre.

33. M. MIRANDE (Argentine) déclare qu'aucun problème ne se pose en Argentine en ce qui concerne l'exécution des obligations alimentaires, mais il ne veut pas créer de difficultés aux pays qui ont à faire face à de tels problèmes. Il s'abstiendra donc lors du vote sur le projet de résolution et, si ce projet est adopté, le Gouvernement argentin décidera, le moment venu, s'il prendra part aux travaux de la conférence envisagée.

34. M. DONS (Norvège) accepte l'amendement des Pays-Bas.

Par 7 voix contre 3, avec 8 abstentions, le projet de résolution de la Norvège (E/L.662), ainsi amendé est adopté.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (E/2751)

RAPPORT DU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES SUR LES DEMANDES D'AUDITION (E/2751)

35. M. RIVAS (Venezuela), Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, présente le rapport de ce comité (E/2751) et précise que l'on trouvera dans le compte rendu analytique de la séance relative à cette question (E/C.2/SR.153 et Add.1) les demandes des organisations de la catégorie A qui désirent être entendues du Conseil.

36. En sa qualité de représentant du Venezuela, M. Rivas déclare que sa délégation n'a rencontré aucune opposition lorsqu'elle a demandé que les orateurs prenant la parole sur le point 16 de l'ordre du jour (Plaines relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux) ne perdent pas de vue les dispositions de la résolution 277 (X) du Conseil.

Le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/2751) est adopté.

La séance est levée à 12 h. 20



SOMMAIRE

Point 22 de l'ordre du jour :

Organisations non gouvernementales (*suite*) 81**Président:** Sir Douglas COPLAND (Australie).*Présents:*

Les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants : Brésil, Chili, Colombie, Indonésie, Iran.

Le représentant de l'institution spécialisée suivante : Organisation internationale du Travail.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (E/2694 et Corr.1) [suite]

DEMANDES D'OCTROI DU STATUT CONSULTATIF ET DEMANDES PRÉSENTÉES À NOUVEAU (E/2694 ET CORR.1)

1. M. RIVAS (Venezuela), parlant en tant que Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, présente le rapport de ce comité (E/2694 et Corr.1). Il fait observer qu'il renferme deux projets de résolution ainsi qu'une annexe qui a trait à des points soulevés par une délégation et qui donne l'opinion du Comité à leur sujet. Le Comité a estimé que la rédaction du paragraphe 35, a, de la résolution 288 B (X) du Conseil était quelque peu ambiguë.

2. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le Comité a eu tort de rejeter les demandes présentées par l'Organisation internationale des journalistes, l'Association internationale des juristes démocrates, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique et la Fédération internationale des résistants. Le Comité a suivi en l'espèce une procédure pour le moins étrange contre laquelle la délégation de l'Union soviétique s'est élevée en temps opportun. Le Comité a en effet procédé à l'examen des demandes en séance privée, où il n'a même pas admis les représentants des organisations intéressées, les empêchant ainsi de donner toutes les explications désirables au sujet de leurs demandes. En outre, il a omis d'étudier ces demandes en détail.

3. La Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, qui a bénéficié du statut de la catégorie B de

1947 à 1950 et qui, sans aucune justification, a été transférée en 1950 au registre du Secrétaire général sur l'insistance de la délégation des Etats-Unis, avait demandé une modification de statut. Sur la proposition des Etats-Unis, le Comité a rejeté sa demande. Cette organisation a été créée à Londres en 1945 au cours d'une conférence internationale de la jeunesse démocratique qui a eu lieu immédiatement après la fin de la guerre contre le fascisme et à laquelle avaient assisté les représentants de plus de soixante pays et de plus de 30 millions de jeunes. Elle s'est fixé pour but de favoriser parmi tous les jeunes une collaboration et une compréhension étroites, d'aider les gouvernements à maintenir la paix, de déraciner le fascisme, de rechercher une élévation des niveaux de vie et de défendre la liberté de la presse et de la parole; elle a collaboré à des organisations internationales et attiré l'attention mondiale sur le sort de la jeunesse. Elle a tenu de nombreuses conférences internationales, des festivals, des réunions sportives et culturelles et son action est devenue de plus en plus populaire. Cette organisation s'est particulièrement préoccupée de la situation des jeunes travailleurs. Après avoir donné des détails sur les réunions de Prague, de Bucarest et de Varsovie, M. Saksine fait observer que 85 millions de jeunes gens de nationalités diverses, de conceptions politiques et sociales différentes et appartenant à quatre-vingt-dix-sept pays, sont membres de cette organisation. Son président est Italien et son organe directeur comprend des Australiens, des Brésiliens, des Français et des Britanniques. Elle s'est intéressée aux travaux du Conseil lors de ses septième, huitième et neuvième sessions et pourrait lui apporter une aide précieuse. Ses buts et ses principes sont en harmonie avec ceux énoncés dans la Charte des Nations Unies. M. Saksine estime que le Comité n'aurait pas dû rejeter sa demande.

4. L'Organisation internationale des journalistes, fondée à Londres en 1941, avait, dès octobre 1942, précisé ses buts pour la période d'après-guerre. Ces buts sont absolument conformes à la Charte des Nations Unies et correspondent aux préoccupations du Conseil. L'Organisation n'a cessé de se développer et a accueilli en 1954 des membres appartenant à cinq pays qui n'étaient pas représentés jusqu'alors. L'ensemble des organisations affiliées compte environ 56.000 membres répartis dans plus de cinquante pays, auxquels il convient d'ajouter environ 1.200 membres à titre individuel, appartenant à vingt-huit pays. Cette organisation pourrait rendre de grands services au Conseil, lorsqu'il s'occupe de la liberté de l'information. M. Saksine pense que le Comité a été mal inspiré en rejetant sa demande.

5. L'Association internationale des juristes démocrates a été fondée à Paris en 1946 sur l'initiative de juristes français qui avaient joué un rôle actif dans la résistance. Entre autres objectifs inscrits dans ses statuts, l'association s'efforce de favoriser la paix et de faire disparaître le fascisme. Elle représente maintenant des associations nationales d'environ quarante pays. En 1953-

1954, elle a créé des secrétariats nationaux dans plusieurs pays de l'Amérique latine. Elle a déjà tenu cinq congrès. Au cinquième congrès, qui a eu lieu à Berlin en 1951, l'association a examiné des questions relatives à l'observation des droits de l'homme, sur le plan national et international. Elle compte parmi ses membres des juristes dont les conceptions sont très diverses et pourrait ainsi apporter une aide précieuse au Conseil. M. Sak-sine estime que le Comité a eu tort de rejeter sa demande.

6. La Fédération internationale des résistants a simplement demandé à être inscrite au registre. Cette organisation groupe des personnes qui ont combattu le fascisme, qui ont été mises dans un camp de concentration ou qui ont été déportées. Créée à Vienne en 1951, elle compte des membres dans dix-neuf pays, parmi lesquels la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique d'Allemagne. Par l'intermédiaire de ses associations nationales, la fédération s'est efforcée d'améliorer la situation sociale et économique des anciens combattants de la résistance et des victimes du fascisme, et de défendre la paix. Son président a joué un rôle éminent dans la résistance française: interné au camp de Buchenwald, il y a dirigé le soulèvement contre les SS. En rejetant cette demande, le Comité n'a obéi qu'à des considérations politiques.

7. En repoussant ces quatre demandes, le Comité a montré qu'il s'est laissé guider, en séance privée, par des motifs d'ordre politique et non pas pratique. Il les a repoussées parce que certains milieux des Etats-Unis d'Amérique n'aiment pas les activités que des organisations de masse déploient en faveur de la paix et de l'amitié internationales. En revanche, il a accordé le statut de la catégorie B à des organisations peu importantes telles que l'Institut international de l'épargne, qui ne peut s'intéresser qu'indirectement aux questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique présente des amendements (E/L.663) au projet de résolution A qui figure dans le rapport du Comité (E/2694 et Corr.1).

8. M. TSAO (Chine) rejette l'assertion selon laquelle le Comité ONG du Conseil, lorsqu'il a examiné les demandes d'octroi du statut consultatif, s'est laissé influencer par des considérations autres que les principes contenus dans la résolution 288 (X) du Conseil. Le Comité a examiné avec soin les demandes des organisations mentionnées par le représentant de l'Union soviétique et s'il les a rejetées, c'est parce que l'activité de ces organisations s'exerce avant tout dans le domaine de la propagande.

9. M. BRILEJ (Yougoslavie) appuie la proposition visant à accorder le statut consultatif de la catégorie A à la Fédération mondiale des anciens combattants. La fédération a un caractère réellement international et s'est constamment efforcée de défendre les buts et principes des Nations Unies, d'empêcher, l'agression, d'éliminer les causes de guerre et de combattre les préjugés de race et de classe.

10. M. ULLRICH (Tchécoslovaquie) déclare que le Gouvernement chinois n'est pas représenté au Conseil.

11. Il estime que le Comité ONG du Conseil a pris une décision injuste et fâcheuse lorsqu'il a refusé d'accorder le statut consultatif de la catégorie B à l'Association internationale des juristes démocrates, à l'Organisation internationale des journalistes et à la

Fédération mondiale de la jeunesse démocratique et d'inscrire au registre la Fédération internationale des résistants. Cette décision privera le Conseil des avis d'organisations qui se sont constamment efforcées de favoriser la coopération et la compréhension internationales.

12. La Fédération mondiale de la jeunesse démocratique est la plus importante organisation indépendante de jeunesse démocratique du monde, puisqu'elle représente les jeunes d'une centaine de pays. Elle a pour but de défendre la paix et de faire progresser les intérêts de la jeunesse mondiale dans les domaines économique, politique et social, ainsi que sur le plan de la culture et de l'enseignement. Son activité est conforme aux buts et principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies en même temps qu'aux objectifs du Conseil.

13. L'Association internationale des juristes démocrates représente une quarantaine de pays et a des correspondants dans vingt-huit autres. Ses objectifs sont identiques à ceux de l'Organisation des Nations Unies elle-même et, en s'efforçant de les atteindre, elle contribue à défendre les buts et principes de la Charte.

14. L'Organisation internationale des journalistes, qui représente les associations de journalistes et les journalistes de plus de quarante pays, est l'une des associations les plus représentatives de toutes les organisations internationales non gouvernementales. Elle a pour objectif de maintenir et de renforcer la paix mondiale, de développer la liberté de l'information, de combattre la propagande de guerre, la haine raciale et les informations calomnieuses. Elle soutient le droit des peuples colonisés et des minorités nationales de disposer de journaux rédigés dans leur propre langue.

15. Le Conseil a reconnu, en 1947, l'importance de l'Association internationale des juristes démocrates et de l'Organisation internationale des journalistes en leur accordant le statut consultatif de la catégorie B. Le retrait de ce statut en 1950 a constitué une violation injustifiable d'un droit incontesté.

16. La Fédération internationale des résistants groupe 2.750.000 adhérents dans une vingtaine de pays. Souscrivant sans réserve aux buts et aux principes de la Charte, elle s'efforce de favoriser les relations amicales entre les nations et de sauvegarder la dignité et la valeur de la personne humaine. Elle vise notamment à développer les services sociaux, la santé publique, la culture et l'enseignement et à défendre les droits et libertés fondamentales de l'homme.

17. M. Ullrich demande donc au Conseil de rejeter le rapport du Comité ONG du Conseil (E/2694 et Corr.1), d'adopter les amendements proposés par l'Union soviétique (E/L.663) et d'accorder le statut consultatif aux organisations dont il vient de parler.

18. M. MENEMENCIOGLU (Turquie) déclare que sa délégation approuve sans réserve le rapport du Comité ONG du Conseil.

19. Il souscrit cependant aux vues que le représentant de la Yougoslavie a exprimées au sujet de la Fédération mondiale des anciens combattants et il votera pour la recommandation visant à accorder à la fédération le statut consultatif de la catégorie A.

20. M. HAMDANI (Pakistan) et M. EPINAT (France) s'associent à la déclaration du représentant

de la Yougoslavie concernant la Fédération mondiale des anciens combattants.

21. Le PRESIDENT propose que le Conseil vote séparément sur chaque paragraphe du dispositif du projet de résolution A qui figure dans le rapport du Comité ONG du Conseil (E/2694 et Corr.1) et sur les amendements (E/L.663) que l'Union soviétique a proposé d'apporter à ce projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

22. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A présenté par le Comité ONG du Conseil (E/2694 et Corr.1).

Par 15 voix contre 2, avec une abstention, le paragraphe 1 est adopté.

23. M. BROWN (Royaume-Uni) explique qu'il s'est abstenu, bien qu'il connaisse l'œuvre admirable de la Fédération mondiale des anciens combattants dans diverses branches d'activité du Conseil, parce qu'il estime que le nombre des organisations auxquelles on a déjà accordé le statut consultatif de la catégorie A est suffisant et qu'il ne faut pas l'augmenter.

24. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Union soviétique (E/L.663, point 1) au paragraphe 2 du dispositif.

Par 13 voix contre 2, avec 3 abstentions, l'amendement est rejeté.

25. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A.

Par 15 voix contre 2, avec une abstention, le paragraphe 2 est adopté.

26. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Union soviétique (E/L.663, point 2) au paragraphe 3 du dispositif.

Par 13 voix contre 2, avec 3 abstentions, l'amendement est rejeté.

27. Le PRESIDENT met aux voix le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A.

A l'unanimité, le paragraphe 3 est adopté.

28. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Union soviétique (E/L.663, point 3) au paragraphe 4 du dispositif.

Par 13 voix contre 2, avec 3 abstentions, l'amendement est rejeté.

29. Le PRESIDENT met successivement aux voix les paragraphes 4, 5, 6, 7 et 8 du projet de résolution A.

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.

Par 17 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 5 est adopté.

A l'unanimité, le paragraphe 6 est adopté.

Par 14 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le paragraphe 7 est adopté.

Par 14 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le paragraphe 8 est adopté.

30. Le PRESIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution A présenté par le Comité ONG du Conseil (E/2694 et Corr.1).

Par 16 voix contre 2, l'ensemble du projet de résolution A est adopté.

31. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution B présenté par le Comité ONG du Conseil (E/2694 et Corr.1).

Par 16 voix contre 2, le projet de résolution B est adopté.

32. Le PRESIDENT propose que le Conseil profite du passage à New-York de M. Vincent Auriol, ancien Président de la République française et actuellement Président honoraire de la Fédération mondiale des anciens combattants, pour l'inviter à prendre la parole devant le Conseil à sa prochaine séance.

Il en est ainsi décidé.

33. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation réaffirme les vues qu'elle a exprimées au sujet de la Fédération mondiale des anciens combattants lorsque le Comité ONG du Conseil a examiné cette question.

La séance est levée à 12 h. 25.



SOMMAIRE

	Page
Point 22 de l'ordre du jour :	
Organisations non gouvernementales (<i>fin</i>).....	85
Point 20 de l'ordre du jour :	
Assistance et relèvement en Corée.....	86

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).

Présents:

Les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivant : Indonésie, Iran.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la santé.

POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (*fin*)

DÉCLARATION DE M. VINCENT AURIOL, PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA FÉDÉRATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

1. Le PRÉSIDENT est heureux de souhaiter la bienvenue à M. Auriol, Président d'honneur de la Fédération mondiale des anciens combattants, le jour même de l'admission de cette fédération au statut consultatif de la catégorie A. Il saisit cette occasion pour rendre hommage à l'œuvre que M. Auriol a accomplie tant dans son pays, où il a exercé les plus hautes fonctions, que sur le plan international.

2. M. AURIOL (Fédération mondiale des anciens combattants) remercie le Président du Conseil de ses paroles de bienvenue. Il rappelle qu'en 1945 les auteurs de la Charte ont décidé d'appeler les organisations non gouvernementales à participer à l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies; les dix années qui se sont écoulées depuis démontrent que l'Organisation a besoin du soutien actif de tous les peuples pour réaliser la promesse solennellement faite au monde.

3. La Fédération mondiale des anciens combattants considère que la Charte est un acte vivant et estime que, pour la mettre en pratique, il faut éliminer la misère et le désespoir, favoriser le progrès social, ins-

taurer de meilleures conditions de vie dans une liberté toujours plus grande. C'est pour atteindre ces buts que les gouvernements et les organisations qui voient dans l'Organisation des Nations Unies un des grands espoirs de l'humanité doivent travailler et agir de concert.

4. M. Auriol estime que, sans l'appui de l'opinion publique, l'Organisation des Nations Unies serait condamnée à être une institution académique et que sans les Nations Unies les espérances du monde seraient des rêves sans lendemain; c'est pourquoi la Fédération, qui représente plus de 18 millions d'hommes groupés en associations appartenant à vingt-neuf nations de tous les continents qui rassemblent des hommes ne servant aucun parti politique mais unis par la solidarité des combats passés et l'idéal qui les animait, veut contribuer à l'œuvre commune de solidarité et de paix. En sa qualité de Président d'honneur de la Fédération et d'ancien chef d'Etat, M. Auriol sera heureux d'aider cette fédération dans sa mission.

5. La Fédération doit consacrer ses efforts à la rééducation professionnelle et à la réadaptation sociale, non seulement des invalides de guerre, mais de tous ceux qui sont victimes de déformations dues à la naissance ou à la maladie. Les uns et les autres ont le droit de réclamer l'assistance qui leur permettra de vivre une vie normale et socialement utile. La Fédération coopère avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, avec les institutions spécialisées, les gouvernements et d'autres organisations non gouvernementales pour mener à bien cette tâche de réadaptation; son représentant permanent prend une part active à cette œuvre sociale.

6. M. Auriol rappelle l'activité de la Fédération: elle a participé à la préparation de la réunion d'études sur le reclassement professionnel qui s'est tenue récemment à Stockholm, elle a présenté au Conseil de l'Europe des propositions qui ont été acceptées comme base d'une prochaine convention internationale, elle aide au fonctionnement du centre de réadaptation de Solo, en Indonésie. Dans cette œuvre de coopération, dont le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné l'importance, la Fédération bénéficie du concours d'experts éminents.

7. La Fédération secourt également les "invalides sociaux" qui, par suite de leur naissance, de leur race, de leur religion, de leurs idées, sont trop souvent des parias dans la société moderne, où existent encore des pratiques discriminatoires fondées sur divers préjugés et notamment sur des préjugés de race. Pour les combattre, il faut, comme le Conseil économique et social l'a déjà affirmé, faire appel à l'opinion publique, en d'autres termes aux organisations non gouvernementales. A cette fin, quatre-vingt seize organisations non gouvernementales se sont récemment réunies à Genève et, après des débats consciencieux auxquels ont participé les représentants de toutes les églises et de toutes les organisations syndicales, elles ont adopté à l'unani-

mité l'acte final (E/NGO/CONF.1/8), qui exprime la ferme volonté des peuples de livrer ce combat vital contre les préjugés et qui n'est pas seulement un accord de principe mais prévoit aussi des mesures pratiques. La Conférence de Genève a inauguré une nouvelle forme de consultation entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui sont associées à son œuvre.

8. M. Auriol évoque la contribution de la Fédération à l'assistance technique, à la reconstruction de la Corée, à l'aide aux pays sous-développés, ainsi qu'à l'œuvre du Fonds international de secours à l'enfance et du Haut-Commissariat aux réfugiés et il souligne que c'est pour pouvoir accroître cette contribution que la Fédération a demandé le statut consultatif de la catégorie A. En accédant à sa requête, le Conseil a reconnu aux anciens combattants le droit d'appartenir au groupe des grandes organisations mondiales qui peuvent apporter à l'Organisation des Nations Unies un renouveau de force et de foi.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance et relèvement en Corée (E/2658, E/2669, A/2750, A/2810)

9. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que cette question a déjà fait l'objet d'un examen approfondi à l'Assemblée générale. Il propose en conséquence que le Conseil prenne acte du rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (A/2750)¹.

10. M. BARNES (Royaume-Uni) et M. EPINAT (France) appuient cette proposition.

11. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que cette proposition soit mise aux voix.

Par 16 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

La séance est levée à 15 h. 30.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No. 20.



SOMMAIRE

Page

Point 14 de l'ordre du jour :

Exécution des sentences arbitrales internationales 87

Président: Sir Douglas COPLAND (Australie).**Présents:**

Les représentants des pays suivants : Argentine, Australie, Chine, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie.

Les observateurs des pays suivants : Brésil, Colombie, Haïti, Indonésie, Iran, Mexique, Philippines.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR**Exécution des sentences arbitrales internationales (E/2704/Rev.1)**

1. Le **PRESIDENT** invite le Président du Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales à présenter au Conseil le rapport du Comité (E/2704/Rev.1).

2. M. LOOMES (Australie), Président du Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales, déclare que le Comité est arrivé à la conclusion qu'il serait souhaitable de rédiger une nouvelle convention pour l'exécution des sentences arbitrales internationales qui, tout en facilitant davantage que la Convention de Genève du 26 septembre 1927 l'exécution des sentences arbitrales étrangères, observerait les principes généralement reconnus de la justice et respecterait les droits souverains des Etats.

3. Les membres du Comité, sans perdre de vue qu'ils avaient été choisis comme représentants de leurs gouvernements, ont considéré qu'ils agissaient avant tout en qualité d'experts, étant entendu que les opinions qu'ils exprimeraient au cours des délibérations du Comité n'engageraient pas nécessairement leurs gouvernements respectifs.

4. Les discussions du Comité se sont déroulées sur un plan hautement technique; la Chambre de commerce internationale, l'Association du droit international, l'Institut international pour l'unification du droit privé et le Fonds monétaire international y ont apporté leur collaboration.

5. Les recommandations du Comité figurent au paragraphe 70 du rapport (E/2704/Rev.1).

6. M. DONS (Norvège) est d'accord avec le Comité, qui a conclu qu'il serait souhaitable d'adopter une nouvelle convention et qu'il conviendrait de donner aux gouvernements la possibilité d'étudier à fond le projet de convention rédigé par le Comité (E/2704, annexe). En conséquence, la délégation de la Norvège a présenté un projet de résolution (E/L.664) qui s'inspire des recommandations du Comité.

7. M. STIKKER (Pays-Bas) déclare que les Pays-Bas, pour lesquels le commerce international est une nécessité vitale, s'intéressent vivement au règlement des différends que peuvent entraîner des transactions commerciales. Une entente internationale qui prendrait la forme d'une convention aux termes de laquelle, en cas de transaction commerciale internationale, les différentes parties auraient l'assurance que leurs intérêts à l'étranger sont protégés au maximum, contribuera sans aucun doute à développer considérablement le commerce international. Le projet de convention préparé par le Comité sera utile aux intérêts légitimes des Etats dont l'économie est largement fondée sur le commerce international, et le sera également au commerce mondial en général.

8. La délégation des Pays-Bas approuve sans réserves les recommandations énoncées dans le rapport du Comité, relatives à la procédure à suivre en ce qui concerne le projet de convention. Elle espère que les gouvernements présenteront leurs observations à temps pour que le Conseil puisse prendre une décision à sa vingt et unième session.

9. En conséquence, la délégation des Pays-Bas appuiera le projet de résolution présenté par la délégation norvégienne.

10. M. AKANT (Turquie) déclare que sa délégation a étudié avec soin le rapport du Comité et le projet de convention qu'il contient. La Chambre de commerce internationale a estimé que la Convention de Genève de 1927 ne répondait plus aux besoins du commerce international. M. Akant constate qu'aux termes de l'article VI du projet préparé par le Comité, la Convention de Genève restera en vigueur pour les pays qui l'ont signée.

11. Le représentant de la Turquie reconnaît qu'il est nécessaire d'étudier le projet de convention de façon plus approfondie et votera donc pour le projet de résolution de la Norvège (E/L.664).

12. M. HOTCHKIS (Etats-Unis d'Amérique) indique que, de l'avis de son gouvernement, l'arbitration est le moyen le plus efficace et le plus économique de régler les différends internationaux d'ordre commercial. Si l'emploi de cette méthode se répand, les relations commerciales internationales en seront facilitées. C'est pourquoi les Etats-Unis sont désireux de donner le maximum d'efficacité à l'arbitrage international. Il est

cependant peu probable que le Gouvernement des Etats-Unis participe à une conférence internationale, étant donné l'attitude qu'il a toujours prise sur ces questions et qui est fondée en partie sur la nature des relations entre le gouvernement fédéral et les Etats. L'exécution des sentences arbitrales étrangères serait, dans bien des cas, du ressort des Etats intéressés. Cependant, il existe des accords bilatéraux qui contiennent des dispositions d'exécution.

13. Dans ces conditions, la délégation des Etats-Unis s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution présenté par la délégation de la Norvège.

14. M. TURPIN (France), tient à féliciter le Secrétariat de la qualité de la traduction en français du projet d'accord.

15. Il déclare qu'il votera pour le projet de résolution de la Norvège (E/L.664).

16. M. BARNES (Royaume-Uni), M. CAFIERO (Argentine), M. RAMADAN (Egypte), M. DIPP GOMEZ (République Dominicaine), M. PRADO (Equateur), M. HAMDANI (Pakistan) et M. LOOMES (Australie) déclarent également qu'ils voteront pour le projet de résolution de la Norvège (E/L.664).

17. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Comité de l'exécution des sentences arbitrales internationales a accompli un excellent travail, auquel l'Union soviétique a d'ailleurs activement participé et qu'il a élaboré un projet de convention comportant des dispositions acceptables pour tous les Etats. Toutefois, certains articles de ce texte, notamment les articles VII, IX, X et XIII, sont incompatibles avec le but visé par la convention. C'est pour cette raison que la délégation de l'URSS s'est abstenue lors du vote sur le projet de convention dans son ensemble.

18. La rédaction de l'article VII tend à restreindre le nombre des Etats signataires de la convention, ce qui serait contraire au but de cet instrument. Il aurait été préférable d'adopter l'article VII du projet (E/C.2/373), qui ouvrirait la convention à la signature de tous les Etats, tel qu'il a été rédigé par la Chambre de commerce internationale.

19. L'article IX, qui comporte la clause dite "coloniale", tend lui aussi à restreindre le champ d'application de la convention. A sa neuvième session, l'Assemblée générale a déjà repoussé une clause analogue qu'on lui avait proposé d'insérer dans le projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Par sa résolution 422 (V), l'Assemblée a expressément déclaré qu'il faudrait insérer dans le Pacte un article prévoyant que les dispositions de ces pactes seraient applicables également au territoire métropolitain d'un Etat signataire et à tous les territoires qu'administre ou gouverne cet Etat.

20. L'article X, qui contient la clause dite "fédérale", place les Etats fédératifs dans une situation plus favorable que les Etats unitaires, car il ne définit pas la portée exacte des responsabilités des Etats fédératifs. Une proposition analogue a déjà été formulée à propos des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Cependant, la Commission des droits de l'homme, sur une proposition de l'Union soviétique, a adopté des dispositions d'effet contraire qui ont été insérées dans l'article 27 du projet de pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et cultu-

rels et dans l'article 52 du projet de pacte international relatif aux droits civils et politiques¹. M. Saksine estime donc qu'il y aurait lieu de supprimer les articles IX et X.

21. L'article XIII risque de porter atteinte à la souveraineté des Etats, qui doivent avoir le droit de reconnaître ou de ne pas reconnaître comme obligatoire de plein droit la juridiction de la Cour internationale de Justice; d'autre part, il restreint leur droit de formuler des réserves au sujet de tout article de la convention. Si cet article était maintenu dans le texte, il faudrait au moins en amender le paragraphe 1 en précisant qu'un différend ne peut être renvoyé à la Cour internationale qu'avec l'assentiment des deux parties en cause.

22. Le Comité a rejeté une proposition de l'URSS (E/2704/Rev.1, par. 25), selon laquelle l'expression "sentences arbitrales", qui figure à l'article premier, devrait s'appliquer aux sentences rendues par des organes d'arbitrage permanents établis en vertu des lois en vigueur dans les Etats contractants aussi bien qu'aux sentences rendues par des organismes créés spécialement à cet effet. C'est pour cette raison que la délégation de l'URSS s'est abstenue lors du vote sur cet article.

23. Malgré les défauts dont il est entaché, la délégation de l'Union soviétique ne s'oppose pas à ce que le projet de convention soit distribué. Elle votera pour le projet de résolution de la Norvège (E/L.664), dans l'espoir que les observations qu'on aura reçues permettront de rédiger un projet de convention plus acceptable pour tous les Etats.

24. M. Saksine attire l'attention du Conseil sur la note qui accompagne le paragraphe 69 du rapport. La délégation de l'URSS s'est abstenue lors du vote sur ce paragraphe, car elle estime qu'il est inutile et inopportun; en effet, la procédure d'arbitrage à l'intérieur de l'un quelconque des Etats relève de la compétence intérieure de l'Etat intéressé.

25. M. KAMAT (Inde) constate avec satisfaction qu'en examinant cette question technique et extrêmement complexe, mais qui est d'une grande importance pour les finances et le commerce internationaux, le Comité a su maintenir la discussion sur un plan élevé. Il a eu raison de prendre en considération toutes les différences qui existent entre la législation des divers pays et la politique qu'ils appliquent dans ce domaine. M. Kamat reconnaît qu'il faut fournir aux gouvernements l'occasion d'étudier de plus près le projet de convention rédigé par le Comité et est donc prêt à appuyer le projet de résolution de la Norvège.

26. M. CHA (Chine) déclare qu'il appuiera le projet de résolution de la Norvège (E/L.644).

27. Il propose que l'on mentionne aux paragraphes 1 et 2, non seulement le projet de convention et le rapport du Comité, mais aussi les comptes rendus analytiques des séances de ce dernier. Il a examiné avec soin ces comptes rendus et il estime qu'ils sont indispensables à quiconque veut bien comprendre la question et le rapport du Comité. Ces comptes rendus seront particulièrement utiles aux représentants des pays sous-développés qui n'ont qu'une expérience limitée des procédures d'arbitrage.

¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, dix-huitième session, Supplément No 7, par. 249, 260 et 261.

28. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) annonce qu'il appuiera le projet de résolution de la Norvège.

29. Il propose qu'à la fin du paragraphe du dispositif on ajoute un membre de phrase fondé sur la dernière phrase de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la résolution 527 (XVII), pour que le Conseil puisse se rendre compte si les gouvernements seraient disposés à prendre part, le cas échéant, à une conférence.

30. M. DONS (Norvège) indique qu'il est prêt à accepter les propositions des représentants du Venezuela et de la Chine si le Secrétariat n'y voit pas d'inconvénients.

31. Après une brève discussion sur la rédaction de l'amendement du Venezuela, le **PRESIDENT** propose au Conseil de prier le Secrétariat de rédiger un amendement, conformément à la proposition du représentant du Venezuela. Il va s'enquérir auprès du Secrétariat s'il est possible de distribuer les comptes rendus analytiques de la façon qu'envisage le représentant de la Chine. Le Secrétariat préparera ensuite un projet de résolution amendé en tenant compte de la discussion qui vient d'avoir lieu.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h. 10.